

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 41

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lectureursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule se trouve consacré aux travaux de Marx et d'Engels au sein du Conseil central de la Première Internationale au cours de l'année 1871 ainsi qu'aux événements de la Commune de Paris, et en particulier à l'écrit de Marx connu sous le titre *La Guerre civile en France 1871*.

Il se compose des 8 cahiers suivants :

Introduction

1. La guerre franco-prussienne de 1870 : chronologie, paginé GFA de 1 à 8.

2. La Commune de Paris : chronologie, paginé LC de 1 à 16.

3. Marx & Engels et l'Association Internationale des Travailleurs : l'année 1871, paginé AIT de 1 à 13.

4. Première Adresse du Conseil central de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande, paginé 1erA, de 1 à 5.

5. Seconde Adresse du Conseil central de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande, paginé 2eA, de 1 à 7.

6. K. Marx, La guerre civile en France

6.1. Chapitre 1, paginé GCF1, de 1 à 10.

6.2. Chapitre 2, paginé GCF2, de 1 à 7.

6.3. Chapitre 3, paginé GCF3, de 1 à 13.

6.4. Chapitre 4, paginé GCF4, de 1 à 11.

7. Documents

7.1. K. Marx, Interview de Marx par le journal new yorkais *The World*, paginé IM1, de 1 à 8.

7.2. K. Marx, Interview de Marx par le *New-York Herald*, paginé IM2, de 1 à 12.

7.3. Fr. Engels, Introduction (de 1891) à *La Guerre civile en France*, paginé IdE, de 1 à 10.

8. Tranches de vie : L'année 1871.

Table générale

Introduction

Le présent fascicule se trouve consacré aux **travaux de Marx et d'Engels au sein du Conseil général de la Première Internationale au cours de l'année 1871** ainsi qu'aux **événements la Commune de Paris**, et en particulier à l'écrit de Marx publié sous le titre *La Guerre civile en France 1871*.

Un dossier important. Et complexe.

Cette complexité événementielle et politique justifie que nous ayons débuté par **un exposé chronologique** des principaux épisodes de la guerre franco-prussienne de 1870 et surtout de la Commune de Paris. Ces références sont, en effet, indispensables à la compréhension des débats et des écrits, privés et publics, de Marx et d'Engels.

*

S'agissant de références, nous invitons nos lecteurs à tenir en main les pages de nos précédents **fascicules 36 et 39** respectivement consacrés à la fondation, le 28 octobre 1864, de la Première Internationale et aux activités de Marx au sein du Conseil général de l'AIT au cours des années 1867-1870.

*

Le présent fascicule enchaîne avec **les activités de Marx et d'Engels au sein du Conseil général de l'AIT au cours de l'année 1871**.

Pour rappel, en effet, Engels et sa famille ont quitté Manchester dès le 20 septembre 1870 et sont venus s'installer définitivement à Londres. Le 4 octobre, Engels s'est vu élire au Conseil général où il siègera dès le 11 octobre 1870.

On retiendra de ces travaux, outre l'attention particulière pour les événements en France, notamment au sein de la section parisienne de l'AIT, outre les nombreuses polémiques avec la presse bourgeoise anglaise et française, la lecture par Marx, le 30 mai 1871, des pages de « **La guerre civile en France** » ainsi que la tenue, du 17 au 23 septembre 1871, de la Conférence privée de Londres au cours de laquelle Marx et Engels feront voter d'importantes résolutions contre l'absentéisme politique des proudhoniens et contre les manœuvres dissidentes de Bakounine.

*

Suivent les deux **Adresses**, rédigées par Marx, au nom du *Conseil central de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande*. La première fut approuvée à l'unanimité lors de la réunion du 26 juillet 1870; la seconde sera éditée sous forme de brochure dès le 11 septembre 1870. A cette date s'est constitué à Paris un gouvernement de Défense nationale avec, à sa tête, le général orléaniste Louis Jules Trochu.

*

Les pages de « **La guerre civile en France** » constituent le principal dossier du présent fascicule.

Marx en propose la lecture lors de la séance du Conseil général du 30 mai 1871. Le texte sera adopté à l'unanimité, à l'exception de John Weston et de Thomas Mottershead qui, le 20 juin, marqueront leur désaccord et démissionneront du Conseil.

*

Le chapitre des **documents** ne manque pas d'intérêt.

On y trouvera le texte de **deux interviews** accordées par Marx, l'une, le 18 juillet 1871, au correspondant du journal new yorkais *The World*, la seconde accordée le 3 août 1871 au correspondant du *New York Herald*.

On lira surtout l'**introduction** à *La guerre civile en France* rédigée par Engels en mars 1891 à l'occasion du 20^e anniversaire de la Commune.

*

Enfin nous avons trouvé utile de publier la rubrique des **tranches de vie** relative à **cette année 1871**. Elle relate, en effet, le détail de la correspondance de Marx et d'Engels sur les événements.

*

Un dernier mot.

Il concerne la question centrale de la **direction politique** du mouvement ouvrier au sein de l'expérience de la Commune. Un fait remarquable : dans son exposé sur la *Guerre civile en France*, Marx s'abstient de mobiliser la catégorie de « dictature du prolétariat », que, pour sa part, Engels mentionne dans son introduction de mars 1891. Cette prudence se justifie assurément par le caractère très localisé et plutôt éphémère de la pratique de démocratie directe accomplie par la Commune de Paris. Elle se justifie non moins par la persistance des controverses théoriques et politiques de Marx avec les composantes proudhoniennes et surtout bakouninistes de l'Internationale. Nous y reviendrons plus en détail dans un prochain fascicule qui aura pour objet la perspective du Congrès de La Haye de septembre 1872.

*

Et, pour rappel, nos principales abréviations :

- C, suivi du numéro de volume : *Marx Engels, Correspondance*, Editions sociales, 13 volumes parus.
- MEGA, suivi du numéro de volume : *Karl Marx Friedrich Engels, Gesamtausgabe*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED / der KPdSU, Dietz Verlag Berlin. (Herausgegeben von der Internationalen Marx-Engels-Stiftung Amsterdam), 79 volumes parus.
- MECW, suivi du numéro de volume : *Karl Marx Frederick Engels Collected Works*, Lawrence & Wishart Electric Book, 50 volumes parus.
- MEW, suivi du numéro de volume paru : *Karl Marx, Friedrich Engels, Werke*, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Dietz Verlag Berlin, 46 volumes parus.

1. La guerre franco-prussienne de 1870 : chronologie des principaux événements

Etudes consultées :

- Eric Anceau, *Napoléon III*, Éditions Tallandier, Texto, Paris 2012.
- Nicolas Bourguinat & Gilles Vogt, *La guerre franco-allemande de 1870. Une histoire globale*. Flammarion, Champs Histoire, Paris 2020.
- Francis Choisel, *La Deuxième République et le Second Empire au jour le jour. Chronologie*, Biblis Inédit, CNRS Éditions, Paris 2015.
- Friedrich Engels, *Notes sur la guerre franco-allemande de 1870-1871*¹, Editions Science Marxiste, 2008.
- Pierre Milza, Napoléon III, Editions Perrin, Tempus, Paris 2006.
- Jean Petit, *1870-1871 Face à la Prusse*, Evocations, Editions Alan Sutton, Paris 2010.

- Notices de l'encyclopédie Universalis
- Notices de l'encyclopédie Wikipédia

Les antécédents

02.07.70 Le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen, un petit cousin du roi de Prusse Guillaume Ier, et membre de la branche catholique de la famille royale prussienne, présente sa candidature au trône d'Espagne devenu vacant après le renversement, en septembre 1868, de la reine Isabelle II d'Espagne² et de son fils Alphonse par le maréchal Juan Prim.

Cet avènement est perçu par la France comme une situation d'encerclement par la puissance germanique comparable à celle que le pays a connu à l'époque de l'ancien empire de Charles Quint.

06.07.70 Le duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères, prononce une allocution très agressive devant le Corps législatif français. « Nous ne croyons pas, déclare-t-il sous les applaudissements, que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant l'un de ses princes sur le trône de Charles Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas. Pour l'empêcher nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitations et sans faiblesse³. ».

07.07.70 Le gouvernement français demande officiellement à la Prusse de renoncer à la candidature du prince de Hohenzollern-Sigmaringen.

12.07.70 Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen retire sa candidature, un succès assurément de la diplomatie française qui exige néanmoins de

¹ Du 29 juillet 1870 à mars 1871, Engels va publier dans *The Pall Mall Gazette* un ensemble de 40 articles intitulés « Notes sur la guerre », non comptés 17 autres contributions autrement titrées, des articles qui, observons-le, ont paru sans signature. La traduction française est assurée par les Editions *Science Marxiste* (Montreuil-sous-Bois). Nous renvoyons à cet ouvrage à titre informatif, compte tenu du caractère extrêmement détaillé des rapports d'Engels sur les diverses batailles.

² Qui était liée à l'impératrice de France Eugénie de Montijo. Son fils et elle trouveront refuge en France.

³ Francis Choisel, *La Deuxième République et le Second Empire au jour le jour. Chronologie*, pp. 609-610.

la Prusse un engagement définitif écrit à ce renoncement¹.

Ce même 12 juillet 70, les membres parisiens de l'Association Internationale des Travailleurs publient, dans le journal *Le Réveil*, un manifeste « **Aux ouvriers de toutes les nations** ».

Ils déclarent :

« Une fois encore, sous prétexte d'équilibre européen et d'honneur national, la paix du monde est menacée par les ambitions politiques. Travailleurs de France, d'Allemagne et d'Espagne, unissons nos voix en un même cri de réprobation !...

La guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle folie. En réponse aux proclamations belliqueuses de ceux qui s'exemptent de l'impôt du sang et trouvent dans les malheurs publics une source de nouvelles spéculations, nous protestons, nous qui avons besoin de paix, de travail et de liberté !...

Frères d'Allemagne ! Nos divisions n'aboutiraient qu'à un triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin...

Ouvriers de tous les pays ! Quoi qu'il advienne pour le moment de nos communs efforts, nous, membres de l'Association Internationale des Travailleurs qui ne connaissons pas de frontières, nous vous adressons, comme gage d'une solidarité indissoluble, les vœux et le salut des ouvriers de France !² ».

13.07.70 L'ambassadeur de France Vincent Benedetti est mandaté auprès du roi de Prusse en cure à Bad Ems pour obtenir une garantie écrite de cette renonciation officielle. Le roi Guillaume fait savoir à l'ambassadeur français qu'il accepte de le recevoir mais ne se soumet pas à l'exigence française de s'engager par un acte officiel. Devant l'insistance de Benedetti, il décline la proposition d'un second entretien.

Il adresse à Bismarck un compte rendu télégraphique en ce sens.

De Berlin, Otto von Bismarck rédige alors la fameuse **dépêche d'Ems** qui se trouve diffusée à toutes les chancelleries européennes et dans la presse allemande.

Il s'agit d'une version quelque peu condensée des négociations entre Vincent Benedetti et le roi de Prusse : elle relate le refus par ce dernier d'accorder à Benedetti une nouvelle rencontre, une décision qu'il lui communique par l'intermédiaire de son aide de camp.

Voici la **traduction** de cette célèbre dépêche :

« La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a encore adressé à Ems, à Sa Majesté le Roi, la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris, que Sa Majesté le Roi, à tout jamais, s'engageait à ne plus donner son consentement si les Hohenzollern devaient revenir sur leur candidature. Sa Majesté le Roi là-dessus a refusé de recevoir encore l'ambassadeur français et lui a fait dire par l'aide de camp de

¹ Une exigence qui est fermement soutenue par l'impératrice Eugénie, laquelle profite de l'état de santé de son époux pour soutenir la politique belliciste de Gramont.

² Cité par Marx dans sa *Première Adresse sur la guerre franco-allemande*. La section berlinoise de l'Internationale répondra au Manifeste de Paris en ces termes : « Nous nous joignons solennellement à votre protestation....Solennellement, nous promettons que ni le son de la trompette ni le rugissement du canon, ni la victoire ni la défaite, ne nous détourneront du travail commun pour l'union des ouvriers de tous les pays ».

service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur¹. »

Une **erreur de traduction** a accru le malentendu. Le terme « Adjudant » qui désigne en allemand un officier d'Etat-Major, officier d'ordonnance et aide de camp, a été traduit en français par le vocable « adjudant », à savoir un grade militaire subalterne².

15.07.70 Cette dépêche est ressentie en France comme un camouflet et soulève une véritable indignation belliciste.

Le Corps législatif vote des crédits spéciaux pour la guerre.

En Prusse, le roi Guillaume décrète la mobilisation de son armée.

La déclaration de guerre

19.07.70 **La France déclare la guerre à la Prusse.**
Le chargé d'affaires à Berlin remet à Bismarck la déclaration de guerre qui est datée du 17 juillet.

20.07.70 L'Autriche annonce officiellement sa neutralité. La Suisse, l'Italie, le Danemark, la Belgique, la Grande-Bretagne font de même.

Les Etats allemands du sud, à savoir la Bavière, le Wurtemberg, les grands-duchés de Bade et de Hesse prennent parti pour la Prusse et rejoignent les forces de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Le Reichstag berlinois vote à son tour les crédits de guerre dès le 21 juillet. August Bebel et Wilhelm Liebknecht s'abstiennent.

23.07.70 **Première Adresse** du Conseil général de l'Internationale sur la guerre franco-prussienne. « Aux membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis³ ».

25.07.70 A Londres, le *Times* publie, en français, le texte complet du projet de traité de 1866 présenté par la France à la Prusse en vue de l'annexion de la Belgique.

Napoléon III avait essayé de marchander sa neutralité lors de la guerre austro-prussienne de 1866.

28.07.70 Napoléon III⁴ part vers Metz pour se mettre à la tête de l'armée du Rhin.

Il confie la régence du pouvoir à son épouse, l'impératrice Eugénie.

29.07.70 De son quartier général de Metz, Napoléon III adresse une proclamation à son armée.

« Je viens me mettre à votre tête, *déclare-t-il*, pour défendre l'honneur et le sol de la Patrie. Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe; mais d'autres qui valaient

¹ Nous citons à partir de la rubrique de Wikipédia. Cf. également : N. Bourguinat et Gilles Vogt, op.cit., p. 42. Pour le détail sur ces événements, nous renvoyons à l'étude de Jean Stengers « Aux origines de la guerre de 1870 : gouvernement et opinion », Revue belge de philologie et d'histoire, tome 34, fasc. 3, 1956, pp. 701-747, (en ligne sur le site de Persée).

² Il s'agissait en vérité du prince Anton von Radziwill.

³ Le texte se trouve aux pages 283-287 du volume *Le Conseil général de la Première internationale 1870-1871 Procès verbaux*, Editions du Progrès, Moscou 1975. Ecrite par Marx entre le 19 et le 23 juillet 1870, elle parut à Londres sous forme de tract avant d'être publiée dès le 6 août dans le *Volksstaat* de W. Liebknecht.

⁴ Qui est, observons-le, en très mauvaise santé, atteint de violentes douleurs liées à un gros calcul dans la vessie.

autant qu'elle n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui. La guerre qui commence sera longue et pénible¹. ».

Les défaites militaires françaises

- 02.08.70 Guillaume Ier a quitté Berlin pour rejoindre son quartier général à Mayence. Il est assisté par M. de Moltke, chef de l'état-major général. Il adresse un appel solennel à son armée : « L'Allemagne entière a pris unanimement les armes contre un Etat voisin qui - par surprise et sans raison - nous a déclaré la guerre. Il s'agit de défendre notre patrie menacée, notre honneur et nos propres foyers. Je prends ce jour le commandement de toutes nos armées. Avec moi, la patrie entière vous regarde avec confiance. Dieu, le Seigneur, épaulera notre juste cause². ».
- 04.08.70 L'armée prussienne franchit la frontière et défait les troupes françaises, commandées par le général Abel Douay, à **Wissembourg** dans le nord de l'Alsace³. Surpris par un ennemi supérieur en nombre, les Français subissent de lourdes pertes. Le général Abel Douay est tué au cours de la bataille. La retraite tourne en débandade.
- 06.08.70 Défaite, à **Fraeschwiller-Woerth**⁴, du corps de Mac-Mahon qui est contraint de se replier jusque Châlons. Défaite, le même jour, du général Charles Auguste Frossard à **Forbach**⁵, au sud de Sarrebruck.
- L'Alsace est perdue.**
- 09.08.70 Le Premier Ministre Emile Ollivier est renversé par le Corps législatif français à une écrasante majorité. Il sera remplacé, dès le lendemain, par le ministre du général Charles Cousin-Montauban, comte de Palikao, que nomme l'Impératrice régente.
- 12.08.70 Les troupes prussiennes entrent à **Nancy**, abandonnée par l'armée française. Napoléon III abandonne au maréchal Achille Bazaine ses fonctions de commandant en chef de l'armée du Rhin.
- 16.08.70 Le siège de **Strasbourg** commence.
- 17.08.70 Napoléon III nomme le général Louis Jules Trochu gouverneur de Paris.
- 18.08.70 Les troupes du général Bazaine se trouvent encerclées par les Prussiens à **Saint-Privat** dans la région de Metz.
- 20.08.70 Début du **siège de Metz** par l'armée prussienne¹.

¹ Francis Choisel, *La Deuxième République et le Second Empire au jour le jour. Chronologie*, p. 621.

² N. Bourguinat et G. Vogt, op.cit., p. 64.

³ Cf. Fr. Engels, op.cit., pp. 19-28. Les articles d'Engels (*Notes sur la guerre IV* et *Les victoires prussiennes*) sont datés du 6 et du 8 août 1870.

⁴ La bataille est aussi évoquée en référence à Reichshoffen. Cf. Fr. Engels, op.cit., pp. 31-38, *Notes sur la guerre V* et VI.

⁵ Nommée aussi bataille de Forbach-Spicheren.

30.08.70 Repli des troupes françaises vers **Sedan** après la défaite, à Beaumont, du général Pierre Louis Charles de Faily, surpris par les Prussiens.

02.09.70 **Napoléon III dépose les armes au terme de la bataille de Sedan**². Il est fait prisonnier³.

Il sera déplacé en captivité par les Allemands vers le château de Wilhelmshöhe, près de Cassel, où il résidera six mois avant d'être libéré et de se rendre en Angleterre, le 20 mars 71⁴.

La République et l'avènement du roi de Prusse à Versailles

04.09.70 A Paris, la **République est proclamée** à l'Hôtel de Ville et se constitue un *Gouvernement de Défense nationale* avec, à sa tête, le général orléaniste Louis Jules Trochu.

La guerre a changé de caractère. Il s'agit désormais de défendre la nation.

L'Impératrice Eugénie est parvenue à fuir Paris et à se rendre en Angleterre.

06.09.70 Jules Favre adresse, au titre de Ministre des Affaires étrangères, une circulaire aux chancelleries européennes et affirme que la France ne cédera aucune partie de son territoire.

« Le roi de Prusse, *écrit-il*, a déclaré qu'il faisait la guerre non à la France, mais à la dynastie impériale. La dynastie est à terre. La France libre se lève. Le roi de Prusse veut-il continuer une lutte impie, qui lui sera au moins aussi fatale qu'à nous ? Libre à lui : qu'il assume cette responsabilité devant le monde et devant l'histoire ! Si c'est un défi, nous l'acceptons. Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses⁵. »

09.09.70 Rédaction par Marx de la **seconde Adresse du Conseil général de l'Internationale** sur la guerre franco-prussienne⁶. La traduction française paraîtra le 4 octobre prochain dans le journal *L'Égalité*.

11.09.70 Départ d'une délégation gouvernementale pour Tours en vue de coordonner la continuation de la guerre en province.

¹ Cf. Engels, « La crise de la guerre » et « Notes sur la guerre XI », op.cit., pp. 34-64.

² Cf. Engels « Notes sur la guerre XVI », op.cit., pp. 85-88. Engels débute son article par cette observation : « La capitulation de Sedan décide du sort de la dernière armée française sur le terrain. Elle décide en même temps du sort de Metz et de l'armée de Bazaine : tout secours est maintenant hors de question, ils devront capituler eux aussi, peut-être cette semaine, en tout cas pas plus tard que la semaine prochaine. Reste le gigantesque camp retranché de Paris, dernier espoir de la France. ».

³ Le 1^{er} septembre, il adresse à Guillaume 1er cette célèbre lettre ainsi libellée : « Monsieur mon frère, N'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté. Je suis de Votre Majesté le bon frère. ». (Nous citons à partir de l'ouvrage de Nicolas Bourguinat & Gilles Vogt, op. cit, p. 74.)

⁴ Il y décèdera, le 9 janvier 1873, après trois interventions chirurgicales destinées à le libérer de la pierre à la vessie qui l'a fait tant souffrir.

⁵ N. Bourguinat et G. Vogt, op.cit., p. 203.

⁶ Cf. *Le Conseil général de la Première internationale 1870-1871 Procès verbaux*, op.cit., pp. 291-298. Pour rappel, la première Adresse date du 23 juillet 70. Cette seconde adresse fut rédigée par Marx entre le 6 et le 9 septembre 1870 avec l'aide des matériaux que lui avait envoyés Engels. La traduction allemande parut dans le *Volksstaat* du 21 septembre 1870.

13.09.70 Adolphe Thiers se déplace à Londres pour plaider la cause de la France.

Les 13 et 16 septembre, Bismarck adresse deux notes diplomatiques dans lesquelles se trouve clairement mentionnée l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine.

A Lyon a éclaté un soulèvement dont Bakounine tentera de pendre la tête dès le 15 septembre. Cette tentative de coup d'Etat échouera le 28 septembre.

17.09.70 Paris est assiégé.

19.09.70 Jules Favre rencontre Bismarck au **château de Ferrières**¹ les 19 et 20 septembre : il négocie un armistice qui laisse le temps aux Français de mettre en place un gouvernement légitime. Bismarck lui accorde ce délai mais reste ferme sur les revendications territoriales prussiennes, en particulier sur l'Alsace et la partie germanophone de la Lorraine, non compté une importante indemnité de guerre de cinq milliards de francs-or.

23.09.70 Capitulation de **Toul**.

28.09.70 Capitulation de **Strasbourg**.

05.10.70 Le quartier général prussien s'installe à Versailles.

07.10.70 Léon Gambetta se rend (en ballon) à Tours pour prendre la tête de l'organisation militaire.

La bourgeoisie française est partagée entre deux stratégies, soit poursuivre la guerre comme l'exige le patriotisme populaire, soit négocier la paix au prétexte que le conflit ne concernait en somme que le pouvoir de l'Empire et non le peuple français comme tel.

11.10.70 Les Prussiens occupent la ville d'**Orléans**.

21.10.70 Après des étapes à Vienne et à Saint-Pétersbourg, Adolphe Thiers revient à Tours sans avoir obtenu aucun soutien international.

27.10.70 Bazaine signe la **capitulation de Metz**. 170.000 soldats français sont faits prisonniers².

La nouvelle est révélée dès le 28 octobre par le journal de Félix Pyat *Le Combat*³.

31.10.70 **Insurrection à Paris** : les bataillons de la Garde nationale dirigés par Flourens et Blanqui s'emparent de l'Hôtel de ville et font prisonnier le gouvernement de Défense nationale. Ils réclament la constitution d'un Comité de Salut Public. Le mouvement prendra toutefois fin sur un compromis : l'organisation prochaine d'un plébiscite. Blanqui et Flourens sont mis en accusation et doivent s'enfuir.

Les Parisiens ont appris que le Gouvernement de Défense nationale a décidé d'envoyer Adolphe Thiers à Versailles pour négocier avec Bismarck l'armistice.

¹ En Seine-et-Marne où Bismarck avait installé ses quartiers. Le Château était la propriété de la famille Rothschild.

² Cf. Engels, « Le sort de Metz », et « La chute de Metz » op.cit., pp. 142-144 et pp. 162-165.

³ Léon Gambetta déclare le 30 octobre : « Metz a capitulé (...) Le maréchal Bazaine a trahi ! Il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur; et, au mépris de l'honneur de l'armée dont il avait la garde, il a livré, sans même essayer un suprême effort, cent vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses fusils, ses canons, ses drapeaux, et la plus forte citadelle de France, Metz, vierge jusqu'à lui des souillures de l'étranger. » (Nicolas Bourguinat & Gilles Vogt, op.cit., p. 97).

01.11.70 **Thiers et Bismarck négocient à Versailles.**

03.11.70 Le **plébiscite** approuve la politique du Gouvernement de Défense nationale qui recueille 323.373 voix contre 53.584 à l'opposition. Un éclatant désaveu des émeutiers.

05.11.70 De 5 au 8 novembre : élections municipales à Paris.

08.11.70 **Capitulation de Verdun.**

24.11.70 **Capitulation de Thionville.**

02.12.70 Les troupes françaises échouent lors d'une tentative de sortie à Champigny-sur-Marne.

05.12.70 **Orléans** est repris par les Allemands. **Rouen** est également occupé.

08.12.70 Un accord est signé entre les Etats du sud de la Confédération germanique et la Prusse en vue de la constitution de l'Allemagne unifiée sous la forme d'un Empire qui entrera juridiquement en vigueur dès le 1^{er} janvier 1871.

05.01.71 Les Prussiens entreprennent le bombardement de Paris.

06.01.71 Publication de la **seconde Affiche rouge** par le Comité de la Corderie alors dominé par les blanquistes : le texte exige la création d'une Commune à Paris.

18.01.71 **Proclamation de l'Empire allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles.**

19.01.71 Echech meurtrier de l'offensive de l'armée française en direction de Versailles (les combats de **Buzenval**).

22.01.71 Démission du général Trochu, remplacé par le général Vinoy. Une tentative d'insurrection blanquiste est matée dans le sang devant l'Hôtel de Ville.

26.01.71 Le gouvernement français qui s'est réfugié à Bordeaux se résigne à capituler et **Jules Favre se rend à Versailles pour signer avec le chancelier Otto von Bismarck l'armistice**, livrant à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine. L'armistice est conclu pour vingt et un jours en vue d'élire une nouvelle Assemblée nationale apte à négocier les conditions de la paix. Il sera prolongé d'une semaine.

Paris considère cette décision comme une lâche capitulation.

29.01.71 Les Allemands s'installent autour de Paris.

06.02.71 Démission de Léon Gambetta, en désaccord avec le gouvernement sur les prochaines élections.

08.02.71 **Élection d'une Assemblée nationale à majorité royaliste autour d'Adolphe Thiers.** La première réunion de cette Assemblée se tiendra à Bordeaux le 12 février. La victoire des partisans de la paix est assurée.

Démission théâtrale de Garibaldi.

26.02.71 Adolphe Thiers signe à Versailles avec Bismarck les préliminaires de la paix qui sera décrétée **à Francfort-sur-le-Main le 10 mai 1871.** Les départements de l'Alsace et de la Moselle se trouvent annexés par l'Allemagne et une indemnité de 5 milliards de francs-or est imposée à l'Etat français.

De retour à Bordeaux dès le 28 février, A. Thiers fait voter le traité de paix par l'Assemblée nationale qui marque son accord lors de la séance du 1er mars par 546 voix favorables, contre 23 abstentions et 107 opposants.

L'accord de paix sera finalement signé à Francfort le 10 mai 1871.

01.03.71 **Les troupes prussiennes défilent sur les Champs-Élysées.** Elles quitteront la capitale dès le 3 mars.

10.03.71 L'Assemblée nationale décide de siéger à Versailles.

17.03.71 Thiers ordonne la confiscation des canons gardés à Montmartre. L'opération échoue et tourne à l'émeute.

18.03.71 **Mise en place de la Commune de Paris**

2. La Commune de Paris, chronologie des principaux événements

Etudes consultées

- Jean Bruhat, Jean Dautry, Emile Tersen, *La Commune de 1871*, Editions sociales, Paris 1970.
- Emmanuel Brandely, *Les historiens contre la Commune*, Les nuits rouges, 2024¹.
- Michel Cordillot (coordonné par) *La Commune de Paris 1871, Les acteurs, l'événement, les lieux*, Editions Tallandier, Collection Texto, Paris 2023².
- Quentin Deluermoz, *Communes(s), 1870-1871*, Editions du Seuil, Points, Histoire, Paris, 2023.
- Jean Dautry et Lucien Scheler « Le Comité Central Républicain des vingt arrondissements de Paris » Editions sociales. Paris 1960³.
- Sophie Guichard, *Paris 1871, La Commune*, Berg International Editeurs, Paris 2006.
- Stathis Kouvélakis (présenté par⁴), *Karl Marx et Friedrich Engels. Sur la Commune de Paris. Textes et controverses*. Editions Sociales, Les Essentielles. Paris 2021.
- Armand Lanoux, *Le Coq rouge*, Grasset, Paris 1972.
- Marc Lagana, *Un peuple révolutionnaire : la Commune de Paris 1871*, Cahiers Bruxellois, 2018⁵.
- Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, La Découverte/Poche, Paris 2000⁶.
- Louise Michel, *La Commune Histoire & souvenirs*, 2 volumes, Petite Collection Maspero, Paris 1970⁷.
- Jacques Rougerie, *La Commune*, PUF, Que Sais-je ?, Paris 1988.
- Jacques Rougerie, *La Commune de 1871*, Découvertes Gallimard Histoire, Paris 1995.
- Jacques Rougerie, *La Commune et les Communards*, Gallimard, Folio Histoire, Paris 2018.
- Jacques Rougerie, *Procès des Communards*, Julliard, Collection Archives, Paris 1964.
- Jacques Rougerie, *L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871*⁸.
- William Serman, *La Commune de Paris*, Fayard, Paris 1986.
- Pierre Vésinier⁹, *Histoire de la Commune de Paris*, Londres – Chapman et Hall, 1871¹⁰.

Les notices de

- l'encyclopédie Wikipédia
- l'encyclopédie Universalis
- du dictionnaire du Maitron
- du site de Wikisource, en particulier le « Portail de la Commune de Paris »
- du site *Les Amies et les Amis de la Commune de Paris 1871* à l'adresse www.commune1871.org.
- du site commune1871-rougerie.fr

*

1. Les antécédents. La fin de la guerre. Signature de l'armistice avec les Prussiens.

02.09.70 Napoléon III capitule à **Sedan**.

04.09.70 **Proclamation de la République** à l'Hôtel de Ville de Paris et formation d'un **Gouvernement de Défense nationale**. Un comité de douze élus¹¹ républicains composé notamment de Jules Favre, Jules Ferry, Jules Simon, Emmanuel Arago, Adolphe Cré-

¹ E. Brandeley se livre notamment, dans la première partie de son ouvrage, intitulée « Les nouveaux « historiens du parti de l'ordre », à une très sévère critique des travaux sur la Commune de l'historien conservateur anglais Robert Tombs qu'il identifie clairement à « un intellectuel de droite » (p. 20).

² Un ouvrage remarquable, soulignons-le, par la qualité des informations et des analyses qu'il fournit.

³ En ligne sur le site archivesautonomie.org.

⁴ Et introduit par une importante étude « Événement et stratégie révolutionnaire. Marx et Engels à la rencontre de la Commune », pp. 9-130.

⁵ En ligne sur Cairn Info.

⁶ En ligne sur le site des *Classiques des sciences sociales*. <http://classiques.uqac.ca/>

⁷ En ligne sur le site des *Classiques des sciences sociales*. <http://classiques.uqac.ca/>

⁸ En ligne sur le site de *Cambridge University Press*.

⁹ Qui a été un membre actif de la Commune, rédacteur en chef du *Journal Officiel*.

¹⁰ En ligne sur le site de Wikisource.org.

¹¹ Elus depuis les législatives de 1869.

mieux, Ernest Picard, et Léon Gambetta¹ s'installe à l'Hôtel de Ville, présidé par le général orléaniste **Louis Jules Trochu**, gouverneur de Paris et chargé des pleins pouvoirs militaires.

Ces députés républicains prennent la tête du mouvement populaire en vue d'endiguer son caractère insurrectionnel.

Le nouveau gouvernement affirme vouloir poursuivre la guerre jusqu'à la libération totale du territoire.

Les Prussiens accumulent toutefois les victoires militaires.

A Lyon, ce même jour², se trouve proclamée la République et se constitue un *Comité de Salut Public* qui ne tarde pas à décréter des mesures radicales comme la séparation de l'Église et de l'État et l'instauration de l'école laïque.

Le 15 septembre, une nouvelle municipalité sera élue au suffrage universel avec, à sa tête, une majorité de républicains bourgeois.

Arrivé à Lyon le 15 septembre, Bakounine tentera de prendre la tête du mouvement qui échouera le 28 septembre après une tentative plutôt confuse de coup d'État. Il doit s'exiler en Suisse³.

05.09.70 Formation du **Comité central républicain des Vingt arrondissements** dont le siège se trouve rue de la Corderie du Temple⁴.

Deux pouvoirs commencent à s'opposer, celui de l'État bourgeois et celui de la résistance populaire qui s'organise.

06.09.70 Jules Favre adresse, au titre de Ministre des Affaires étrangères, une circulaire aux chancelleries européennes et affirme que la France⁵ ne cédera aucune partie de son territoire.

Le Gouvernement de Défense nationale publie une affiche « A l'Armée », où l'on peut lire : « Nous ne sommes pas au pouvoir, mais au combat. Nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, nous sommes le gouvernement de la défense nationale. Nous n'avons qu'un but, qu'une volonté : le salut de la Patrie, par l'Armée et par la Nation, groupées autour du glorieux symbole qui fit reculer l'Europe il y a quatre-vingts ans. Aujourd'hui, comme alors, le nom de Répu-

¹ Ainsi que Henri Rochefort, libéré de la prison de Sainte-Pélagie où il se trouvait incarcéré. Sa présence au sein du gouvernement a été imposée par la gauche républicaine. C. Delescluze, J-B. Millière, G. Flourens, A. Blanqui et F. Pyat ne sont toutefois pas retenus.

² Dès 9 heures du matin.

³ Marx commente à l'adresse de Edward Spencer Beesly le récent soulèvement de Lyon : « L'Hôtel de Ville a été pris – pas pour longtemps – et on a promulgué des décrets les plus fous touchant l'abolition de l'État et autres âneries. Vous comprenez que le seul fait qu'un Russe – présenté par la presse bourgeoise comme un agent de Bismarck - émette la prétention de se poser en chef d'un *Comité de Salut de la France* ait suffi amplement pour faire basculer l'opinion publique. (...) Quant à Cluseret, il s'est conduit à la fois comme un idiot et comme un lâche. Ces deux individus ont quitté Lyon après leur échec. » (C11, p. 117)

⁴ Qui était aussi, notons-le, le local des sections parisiennes de l'AIT. Pour le détail sur cette association nous envoyons à l'étude de J. Rougerie « Quelques documents nouveaux pour l'histoire du Comité central républicain des Vingt arrondissements » (*Le Mouvement social*, 37, octobre-décembre 1961, pp. 4-28). Nous nous référons aussi à l'ouvrage de Jean Dautry et Lucien Scheler « Le Comité Central Républicain des Vingt arrondissements de Paris » publié aux Editions sociales, Paris 1960.

⁵ Fait remarquable : le terme « République » n'est pas mentionné.

blique veut dire : UNION intime de l'Armée et du Peuple pour la défense de la patrie !¹ ».

09.09.70 Rédaction par Marx de la **seconde Adresse du Conseil général de l'Internationale** sur la guerre franco-prussienne². La traduction française paraîtra le 4 octobre prochain dans le journal *L'Égalité*.

Ce même 9 septembre, Victor Hugo, qui est revenu à Paris dès le 5 septembre, publie son appel « Aux Allemands³ ».

12.09.70 Adolphe Thiers engage une tournée pour obtenir le soutien des autres puissances européennes.

Il se trouve à Londres du 13 au 20 septembre puis il se rend à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Il reviendra à Tours le 21 octobre, sans avoir obtenu de résultats de sa tournée diplomatique

13.09.70 Le **Comité central républicain des Vingt arrondissements** proclame la levée en masse et la constitution d'une Commune souveraine.

Il diffuse cet appel par voie d'affiche.

15.09.70 Publication, par le **Comité central des Vingt arrondissements**, de la **première Affiche rouge** qui exige la levée en masse dans les départements. L'antagonisme avec le gouvernement de Défense nationale ne va pas tarder à se durcir⁴.

Parmi les revendications : la suppression de la police d'Etat et son remplacement par des magistrats nommés par les municipalités en collaboration avec la Garde nationale, l'élection de tous les fonctionnaires, la liberté de la presse et d'association et la réquisition des marchandises en vue de résister au siège de la ville.

Toutefois les défaites militaires françaises vont se succéder : le 23 septembre, à **Toul**, le 28 à **Strasbourg**.

17.09.70 **Les Prussiens commencent le siège de Paris**. Le siège⁵ durera 132 jours. Bismarck a installé son quartier général à Versailles.

18.09.70 A Marseille, se constitue une *Ligue du Midi pour la Défense nationale de la République* dirigée par Alphonse Esquiros. Elle regroupe 14 départements du Sud de la France et de la vallée du Rhône.

Accusée de séparatisme, elle sera dissoute le 28 décembre 1870.

19.09.70 Jules Favre est parti à la rencontre de Bismarck **au château de Ferrières**⁶ mais ce dernier ne cède rien sur ses exigences d'annexion de l'Alsace et de la partie germanophone de la Lorraine, non compté une importante indemnité de guerre de cinq milliards de francs-or.

J. Favre négocie un armistice qui laisse le temps aux Français de mettre en place un gouvernement légitime.

¹ Sophie Guichard, op.cit., p. 15.

² Pour rappel, la première Adresse date du 23 juillet 70.

³ La déclaration se termine en ces termes : « Maintenant, j'ai dit. Allumons, si vous persistez, soit, vous êtes avertis, faites, allez, attaquez la muraille de Paris. Sous vos bombes et vos mitrilles, elle se défendra. Quant à moi, vieillard, j'y serai sans armes. Il me convient d'être avec les peuples qui meurent, je vous plains d'être avec les rois qui tuent. ». (Victor Hugo, *Actes et paroles*, Flammarion, Paris, 2010, pp. 271-276.)

⁴ Dès le 16 septembre, en effet, le Comité central des Vingt arrondissements envoie une délégation auprès du gouvernement de Défense nationale qui refuse de la recevoir.

⁵ Cette stratégie du siège, plutôt qu'une attaque frontale, se justifie par l'importance des fortifications de Paris.

⁶ En Seine-et-Marne où Bismarck avait installé ses quartiers. Le Château était la propriété de la famille Rothschild.

Paris est encerclé par les Prussiens et coupé du reste de la France.

- 22.09.70 Le *Comité Central Républicain des vingt arrondissements* se prononce pour « une Commune souveraine opérant révolutionnairement la défaite de l'ennemi, ensuite facilitant l'harmonie des intérêts et le gouvernement direct des citoyens par eux-mêmes¹ ».
- 23.09.70 Capitulation de **Toul**.
- 27.09.70 A Paris, Charles Delescluze appelle à instaurer une Commune sur le modèle de celle de 1792.
- 28.09.70 **Strasbourg** est occupée par les Prussiens.
- 05.10.70 Le roi Guillaume 1^{er} s'installe à la préfecture de Versailles.
- 07.10.70 Léon Gambetta quitte Paris en ballon dirigeable pour lever des troupes en province. La capitale attend son salut de la province. Mais ce sera en vain.
- 08.10.70 Echec de la manifestation du *Comité central des Vingt arrondissements* en vue d'obtenir des élections municipales à Paris. L'autre revendication était de contraindre le gouvernement à renoncer à son projet de supprimer les caisses des compagnies de la Garde nationale qui entend conserver son droit d'élire et de révoquer ses officiers.
- 13.10.70 Les Prussiens s'emparent de la ville d'**Orléans**.
- 16.10.70 Capitulation de **Soissons**.
- 27.10.70 Capitulation du maréchal François Achille Bazaine à **Metz**. La France perd sa dernière armée régulière. Il est accusé de trahison² par Félix Pyat dans son journal *Le Combat*.
- 28.10.70 Echec de la tentative de sortie sur le Bourget.
- 31.10.70 **Insurrection à Paris** : les bataillons de la Garde nationale dirigés par Gustave Flourens, Charles Delescluze et Auguste Blanqui s'emparent de l'Hôtel de Ville et font prisonnier le gouvernement de Défense nationale. Le mouvement est toutefois plutôt confus³ et prendra fin sur un compromis imposé : l'organisation prochaine d'un plébiscite. Les Parisiens ont appris que la Gouvernement de Défense nationale a décidé d'envoyer Thiers à Versailles pour négocier l'armistice avec Bismarck⁴.
- Blanqui, Flourens et Millière seront mis en accusation et contraints à la clandestinité.

¹ Jean Dautry et Lucien Scheler « Le Comité Central Républicain des Vingt arrondissements de Paris », op.cit., p. 59.

² François Achille Bazaine sera également accusé de trahison par Léon Gambetta après la reddition de Metz. En août 1873, il sera mis en accusation devant un Conseil de guerre et condamné à mort. Grâcié par Mac-Mahon, il sera incarcéré dans une enceinte fortifiée près de Cannes d'où il parviendra à s'enfuir en août 1874 et à se réfugier en Espagne.

³ Une confusion qui met en évidence la grande désunion du parti révolutionnaire. La mobilisation par Louis Picard et Jules Ferry des Gardes nationaux des quartiers bourgeois et des mobiles bretons mettra fin à l'insurrection.

⁴ Une rencontre qui aura lieu à Versailles du 1^{er} au 6 novembre 1870 sans aboutir à un quelconque résultat.

- 03.11.70 Le **plébiscite**¹ approuve la politique du Gouvernement de Défense nationale qui recueille 557.996 voix favorables contre 62.638 à l'opposition. Un éclatant désaveu des émeutiers. Henri Rochefort démissionne du gouvernement.
- 05.11.70 De 5 au 8 novembre se tiennent **les élections municipales à Paris**. Elles confortent la position du gouvernement de Défense nationale.
- 08.11.70 Capitulation de **Verdun**.
- 24.11.70 Capitulation de **Thionville**.

- 02.12.70 Echec de la sortie vers **Champigny-sur Marne** menée, dès le 30 novembre, par le général monarchiste Auguste Alexandre Ducrot. Cet échec s'accompagne de multiples défaites en province, particulièrement celle de l'armée de la Loire.
- 04.12.70 Les Prussiens occupent **Rouen**.

1871

- 05.01.71 Premiers bombardements prussiens sur les forts du sud de Paris et la rive gauche de la Seine.
- 06.01.71 Publication de la **seconde Affiche rouge** par le Comité de la Corderie alors dominé par les blanquistes : le texte exige la création d'une Commune à Paris.
- 18.01.71 **Proclamation de l'Empire allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles.**
- 19.01.71 Echec meurtrier de l'offensive de l'armée de Paris commandée par le général Trochu sur la redoute de **Montretout** et sur le parc de **Buzenval** contre les Prussiens.
- 21.01.71 Libération de Gustave Flourens qui avait été arrêté après le 31 octobre 70 et incarcéré à la prison de Mazas. Il est réinstallé à la mairie de Belleville.
- 22.01.71 **Manifestation insurrectionnelle** après l'échec de la sortie de Buzenval, le 19 janvier. Cette insurrection est toutefois durement réprimée dans le sang. La troupe du général Joseph Vinoy (qui a succédé à Trochu, démissionnaire après l'échec de Buzenval) tire sur les manifestants dans le secteur ouvrier de Belleville. On compte une trentaine de morts.
- 23.01.71 Dissolution des clubs, suppression des journaux révolutionnaires. Interdiction des réunions publiques. Arrestation de Charles Delescluze. Blanqui et Flourens sont condamnés à mort par contumace.
- 26.01.71 Les Prussiens cessent le bombardement de Paris.
- 28.01.71 Le gouvernement français qui s'est réfugié à Bordeaux se résigne à capituler et **Jules Favre signe avec le chancelier Otto von Bismarck l'armistice**, livrant à l'Allemagne l'Alsace et une partie de la Lorraine. L'armistice est conclu pour vingt et un jours. Il sera

¹ Formulé sous cette question : « La population de Paris maintient-elle OUI ou NON les pouvoirs du Gouvernement de Défense Nationale ? ». Notons que ce plébiscite n'est organisé qu'à Paris.

prolongé d'une semaine en vue de l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale.

La population de Paris considère cette décision comme une lâche capitulation et s'estime trahie.

29.01.71 Les Prussiens occupent les forts autour de Paris.

08.02.71 **Elections législatives nationales** : élection d'une *Assemblée nationale* pour ratifier la paix. Elle est majoritairement royaliste et réactionnaire²⁸.

La province²⁹ a manifestement choisi le parti de la paix.

La bourgeoisie aisée quitte Paris.

12.02.71 Réunion à **Bordeaux** de l'Assemblée élue. Elle se prépare à signer la paix aux conditions imposées par les Prussiens.

Paris reste toutefois résolument républicain. Le 8 février, il a élu 36 députés qui sont hostiles à la paix, dont Louis Blanc, Victor Hugo, Gambetta, Garibaldi³⁰, Félix Pyat, Benoit Malon, Henri Rochefort.

17.02.71 Le pouvoir exécutif est confié par l'Assemblée de Bordeaux à Adolphe Thiers qui ne tarde pas à reprendre contact avec Bismarck.

24.02.71 C'est le jour anniversaire de la proclamation en 1848 de la Seconde République : constitution à Paris d'une *Fédération de la Garde nationale* dotée d'un Comité central.

28.02.71 Signature à Versailles du traité préliminaire de paix. Le traité impose l'annexion de l'Alsace et de la Moselle ainsi que le versement de 5 milliards de francs-or.

27.02.71 Les canons de la Garde nationale sont rassemblés à Belleville et à Montmartre.

01.03.71 Ratification par l'Assemblée nationale (réunie à Bordeaux) des préliminaires de la paix par 546 voix contre 107 et 23 abstentions. **Les Prussiens défilent sur les Champs-Élysées**³¹. Ils quitteront la capitale dès le 3 mars.

03.03.71 Création d'un Comité exécutif de la Fédération républicaine de la Garde nationale.

²⁸ Quelque 400 monarchistes (dont 230 membres de familles aristocratiques) contre 150 républicains (dont Victor Hugo, Edgard Quinet, Charles Delescluze, Félix Pyat, Benoît Malon, Charles-Ferdinand Gambon et Henri Tolain) et un centre incertain.

²⁹ A majorité rurale, quelque 65 % de la population. L'Église et les propriétaires terriens ont exercé une influence décisive sur le scrutin.

³⁰ C'est lors de la réunion du 12 février 71 que Garibaldi se trouve révoqué au motif qu'il est un étranger. Il décide de remettre lui-même sa démission.

³¹ Une concession que Thiers leur a accordée en échange du territoire de Belfort. Ce défilé prussien a évidemment ulcéré la population parisienne comme Thiers lui-même sera contraint de l'admettre, déclarant devant une Commission d'Enquête : « Cette entrée des Prussiens dans Paris a été une des principales causes de l'insurrection. Je ne dis pas que, sans cette circonstance, le mouvement ne se serait pas produit; mais cette entrée des Prussiens lui donné une impulsion extraordinaire. » (Cf. J. Bruhat, J. Dautry, E. Tersen, *La Commune de 1871*, op.cit., p. 103).

- 06.03.71 Adolphe Thiers nomme Aurelle de Paladines commandant en chef de la Garde nationale. Les Parisiens ressentent cette nomination comme une provocation. Le général bonapartiste Vinoy devient gouverneur militaire de la capitale. Il décide de fermer les clubs et de suspendre six journaux révolutionnaires.
- 07.03.71 Le nouveau gouvernement prend deux décisions très graves sur les loyers et les échéances de commerce.
- 08.03.71 Echec de la tentative gouvernementale d'enlever les canons de la Place Vendôme.
- 09.03.71 Un Conseil de guerre juge les responsables de l'insurrection du 31 octobre : condamnation à mort par contumace d'Auguste Blanqui et de Gustave Flourens. Jules Vallès est mis en prison pour six mois.
- 10.03.71 Installation à **Versailles** (la ville des rois) de l'Assemblée nationale. Une décision hautement symbolique que les républicains parisiens ressentent très mal. Elle vote la fin du moratoire des dettes, des effets de commerce et des loyers³², une mesure qui accable lourdement la population appauvrie. Elle vote également la suppression de la solde des gardes nationaux.
- 11.03.71 Suspension par le général Vinoy de six journaux républicains, dont *Le cri du Peuple* de J. Vallès, *Le Père Duchêne* d'E. Vermersch et *Le Vengeur* de F. Pyat.
- 15.03.71 Création du **Comité central de la Fédération de la Garde nationale**. Avec à sa tête les militants de l'AIT, dont Eugène Varlin. A son programme : la défense de la République.
- 16.03.71 Thiers nomme le général Louis Ernest Valentin à la Préfecture de Police.
- 17.03.71 Blanqui est arrêté en province à Bretenoux, dans le Lot, où, malade, il se repose chez un ami médecin. Il sera jugé le 15 février 1872 et condamné à la détention perpétuelle³³.

2. La proclamation de la Commune

- 18.03.71 Le samedi 18 mars, vers 3 heures du matin, sur ordre d'Adolphe Thiers, les troupes du gouvernement tentent de reprendre les canons³⁴ détenus par la Garde nationale au sommet de la butte Montmartre. Ces canons avaient été financés par une souscription populaire. L'action (que les Parisiens ressentent comme un coup d'Etat) s'appuie sur une occupation des endroits stratégiques de Paris, Place de l'Hôtel de Ville et de la Bastille; on tente de neutraliser les quartiers populaires.
- L'opération est difficile³⁵. Les soldats fraternisent avec la population insurgée qui afflue : arrestation du général Claude Lecomte, qui sera exécuté sommairement vers 17 heures avec un autre général de la Garde nationale qui avait participé à la

³² Les obligations financières contractées entre le 13 août et le 12 novembre 1870 devaient être acquittées dans les sept mois sans aucun délai, ce qui frappait lourdement les ouvriers et les couches les plus pauvres de la population ainsi que de nombreux petits industriels et commerçants.

³³ Il sera grâcié par Jules Grévy en juin 1879. Son décès surviendra le 1^{er} janvier 1881.

³⁴ Plus de 200 pièces.

³⁵ En raison du fait notamment que les attelages qui devaient emmener les pièces avaient été oubliés.

répression de juin 1848, le général Clément Thomas³⁶.

Soulèvement général à Paris qui se couvre de barricades.

Vers 16 heures, Adolphe Thiers s'enfuit à Versailles.

Il diffuse dans la presse cette note très hostile aux insurgés de Paris :

« Ceux qui veulent renverser la République sont des hommes de désordre, des assassins qui ne craignent pas de semer l'épouvante et la mort dans une cité qui ne peut se sauver que par le calme et le respect des lois. Ces hommes ne peuvent être que des stipendiés de l'ennemi ou du despotisme. Leurs crimes, nous l'espérons, soulèveront la juste indignation de Paris qui sera debout pour leur infliger le châtement qu'ils méritent³⁷. »

19.03.71 **Le Comité central de la Garde nationale³⁸ est maître de la capitale**, et appelle à l'élection d'un *Conseil de la Commune*. Il importe de légitimer le nouveau pouvoir³⁹.

Il lève l'état de siège, libère les détenus politiques et décrète la suppression de l'armée permanente avec la mise en place d'une milice nationale.

La légalité demeure, en effet, du côté du gouvernement qui s'est réfugié à Versailles.

Sur le plan militaire, on procède à l'occupation des forts du sud de la ville, Ivry, Bicêtre, Montrouge, Vanves et Issy⁴⁰. Mais on néglige de s'assurer la citadelle du Mont-Valérien, qui est une position importante.

Le plus remarquable demeure **l'inaction militaire** du Comité central qui aurait pu saisir l'opportunité d'un rapport de forces favorable pour marcher sur Versailles.

Autre fait remarquable : le nouveau pouvoir se dispense de s'attaquer aux puissances financières. Au contraire, il emprunte de l'argent à M. de Rothschild et à la Banque de France.

20.03.71 28 journaux conservateurs se rangent derrière la fraction la plus réactionnaire des élus de la capitale en se prononçant contre la tenue de nouvelles élections, en raison du caractère illégitime, selon eux, du nouveau pouvoir communal.

21.03.71 Les troupes versaillaises occupent le fort du **Mont-Valérien**, une position importante au sud et à l'ouest de la capitale.

22.03.71 Une manifestation des « Amis de l'ordre », hostile à l'insurrection, est arrêtée dans le sang par les gardes nationaux sur la place Vendôme.

23.03.71 Nouvelle proclamation des Communes de **Marseille** et de **Lyon**.

Le mouvement est toutefois rapidement réprimé, dès le 25 mars à Lyon, dès le 4 avril à Marseille.

³⁶ Lequel, se promenant en civil, avait été reconnu par un insurgé.

³⁷ Nous citons à partir de l'ouvrage de Louise Michel, op.cit., tome 1, p. 135.

³⁸ Une très large majorité sur les 265 bataillons qui composent la Garde nationale. Cinq ou six bataillons demeurent toutefois ouvertement hostiles.

³⁹ Les statuts de la garde nationale seront publiés dans le *Journal Officiel* du 22 mars. Cf. S. Kouvélakis, op.cit., pp. 323-324.

⁴⁰ Les Prussiens tiennent encore tous les forts de l'est.

- 24.03.71 A Paris, le Conseil fédéral des sections de l'AIT publie une longue affiche¹ en vue des prochaines élections.
- 26.03.71 **Elections municipales pour le Conseil de la Commune de Paris.** Une importante abstention de la population parisienne surtout dans les beaux quartiers de la ville². Les partisans de la Commune l'emportent largement³, avec toutefois **une grande diversité politique** entre jacobins, blanquistes, proudhoniens, membres de l'AIT⁴, radicaux et libertaires.
- 28.03.71 Proclamation de la Commune⁵ de Paris.** Une foule enthousiaste est venue saluer sa proclamation depuis le balcon de l'Hôtel de Ville. **La Commune durera 72 jours⁶.**
- Mise en place d'une **démocratie directe** reposant sur une participation active des citoyens et le principe du mandat impératif. La capitale est toutefois encerclée par l'armée versaillaise et complètement isolée du reste de la France. Les campagnes sont gagnées par la peur des rouges et des partageux.
- L'armée permanente est supprimée et la Garde nationale, dont les cadres sont élus, est seule chargée du maintien de l'ordre⁷.
- 29.03.71 La Commune décrète que les loyers dus depuis le moratoire du 13 août 1870, sont annulés; la vente des objets déposés au Mont-de-piété est suspendue. Adolphe Assi, Emile Eudes et Jules Bergeret sont chargés de rédiger une *Adresse au peuple de Paris* : « Votre Commune est constituée », déclare-t-elle, « Le vote du 26 mars a sanctionné la révolution victorieuse. ».
- La Garde nationale est déclarée la seule force armée régulière. Tous les citoyens valides en font désormais partie.
- Tous les fonctionnaires qui reconnaîtront le pouvoir de Versailles seront coupables, révoqués de leurs fonctions et pourront être poursuivis.
- Organisation au sein du Conseil de 10 commissions,** une Commission exécutive couronnant le tout. Elle sera toutefois souvent déficiente dans sa tâche de direction. La *Commission militaire* remplace le Comité de la Garde nationale. La *Commission des subsistances* a en charge l'approvisionnement de Paris. La *Commission des finances* vise à établir sur de nouvelles bases le budget de la ville⁸. La *Commission de la Justice* est mandatée pour mettre la justice à la hauteur des institutions démocratiques et sociales nouvelles. La *Commission de sûreté générale* reçoit les attributions de la préfecture de police. La *Commission du Travail, de l'Industrie et des Echanges* est chargée notamment d'égaliser le travail et le salaire. La *Commission des services publics* est chargée de la surveillance des grands services, la poste, le télégraphe, les voiries. La *Commission des relations extérieures* est chargée d'entretenir avec les communes de France des relations amicales en vue d'une

¹ Cf. S. Kouvelakis, op.cit., pp. 346-347.

² Un grand nombre des habitants aisés ont quitté la ville dès la levée du siège.

³ Le vote donne 190.000 voix pour les candidats communards contre environ 40.000 voix pour les partisans de l'ordre. Pour le détail des votes et des élus, nous revoyons à l'étude de Pierre Vésinier, pp. 82-88 et pp. 92-93.

⁴ Dont Léo Fränkel, Benoît Malon et Eugène Varlin.

⁵ En référence à la commune révolutionnaire du 10 août 1792.

⁶ Et, en vérité, moins longtemps, à peine 54 jours, si l'on excepte les journées de la semaine sanglante.

⁷ A noter que Garibaldi décline la proposition qui lui est faite de prendre le commandement de la Garde nationale parisienne.

⁸ Sous la direction de Francis Jourde, la Commission se gardera de toucher à la Banque de France.

fédération.

La *Commission de l'enseignement* a pour objet de préparer un projet de décret sur l'instruction gratuite, obligatoire et exclusivement laïque.

Les litiges ne vont pas tarder à surgir entre les élus du Conseil de la Commune et les responsables du Comité central de la Garde nationale, avec de fâcheuses conséquences sur l'organisation militaire.

- 02.04.71 **L'armée versaillaise** (sous les ordres du maréchal Mac-Mahon) **attaque Paris** près du Mont-Valérien¹. Paris est isolé et encerclé.
- 03 et 04.04.71 Contre-offensive des communards vers Versailles² : elle est défaite à la bataille de Meudon et de Châtillon. Jules Bergeret été l'un des protagonistes de la désastreuse sortie du 3 avril 1871 et sera incarcéré par les autorités de la Commune au motif de son comportement irresponsable lors des combats, une accusation que soutiendra Gustave Cluseret⁴.
- Cette défaite illustre l'impréparation militaire et l'inexpérience des troupes de la Commune³.
- La Commune perd deux de ses chefs militaires les plus populaires : **Gustave Flourens**, exécuté d'un coup de sabre par un officier de gendarmerie à Rueil-Malmaison et **Emile Duval**, fusillé sur ordre du général Vinoy.
- La Commune est désormais contrainte de se livrer à une guerre défensive contre les armées de Versailles.
- Décret sur la **séparation de l'Eglise et de l'Etat**. Le budget des cultes est supprimé et les biens des congrégations religieuses, meubles ou immeubles, sont déclarés « propriétés nationales ».
- 05.04.71 **Décret de la Commune sur les otages**⁵ : en réplique aux violences versaillaises, dont le massacre des prisonniers, le décret prévoit que « toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan régulier de la Commune sera, sur le champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple d'otages qui seront désignés par le sort. ».
- Le décret fera l'objet de négociations avec Thiers en vue notamment de la libération de Blanqui emprisonné dans le Lot⁶. Il ne sera appliqué par la Commune qu'après l'entrée dans Paris, dès le 21 mai, des troupes versaillaises qui commencent à se livrer à de nombreux massacres. On comptera quelque 85 exécutions.
- Dès ce 5 avril, la Commune procède à l'arrestation d'un grand nombre d'importants ecclésiastiques dont l'archevêque de Paris, Mgr Darboy.
- 06.04.71 Un acte symbolique : la guillotine se trouve brisée et brûlée par la Garde na-

¹ L'un des 16 forts construits autour de Paris.

² Qui dispose d'une armée de 120.000 hommes, selon les indications de Vésinier. (op.cit. p. 128)

³ Pour le détail sur ces combats du 3 et 4 avril, nous renvoyons à l'analyse de Pierre-Henri Zaidman (« L'échec de la marche sur Versailles »), pp. 65-71 du volume coordonné par Michel Cordillot.

⁴ Toutefois libéré en mai 71, il reprendra sa place au sein de la Commission de la Guerre et sera l'un des protagonistes de l'incendie de Tuileries le 24 mai 1871. Après la défaite de la Commune, il émigrera en Angleterre puis, après un séjour à Jersey, aux Etats-Unis.

⁵ Ils seront 74 otages détenus par la Commune, dont l'archevêque de Paris Georges Darboy.

⁶ Mgr Darboy s'associera lui-même à cette possible transaction dans une lettre datée du 12 avril envoyée à Thiers, lequel fera trainer les choses en longueur et demeurera inflexible.

tionale sur la place Voltaire.

Ce même 6 avril paraît dans le *Journal officiel* de la Commune un « **Appel aux départements** » qui s'attache à rectifier la propagande versaillaise sur une prétendue dictature d'un pouvoir centralisateur oppressif. Elle se termine par cet appel : « Encore une fois, frères, ne vous laissez pas prendre aux montreuses inventions des royalistes de Versailles. Songez que c'est pour vous autant que pour lui que Paris lutte et combat en ce moment. Que vos efforts se joignent aux nôtres, et nous vaincrons, car nous représentons le droit et la justice; c'est-à-dire le bonheur de tous par tous, la liberté pour tous et pour chacun sous les auspices d'une solidarité volontaire et féconde¹. »

- 07.04.71 Thiers congédie Joseph Vinoy et confie au maréchal Mac-Mahon le commandement de l'armée de Versailles.
- 08.04.71 La Commune décrète le versement d'une pension à tous les blessés et aux veuves et orphelins des Gardes nationaux tués au combat. La loge du Grand Orient « Les Disciples du Progrès » publie un « Manifeste de la Franc-maçonnerie ».
- 10.04.71 André Léo² et Benoît Malon publient leur « **Appel aux travailleurs des campagnes**³ » Ils soulignent les convergences des intérêts de la masse des paysans et des ouvriers des villes dans la lutte, les appelant à faire cause commune.
- 11.04.71 Début des opérations de l'armée de Versailles contre Paris. Publication par l'*Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés*⁴ d'un « **Appel aux citoyennes de Paris** » qui revendique la guerre à outrance et l'émancipation de la classe ouvrière avec pour corollaire celle des femmes⁵. Cette association sera animée par des militantes très actives, pour la plupart issues de la classe ouvrière. A leurs yeux, la domination masculine relève de la lutte des classes au sens large du terme. L'égalité des sexes est un objectif majeur, aussi bien dans le cadre professionnel avec l'égalité des salaires qu'au sein de la famille.
- 12.04.71 Suspension des poursuites judiciaires concernant les échéances de loyer et des effets de commerce Le *Moniteur universel* est interdit
- La Commune décide de procéder à la démolition de la colonne Vendôme⁶ qui sera abattue le 16 mai prochain au milieu d'une foule en liesse. Le décret prononce cette sévère sanction à l'égard de l'édifice : « La colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation de militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un

¹ Cf. S. Kouvélakis, op.cit., pp. 328-329.

² Qui est en fait le pseudonyme (constitué des prénoms de ses deux fils jumeaux) de la romancière et journaliste féministe Victoire Léodile Béra. Elle était la compagne de Benoît Malon.

³ Cf. S. Kouvélakis, op.cit., pp. 329-332.

⁴ Elisabeth Dimitrieff et Nathalie Le Mel sont à l'origine de cette association qui s'est constituée entre le 8 et le 11 avril 71. Parmi ses autres dirigeantes on compte Thérèse Collin, Aline jacquier, Aglaé Jarry, Blanche Lefèbre et Marceline Leloup.

⁵ Cf. S. Kouvélakis, op.cit., pp. 353-355.

⁶ Inspiré de la colonne Trajane à Rome, cet édifice était perçu comme un symbole à la gloire de Napoléon Ier. La colonne commémorait la victoire d'Austerlitz.

attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité¹. ».

14.04.71 Prise de la redoute de Gennevilliers et début du bombardement d'Asnières par l'artillerie versaillaise.

Les artistes parisiens se groupent en fédération sous la direction du peintre Gustave Courbet².

16.04.71 **Elections complémentaires** au Conseil de la Commune à la suite de la démission d'élus modérés.

A peine 15% des votants, un signe très inquiétant de désaffection populaire. La question de la légitimité de la Commune est relancée.

La Commune aura au total 79 membres.

Composition populaire : 33 ouvriers, 5 petits patrons, 14 employés, 12 journalistes, une douzaine d'avocats, médecins, instituteurs, artistes.

Le décret du 16 avril décide d'un délai pour le remboursement des créances et le paiement des loyers.

L'Assemblée communale vote également ce 16 avril un décret sur la **confiscation** (contre indemnité) **des ateliers abandonnés** par leurs patrons depuis le siège de la ville³. En vue, la constitution de sociétés coopératives ouvrières.

17.04.71 Gustave Courbet est élu à la présidence de la Fédération des artistes.

La commission des barricades édite une affiche signée *Gaillard père* appelant les citoyens à se mobiliser pour la construction des barricades.

19.04.71 Publication de la « **Déclaration au Peuple français**⁴ » : la commune expose son programme.

Parmi les mesures recommandées, citons ces **quatre objectifs** :

1. « La reconnaissance et la consolidation de la République, seule forme de gouvernement compatible avec les droits du Peuple et le développement régulier et libre de la société. »

2. « L'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France et assurant à chacune l'intégralité de ses droits, et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et travailleur. »

3. « L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées, la libre défense de leurs intérêts : garanties données à ces manifestations par la Commune, seule chargée de surveiller et d'assurer le libre et juste exercice du droit de réunion et de publicité. »

4. « L'organisation de la défense urbaine et de la Garde nationale, qui élit ses chefs et veille au maintien de l'ordre dans la Cité⁵. ».

¹ Cf. S. Kouvélakis, op.cit., p. 332.

² Qui, ce 14 septembre, lance une pétition en vue du « déboulonnement » de la colonne Vendôme dont il envisage de déposer les reliefs aux Invalides. Courbet sera accusé par la justice militaire pour cette démolition qui avait, en vérité, été décidée par Félix Pyat. Il sera condamné à en financer personnellement la restauration. Il mourut toutefois le 31 décembre 1877, à la veille de devoir s'acquitter de ce remboursement.

³ Cf. S. Kouvélakis, op.cit., pp. 333-335.

⁴ Rédigée notamment par Pierre Denis, Jules Vallès et Charles Delescluze.

⁵ Le texte complet se trouve aux pages 88-92 du volume coordonné par Michel Cordillot « La Commune de Paris 1871. Les acteurs, l'événement, les lieux » (Editions Talandier, collection Texto, Paris 2023). Cf. également S ; Kouvélakis, op.cit., pp. 335-338.

Un programme adressé, soulignons-le, à la France entière.

Le texte sera aussitôt publié dans le *Journal officiel de la République française* et diffusé sous forme d'affiches. L'objectif est de rallier les plus d'appuis possible dans les départements et les grandes villes, les Parisiens affirmant, en conclusion, avoir « la mission d'accomplir la Révolution moderne, la plus large et la plus féconde de toutes celles qui ont illuminé l'histoire. ».

- 21.04.71 Les francs-maçons tentent une conciliation entre la Commune et le gouvernement de Thiers.
- 23.04.71 Thiers organise le blocus du ravitaillement de Paris.
- 24.04.71 Réquisition au profit des sans-logis des logements abandonnés par leurs propriétaires qui ont fui la capitale.
Réquisition des ateliers abandonnés¹.
- 26.04.71 La Commune engage le débat sur la réforme du Mont-de-Piété.
- 27.04.71 Publication du décret sur l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries².
- 28.04.71 Publication de l'appel de Charles Delescluze « **Au peuple des campagnes** ». Formation d'une commission pour organiser l'enseignement primaire et professionnel.
- 29.04.71 Les francs-maçons³ organisent une manifestation à Paris en vue d'une conciliation avec le pouvoir de Versailles. Après avoir été reçue à l'Hôtel de Ville par la Commune, une délégation se rend auprès de Thiers qui l'éconduit.
Le lendemain, ils se réunissent salle Dourlan et décident de rallier la Commune.
- 30.04.71 Les Versaillais reprennent le **fort d'Ivry**. Gustave Cluseret se trouve révoqué de ses fonctions de Délégué à la guerre et son arrestation est ordonnée par la Commune. Il sera toutefois acquitté dès le 21 mai prochain.
- 01.05.71 Création d'un **Comité de Salut public** par 45 voix contre 23. Il sera composé de cinq membres⁴. Ce qui provoque **une grave scission** au sein de l'Assemblée communale : la minorité⁵ quitte le comité au pire moment de la situation militaire.
Louis Rossel est nommé Délégué à la Guerre après la révocation de Gustave Cluseret.
- 03.05.71 Les Versaillais reprennent **la redoute du Moulin-Saquet** : d'intenses combats.

¹ Moyennant toutefois une indemnisation aux propriétaires. A vrai dire, les principales usines de Paris sont situées à la périphérie de la ville.

² Cf. S. Kouvelakis, op.cit., pp. 338-339.

³ Bon nombre de militants ouvriers appartenaient alors à la franc-maçonnerie.

⁴ Une structure à vrai dire plutôt instable. Composée au début par Antoine Artaud, Léon Meillet, Gabriel Ranvier, Félix Pyat et Charles Gérardin, elle se renouvelle dès le 9 mai, Meillet, Pyat et Gérardin étant éliminés et remplacés par Charles Ferdinand Gambon, Emile Eudes et Charles Delescluze, lequel quittera bientôt le comité pour remplacer Louis Rossel comme Commissaire à la Guerre.

⁵ Composée de militants importants, dont Léo Fränkel, Gustave Lefrançais, Charles Longuet, Benoît Malon, Auguste Serrailier, Jules Vallès, Auguste Vermorel...

- 05.05.71 Publication d'un Manifeste du Comité central de ***l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés***. On y lit :
 « La lutte actuelle ne peut avoir pour issue que le triomphe de la cause populaire. Paris ne reculera pas, car il porte le drapeau de l'avenir. L'heure suprême a sonné...place aux travailleurs, arrière à leurs bourreaux.
 (...)
 Toutes unies et résolues, grandies et éclairées par les souffrances que les crises sociales entraînent toujours à leur suite, profondément convaincues que la Commune, représentante des principes internationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la révolution sociale, les Femmes de Paris prouveront à la France et au monde qu'elles aussi sauront, au moment du danger suprême – aux barricades, sur les remparts de Paris, si la réaction forçait les portes – donner comme leurs frères leur sang et leur vie pour la défense de la Commune, c'est-à-dire du Peuple¹. ».
- 06.05.71 Thiers refuse la tentative de conciliation entreprise par la Ligue d'Union républicaine des droits de Paris.
- 07.05.71 Tous les objets d'une valeur inférieure à 20 francs pourront être dégagés gratuitement du Mont-de-Piété².
- 08.05.71 Thiers adresse une proclamation, **un ultimatum**, à vrai dire, aux Parisiens par voie d'affiche, exigeant la fin de l'insurrection et il les informe que l'armée régulière va entrer en action dans Paris.
- 09.05.71 Décret en vue de l'adoption d'un salaire minimal.
 Le **fort d'Issy-les-Moulineaux** tombe aux mains des Versaillais. Le colonel Louis Rossel³ sera accusé de trahison pour n'avoir pas défendu le fort qui avait une importance stratégique pour la défense de Paris. Il sera remplacé dès le lendemain par Charles Delescluze.
- 10.05.71 **Signature de la paix à Francfort** : la France perd l'Alsace et une partie de la Lorraine et se voit contrainte de verser 5 milliards de francs-or d'indemnités.
 L'assemblée de Versailles ratifiera le traité le 18 mai prochain.
- 11.05.71 La Commune ordonne la démolition de la maison d'Auguste Thiers, place Saint-Georges.
- 13.05.71 Les troupes versaillaises occupent le **fort de Vanves**.
- 14.05.71 Thiers refuse la proposition d'échanger

¹ Cf. J. Bruhat, J. Dautry, E. Tersen *La Commune de 1871*, op.cit., p. 186. Le texte est signé par Nathalie Lemel, Aline Jacquier, Blanche Lefèvre, Marie Leloup et Elisabeth Dmitrieff.

² Le Mont-de-Piété était un organisme de prêt sur gage et constituait pour les plus pauvres le seul moyen de disposer d'argent frais en cas de besoin.

³ Lequel aura été l'un des rares officiers supérieurs de l'armée française à rejoindre la Commune. Arrêté par les Versaillais, il refusera une peine d'exil et sera fusillé le 28 novembre 1871. Le 9 mai 1871, il avait adressé aux membres de la Commune une longue lettre d'explication sur l'organisation militaire déféctueuse des troupes, terminant son propos par cette phrase : « Je me retire et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas » (Cf. Sophie Guichard, op.cit., p. 71).

les 74 otages de la Commune en contrepartie de la libération d'Auguste Blanqui.

- 15.05.71 **Crise ouverte** entre la majorité et la minorité du Conseil de la Commune : les minoritaires publieront dès le lendemain un *Manifeste* dénonçant les dérives autoritaires, dictatoriales même, du *Comité de salut public*¹. Les membres minoritaires reviendront au Conseil de la Commune le 21 mai 71. Ce sera toutefois la dernière séance plénière de la Commune : les Versaillais sont entrés dans Paris par la porte de Saint-Cloud.
- 17.05.71 La Commune adopte le principe d'une égalité de traitement entre les enfants légitimes et naturels et entre les épouses et les concubines pour la perception de leurs droits et de leurs pensions.
- 19.05.71 Décret de laïcisation de l'enseignement.
- 21.05.71 **Paris est envahi par les troupes versaillaises** avec la complicité des Allemands². La ville sera bientôt à moitié conquise après trois jours de combats.

3. La semaine sanglante

- 22.05.71 Les Versaillais, qui disposent de plus de 150.000 hommes, contrôlent les Champs-Élysées et Montparnasse³.
- 23.05.71 Les Versaillais occupent la butte Montmartre. Les fusillades commencent. Bergeret donne l'ordre d'incendier les Tuileries. Le lendemain, ce sera le tour de l'Hôtel de Ville.
- 24.05.71 Massacre de 700 combattants par les Versaillais au Panthéon. Il entraîne une riposte meurtrière des militants blanquistes de la Commune, lesquels entreprennent de fusiller six otages détendus à la prison de la Roquette, dont l'archevêque de Paris Mgr Georges Darboy.
- 25.05.71 Charles Delescluze tente de faire appel à une médiation allemande par l'intermédiaire de l'ambassadeur des USA E.B. Washburne. La délégation est toutefois refoulée par les gardes nationaux qui soupçonnent une trahison. Désespéré par cet échec, Delescluze part se faire tuer sur une barricade du boulevard Voltaire.
- 26.05.71 Le faubourg Saint-Antoine est contrôlé par les Versaillais qui exécutent Jean-Baptiste Millière sur les marches du Panthéon. L'armée versaillaise massacre et ne fait plus de prisonniers. L'exaspération est à son comble. Le soir de ce 26 mai, les Communards exécutent un groupe de prisonniers à la prison de la Roquette, 11 prêtres, 35 gendarmes, 4 agents du Second Empire.
- 27.05.71 Durs combats dans les quartiers popu-

¹ Parmi les signataires se trouvent : Charles Beslay, François Jourde, Gustave Lefrançais, Auguste Vermorel, Auguste Serrailier, Charles Longuet, Jules Vallès, Louis Varlin, Désiré Courbet, Benoît Malon.

² Et celle du dénommé Jules Ducatel, employé des ponts et chaussées et agent versaillais qui ouvre l'accès à la porte de Saint-Cloud. Cette intrusion est aussi due à une forte négligence du pouvoir de la Commune qui, sous la présidence de Jules Vallès, délibérait à ce moment-là de la prétendue trahison de Gustave Cluseret, lequel sera du reste acquitté des accusations portées contre lui.

³ Pour le détail sur les opérations militaires de la semaine sanglante nous renvoyons à l'exposé de Pierre-Henri Zaidman, pp. 151-170 du volume coordonné par Michel Cordillot « La Commune de Paris, Les acteurs, l'événement, les lieux »

res de Belleville, et massacre des combattants de la Commune au cimetière du Père-Lachaise et aux Buttes-Chaumont.

Des massacres de masse vont se multiplier toute la semaine et plusieurs jours encore après le 28 mai.

28.05.71 Chute de la Commune.

La toute dernière barricade tombe à Belleville vers 15 heures.

Les victimes de la semaine sanglante se chiffrent à 20.000 tués, davantage peut-être.

Il y aura 43.522 arrestations.

Les procès

C'est la justice militaire qui sera mobilisée. On ne convoquera pas moins de 24 Conseils de Guerre pour mener les procès. Quelque 38.000 insurgés seront traduits devant ces tribunaux. 270 condamnations à mort seront prononcées, 251 condamnations aux travaux forcés, 1.157 condamnations à la déportation¹. Non comptés les femmes et les enfants².

¹ La loi du 23 mars 1872 fixera la Nouvelle-Calédonie comme principal lieu de déportation, avec, de la part des autorités, un objectif de colonisation.

² Pour le détail des condamnations, nous renvoyons à l'étude de Jacques Rougerie *Procès des Communes*, op.cit., Éditions Julliard.

3. Marx & Engels et l'Association Internationale des Travailleurs.

L'année 1871

Cette séquence prend la suite des **années 1864-1866** recensées dans notre **fascicule 36** et des **années 1867-1870** recensées dans notre **fascicule 39**.

Etudes et ouvrages consultés

- *Le Conseil général de la première internationale 1864-1866 et 1866-1868*, Procès-verbaux, Editions du Progrès, Moscou, 1972 et 1973¹.
- Bernard Dandois, *Vingt lettres sur l'Association Internationale des Travailleurs en Belgique (1865-1872)*. Revue *Le Mouvement social* n° 62, pp. 49-98.
- *Entre Marx & Bakounine César De Paepe. Correspondance présentée & annotée par Bernard Dandois*, Centre d'Histoire du Syndicalisme, Maspéro, Paris, 1974.
- Christian Lande, *La Première internationale*, Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18, Paris 1976.
- Arthur Lehning, *De Buonarroti à Bakounine, Etudes sur le Socialisme International*, Editions Champ Libre, Paris 1977.
- Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la première Internationale*, La Fabrique éditions, Paris 2011.
- Marcello Musto, *La première internationale et son histoire*, « La Pensée » 2014 4/4, N° 380, pp. 129 à 143².
- Marcello Musto, *Pour lire la Première Internationale*, Editions sociales, Les propédeutiques, Paris 2022.
- Revue *Le Mouvement social*, n° 51, mai-juin 1965, *La première internationale*, numéro spécial préparé sous la direction de Jacques Rougerie et Maximilien Rubel³.
- Albert Thomas, *Histoire socialiste*, vol. 10 *Le Second Empire (1852-1870)*, sous la direction de Jean Jaurès. Publications Jules Rouff et Cie, Editeurs, en ligne sur le site de Gallica.

*

03.01.71 Marx propose au Conseil général d'organiser une collecte en faveur des membres du Parti Social Démocrate, dont Wilhelm Liebknecht⁴, August Bebel et Adolf Hepner, qui ont été arrêtés par les autorités prussiennes.

Engels se trouve nommé, fût-ce provisoirement, comme secrétaire-correspondant pour la Belgique.

Une désignation qui avait été annoncée par César De Paepe lors du récent 6^e congrès des sections belges.

17.01.71 Marx intervient sur le récent meeting qui s'est tenu, le 6 et 10 janvier 71, à St James Hall, en faveur de la reconnaissance par la Grande-Bretagne de la République française et de la prochaine visite à Londres de Jules Favre. S'opposant à l'avis favorable de George Odger en faveur de Jules Favre, il rappelle le rôle particulièrement réactionnaire joué par ce dernier lors des événements de 1848⁵.

¹ Assurément l'ouvrage de référence majeur : il offre la liste et le contenu exhaustif des rapports du Conseil général de l'AIT.

² En ligne sur le site de Cairn.info.

³ Une publication importante en raison du nombre de documents qu'elle reproduit.

⁴ Nathalie Liebknecht, son épouse, ne tardera pas à remercier Marx dès le 18 janvier 71. Marx en informera le Conseil général du 24 janvier.

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 92-93. Marx reviendra sur le sujet dans sa lettre à Hermann Jung du 18 janvier, insistant : « Jules Favre a été l'un des plus célèbres serviteurs du régime de terreur infligé à la classe ouvrière après l'insurrection de Juin. Il a soutenu

- 24.01.71 Engels propose de mettre à l'ordre du jour du Conseil un avis sur le meeting de masse qui s'est tenu à Trafalgar Square, le 23 janvier, en vue d'une intervention britannique pour mettre fin à la guerre franco-prussienne. Pour sa part, John Weston exprime son désaccord sur la publication des propos tenus par Marx sur Jules Favre lors de la dernière séance du Conseil.
- 31.01.71 Engels revient sur sa proposition et prononce devant le Conseil général une longue intervention¹ sur l'actualité politique créée par le conflit entre la France et la Prusse. Il présente ces trois résolutions :
- « 1) Le mouvement ouvrier, pour le soutien de la République française, doit concentrer ses efforts au début pour obtenir la reconnaissance de la République par le gouvernement britannique.
2) L'intervention militaire de l'Angleterre en faveur de la France, telle que l'entendent ceux qui la proposent, n'aurait pu être de quelque utilité qu'à un certain moment, qui est depuis longtemps dépassé.
3) L'Angleterre reste incapable non seulement d'intervenir efficacement dans les affaires continentales, mais encore de se défendre elle-même contre le despotisme militaire continental, aussi longtemps qu'elle ne recouvre pas la liberté d'user de son réel pouvoir militaire, c'est-à-dire son pouvoir naval qu'elle ne peut recouvrer que par la dénonciation de la Déclaration de Paris². ».
- 07.02.71 Poursuite du débat sur la situation politique. Longues interventions de John Weston, de James Cohn et de George Milner. Le débat est de nouveau ajourné.
- 13.02.71 Engels s'adresse en sa qualité de secrétaire-correspondant (par intérim³) au Conseil fédéral espagnol de l'AIT. Il écrit notamment : « Les relations fondamentales du travail au capital étant partout les mêmes, et le fait de la domination politique des classes possédantes sur les classes exploitées existant partout, les principes et le but de la politique prolétaire seront identiques, au moins dans tous les pays occidentaux. Les classes possédantes, aristocrates fonciers et bourgeois, tiennent en servitude le peuple travailleur non seulement par la puissance de leurs richesses, par la simple exploitation du travail par le Capital, mais aussi par la force de l'Etat, par l'armée, la bureaucratie, les tribunaux. Ce serait abandonner un des plus puissants moyens d'action, et surtout d'organisation et de propagande, que de renoncer de combattre nos adversaires sur le terrain politique⁴. ».
- 14.02.71 Le débat reprend avec, cette fois, une importante intervention de Marx⁵.
- 21.02.71 Marx se plaint des erreurs contenues dans le compte rendu de son précédent exposé⁶ qu'il se propose de recommencer en relevant tous les malentendus.

toutes les lois infâmes qui furent promulguées alors pour interdire le droit de réunion, de coalition et de liberté de la presse. ». (C11, p. 138)

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 97-101.

² En référence à une annexe du traité de Paris de 1856 qui mettait fin à la guerre de Crimée. Cette déclaration définissait les règles de la guerre sur mer notamment sur la saisie de bâtiments sous pavillon neutre.

³ En remplacement provisoire d'Auguste Serrailier.

⁴ Nos citons à partir du volume 11 de la Correspondance Marx Engels, p. 154. Le document se trouve reproduit aux pages 301-304 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871*.

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 112-116.

⁶ Lequel avait été publié dans *The Eastern Post*.

- 28.02.71 Auguste Serrailier rend compte devant le Conseil général de son récent séjour à Paris¹. L'AIT parisienne se trouve disloquée. Il souligne que Félix Pyat a refusé de publier la seconde Adresse de l'AIT sur la guerre franco-prussienne. Sa principale critique vise surtout le comportement d'Henri Tolain et d'André Murat qui se sont rangés du côté de la bourgeoisie : « Ces hommes, *déclare-t-il*, doivent être mis en accusation devant le prochain Congrès et je serai là pour fournir les preuves². ».
- 07.03.71 Marx informe le Conseil d'une lettre reçue de Bordeaux selon laquelle Benoît Malon agit dans l'intérêt de l'Association mais « Tolain a des accointances avec la bourgeoisie et considère que l'Internationale pourrait adopter une dénomination plus modérée car le nom actuel pourrait faire du tort³. ». Il donne ensuite lecture d'une correspondance de New York signée par F-A Sorge, lequel annonce la tenue d'un prochain Congrès des sections de l'Amérique du Nord. Il est chargé par le Conseil de poursuivre la correspondance.
- 14.03.71 Marx donne lecture d'une lettre de New York annonçant la formation d'une section irlandaise et son affiliation à l'Association. A l'initiative de Paul Robin (un partisan de Bakounine), le Conseil débat de l'opportunité de réunir une prochaine Conférence. Marx estime que le moment n'est pas venu. Il est soutenu par Engels et par Serrailier. La question est rejetée « à l'unanimité moins deux voix »⁴.
- 20.03.71 Marx adresse une note rectificative au rédacteur du *Times* de Londres pour dénoncer des propos purement inventés par le *Paris-Journal*⁵ qui avait publié, le 14 mars, visant Marx, un article intitulé « Le Grand Chef⁶ de l'Internationale ». Le *Times* avait repris une partie de ces fausses informations, et notamment le fait que le Conseil parisien de l'AIT avait pris la décision d'exclure tous les Allemands de l'Association.
- 21.03.71 Le Conseil débat au sujet d'informations calomnieuses parues dans la presse anglaise à propos d'une prétendue exclusion des Allemands par les membres parisiens de l'AIT. Engels donne ensuite une description de l'état des choses à Paris. On se trouve dans le contexte de la proclamation de la Commune après la tentative par A. Thiers de reprendre les canons de la butte Montmartre⁷.

Marx dénoncera le propos dans sa lettre du *Times* du 22 mars et dans sa communication du 23 mars au *Volkstaat* de Leipzig.
- 22.03.71 Nouvelle communication de Marx au rédacteur du *Times*. Elle concerne des informations calomnieuses parues dans la presse anglaise au sujet notamment d'une prétendue exclusion des Allemands de l'AIT. La lettre est signée par George Eccarius⁸. « Cette déclaration, *lit-on*, est le contre-pied exact des faits. Ni le Conseil fédéral de notre association à Paris, ni aucune des sections parisiennes qu'il représente n'ont jamais adopté aucune résolution de ce genre⁹. ».

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 122-125.

² *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 125.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 127.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 132-133.

⁵ «Un des organes les plus florissants de la presse policière parisienne», souligne Marx. Edité par Henri de Pène, ce quotidien réactionnaire était, en effet, le porte-parole de la police.

⁶ En référence malveillante au titre de *Hauptchef* dont Wilhelm Sieber, le chef de la police politique prussienne, avait qualifié l'agent provocateur Julien Cherval lors du procès des communistes de Cologne en 1852.

⁷ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 139-141.

⁸ C11, pp. 167-168.

⁹ La presse faisait en fait la confusion entre l'AIT et la récente formation à Paris d'une « Ligue anti-allemande » à l'initiative de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie.

- 23.03.71 Marx communique à la rédaction du *Volkstaat* de Leipzig¹ les récentes mises au point qu'il vient d'adresser à la presse anglaise.
- Il termine sa lettre par ces mots : « Il est dans la nature des choses que les hauts dignitaires et les classes dirigeantes de la vieille société, qui ne peuvent maintenir leur pouvoir et l'exploitation des masses populaires que par les guerres *nationales* et les antagonismes *nationaux*, reconnaissent dans l'*Association internationale des travailleurs* leur commun adversaire. Pour l'anéantir, tous les moyens sont bons². ».
- 28.03.71 Auguste Serrailier est retourné à Paris.
- Marx se trouve chargé par le Conseil de rédiger une *Adresse au peuple de Paris*. Il estimera toutefois que l'émission de cette adresse est inopportune en raison des événements de Paris³.
- 04.04.71 Engels annonce au Conseil que Wilhelm Liebknecht, August Bebel et Adolf Hepner⁴ ont été libérés.
- Ils sont placés en fait en liberté provisoire jusqu'au procès qui se tiendra en mars 1872.
- 11.04.71 Engels⁵ informe le Conseil de la conduite de plusieurs grèves en Espagne.
- Une anecdote : *La Province*, un journal monarchiste de Bordeaux, ironise-t-il, a publié l'information selon laquelle Marx aurait été en 1857 le secrétaire particulier de Bismarck...⁷
- L'essentiel de son propos concerne, bien sûr, la situation à Paris où note-il, « les discours ont remplacé l'action. C'était lorsque Versailles était faible qu'il fallait l'attaquer, mais l'occasion a été perdue et il semble à présent que Versailles est en train de prendre le dessus et de rejeter les Parisiens en arrière⁶. ».
- On se trouve, à cette date, au début des opérations de l'armée versaillaise contre la Commune de Paris.
- 18.04.71 Le Conseil a été informé par un journal londonien que Henri Tolain s'est vu expulsé par le conseil fédéral parisien de l'AIT en raison de « sa désertion lâche et honteuse de la cause ouvrière ».
- Devenu hostile à la Commune après le soulèvement du 18 mars 71, Henri Tolain avait, en effet, rallié le gouvernement de Versailles. La trahison de Tolain marque le passage de l'aile droite proudhonienne du côté de la contre-révolution.
- Marx commente : si l'information est exacte, Tolain mérite d'être flétri, car aux yeux du public, il passe pour un représentant de l'Internationale.
- Il est alors convenu que « si la dépêche anglaise est reconnue exacte, le Conseil général confirmera l'exclusion de Tolain de l'Internationale et publiera la décision⁸. ».

¹ Le journal de W. Liebknecht.

² C11, p. 170.

³ Cette opinion est reportée par Engels lors de la séance du 4 avril 71 du Conseil à laquelle Marx n'a pu assister. (Le *Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 147).

⁴ Ils avaient été arrêtés le 17 décembre 1870 sous l'inculpation de haute trahison.

⁵ Marx est absent de cette réunion pour des raisons de santé.

⁶ Le *Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 149.

⁷ Marx commente l'anecdote dans sa lettre à W. Liebknecht du 10 avril 1871. (C11, p. 182)

⁸ Le *Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 154. La résolution sur l'expulsion de Tolain se trouve à la page 310 de ce volume, avec ce rappel : "La place de tout membre français de l'Association Internationale des Travailleurs est, sans aucun doute, à côté de la Commune de

25.04.71 Engels informe le Conseil de la situation de l'industrie cotonnière en Espagne où l'industrialisation de la production provoque un intense chômage.

Le Conseil prend connaissance de la conduite calomnieuse de Félix Pyat à l'égard d'Auguste Serrailier. Marx est chargé de répondre à ces attaques¹.

Marx porte connaissance des dernières nouvelles de Paris et en particulier de l'assassinat d'Emile Duval et de Gustave Flourens².

02.05.71 Marx est absent en raison de problèmes de santé. L'Adresse qu'il est chargé de rédiger n'est pas encore prête.

09.05.71 Marx est toujours absent pour des raisons de santé.

Eccarius donne sa démission de ses fonctions de secrétaire du Conseil pour des raisons professionnelles liées à son métier de tailleur.

Le Conseil délibère ensuite d'un hommage à Robert Owen dont le centenaire sera bientôt célébré lors d'un meeting à Londres.

16.05.71 Engels informe le Conseil que l'Adresse prévue n'est pas encore prête en raison de l'état de santé de Marx.

John Hales se voit élu comme Secrétaire du Conseil général en remplacement de Eccarius.

23.05.71 Marx est de retour au Conseil. Il annonce qu'il se trouve prêt à terminer l'Adresse prévue qu'il présentera lors de la prochaine séance.

La fin de la Commune parisienne s'annonce. « Si la Commune est défaite, *déclare Marx*, le combat ne sera que partie remise. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent être anéantis; ils ne cesseront de s'affirmer jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée³. ».

30.05.71 Marx présente au Conseil général son Adresse sur la guerre franco-prussienne « qu'il lit intégralement⁴ ».

Il s'agit du texte connu sous le titre « **La guerre civile en France** », du moins dans

Paris et non dans l'assemblée usurpatrice et contre-révolutionnaire de Versailles". Elle conclut par cette décision impérative : "Le citoyen Tolain est expulsé de l'Association Internationale des Travailleurs".

¹ Marx y répondra dans sa lettre du 26 avril 1871 à Léo Frankel à qui il écrit : « Je suis chargé par le Conseil général de donner en son nom le démenti le plus formel au calomnies infâmes répandues contre Serrailier par le Citoyen Pyat. Les rancunes de cet homme découlent d'une seule source : *sa haine contre l'Internationale*. Par le moyen de sa soi-disant branche française de Londres, exclue par le Conseil général, où s'étaient glissés des mouchards, des ex-gardes impérialistes et des maquignons, Pyat essaya de se poser devant le monde comme le chef secret de notre organisation, à laquelle il n'appartient pas (...) Le Conseil général était donc forcé de désavouer publiquement ce lâche intrigant. » (C11, pp. 195-196).

² Après la contre-offensive des communards vers Versailles et leur défaite à la bataille de Meudon, Gustave Flourens fut tué le 3 avril et Emile Duval fusillé par les versaillais le lendemain.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 174.

⁴ On devine la patience de ses auditeurs...

l'une de ses premières versions¹.

Le texte est voté « à l'unanimité sans débat². ». Le document sera publié à 1.000 exemplaires.

- 06.06.71 Marx propose au Conseil de refuser toute relation avec l'*International Democratic Association* qui s'est récemment constituée à Londres³. Il insiste sur les fausses informations diffusées dans la presse anglaise à propos de la Commune de Paris : « La presse anglaise remplit les fonctions de limiers de chiens policiers pour Thiers. Les calomnies contre la Commune et contre l'Internationale sont inventées pour servir sa politique sanguinaire. ».
- Il attire également l'attention du Conseil sur le comportement hostile de Giuseppe Mazzini à l'égard de la Commune : « Le fait est que Mazzini, avec son républicanisme à l'ancienne mode, ne sait rien et ne fait rien. Avec ses appels au nationalisme il a amené l'Italie au despotisme militaire. Pour lui, l'Etat – qui est une chose imaginaire – est tout et la société – qui est une réalité – n'est rien. Le plus tôt le peuple répudiera de telles gens sera le mieux⁴. ».
- 11.06.71 Se tient au domicile privé d'Engels un sous-comité du Conseil chargé de préparer la réponse à la circulaire de Jules Favre du 6 juin relative à l'Internationale. Engels donne lecture d'un projet de réponse.
- 13.06.71 Vif débat au sein du Conseil entre John Weston et Thomas Mottershead, lequel quitte la présidence du Conseil. Engels donne lecture d'un communiqué adressé à la rédaction du *Times* en réponse à une récente circulaire calomnieuse de Jules Favre sur l'Internationale : « D'un bout à l'autre de sa circulaire, qui prétend être en partie dirigée contre l'Empire, Jules Favre ne fait que répéter sur l'Internationale les inventions policières des accusateurs publics de l'Empire, et qui se sont écroulées misérablement, même devant les cours de justice de cet Empire⁵. ».
- Marx suggère que le Conseil adresse aux mouvements européens une circulaire sur Jules Favre : « C'est un devoir envers les Parisiens que d'abattre cet homme⁶. ».
- 20.06.71 Débat au sein de Conseil au sujet d'une déclaration de George Jacob Holyoake dans le *Daily News* du 20 juin 71 affirmant que la signature d'Odger et de Lucraft n'avait pas Pour l'anecdote, mais elle est significative : George Odger a protesté devant le Conseil du fait que son nom figure au bas de *La Guerre civile en France* alors qu'il était absent le jour de

¹ Nous renvoyons sur ce point au volume publié en 1953 par les Editions sociales qui reproduit le manuscrit des deux versions préparatoires de la *Guerre civile en France*.

² Le *Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 177. Le document sera toutefois bientôt récusé, dès le 20 juin, par George Odger et par Benjamin Lucraft, lesquels remettront leur démission du Conseil général.

³ Cf. la lettre du 20 avril 71 sur ce sujet d'Engels à W. Liebknecht. « C'est, lui écrit-il, une caricature de l'AIT qui végète ici, depuis quelques années, dans l'obscurité, mais qui manifeste, de temps à autre, des velléités de faire étalage publiquement de son importance, autrement dit de se ridiculiser, et ce, non sans une certaine tendance sous-jacente à se laisser confondre en douce avec l'AIT. (...) Tant que ces lascars vaquaient ici à leurs besognes obscures, nous les avons laissés faire, mais s'ils veulent s'étaler, des heurts sont inévitables et nous leur donneront alors sur les doigts comme il convient. » (C11, pp. 192-194)

⁴ Le *Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 178-180.

⁵ Le texte de cette lettre se trouve aux pages 364-365 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*.

⁶ Le *Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 182-184.

été apposées légitimement au bas de l'Adresse de Marx sur la Guerre civile en France. Engels propose de confirmer que « l'Adresse, comme maintes autres publications antérieures, a été rédigée par le secrétaire-correspondant pour l'Allemagne, le Dr. Karl Marx, adoptée à l'unanimité et n'a été revue par personne¹. ».

sa présentation.

Benjamin Lucraft manifeste également son vif désaccord avec l'Adresse de Marx.

« L'Internationale, *déclare-t-il*, défend des bandits qui ont commis des actes qu'il abhorre; il ne veut pas sanctionner le meurtre et l'incendie². ». Il exige à son tour que son nom soit supprimé de la liste des signataires.

B. Lucraft remet sa démission du Conseil.

27.06.71 Marx insiste pour que l'on procède à une nouvelle élection des membres du Conseil. La proposition est acceptée à l'unanimité.

Engels informe le Conseil sur la récente parution dans le *Daily News* de lettres écrites par B. Lucraft et G.J. Holyoake et se propose de leur répliquer, estimant que « Lucraft a agi lâchement en la circonstance³ ».

G. Odger et B. Lucraft se trouvent exclus du Conseil à l'unanimité.

04.07.71 Marx propose l'admission au Conseil du militant irlandais J. Patrick McDonnell. Une proposition que soutient Engels, et qui est acceptée à l'unanimité.

Engels rend compte d'une correspondance avec le militant italien Carlo Cafiero⁴ : « Le parti de Mazzini, note-t-il, perd rapidement du terrain, bien que Mazzini lui-même fasse tout son possible pour maintenir sa vitalité en invectivant dans les colonnes de son journal les « athées et matérialistes » qu'il accuse d'être coupables des ruines de Paris. Le pauvre vieil homme ne peut pas voir que son idée de l'unité nationale – grande en son temps – est chose du passé et s'évanouit comme la lumière d'une chandelle devant la lumière du soleil et sera éclipsée par la grande idée de l'unité des peuples et de la libération du travail du joug du capital. ».

Marx, pour sa part, informe le Conseil d'une lettre reçue des sections des Etats-Unis.

Le militant italien Paolo Tibaldi informe le Conseil de la trahison d'un certain Luigi Wolff qui s'est révélé être un agent de prussiens⁵.

11.07.71 Le Conseil débat, à l'initiative de Marx, d'un faux courrier de sa part diffusé par la presse française, un courrier dans lequel il aurait dénoncé Adolphe Assi comme un espion.

Marx donne lecture d'une Adresse rédigée par lui à destination du *Conseil central de New York pour les sections des Etats-Unis*. Elle concerne le comportement de l'ambassadeur américain M. Washburne pendant la guerre civile en France⁶.

18.07.71 Le Conseil débat de la candidature de nouveaux membres dont celle, proposée par Weston, du citoyen Richard, garde national parisien durant le siège de Paris : la candidature (proposée par John Weston) est refusée. Engels : « Le Conseil ne peut pas

Engels annonce la traduction en diverses langues de *La guerre civile en France*, en néerlandais, en allemand et en français. Les traductions en italien, en espagnol et en russe seront bientôt prêtes.

¹ Lettre au *Daily News* rédigée par Engels et publiée dès le 23 juin. Cf. *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 368.

² *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 189.

³ La déclaration d'Engels se trouve aux pages 370-371 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*.

⁴ Avec qui il a entretenu, le 1^{er} juillet dernier, une longue correspondance à propos notamment du rôle néfaste, car sectaire, de Bakounine. (C11, pp. 229-234).

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 198-202.

⁶ Le document (qui sera publié sous forme de tract) se trouve reproduit aux pages 372-375 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*.

élire tous les gardes nationaux qui ont fait leur devoir à Paris, car il n'y aurait pas de salle à Londres qui pût les contenir tous. Il ne voit pas pourquoi Richard serait élu. ».

D'autres candidatures sont néanmoins acceptées après débat, dont le militant belge Alfred Hermann sur la proposition d'Engels, et l'ouvrier mécanicien français Pierre Louis Delahaye.

25.07.71 Élection au Conseil général de Charles Mills et Georg Lochner.

Une section de l'AIT a été fondée à Washington et souhaite communiquer directement avec le Conseil de Londres.

Auguste Serrailier dénonce devant le Conseil le comportement de Odger qui a affirmé dans plusieurs conférences être le fondateur de l'Internationale et l'auteur de la première Adresse.

Thomas Mottershead souligne que Odger « se désolidarise de tout ce qui a un caractère social et s'engage dans la voie du pur républicanisme », après quoi John Hales suggère au Conseil d'émettre une Adresse au peuple d'Angleterre « pour signaler la différence existant entre le pur républicanisme et les objectifs de l'Internationale¹. ».

Engels annonce au Conseil que Joseph Mazzini a récemment attaqué l'Internationale dans un article « Aux ouvriers italiens » publié dans la *Roma del Popolo* du 13 juillet, affirmant, s'agissant du Conseil, que « son âme est le Dr. Marx, homme d'un tempérament dominateur, avec plus de haine que d'amour dans le cœur » et ajoutant : « Les trois principes fondamentaux de l'Association internationale sont : 1. Négation de Dieu, c'est-à-dire de toute moralité, 2. Négation de la Patrie, qu'elle dissout en un conglomérat de communes, dont le destin inévitable sera de se quereller; 3. Négation de la Propriété, privant ainsi le travailleur des fruits de son labeur, car le droit à la propriété privée c'est le droit de chacun à ce qu'il a produit. » .

Engels commente : « Ces accusations sont mensongères ou absurdes. (...) La forme de propriété privée qui assure à chacun les fruits de son propre labeur, l'Internationale ne veut pas l'abolir, mais l'établir. Aujourd'hui, les fruits du travail des masses passent dans les poches d'un petit nombre, et c'est ce système de production capitaliste que Mazzini veut laisser inchangé alors que l'Internationale veut le détruire. ».

Engels ajoute la proposition de réunir en septembre prochain, à Londres, une Conférence privée de l'AIT.

Marx annonce que la deuxième édition de *La guerre civile en France* est déjà épuisée et demande qu'une nouvelle édition soit imprimée. 1.000 exemplaires sont prévus².

01.08.71 Des débats plutôt secondaires au sein du Conseil. Ainsi Marx rapporte que l'archevêque de Malines a fondé une association internationale des travailleurs catholiques en vue de contrecarrer l'influence de l'AIT.

Il rappelle au passage les déclarations de George Odger en faveur de Jules Favre : « Or, *insiste-il*, on sait bien que (Jules Favre) a été toute sa vie l'adversaire acharné de la classe ouvrière et de tout mouvement ouvrier; il a été le principal instigateur des massacres de Juin 1848; il a été inspirateur de l'expédition de Rome en 1849; c'est lui qui a obtenu le bannissement de Louis Blanc de France; et il est un de ceux qui ont préparé le retour de Bonaparte; et néanmoins M. Odger s'est levé et a dit sans rougir « On ne peut rien dire contre la république de

¹ Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux, pp. 205-209.

² Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux, pp. 210-211

Jules Favre ». Eh bien, si M. Odger, qui prétend avoir été un des principaux hommes de l'Internationale, s'était acquitté de ses devoirs de membre, il aurait dû savoir qu'une telle assertion est totalement sans fondement. Ou bien il l'a faite, la sachant fautive, ou bien elle trahit une inexcusable ignorance¹. ».

08.08.71 Le Conseil est informé d'une grève des charpentiers de Newcastle et de l'envoi d'ouvriers belges comme briseurs de grève. Une correspondance est prévue en direction des sections belges de l'AIT². Marx souligne que les trades-unions gagnent à se mettre en contact plus étroit avec le Conseil : « si les mécaniciens et les charpentiers avaient appartenu à l'Internationale, ils auraient pu envoyer des instructions en Belgique avant de commencer la grève. ».

Engels exprime une critique à l'égard du comportement des travailleurs anglais lors des événements français : « la classe ouvrière anglaise s'est conduite de fâcheuse manière : tandis que les hommes de Paris ont risqué leur vie, les travailleurs d'Angleterre n'ont fait aucun effort pour sympathiser avec eux ou les assister. Il n'y a pas de vie politique en eux. ». Et il propose « qu'un appel soit fait aux travailleurs d'Angleterre en faveur des réfugiés; s'ils ne veulent rien faire, que leur conduite soit connue³. ».

15.08.71 Marx rend compte des nouvelles qu'il a reçues de New York. La plus importante est que Wendell Philipps, le leader du mouvement anti-esclavagiste, est entré dans les rangs de l'Internationale.

Marx propose que la prochaine conférence privée soit uniquement consacrée aux questions d'organisation et de politique. Dans les circonstances présentes, dit-il, la question d'organisation est la plus importante⁴.

Engels communique au Conseil les informations qu'il a reçues d'Italie de la part de Carlo Cafiero et donne aussi des nouvelles de Madrid où le Conseil fédéral a été dissous temporairement en raison des poursuites de la police.

22.08.71 Le Conseil débat de l'éventualité de transférer au Canada plusieurs milliers de prisonniers français détenus par les Versaillais. Eccarius, Engels et Charles Longuet s'y opposent. Ils sont suivis par la majorité.

29.08.71 Le Conseil délibère d'une demande introduite par *La Société des réfugiés de la Commune* récemment fondée à Londres en juillet 71 en vue de distribuer les fonds collectés pour les réfugiés. Il est décidé d'en recevoir une délégation, avec quelques réticences toutefois⁵, la rigoureuse gestion des fonds par le Conseil ne pouvant être mise en doute.

05.09.71 Marx et Engels donnent leur démission de membres du comité de secours aux réfugiés pour des raisons de surcharge de travail.

Marx expose quelques questions de forme en vue de la prochaine Conférence de Londres. Le Conseil en délibère longuement⁶.

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 219.

² Une communication sera adressée le 9 août 71 par Alfred Herman, secrétaire-correspondant pour la Belgique, au Conseil fédéral belge de l'AIT. Le document se trouve aux pages 376-377 du volume, *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 219-225.

⁴ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 226-227.

⁵ Dont celle de Hermann Jung qui, vexé, remet sa démission de trésorier du fonds des réfugiés.

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 233-237.

12.09.71 Marx préside la réunion du Conseil général.

On y débat du programme de la prochaine Conférence et notamment du droit des sections affiliées qui s'abstiennent de fournir certaines informations statistiques prévues par les statuts¹.

16.09.71 Poursuite des débats sur l'organisation de la Conférence.

17.09.71 **Réunion, du 17 au 23 septembre, à Londres, de la Conférence privée de l'AIT.**

Oui, une conférence **privée** : les circonstances au lendemain de la chute de la Commune de Paris rendaient impossible la convocation d'un Congrès régulier. Y prennent part 22 délégués avec voix délibérative et 10 délégués avec voix consultative. En tout 9 séances à huis clos. Marx représente l'Allemagne, et Engels l'Italie.

La Conférence étant d'ordre consultatif, ses résolutions devront être adoptées par le Conseil général avant d'être publiées sous forme d'une lettre circulaire à toutes les fédérations et sections de l'AIT.

Ces résolutions sont au nombre de 17, parmi lesquelles retenons :

- **la résolution IX** intitulée « **L'action politique de la classe ouvrière** » : après un rappel de l'*Adresse inaugurale* de 1864 (« La conquête du pouvoir politique est devenue le premier devoir de la classe ouvrière »), il est considéré « Que contre le pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : *l'abolition des classes* (...) Que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. »

Ce sont les **proudhoniens** qui se trouvent ici clairement visés.

- et la **résolution XVI** intitulée « **Alliance de la Démocratie Socialiste** » : rédigée par Marx, elle vise tout particulièrement les activités **bakouninistes** en Suisse. Il est décidé que « toutes les organisations existantes de l'Association Internationale des Travailleurs seront, conformément à la lettre et à l'esprit des Statuts Généraux, désormais obligées à s'appeler et à se constituer simplement et exclusivement comme branches, sections etc., de l'Association Internationale des Travailleurs avec les noms de leurs localités respectives attachées; qu'il sera donc défendu aux branches et sociétés existantes de continuer à se désigner par des noms de secte, c'est-à-dire comme groupes mutualistes, positivistes, collectivistes, communises, etc. ». Elle se termine par ce constat : « La Conférence déclare vidé l'incident de l'« Alliance de la Démocratie socialiste » ».

Suit une nouvelle version (révisée par Marx et par Engels) des *Statuts généraux et règlements administratifs de l'Association Internationale des travailleurs*².

26.09.71 Le Conseil débat fermement du litige survenu entre le bakouniniste français Paul Robin et Nikolaï Outine qui l'avait accusé d'intrigues.

Edouard Vaillant informe le Conseil d'un projet de colonisation de la Nouvelle Calédonie « selon le principe d'une association entre Capital et Travail ». Le Conseil passe à l'ordre du jour, refusant de discuter d'une émigration organisée par la bourgeoisie française.

Soutenu par Marx, John Hales est désigné comme Secrétaire général du Conseil. Marx se voit désigné comme secrétaire-correspondant pour l'Allemagne et Engels se trouve désigné comme secrétaire-correspondant pour l'Italie³.

¹ Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux, pp. 238-240.

² L'ensemble des résolutions se trouve reproduit aux pages 387-412 du volume Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux.

³ Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux, pp. 243-247.

02.10.71 Le Conseil débat de la nomination des nouveaux secrétaires et de l'élection du nouveau bureau. Engels se trouve réélu comme secrétaire-correspondant pour l'Espagne, et Marx comme secrétaire-correspondant pour la Russie¹.

07.10.71 Le Conseil prend acte de la complicité de Gustave Durand comme espion aux gages de la police française. Engels fait voter une résolution qui l'exclut de l'AIT².

10.10.71 Edouard Vaillant donne sa démission comme secrétaire-correspondant pour les sections françaises d'Amérique. Il est remplacé par Benjamin Le Moussu.

Walery Wroblewsky est élu comme membre du Conseil et comme secrétaire-correspondant pour la Pologne³.

16.10.71 Le Conseil général publie une résolution⁴, rédigée par Marx sur l'« abus du nom de l'Internationale dans la conspiration de Netchaïev ».

Le Conseil déclare :

« Que Netchaïev n'a jamais été membre ni agent de l'Association Internationale des Travailleurs ;

« Qu'il a menti en déclarant avoir fondé une branche à Bruxelles et avoir reçu d'une branche bruxelloise une mission pour Genève ;

« Que ledit Netchaïev a usurpé et exploité le nom de *l'Association Internationale des Travailleurs* pour faire des dupes et des victimes en Russie⁵. »

André Bastelica annonce sa démission du Conseil. Elle est actée en raison surtout de son appartenance à la branche française de Londres et de ses convictions bakouninistes.

Il est décidé de publier la résolution XVI votée par la Conférence du 17 septembre. Cette résolution intitulée « Alliance de la Démocratie Socialiste » avait été rédigée par Marx et visait tout particulièrement les activités bakouninistes en Suisse⁶.

17.10.71 Long débat du Conseil sur la démission ou l'exclusion de Paul Robin qui décide de quitter subitement la séance. Il sera exclu.

24.10.71 Marx soumet le rapport de la commission chargée de la révision des Statuts. Le rapport est adopté à l'unanimité⁷.

31.10.71 Engels annonce au Conseil que l'édition polyglotte (en trois langues) des nouveaux

Un Conseil fédéral s'est constitué à Londres conformément à la résolution de la Conférence,

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 248-252.

² *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 252-253.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 254-257.

⁴ Votée lors de la Conférence du 17 au 23 septembre, cette déclaration a été rédigée par Marx. En 1869, Netchaïev avait établi des contacts étroits avec Bakounine et avait fondé dans un certain nombre de villes russes une société secrète appelée "Justice du peuple", une organisation qui avait été démantelée au cours de l'été 1871 par la police russe. La presse bourgeoise avait mis en avant ce procès pour accuser l'AIT.

⁵ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 378.

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 259-262.

⁷ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 268.

statuts doit être abandonnée en raison des difficultés d'une impression correcte. Le projet est reporté.

plaçant ainsi l'organisation anglaise de l'AIT en conformité avec les autres nations¹.

S'ensuit un long débat sur l'affiliation des trades-unions.

Engels se trouve chargé par le Conseil de répondre à une attaque contre l'AIT parue dans le *Times* sous la signature d'Alexander Baillie-Cochrane, membre conservateur du parlement anglais, lequel s'appuyait sur les documents de l'*Alliance de la Démocratie Socialiste* bakouniniste. Le *Times* ayant refusé de publier cette réponse, elle paraîtra dans l'hebdomadaire ouvrier *The Eastern Post* du 11 novembre prochain².

07.11.71 Engels annonce que 800 exemplaires, en anglais, et 800 autres, en français, des résolutions de la Conférence de Londres sont prêts à être diffusés. Il est résolu d'y ajouter l'annonce de la *Guerre civile en France*.

Sinon, ce sont des débats de routine, sur le rôle de la presse notamment dans la diffusion des courriers du Conseil³.

Engels annonce la rupture de Garibaldi avec Mazzini à la suite des attaques de ce dernier contre la Commune et l'Internationale⁴.

Auguste Serrailier donne lecture du rapport de la commission chargée d'examiner les statuts de ladite « Section française de 1871 » récemment créée à Londres, en septembre, par des militants favorables à Bakounine. Le rapport confirme la décision du Conseil général d'exclure cette « Section française⁵ ».

14.11.71 Le Conseil délibère longuement sur la perspective d'un changement de local : commodité des lieux et montant du loyer... En question, la proximité du centre de Londres.

Engels fournit un compte rendu détaillé du récent congrès des sociétés ouvrières italiennes qui s'est tenu à Rome du 1^{er} au 6 novembre 71 : les délégués proches de l'AIT se sont opposés aux thèses soutenues par Mazzini.

21.11.71 Auguste Serrailier propose l'élection au Conseil de trois nouveaux membres français, Gabriel Ranvier, Frédérick Cournet et Antoine Arnaud, tous trois militants de la Commune. Ils sont admis à l'unanimité.

En débat, lors de cette séance, la question délicate de la parution dans un journal libéral écossais *The Scotsman* d'un compte rendu détaillé de certaines séances de la Conférence de Londres dont les travaux se sont déroulés à huis clos. Il apparaîtra que ces indiscretions avaient pour origine un article publié par J.G. Eccarius dans un journal new-yorkais. Marx le lui reprochera sévèrement.

28.11.71 Marx assiste à cette séance après un mois d'absence pour des raisons de santé.

Auguste Serrailier dénonce l'attitude hostile au Conseil du militant Louis Chalain, membre de « la branche française de 1871 » : il demande son exclusion qui est décidée à l'unanimité⁶.

Il informe le Conseil de la condamnation par le tribunal de Brunswick de 4 militants du Parti ouvrier social-démocrate qui avaient protesté contre l'annexion de l'Alsace et de

¹ Jusqu'à présent c'était le Conseil général qui remplissait cette fonction.

² Le document, signé par John Hales, se trouve aux pages 283-284 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*. *The Eastern Post* deviendra l'organe de presse du Conseil général.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, pp. 26-30.

⁴ L'intervention d'Engels se trouve sous le titre "La situation en Italie" aux pages 241-243 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*.

⁵ Le rapport (rédigé par Marx en français) se trouve aux pages 286-291 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux*, pp. 37-39.

la Lorraine.

- 05.12.71 Engels propose l'admission au Conseil du militant italien Vitale Regis. Soutenue par Marx, la proposition est admise à l'unanimité.
- Auguste Serrailier informe le Conseil de la situation sociale en France et précisément de la récente grève des mécaniciens de Roubaix pour une réduction à 10 heures de la journée de travail.
- S'ajoute une longue et plutôt confuse discussion sur la distinction à respecter entre le Conseil fédéral de Londres, récemment créé, et le Conseil général¹.
- 06.12.71 Engels adresse à la rédaction du journal italien *La Roma del Popolo* une mise au point relative aux articles diffamatoires de Giuseppe Mazzini au sujet de l'Internationale, deux articles parus les 16 et 23 novembre 71 sous le titre « Documents sur l'Internationale² ».
- Il dénonce les propos de Mazzini favorables à Bakounine et rappelle la constante opposition du Conseil général aux activités sectaires de ce dernier.
- 12.12.71 Divers débats, en l'absence, cette fois, de Marx et d'Engels.
- Serrailier informe le Conseil qu'il reçoit régulièrement des requêtes de citoyens français en vue de former des sections et il demande d'être habilité à leur délivrer les mandats nécessaires quand il juge les demandes valables. Le Conseil décide de former une commission spéciale sur le sujet³.
- 19.12.71 Des nouvelles de Belgique : une conférence de délégués est prévue pour le 25 décembre en vue de prendre connaissance des résolutions de la Conférence de Londres.
- Pour sa part, Marx signale qu'il a reçu des nouvelles de Berlin où Bismarck a attaqué l'Internationale au nom de la défense des travailleurs...
- Thomas Mottershead signale qu'un compte rendu falsifié de la dernière séance du Conseil a paru dans le *Times*. Il soupçonne Eccarius de l'avoir envoyé, lequel dément fermement.
- Il commente par ailleurs la scission récemment survenue au sein des sections américaines de l'AIT.
- Il informe le Conseil sur les attaques diffamantes dont il a été l'objet de la part de Charles Bradlaugh, rédacteur du journal bourgeois *The National Reformer*, qui l'a qualifié de bonapartiste et de *mouchard de Bismarck*⁴.

La prochaine séance du Conseil se tiendra le 2 janvier 1872.

¹ Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux, pp. 40-44.

² La déclaration d'Engels se trouve aux pages 296-297 du volume Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux.

³ Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux, pp. 44-47.

⁴ Le Conseil général de la première internationale 1871-1872, Procès-verbaux, pp. 47-53.

4. Première Adresse du Conseil Central de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande

Aux membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis¹

Cette première adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre fut écrite par Marx entre le 19 et le 23 juillet 1870². Elle a été approuvée à l'unanimité par le Conseil général lors de sa réunion du **26 juillet 1870**. D'abord parue à Londres dans le *Pall Mall Gazette* du 26 juillet et sous forme de tract, elle fut éditée par le *Volksstaat* du 7 août à l'initiative de Wilhelm Liebknecht. Elle parut en français en août 1870 dans l'*Egalité* de Genève, l'*Internationale* de Bruxelles, ainsi que sous forme de brochure.

A cette date de juillet 1870, la guerre franco-prussienne vient de commencer à l'initiative de la France. Les premiers combats n'ont pas encore été engagés.

Dans l'Adresse inaugurale de l'*Association Internationale des Travailleurs*, en novembre 1864³, nous disions : « Si l'émancipation des classes travailleuses requiert leur union et leur concours fraternels, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission si une politique étrangère, qui poursuit des desseins criminels, met en jeu les préjugés nationaux et fait couler dans des guerres de piraterie le sang et dilapide le bien du peuple ? ».

Nous définissons la politique étrangère à laquelle se ralliait l'Internationale en ces termes : « Revendiquer les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus, comme lois suprêmes dans le commerce des nations. ».

Rien d'étonnant à ce que Louis Bonaparte, qui a usurpé son pouvoir en exploitant la lutte des classes en France et qui l'a perpétué par de périodiques guerres au dehors, ait dès le début traité l'Internationale comme un dangereux ennemi. A la veille du plébiscite⁴ il ordonna un raid⁵ contre les membres des comités administratifs de l'Association Internationale des Travailleurs à travers toute la France, à Paris, Lyon, Rouen, Marseille, Brest,

¹ Nous citons à partir de l'édition *Le Conseil Général de la Première Internationale 1870-1871 – Procès – verbaux*, Editions du Progrès, Moscou 1975, pp. 283-287. Le texte se trouve aussi reproduit aux pages 277-281 de *K. Marx, La guerre civile en France*, Editions sociales, Paris 1953 et aux pages 26-31 de *Karl Marx, La Guerre civile en France 1871*, Classiques du marxisme, Editions sociales, Paris 1975.

² Marx en informe Engels dans sa lettre du 20 juillet 1870 : « Le Conseil m'a chargé hier de la rédaction d'une Adresse », lui annonce-t-il. (C11, p. 11).

³ Nous renvoyons pour cette Adresse aux pages de notre **fascicule 36**, chapitre 2.

⁴ En référence au plébiscite organisé par le pouvoir bonapartiste le 8 mai 1870 en vue de ratifier le projet de révision constitutionnelle, laquelle sera promulguée le 21 mai 1870. Les questions soumises au vote étaient formulées de telle manière que la désapprobation de la politique du Second Empire ne pouvait s'exprimer sans s'opposer en même temps aux réformes démocratiques. Il y eut 7.358.736 voix pour la nouvelle Constitution, 1.571.939 voix contre et 1.894.681 abstentions.

⁵ Le 24 avril 1870, la fédération parisienne de l'Internationale avait publié un manifeste dénonçant la manœuvre bonapartiste et invitant les ouvriers à s'abstenir. Les membres de la fédération furent arrêtés à la veille du plébiscite sous l'accusation de conspiration et même d'assassinat de Napoléon III. Lors du procès, qui eut lieu du 22 juin au 5 juillet 1870, ils se virent condamnés à des peines de prison, non pas pour cette accusation, reconnue fautive par les autorités judiciaires, mais pour le seul fait d'appartenir à l'AIT.

etc., sous le prétexte que l'Internationale était une société secrète trempant dans un complot d'assassinat contre lui, prétexte dont la complète absurdité fut bientôt dévoilée par ses propres juges. Quel était le crime réel des sections françaises de l'Internationale ? Elles avaient dit publiquement et hautement au peuple français que voter le plébiscite, c'était voter pour le despotisme à l'intérieur et la guerre au dehors. Ce fut effectivement leur œuvre, si dans toutes les grandes villes, dans tous les centres industriels de France, la classe ouvrière s'est levée comme un seul homme pour rejeter le plébiscite. Par malheur, la pesante ignorance des régions rurales fit pencher la balance. Les Bourses, les ministères, les classes dominantes, et la presse d'Europe célébrèrent le plébiscite comme une victoire insigne de l'Empereur français sur la classe ouvrière française; ce fut en réalité le signal de l'assassinat non d'un individu, mais de nations entières.

Le complot guerrier de juillet 1870¹ n'est qu'une édition corrigée du coup d'Etat de décembre 1851. A première vue, la chose parut si absurde que la France ne voulait pas la prendre réellement au sérieux. Elle croyait plutôt le député² qui dénonçait les propos ministériels sur la guerre comme une simple manœuvre de spéculation boursière. Quand, le 15 juillet, la guerre fut enfin officiellement annoncée au Corps législatif³, l'opposition entière refusa de voter les crédits provisoires; même Thiers la flétrit comme « détestable » ; tous les journaux indépendants de Paris la condamnèrent, et, chose curieuse, la presse de province se joignit à eux presque unanimement.

Cependant, les membres parisiens de l'Internationale s'étaient remis au travail. Dans *Le Réveil*⁴ du 12 juillet, ils publièrent leur manifeste « Aux ouvriers de toutes les nations », dont nous extrayons les passages suivants :

« Une fois encore, disaient-ils, sous prétexte d'équilibre européen et d'honneur national, la paix du monde est menacée par les ambitions politiques. Travailleurs de France, d'Allemagne et d'Espagne, unissons nos voix en un même cri de réprobation!... La guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être, aux yeux des travailleurs, qu'une criminelle folie. En réponse aux proclamations belliqueuses de ceux qui s'exemptent de « l'impôt du sang » et trouvent dans les malheurs publics une source de nouvelles spéculations, nous protestons, nous qui avons besoin de paix, de travail et de liberté !... Frères d'Allemagne ! Nos divisions n'aboutiraient qu'à un triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin... Ouvriers de tous les pays ! Quoi qu'il advienne pour le moment de nos communs efforts, nous, membres de l'Association Internationale des Travailleurs qui ne connaissons pas de frontières, nous vous adressons, comme gage d'une solidarité indissoluble, les vœux et le salut des ouvriers de France ! ».

Ce manifeste de notre section de Paris fut suivi de nombreuses adresses françaises analogues, dont nous ne pouvons citer ici que la déclaration de Neuilly-sur-Seine publiée dans *La Marseillaise*⁵ du 22 juillet :

« La guerre est-elle juste ? Non ! La guerre est-elle nationale ? Non ! Elle est purement dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie et des vrais intérêts de la France, nous adhérons

¹ C'est le 19 juillet 1870 que la France déclara la guerre à la Prusse.

² Jules Favre.

³ C'est le 15 juillet qu'en réaction à la dépêche d'Ems, le Corps législatif français a voté les crédits spéciaux pour la guerre.

⁴ *Le Réveil* était l'organe des républicains de gauche publié à Paris sous la direction de Charles Delescluze.

⁵ *La Marseillaise* était un organe des républicains de gauche publié à Paris de décembre 1869 à septembre 1870.

complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre¹ ! »

Ces protestations exprimaient les véritables sentiments des ouvriers français, comme le montra bientôt un incident caractéristique. Lorsque *la bande du 10 Décembre*², organisée primitivement sous la présidence de Louis Bonaparte, fut lâchée, travestie en « blouses », dans les rues de Paris pour y donner le spectacle des contorsions de la fièvre guerrière, les vrais ouvriers des faubourgs répondirent par des manifestations en faveur de la paix si écrasantes que Piétri, le préfet de police, jugea bon de mettre fin sur-le-champ à toute cette politique de rue, en arguant que le fidèle peuple de Paris avait suffisamment donné cours à son patriotisme longtemps retenu et à son exubérant enthousiasme pour la guerre.

Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira, comme il a commencé, par une parodie. Mais n'oublions pas que ce sont les gouvernements et les classes dominantes de l'Europe qui ont permis à Louis Bonaparte de jouer pendant dix-huit ans la farce féroce de *l'Empire restauré*.

Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a permis à Louis Bonaparte de lui faire la guerre ? *La Prusse !* C'est Bismarck qui a conspiré avec ce même Louis Bonaparte, afin d'écraser l'opposition populaire à l'intérieur, et d'annexer l'Allemagne à la dynastie des Hohenzollern. Si la bataille de Sadowa³ avait été perdue au lieu d'être gagnée, les bataillons français auraient inondé l'Allemagne comme alliés de la Prusse. Après sa victoire, la Prusse songea-t-elle, fût-ce un instant, à opposer une Allemagne libre à une France asservie ? Tout au contraire. Conservant soigneusement toutes les beautés originales de son propre système, elle y ajouta de surcroît tous les trucs du Second Empire, son despotisme effectif et son démocratisme de carton, ses trompe-l'œil politiques et ses tripotages financiers, sa phraséologie ronflante et ses vils tours de passe-passe. Le régime bonapartiste, qui jusqu'alors n'avait fleuri que sur une rive du Rhin, avait maintenant sa réplique sur l'autre. D'un tel état de choses, que pouvait-il résulter d'autre que la *guerre* ?

Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre. Toutes les misères qui se sont abattues

¹ Du côté de l'Allemagne, la guerre était une guerre défensive, parce que dirigée contre la France qui voulait le démembrement de l'Allemagne et s'opposait à l'unité allemande (l'unité nationale était la question essentielle de la révolution bourgeoise en Allemagne). Caractérisant ainsi la guerre du côté de l'Allemagne, Marx et Engels exigeaient en même temps du Parti ouvrier allemand : a) qu'il établît une distinction sévère entre les intérêts nationaux allemands et les intérêts dynastiques prussiens; b) qu'il s'opposât à toute annexion de l'Alsace et de la Lorraine; c) qu'il exigeât la paix dès qu'à Paris un gouvernement républicain, non chauvin, aurait accédé au pouvoir; d) qu'il fit ressortir constamment l'unité des ouvriers allemands et français, qui n'approuvaient pas la guerre et qui ne combattaient pas les uns contre les autres. (Nous reproduisons cette note importante à partir du volume *K. Marx, La guerre civile en France*, Editions sociales, *Classiques du marxisme*, Paris 1975, p. 28.)

² En référence à ladite *Société du 10 Décembre*, société secrète bonapartiste fondée en septembre 1849 sous la présidence du général Jean-Pierre Piat après l'élection de Louis Bonaparte le 10 décembre 1848 au poste de Président de la République française. Elle était composée d'éléments déclassés et d'aventuriers militaristes. Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 1.3.7 de notre **fascicule 21** consacré au *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*.

³ La bataille de Sadowa (Bohème), le 4 juillet 1866, a joué un rôle décisif dans la guerre austro-prussienne. Après la victoire de la Prusse, l'Autriche fut exclue de la *Confédération germanique*, une décision qui favorisait le plan bismarckien d'unification de l'Allemagne par la création de la *Confédération de l'Allemagne du Nord*.

sur l'Allemagne, après les guerres dites de libération, renaîtront avec une intensité nouvelle.

Les principes de l'Internationale sont toutefois trop largement répandus et trop fermement enracinés dans la classe ouvrière allemande pour que nous ayons à redouter une issue aussi triste. Les voix des ouvriers français ont eu un écho en Allemagne. Un meeting ouvrier de masse, tenu à Brunswick, le 16 juillet, a exprimé son plein accord avec le manifeste de Paris, rejeté toute idée d'antagonisme national contre la France, et voté des résolutions qui se terminent par ces mots :

« Nous sommes ennemis de toutes les guerres, mais par-dessus tout, des guerres dynastiques. Avec une peine et une douleur profondes, nous sommes forcés de subir une guerre défensive comme un mal inévitable, mais nous appelons en même temps, toute la classe ouvrière allemande à œuvrer pour rendre impossible le retour de cet immense malheur social, en revendiquant pour les peuples eux-mêmes le pouvoir de décider de la paix ou de la guerre, et en les rendant ainsi maîtres de leurs propres destinées. »

A Chemnitz¹, un meeting de délégués, représentant 50.000 ouvriers saxons, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

« Au nom de la démocratie allemande, et spécialement des ouvriers du Parti social-démocrate, nous déclarons que la guerre actuelle est exclusivement dynastique... Nous sommes heureux de saisir la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Attentifs au mot d'ordre de l'Association Internationale des Travailleurs : Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! Nous n'oublierons jamais que les ouvriers de tous les pays sont nos amis et les despotes de tous les pays, nos ennemis ! »

La section berlinoise de l'Internationale a aussi répondu au manifeste de Paris :

« Nous nous joignons solennellement à votre protestation... Solennellement, nous promettons que ni le son de la trompette ni le rugissement du canon, ni la victoire ni la défaite, ne nous détourneront du travail commun pour l'union des ouvriers de tous les pays² ».

Nous souhaitons qu'il en soit ainsi !

A l'arrière-plan de cette guerre de suicide, la sinistre figure de la Russie est à l'affût³. C'est un signe de mauvais augure que le signal de la guerre actuelle ait été donné au moment précis où le gouvernement russe a terminé ses voies ferrées stratégiques et concentre déjà des troupes en direction du Prut⁴. Quelles que soient les sympathies auxquelles les Allemands puissent à bon droit prétendre dans une guerre de défense contre l'agression bonapartiste, ils les perdraient aussitôt s'ils permettaient au gouvernement allemand de faire appel aux cosaques ou d'en accepter l'aide. Qu'ils se rappellent qu'après sa guerre d'indépendance contre Napoléon 1^{er}, l'Allemagne resta pendant des dizaines d'années prosternée aux pieds du tsar⁵.

¹ En référence au meeting de Chemnitz organisé le 17 juillet 1871 à l'initiative des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate allemand.

² « Réponse des ouvriers allemands au manifeste de l'Internationale », parue le 31 juillet 1870 dans l'hebdomadaire bruxellois *L'internationale*.

³ Un rappel de l'alliance de la Russie avec les Etats allemands lors des guerres contre Napoléon Ier.

⁴ De la rivière Prut (dont le nom est aussi orthographié Prout) qui prend sa source en Ukraine et fait office de frontière entre la Moldavie et la Roumanie.

⁵ L'Allemagne mena la guerre contre Napoléon Ier en alliance avec la Russie. Par la Sainte-Alliance formée après les victoires sur Napoléon Ier, la Russie tsariste acquit une influence considérable en matière de poli-

La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Allemagne. Elle se sent profondément convaincue que, quelque tournure que prenne l'horrible guerre qui s'annonce, l'alliance des ouvriers de tous les pays finira par tuer la guerre. Tandis que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. Il prouve qu'à l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société est en train de naître, dont la règle internationale sera la *Paix*, parce que dans chaque nation régnera le même principe : le *Travail!*

Le pionnier de cette nouvelle société, c'est l'Association Internationale des Travailleurs.

Londres, 23 juillet 1870¹.

tique internationale, remplissant le rôle de « gendarme l'Europe ». Quant à la Prusse, elle se trouva être, selon l'expression de Marx, « la cinquième roue du carrosse des Etats européens ». (ES)

¹ Suivent les noms des membres du Conseil général.

5. Seconde adresse du Conseil Général de l'Association Internationale des travailleurs sur la guerre franco-allemande

Aux membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis¹

Cette Adresse fut écrite par Marx entre le 6 et le 9 septembre 1870. Adoptée à l'unanimité lors de la séance spéciale du Conseil du 9 septembre 1870, elle sera éditée sous forme de brochure dès le 11 et le 13 septembre. Une nouvelle édition paraîtra fin septembre, incluant les deux Adresses.

La traduction allemande, quelque peu modifiée par Marx, parut dans le *Volksstaat* du 21 septembre 1870 et, en brochure, à Genève. La traduction française parut dans *l'Egalité* du 4 octobre et dans *l'Internationale* du 23 octobre 1870.

A cette date, les défaites militaires françaises sont accomplies. Napoléon III a déposé les armes, dès le 2 septembre, au terme de la bataille de Sedan. Le 4 septembre s'est constitué à Paris un gouvernement de Défense nationale avec à sa tête le général orléaniste Louis Jules Trochu².

*

Dans notre première Adresse du 23 juillet, nous disions :

« Le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira, comme il a commencé, par une parodie. Mais n'oublions pas que ce sont les gouvernements et les classes dominantes d'Europe qui ont permis à Louis Bonaparte de jouer pendant dix-huit ans la farce féroce de *l'Empire restauré*. ».

Ainsi, avant même que les opérations de guerre aient effectivement commencé, nous traitions la chimère bonapartiste comme une chose du passé.

Si nous ne nous trompions pas sur la vitalité du Second Empire, nous n'avions pas tort non plus de craindre que la guerre allemande puisse perdre « son caractère strictement défensif et dégénérer en une guerre contre le peuple français ». La guerre de défense s'est terminée en fait avec la reddition de Bonaparte, la capitulation de Sedan et la proclamation de la République à Paris. Mais longtemps avant ces événements, au moment même où la pourriture profonde des armées impériales fut évidente, la camarilla militaire prussienne avait opté pour la conquête. Il y avait certes sur sa route un vilain obstacle : les *propres proclamations du roi Guillaume au début de la guerre*. Dans son discours du trône à la Diète de l'Allemagne du Nord, il avait solennellement déclaré qu'il faisait la guerre à l'empereur des Français et non au peuple français. Le 11 août, il avait lancé un manifeste à la nation française, où il disait :

¹ Nous citons à partir de l'édition *Le Conseil Général de la Première Internationale 1870-1871 – Procès – verbaux*, Editions du Progrès, Moscou 1975, pp. 291-298. Les notes sont extraites de cette édition, complétées par nos soins. Le texte se trouve aussi reproduit aux pages 32-40 de *K. Marx, La guerre civile en France*, Editions sociales, *Classiques du marxisme*, Paris 1975. Les notes extraites de cette édition seront signalées par nous par le sigle ES.

² **Dans son travail sur l'Adresse, Marx a utilisé les documents qu'il avait reçus d'Engels, alors occupé à rédiger la série de ses articles « Notes sur la Guerre ».** Cf. La lettre d'Engels à Marx du 4 septembre 1870 où il écrit : « La guerre est arrivée à sa fin. D'armée, il n'y en a plus en France. Dès que Bazaine capitulera, ce qui sera sans doute le cas cette semaine, la moitié de l'armée allemande se portera devant Paris, l'autre moitié traversera la Loire et nettoiera le pays de tous les groupements armés. » (C11, p. 88).

« L'empereur Napoléon a attaqué, par terre et par mer, la nation allemande, qui désirait et désire toujours vivre en paix avec le peuple français; j'ai assumé le commandement des armées allemandes *pour repousser cette agression*, et j'ai été amené par les événements militaires à franchir les frontières de la France. ».

Non content d'affirmer le caractère purement défensif de la guerre en déclarant qu'il n'assumait le commandement des armées allemandes que « *pour repousser l'agression* », il ajoutait qu'il avait été seulement amené par les événements militaires à franchir les frontières de la France. Une guerre défensive peut, certes, ne pas exclure des opérations offensives dictées par les « événements militaires ».

Ainsi, ce roi très pieux s'était engagé devant la France et le monde à une guerre strictement défensive. Comment le délier de cet engagement solennel ? Les metteurs en scène devaient le montrer cédant à contrecœur à l'injonction impérieuse de la nation allemande. Ils donnèrent sur-le-champ la consigne à la bourgeoisie libérale d'Allemagne, avec ses professeurs, ses capitalistes, ses conseillers municipaux, et ses gens de plume. Cette bourgeoisie qui, dans ses luttes pour la liberté civique, avait, de 1846 à 1870, donné un spectacle sans exemple d'irrésolution, d'incapacité et de couardise, se sentit, bien sûr, profondément ravie de faire son entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme allemand. Elle se donna des dehors d'indépendance civique et affecta d'imposer au gouvernement prussien... quoi donc ? les plans secrets de ce gouvernement lui-même. Elle fit amende honorable pour sa foi persévérante et quasi religieuse en l'infaillibilité de Louis Bonaparte, en réclamant à grands cris le démembrement de la République française. Écoutons un peu les allégations de ces intrépides patriotes !

Ils n'osent pas prétendre que le peuple d'Alsace-Lorraine brûle de se jeter dans les bras de l'Allemagne. Bien au contraire. Pour punir son patriotisme français, Strasbourg, que domine une citadelle indépendante de la ville, a été six jours durant bombardée d'une manière absolument gratuite et barbare, à coups d'obus explosifs « allemands », qui l'incendièrent et tuèrent un grand nombre de ses habitants sans défense ! Parbleu ! Il fut un temps où le sol de ces provinces faisait partie de l'ancien Empire allemand. C'est pourquoi le sol et les êtres humains qui y ont grandi doivent, semble-t-il, être confisqués comme propriété allemande imprescriptible. Si la carte d'Europe doit être remaniée avec cet esprit d'antiquaire, n'oublions surtout pas que l'Électeur de Brandebourg, pour ses possessions prussiennes, était jadis le vassal de la République polonaise¹.

Les patriotes qui en savent plus long réclament toutefois l'Alsace et la Lorraine de langue allemande comme une « garantie matérielle » contre l'agression française. Comme cet argument méprisable a égaré bien des gens d'esprit faible, nous sommes dans l'obligation de nous y arrêter plus longuement².

¹ En 1618, l'électorat de Brandebourg s'est uni avec le duché de Prusse (la Prusse orientale), constitué au début du 16^e siècle avec les domaines de l'Ordre teutonique et sous la dépendance féodale de l'État polonais. L'Électeur de Brandebourg, en sa qualité de duc de Prusse, resta le vassal de la Pologne jusqu'en 1657, lorsque, profitant du conflit entre la Pologne et la Suède, il s'arrogera le droit de souveraineté sur les territoires prussiens.

² Marx, rappelons-le, s'inspire ici des contributions militaires d'Engels qui avait publié dans le quotidien anglais *The Pall Mall Gazette* une série de 59 articles où il déployait toute la science militaire qui lui vaudra le surnom de Général. Cette série sera traduite en français et publiée sous le titre « Notes sur la guerre franco-allemande de 1870-1871 » aux Editions Science marxiste Classiques, Montreuil-sous-Bois, 2008.

Il n'y a pas de doute que la configuration générale de l'Alsace, comparée à celle de l'autre rive du Rhin, et la présence d'une grande place forte comme Strasbourg, à mi-route environ entre Bâle et Germersheim, favorisent beaucoup une invasion française de l'Allemagne du Sud, tandis qu'elles opposent des difficultés particulières à une invasion de la France venant de l'Allemagne du Sud. Il n'y a, de plus, aucun doute que l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine de langue allemande donnerait à l'Allemagne du Sud une frontière beaucoup plus forte, d'autant plus qu'elle serait alors maîtresse de la crête des Vosges dans toute sa longueur et des forteresses qui en protègent les cols septentrionaux. Si Metz était annexée du même coup, la France serait momentanément privée de ses deux principales bases d'opérations contre l'Allemagne, mais cela ne l'empêcherait pas d'en construire de nouvelles à Nancy ou à Verdun. Tant que l'Allemagne possède Coblenze, Mayence, Germersheim, Rastatt et Ulm, toutes bases d'opérations contre la France, et pleinement utilisées dans cette guerre-ci, avec quelle apparence d'honnêteté peut-elle envier à la France Strasbourg et Metz, les deux seules forteresses de quelque importance qu'elle ait de ce côté ?

De plus, Strasbourg ne menace l'Allemagne du Sud qu'autant que celle-ci est une puissance séparée de l'Allemagne du Nord. De 1792 à 1795, l'Allemagne du Sud n'a jamais été attaquée de ce côté-là, parce que la Prusse était sa partenaire dans la guerre contre la Révolution française; mais dès que la Prusse eut conclu une paix séparée¹ en 1795, et abandonné le Sud à lui-même, les invasions du sud de l'Allemagne, avec Strasbourg pour base, commencèrent et se poursuivirent jusqu'en 1809. En fait, une Allemagne *unie* peut toujours mettre Strasbourg et n'importe quelle armée française en Alsace hors d'état de nuire, en concentrant toutes ses troupes, comme cela fut le cas dans la guerre actuelle, entre Sarrelouis et Landau, et en avançant ou en acceptant la bataille sur la ligne Mayence-Metz. Tant que le gros des troupes allemandes est posté là, toute armée française avançant de Strasbourg vers l'Allemagne du Sud serait prise à revers et verrait ses communications menacées. Si la campagne actuelle a prouvé quelque chose, c'est bien, somme toute, à quel point d'Allemagne il est facile d'attaquer la France.

Mais, en toute bonne foi, n'est-ce pas une absurdité et un anachronisme de faire de considérations militaires le principe suivant lequel les frontières des nations doivent être fixées ? Si cette règle devait prévaloir, l'Autriche aurait encore droit à Venise et à la ligne du Mincio, et la France à la ligne du Rhin pour protéger Paris, qui se trouve certainement plus exposé à une attaque du nord-est, que Berlin ne l'est à une attaque du sud-ouest. Si les frontières doivent être fixées suivant les intérêts militaires, il n'y aura pas de fin aux revendications territoriales, parce que toute ligne militaire est nécessairement défectueuse, et peut être améliorée en annexant un peu plus de territoire; et, de plus, cette ligne ne peut jamais être fixée d'une manière définitive et équitable, parce qu'elle est toujours imposée au vaincu par le vainqueur, et en conséquence porte déjà en elle le germe de guerres nouvelles.

Telle est la leçon de toute l'histoire. Il en est des nations comme des individus. Pour leur enlever leurs possibilités d'attaque, il faut leur enlever tous leurs moyens de défen-

¹ Il s'agit du traité de Bâle conclu le 5 avril 1795 entre la Prusse et la République française et qui marqua le début de la dissolution de la première coalition européenne antifrançaise.

se. Il ne faut pas seulement les prendre à la gorge, mais les mettre à mort. Si jamais vainqueur prit des « garanties matérielles » pour briser les forces d'une nation, ce fut Napoléon 1er par le traité de Tilsit¹, et la façon dont il exécuta ce traité contre la Prusse et le reste de l'Allemagne. Pourtant, quelques années plus tard, sa puissance gigantesque se brisa comme un roseau pourri devant le peuple allemand. Que sont les « garanties matérielles » que la Prusse, dans ses rêves les plus insensés, pourrait imposer ou oserait imposer à la France, comparées aux « garanties matérielles » que Napoléon 1er lui avait arrachées à elle-même ? Le résultat n'en sera pas moins désastreux cette fois-ci. L'histoire mesurera ses sanctions, non à la quantité de kilomètres carrés arrachés à la France, mais à la grandeur du crime qui ose faire revivre, dans la seconde moitié du XIXe siècle, la *politique de conquête*.

Mais, disent les porte-parole du patriotisme teuton, on ne doit pas confondre Allemands et Français. Ce que *nous* voulons, ce n'est pas la gloire, mais la sécurité. Les Allemands sont un peuple essentiellement pacifique. Sous leur sage tutelle, la conquête même se transforme de cause d'une guerre future en gage de paix perpétuelle. Bien sûr, ce ne sont pas les Allemands qui ont envahi la France en 1792, dans le sublime dessein d'abattre à la baïonnette la Révolution du XVIIIe siècle ! N'est-ce pas l'Allemagne qui s'est souillé les mains en tenant sous le joug l'Italie, en opprimant la Hongrie, en démembrant la Pologne ? Son système militaire actuel, qui divise toute la population mâle valide en deux parts, - l'une formant une armée permanente en service, et l'autre, formant une armée permanente en congé, - toutes deux également tenues à une obéissance passive à des chefs de droit divin, un tel système militaire est, bien sûr, « une garantie matérielle » pour maintenir la paix et par surcroît, le but dernier de la civilisation ! En Allemagne, comme partout ailleurs, les adulateurs des puissants du jour empoisonnent l'esprit populaire par l'encens de louanges mensongères.

Indignés qu'ils prétendent être à la vue des forteresses françaises de Metz et de Strasbourg, ces patriotes allemands ne voient aucun mal au vaste système de fortifications moscovites à Varsovie, Modlin et Ivangorod. Alors qu'ils frémissent devant les horreurs de l'invasion impériale, ils ferment les yeux devant l'infamie de la tutelle du tsarisme.

Tout comme, en 1865, des promesses furent échangées entre Louis Bonaparte et Bismarck, de même en 1870 des promesses ont été échangées entre Gortchakov et Bismarck². Tout comme Louis Bonaparte se flattait que la guerre de 1866, du fait de l'épuisement réciproque de l'Autriche et de la Prusse, ferait de lui l'arbitre suprême de l'Allemagne, de même Alexandre se flatte que la guerre de 1870, du fait de l'épuisement réciproque de l'Allemagne et de la France, fera de lui l'arbitre suprême de l'Ouest européen. Tout comme le Second Empire tenait la Confédération de l'Allemagne du Nord pour incompatible avec son existence, de même la Russie autocratique doit se considé-

¹ En vertu du traité de Tilsit (1807), la France contraignit la Prusse à réduire son armée, à payer une contribution de 100 millions de thalers et à céder des territoires à l'Ouest et à l'Est. (ES)

² En octobre 1865, durant son entrevue avec Napoléon III, à Biarritz, Bismarck avait obtenu le consentement de l'Empereur à une alliance de la Prusse avec l'Italie ainsi qu'à une guerre de la Prusse contre l'Autriche. Au début de la guerre franco-allemande de 1870, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement tsariste, Gortchakov, déclara, durant les négociations de Berlin avec Bismarck, que la Russie resterait neutre et exercerait une pression diplomatique sur l'Autriche. En retour, le gouvernement prussien s'engagea à ne pas faire obstacle à la politique du tsarisme en Orient.

rer en péril du fait d'un empire allemand sous direction prussienne. Telle est la loi du vieux système politique. A l'intérieur de son domaine, le gain de l'un est la perte de l'autre. L'influence prépondérante du tsar sur l'Europe prend racine dans son autorité traditionnelle sur l'Allemagne. Au moment où en Russie même des forces sociales volcaniques menacent de secouer les bases les plus profondes de l'autocratie, le tsar pourrait-il supporter une telle perte de prestige à l'étranger ? Déjà les journaux moscovites reprennent le langage des journaux bonapartistes après la guerre de 1866. Est-ce que les patriotes teutons croient réellement que paix et liberté seront garanties à l'Allemagne en jetant la France dans les bras de la Russie ? Si la fortune des armes, l'arrogance du succès et les intrigues dynastiques conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français, il ne lui restera alors que deux partis possibles. Ou bien elle doit, à tout risque, devenir l'instrument *direct* de l'expansion russe, ou bien, après un court répit, elle devra se préparer à nouveau à une autre guerre « défensive », non pas une de ces guerres « localisées » d'invention récente, mais une *guerre de races*, une guerre contre les races latines et slaves coalisées.

La classe ouvrière allemande a résolument donné son appui à la guerre, qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher, comme à une guerre pour l'indépendance allemande et la libération de l'Allemagne et de l'Europe du cauchemar oppressant du Second Empire. Ce sont les ouvriers allemands qui, unis aux travailleurs ruraux, ont fourni les nerfs et les muscles d'armées héroïques, laissant derrière eux leur famille à demi morte de faim. Décimés par les batailles au dehors, ils seront décimés à nouveau chez eux par la misère. A leur tour, ils s'avancent et réclament maintenant des « garanties » : garantie que leurs immenses sacrifices n'ont pas été faits en vain, garantie qu'ils ont conquis la liberté, garantie que la victoire sur les armées bonapartistes ne sera pas, comme en 1815, convertie en défaite du peuple allemand¹. Et, comme la première de ces garanties, ils réclament *une paix honorable pour la France*, et la *reconnaissance de la République française*.

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate allemand² a lancé, le 5 septembre, un manifeste insistant énergiquement sur ces garanties.

« Nous protestons, dit-il, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Et nous avons conscience de parler au nom de la classe ouvrière allemande. Dans l'intérêt commun de la France et de l'Allemagne, dans l'intérêt de la paix et de la liberté, dans l'intérêt de la civilisation occidentale contre la barbarie orientale, les ouvriers allemands ne toléreront pas sans dire mot l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... Nous nous tiendrons fidèlement aux côtés de nos camarades ouvriers de tous les pays pour la cause commune internationale du prolétariat. »

Malheureusement, nous ne pouvons compter sur leur réussite immédiate. Si les ouvriers français n'ont pas pu, en pleine paix, arrêter l'agresseur, les ouvriers allemands ont-ils plus de chances d'arrêter le vainqueur au milieu du cliquetis des armes ? Le manifeste des ouvriers allemands demande que Louis Bonaparte soit livré comme criminel de droit commun à la République française. Leurs gouver-

¹ En référence au triomphe de la réaction féodale en Allemagne après la chute de Napoléon 1er. Soutenus par la noblesse réactionnaire, les gouvernements des Etats féodaux absolutistes européens exploitèrent les résultats de la guerre de libération contre la domination de Napoléon Ier. Le système féodal fut consolidé.

² Le SDAP fondé à Eisenach en août 1869 à l'initiative d'August Bebel et de Wilhelm Liebknecht.

nants, au contraire, font déjà tous leurs efforts pour le réinstaller aux Tuileries comme l'homme le plus propre à ruiner la France. Quoi qu'il en soit, l'histoire montrera que la classe ouvrière allemande n'est pas faite d'une matière aussi malléable que la bourgeoisie allemande. Elle fera son devoir.

Comme elle, nous saluons l'avènement de la République en France; mais ce n'est pas sans éprouver des appréhensions qui, nous l'espérons, se révéleront sans fondement. Cette République n'a pas renversé le trône, mais simplement pris sa place laissée vacante. Elle a été proclamée non comme une conquête sociale, mais comme une mesure de défense nationale. Elle est dans les mains d'un Gouvernement provisoire composé en partie d'orléanistes notoires, en partie de républicains bourgeois, sur quelques-uns desquels l'insurrection de juin 1848 a laissé son stigmate indélébile. La division du travail entre les membres de ce gouvernement ne présage rien de bon. Les orléanistes se sont saisis des positions fortes de l'armée et de la police, alors qu'aux faux républicains sont échus les ministères où l'on parle. Quelques-uns de leurs premiers actes montrent assez clairement qu'ils ont hérité de l'Empire non seulement les ruines, mais aussi la peur de la classe ouvrière. Si, au nom de la République, on promet maintenant, avec des paroles excessives, des choses impossibles, n'est-ce pas par hasard pour qu'on finisse par réclamer un gouvernement « possible » ? Aux yeux de certains bourgeois, qui en ont assumé la charge, la République ne devrait-elle pas par hasard servir de transition à une restauration orléaniste ?

La classe ouvrière française se trouve donc placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens; mais en même temps, ils ne doivent pas se laisser entraîner par les *souvenirs* nationaux de 1792¹, comme les paysans français se sont laissé duper par les *souvenirs* nationaux du premier Empire². Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la République.

Les ouvriers anglais ont déjà pris des mesures pour vaincre, par une pression salutaire venant de l'extérieur, la répugnance de leur gouvernement à reconnaître la République française³. L'atavisme actuel du gouvernement britannique a probablement pour but de racheter la guerre de 1792 contre les jacobins et son indécente hâte de jadis à sanctionner le *coup d'Etat*⁴. Les ouvriers anglais récla-

¹ Marx fait allusion à l'essor national des masses en France, en 1792, alors qu'elles luttaient contre l'offensive des armées de la contre-révolution. Il met en garde contre la transposition mécanique du mot d'ordre « la patrie en danger » dans le cadre de la guerre franco-prussienne. « Se battre contre les Prussiens au profit de la bourgeoisie serait folie. » (Engels) (ES).

² Lors des élections à la présidence (le 10 décembre 1848), Louis Bonaparte utilisa les sentiments réactionnaires des paysans français; les paysans lui apportèrent leurs voix en mémoire de Napoléon Bonaparte, au nom duquel ils rattachaient, par méprise, les conquêtes de la grande Révolution française. (ES)

³ Marx fait allusion à la grande campagne engagée en Angleterre, sur son initiative et celle du Conseil général de l'Internationale, en faveur de la République française. (ES)

⁴ Une allusion à la participation active de l'Angleterre à la coalition en 1792 des Etats féodaux contre la France révolutionnaire et au fait que le gouvernement anglais fut le premier en Europe à reconnaître le régime bonapartiste après le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

ment aussi de leur gouvernement qu'il s'oppose de tout son pouvoir au démembrement de la France qu'une partie de la presse anglaise est assez impudente pour réclamer à grands cris. C'est la même presse qui, pendant vingt ans, a porté aux nues Louis Bonaparte comme la providence de l'Europe et a encouragé avec frénésie la révolte des négriers américains¹. Maintenant, comme alors, elle besogne pour le négrier.

Que les sections de *l'Association internationale des travailleurs* dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du Capital.

Vive la République !²

Londres, 9 septembre 1870.

¹ Pendant la guerre civile en Amérique (1861-1865), entre le Nord industriel et les planteurs esclavagistes du Sud, la presse bourgeoise anglaise prit le parti du Sud, c'est-à-dire du régime esclavagiste. Cela tenait à ce que la bourgeoisie anglaise voyait dans l'industrie du Nord un concurrent qui grandissait tandis que le Sud fournissait le coton au marché anglais. (ES)

² Suivent les noms des membres du Conseil général et de son bureau.

6. K. Marx, *La guerre civile en France*

Adresse du Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs

à tous les membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis¹

6.1. Chapitre 1

Marx commence son exposé par un rappel de la situation politique et militaire en France après la capitulation de Sedan le 2 septembre 1870. Le 4 septembre 70, s'est mis en place, à Paris, un Gouvernement de Défense nationale qui a proclamé la République : un comité de douze républicains dirigé par le général orléaniste Louis Jules Trochu qui se trouve chargé des pleins pouvoirs militaires.

Le 4 septembre 1870, quand les ouvriers de Paris² proclamèrent la République, qui fut presque instantanément acclamée d'un bout à l'autre de la France, sans une seule voix discordante, une cabale d'avocats en quête de places, avec Thiers pour homme d'Etat et Trochu pour général, s'empara de l'Hôtel de Ville. Ces gens étaient alors imbus d'une foi si fanatique dans la mission dévolue à Paris de représenter la France à toutes les époques de crise historique que, pour légitimer leurs titres usurpés au gouvernement de la France, ils crurent suffisant de produire leurs mandats périmés de représentants de Paris. Dans notre seconde Adresse sur la récente guerre, cinq jours après l'avènement de ces hommes, nous vous disions qui ils étaient. Toutefois, les véritables dirigeants de la classe ouvrière étant encore bouclés dans les prisons bonapartistes et les Prussiens déjà en marche sur la ville, Paris, pris à l'improviste, toléra cette prise du pouvoir, à la condition expresse qu'il ne serait exercé qu'aux seules fins de défense nationale. Cependant, comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, sans l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Mais Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se transforma en un gouvernement de la Défection nationale.

La première mesure qu'il prit fut d'envoyer Thiers en tournée par toutes les cours d'Europe pour y implorer médiation, moyennant le troc de la République contre un roi. Quatre mois après le début du siège, quand on crut venu le moment opportun de lâcher pour la première fois le mot de capitulation, Trochu, en présence de Jules Favre et de quelques-uns de ses collègues, harangua en ces termes les maires de Paris assemblés :

¹ Nous citons à partir de l'édition *Le Conseil Général de la Première Internationale 1870-1871 – Procès – verbaux*, Editions du Progrès Moscou 1975, pp. 311-358. Le document se trouve aux pages 26-31 de Karl Marx, *La Guerre civile en France 1871*, Classiques du marxisme, Editions sociales, Paris 1975. L'écrit de Marx se trouve aussi reproduit, dans son ensemble et dans une autre traduction, aux pages 241-273 de K. Marx, *La guerre civile en France*, Editions sociales, Paris 1953. (Cette édition de 1953 propose aussi, soulignons le, de nombreux documents annexes dont les premiers essais de rédaction et les extraits de presse dont Marx s'est servi.)

² Une affirmation qui gagne à être nuancée. La formation, le 4 septembre, du *Gouvernement de Défense nationale* était surtout le fait de bourgeois républicains et même orléanistes. L'insurrection vraiment ouvrière ne surgira que plus tard, en mars 1871.

« La première question que m'adressèrent mes collègues le soir même du 2 septembre fut celle-ci : Paris peut-il, avec quelque chance de succès, soutenir un siège et résister à l'armée prussienne ? Je n'hésitai pas à répondre négativement. Quelques-uns de mes collègues qui m'écoutent peuvent certifier que je dis la vérité et que je n'ai pas changé d'opinion. Je leur expliquai, en ces mêmes termes, que, dans l'état actuel des choses, tenter de soutenir un siège contre l'armée prussienne serait une folie. Sans doute, ajoutai-je, ce serait une folie héroïque, mais voilà tout... Les événements [qu'il avait lui-même conduits¹] n'ont pas démenti mes prévisions. »

Ce charmant petit discours de Trochu fut publié dans la suite par M. Corbon², un des maires présents.

Ainsi, au soir même de la proclamation de la République, le « plan » de Trochu, ses collègues le savaient, c'était la capitulation de Paris. Si la défense nationale avait été quelque chose de plus qu'un prétexte pour le gouvernement personnel de Thiers, Favre et Cie, les parvenus du 4 septembre auraient abdicqué le 5, ils auraient mis le peuple de Paris au courant du « plan » de Trochu; ils l'auraient mis en demeure de se rendre sur l'heure, ou de prendre en main son propre sort. Mais au lieu de cela, les infâmes imposteurs résolurent de guérir la folie héroïque des Parisiens : on leur ferait subir un régime de famine, on leur ferait casser la tête et on les bernerait entre-temps par des manifestes tapageurs : Trochu, « le gouverneur de Paris, ne capitulera jamais »; Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, ne cédera « pas un pouce de notre territoire ! Pas une pierre de nos forteresses ! ». Dans une lettre à Gambetta, ce même Jules Favre, précisément, avoue que ce contre quoi ils se « défendaient », ce n'étaient pas les soldats prussiens, mais *les travailleurs de Paris*. Pendant toute la durée du siège, les coupe-jarrets bonapartistes, à qui Trochu avait sagement confié le commandement de l'armée de Paris, échangèrent, dans leur correspondance intime, de grasses plaisanteries sur cette bonne farce de la défense. (Voir, par exemple, la correspondance d'Alphonse Simon Guidod, commandant en chef de l'artillerie de l'Armée de la défense de Paris et grand-croix de la Légion d'honneur, avec Suzanne, général de division d'artillerie, correspondance publiée par *le Journal officiel* de la Commune³.)

Le masque d'imposture fut enfin jeté le 28 janvier 1871⁴. Mettant un véritable héroïsme à s'avilir jusqu'au bout, le gouvernement de la Défense nationale apparut dans la capitulation de Paris comme le gouvernement de la France par la permission de Bismarck, rôle si vil, que Louis Bonaparte lui-même, à Sedan, s'y était refusé avec horreur. Après les événements du 18 mars⁵, dans leur fuite éperdue à Versailles, les *capitulards*⁶ laissèrent aux mains de Paris les preuves

¹ Un ajout de Marx.

² Claude-Anthime Corbon, maire du XVe arrondissement : lors de la Commune, il sera un partisan actif de la conciliation avec Versailles.

³ La lettre d'Adolphe Simon Guidod à Louis Suzanne est datée du 12 décembre 1870. Cette correspondance de circonstance évoque une défense factice du Mont Valérien où l'on tire en l'air « pour avoir l'air de tirer du canon ». Elle se trouve reproduite en note à la page 43 de l'édition de référence des « Classiques des marxisme ». Le *Journal officiel* était l'organe officiel de la Commune de Paris, édité du 20 mars au 24 mai 1871. Le gouvernement de Thiers publiera à Versailles un journal portant le même nom.

⁴ Date de la signature, entre Bismarck et Jules Favre, de la convention d'armistice et de capitulation de Paris.

⁵ La tentative, par Adolphe Thiers, de reprendre les canons de la butte Montmartre. L'opération déclenche le soulèvement général de la population parisienne. Thiers s'enfuit à Versailles.

⁶ En français dans le texte.

écrites de leur trahison, et, pour anéantir ces preuves, comme le dit la Commune dans son adresse aux départements,

« ces hommes ne devaient pas hésiter à faire de Paris un monceau de ruines dans une mer de sang¹ ».

Mais, pour s'acharner avec une telle ardeur à atteindre ce but, quelques-uns des membres dirigeants du gouvernement de la Défense avaient en outre des raisons à eux, des raisons bien particulières.

Marx trace à présent un portrait extrêmement sévère des bourgeois républicains du *Gouvernement de Défense nationale* : Jules Favre, Ernest Picard, Jules Ferry et surtout Adolphe Thiers.

Et d'abord **Jules Favre**. Il évoque l'article de Jean-Baptiste Millière² paru, le 8 février 1871 sous le titre « Le faussaire », dans le journal de Félix Pyat *Le Vengeur*, un article qui avait fait grand bruit. J-B. Millière démontrait, preuves à l'appui, que J. Favre avait falsifié des documents officiels pour s'emparer d'un héritage destiné aux enfants de sa compagne, Jeanne Charmont, elle-même l'épouse non divorcée d'un certain A. Vernier domicilié en Algérie. L'héritage provenait de son ami Louis Alphonse Odiot qui le destinait aux enfants dont il croyait que J. Favre était le père. Jules Favre avouera sa culpabilité sans toutefois se voir condamner par la justice³.

Peu après la conclusion de l'armistice, M. Millière, un des représentants de Paris à l'Assemblée nationale, fusillé depuis sur l'ordre exprès de Jules Favre, publiait une série de documents juridiques authentiques prouvant que Jules Favre, qui vivait en concubinage avec la femme d'un ivrogne résidant à Alger, était, grâce à l'élaboration de faux des plus audacieux échelonnés sur de nombreuses années, parvenu à s'emparer, au nom de ses enfants adultérins, d'une succession importante qui avait fait de lui un homme riche et que, dans un procès intenté par les héritiers légitimes, il n'avait échappé au scandale que grâce à la connivence des tribunaux bonapartistes. Comme de ces documents juridiques pleins de sécheresse on ne pouvait se débarrasser, même à grands renforts de rhétorique, Jules Favre, pour la première fois de sa vie, tint sa langue, attendant silencieusement l'explosion de la guerre civile, pour alors dénoncer avec frénésie le peuple de Paris comme une bande de forçats échappés, en pleine révolte contre la famille, la religion, l'ordre et la propriété. Ce même faussaire avait à peine accédé au pouvoir après le 4 septembre, que par sympathie il mettait en liberté Pic et Taillefer condamnés pour faux, même sous l'Empire, dans la scandaleuse affaire de *l'Étendard*⁴. Un de ces hommes, Taillefer, ayant osé retourner à Paris sous la Commune, fut sur-le-champ remis en prison; et là-dessus Jules Favre de s'exclamer à la tribune de l'Assemblée nationale que Paris mettait en liberté tout son gibier de potence.

¹ Le manifeste fut publié dans le journal *Le Vengeur* du 28 avril 1871.

² Jean-Baptiste Millière, journaliste français, proudhonien de gauche, député de l'Assemblée nationale en 1871, sera fusillé, malgré son immunité parlementaire, par les Versaillais le 26 mai 1871 sous les ordres du général de Cisey.

³ Pour le détail sur cette affaire complexe nous renvoyons aux études suivantes : 1. « Procès célèbres. L'affaire Jules Favre & Laluyé ». Cet document reproduit in extenso les pièces publiées par Millière (en ligne sur le site de Gallica); 2. Louis Tissier « Vive l'humanité ! : vie et mort de Jean-Baptiste Millière (1817-1871 ») (en ligne sur le site de Hal Open sciences) et 3. Maurice Reclus, *Jules Favre. Essai de biographie historique et Morale*, Librairie Hachette 1912 (en ligne sur le site de *archive.org*).

⁴ *L'Étendard*, journal bonapartiste qui a paru de 1866 à 1868. Il a été supprimé en raison de révélations relatives aux machinations grâce auxquelles le journal était financé. Le rédacteur en chef Jules Pic et Jean Taillefer, caissier dans une compagnie d'assurance, seront condamnés en 1868 pour escroquerie. (Notre référence pour ces précisions : la note 166 du volume 22 des *Marx Engels Works*.)

Ernest Picard¹, ensuite, et surtout son frère **Arthur Picard** qui a été compromis dans de nombreux scandales financiers :

Ernest Picard, ce Falstaff du gouvernement de la Défense nationale, qui se nomma lui-même ministre des Finances de la République, après s'être vainement évertué à devenir ministre de l'Intérieur de l'Empire, est le frère d'un certain Arthur Picard, individu chassé de la Bourse de Paris comme escroc (voir le rapport de la préfecture de police en date du 13 juillet 1867), et convaincu, sur son propre aveu, d'un vol de 300.000 francs alors qu'il était directeur d'une des succursales de la Société générale², 5, rue Palestro (voir le rapport de la préfecture de police du 11 décembre 1868). Cet Arthur Picard fut fait, par Ernest Picard, directeur de son journal *L'Electeur libre*³. Tandis que le commun des courtiers en bourse était égaré par les mensonges officiels du journal du ministre, Arthur faisait la navette entre l'Intérieur et la Bourse pour y escompter les désastres des armées françaises. Toute la correspondance financière de ce digne couple de frères tomba entre les mains de la Commune.

Jules Ferry, bien sûr :

Jules Ferry, avocat sans le sou avant le 4 septembre, réussit comme maire de Paris pendant le siège à tirer par escroquerie une fortune de la famine. Le jour où il aurait à rendre compte de sa mauvaise administration serait aussi celui de sa condamnation.

Ces hommes, donc, ne pouvaient trouver que dans les ruines de Paris tickets-of-Leave⁴, ils étaient bien les hommes mêmes qu'il fallait à Bismarck. Quelques tours de passe-passe, et Thiers, jusque-là le conseiller secret du gouvernement, apparut à sa tête avec ses tickets-of-leave men (ses élargis) pour ministres.

Adolphe Thiers, enfin, dont Marx retrace longuement, et avec sévérité, la carrière politique.

Thiers, ce nabot⁵ monstrueux, a tenu sous le charme la bourgeoisie française pendant plus d'un demi-siècle, parce qu'il est l'expression intellectuelle la plus achevée de sa propre corruption de classe. Avant de devenir homme d'Etat, il avait déjà fait la preuve, comme historien, de sa maîtrise dans le mensonge. La chronique de sa vie publique est l'histoire des malheurs de la France. Allié des républicains avant 1830, il se faufila au ministère sous Louis-Philippe, en trahis-

¹ Elu député au Corps législatif de 1858 à 1870 comme opposant à l'Empire, E. Picard était, en septembre 1870, membre du gouvernement de Défense nationale et ministre des finances. Il sera nommé par Thiers ministre de l'Intérieur et se montrera un partisan acharné de la politique de répression contre la Commune et contre le soulèvement de plusieurs villes de province. Le 25 janvier 71, il avait accompagné Jules Favre à Versailles auprès de Bismarck pour traiter de la capitulation.

² De la *Société générale du Crédit Mobilier*, la grande banque française fondée en 1852 par les frères Emile et Isaac Pereire en étroite collaboration avec les milieux bonapartistes; elle fera faillite en 1867. Pour le détail sur cette société, nous renvoyons aux pages de notre **fascicule 25**, en particulier au chapitre 2.2

³ *L'Electeur libre*, organe des républicains de droite publié à Paris de 1868 à 1871 à l'initiative d'Ernest Picard, de son frère Arthur et de Ed. Portalis.

⁴ L'expression désigne les permis de séjour que les prisonniers ayant purgé la plus grosse part de leur peine reçoivent parfois en Angleterre et qui leur donnent le droit de vivre en liberté, mais sous la surveillance de la police. Ces permis de séjour portent le nom de tickets-of-leave (billets d'élargissement conditionnel) et leurs bénéficiaires s'appellent les ticket-of-leave men (des élargis).

⁵ On notera l'insistance constante de Marx sur la petite taille de Thiers.

sant son protecteur, Laffitte¹. Il s'insinue dans les bonnes grâces du roi en provoquant des émeutes contre le clergé, au cours desquelles l'église Saint-Germain-L'auxerrois et l'archevêché furent pillés, et en se faisant l'espion-ministre, puis l'accoucheur-geôlier de la duchesse de Berry². Le massacre des républicains, rue Transnonain³, et les infâmes lois de septembre⁴ contre la presse et le droit d'association, qui l'ont suivi, furent tous deux son œuvre. Quand il reparut comme président du Conseil en mars 1840, il étonna la France par son plan de fortifications de Paris⁵. Aux républicains, qui dénonçaient ce plan comme un complot perfide contre la liberté de Paris, il répliqua, de la tribune de la Chambre des députés :

« Eh quoi ! S'imaginer que des fortifications puissent jamais mettre la liberté en péril ! Et, d'abord, on calomnie un gouvernement, quel qu'il soit, quand on suppose qu'il puisse un jour tenter de se maintenir en bombardant la capitale... Mais ce gouvernement-là serait cent fois plus impossible après sa victoire. ».

Certes, aucun gouvernement n'aurait jamais osé tourner contre Paris le feu de ses forts, si ce n'est le gouvernement même qui avait au préalable livré ces forts aux Prussiens.

Quand le roi *Bomba* se fit la main sur Palerme en janvier 1848⁶, Thiers, depuis longtemps sans portefeuille, surgit à nouveau à la Chambre des députés :

« Vous savez, Messieurs, ce qui se passe à Palerme; vous avez tous tressailli d'horreur [parlementairement parlant] en apprenant que, pendant quarante-huit heures, une grande ville a été bombardée. Par qui ? Était-ce par un ennemi étranger, exerçant les droits de la guerre ? Non, Messieurs, par son propre gouvernement. Et pourquoi ? Parce que cette ville infortunée réclamait ses droits. Eh bien, pour avoir réclamé ses droits, Palerme eut quarante-huit heures de bombardement ! Permettez-moi d'en appeler à l'opinion européenne. C'est rendre un service à l'humanité que de venir, du haut de la plus grande tribune peut-être de l'Europe, faire retentir des paroles [des paroles en effet⁷] d'indignation contre de tels actes... Quand le régent Espartero, qui avait rendu des services à son pays [ce que M. Thiers, lui, n'a ja-

¹ Jacques Laffitte, banquier (surnommé à ce titre « roi des banquiers » et « banquier des rois ») et gouverneur de la Banque de France est un homme politique orléaniste, un des hommes forts de la Restauration. Il fut président du Conseil en 1830-1831 sous Louis-Philippe 1er. Dès novembre 1830, il fait nommer Adolphe Thiers comme sous-secrétaire d'Etat aux finances.

² Ceci se réfère aux manifestations antilégitimistes et anticléricales qui se déroulèrent à Paris le 14 et 15 février 1831. En signe de protestation contre une manifestation légitimiste, à un service célébré à l'église de St. Germain l'Auxerrois pour l'anniversaire de la mort du duc de Berry, la foule mit à sac l'église et le palais de l'archevêque Quélen, connu pour ses sympathies légitimistes. Thiers, témoin du sac de l'église, persuada la Garde nationale de ne pas intervenir. En 1832, par ordre de Thiers, alors ministre de l'Intérieur, la duchesse de Berry, mère du comte de Chambord, prétendant légitimiste au trône de France, fut arrêtée et placée ensuite sous une stricte surveillance policière.

³ En référence au rôle de Thiers dans la répression de l'insurrection des ouvriers et de la petite bourgeoisie les 13 et 14 avril 1834 contre la monarchie de Juillet. Durant la répression, les militaires massacrèrent les habitants d'une maison, rue Transnonain.

⁴ Les *Lois de septembre* furent adoptées par le gouvernement français en septembre 1835. Elles instituaient des mesures rigoureuses contre la presse en imposant des cautionnements très élevés

⁵ En janvier 1841, Thiers présenta à la Chambre des députés un projet de création de fortifications autour de Paris, un projet que les milieux démocratiques perçurent nettement comme une initiative visant à écraser les actions populaires sous prétexte de défendre la ville. On faisait remarquer à l'époque que ces fortifications se trouvaient à proximité des quartiers ouvriers de l'est et du nord-est de Paris.

⁶ En janvier 1848, les troupes napolitaines de Ferdinand II, surnommé le roi Bomba après le bombardement de Messine la même année, soumièrent Palerme à un tir d'artillerie destiné à étouffer le soulèvement populaire qui donna le signe de la révolution bourgeoise dans les Etats italiens en 1848-1849.

⁷ Un ajout de Marx, on le comprend.

*mais fait*¹, *prétendit, pour réprimer l'insurrection, bombarder Barcelone, il s'éleva de toutes les parties du monde un grand cri d'indignation.* ».

Dix-huit mois plus tard, M. Thiers était parmi les plus farouches défenseurs du bombardement de Rome par une armée française². En fait, le roi Bomba ne semble avoir eu d'autre tort que de limiter son bombardement à quarante-huit heures.

Quelques jours avant la Révolution de Février, irrité du long exil loin du pouvoir et de ses bénéfices, auquel l'avait condamné Guizot, et flairant dans l'air l'odeur d'un soulèvement populaire prochain, Thiers, dans ce style pseudo-héroïque qui lui a valu le surnom de *Mirabeau-mouche*³, déclara à la Chambre des députés :

« Je suis du parti de la révolution, non seulement en France, mais en Europe. Je souhaite que le gouvernement de la révolution reste entre les mains des modérés; mais si le gouvernement tombait entre les mains des ardents, fût-ce des radicaux, malgré cela je n'abandonnerais pas ma cause. Je serais toujours du parti de la révolution. ».

Survint la Révolution de Février. Au lieu de remplacer le cabinet Guizot par un cabinet Thiers, comme le petit homme l'avait rêvé, elle remplaça Louis-Philippe par la République. Au premier jour de la victoire populaire, il se cacha soigneusement, oubliant que le mépris des travailleurs le mettait à l'abri de leur haine. Pourtant, avec son courage légendaire, il continua de fuir la scène publique, jusqu'à ce que les massacres de juin⁴ l'eussent nettoyée pour son genre d'activité. Alors, il devint le cerveau dirigeant du « parti de l'ordre⁵ » et de la République parlementaire, cet interrègne anonyme pendant lequel toutes les factions rivales de la classe dirigeante conspiraient ensemble pour écraser le peuple, et l'une contre l'autre pour restaurer chacune la monarchie de son choix. Alors, comme aujourd'hui, Thiers dénonçait les républicains comme le seul obstacle à la consolidation de la République; alors, comme aujourd'hui, il parlait à la République comme le bourreau à Don Carlos : « Je vais te tuer, mais c'est pour ton bien ». Aujourd'hui, comme alors, il pourra s'écrier au lendemain de sa victoire : « *L'Empire est fait !*⁶ ». En dépit de ses hypocrites homélies sur les « libertés nécessaires » et de sa rancune personnelle contre Louis Bonaparte qui avait fait de lui sa dupe et flanqué dehors le parlementarisme, - et hors de son atmosphère factice, ce petit homme, il le sait bien, se ratatine et rentre dans le néant -, il a trempé dans toutes les infamies du Second Empire, de l'occupation de Rome par les troupes françaises, jusqu'à la guerre avec la Prusse, à laquelle il poussa par ses farouches invectives contre l'unité allemande, non pas parce qu'elle servirait de façade au despotisme prussien, mais parce qu'elle serait une atteinte au droit traditionnel de la France au morcellement de l'Allemagne. Aimant à brandir à la face de l'Europe, avec ses bras de nain, l'épée de Napoléon 1er dont

¹ Ces parenthèses sont évidemment des ajouts de Marx.

² En avril 1849, le gouvernement français, en alliance avec l'Autriche et Naples, lança une intervention armée contre la République romaine en vue de restaurer le pouvoir temporel du Pape. Sévèrement bombardée, la ville de Rome fut occupée par les troupes françaises.

³ En français dans le texte. C'était l'un des surnoms de Thiers, avec celui de Foutriquet en raison de sa petite taille.

⁴ En référence à la répression sanglante de l'insurrection ouvrière parisienne des 23-26 juin 1848.

⁵ Le parti de l'ordre, parti de la grande bourgeoisie conservatrice, a été créé en 1848 par une coalition des légitimistes et des orléanistes. Ce parti dominera l'Assemblée législative de la 2^e République de 1849 jusqu'au coup d'Etat du 2 décembre 1851.

⁶ En français dans le texte.

il était devenu le cireur de bottes historique¹, sa politique étrangère a toujours eu pour couronnement l'humiliation totale de la France, depuis la Convention de Londres en 1840² jusqu'à la capitulation de Paris en 1871 et à la guerre civile actuelle où il lance contre Paris les prisonniers de Sedan et de Metz avec la haute autorisation de Bismarck³. Malgré la souplesse de son talent et l'inconstance des desseins qu'il poursuit, cet homme a été enchaîné sa vie entière à la routine la plus fossile. Il est évident que les courants profonds de la société moderne devaient lui demeurer à jamais cachés; mais même les changements les plus manifestes à sa surface répugnaient à une cervelle dont toute la vitalité s'était réfugiée dans la langue. Aussi ne se lassa-t-il jamais de dénoncer comme un sacrilège tout écart du désuet système du protectionnisme français⁴. Ministre de Louis-Philippe, il dénigra les chemins de fer comme une folle chimère; et, plus tard, dans l'opposition sous Louis Bonaparte, il stigmatisa comme une profanation toute tentative pour réformer le système pourri de l'armée française⁵. Jamais, au cours de sa longue carrière politique, il ne s'est rendu coupable d'une seule mesure, si minime fût-elle, de quelque utilité pratique. Thiers n'a été conséquent que dans son avidité de richesse, et dans sa haine des hommes qui la produisent. Entré pauvre comme Job dans son premier ministère sous Louis-Philippe, il le quitta millionnaire. Son dernier ministère sous le même roi (celui du 1er mars 1840) l'exposa à des accusations publiques de concussion à la Chambre des députés, auxquelles il se contenta de répondre par des larmes, denrée qu'il prodigue avec autant de facilité que Jules Favre ou tout autre crocodile. A Bordeaux, sa première mesure pour sauver la France d'une ruine financière imminente fut de se doter lui-même de trois millions par an, premier et dernier mot de la « République économe », qu'il avait fait miroiter à ses électeurs de Paris en 1869. Un de ses anciens collègues à la Chambre des députés de 1830, capitaliste lui-même et néanmoins membre dévoué de la Commune, M. Beslay⁶, apostrophait dernièrement Thiers dans une affiche publique :

« L'asservissement du Travail au Capital a toujours été la pierre angulaire de votre politique, et depuis le jour où vous

¹ Les principaux ouvrages historiques de Thiers sont *l'Histoire de la Révolution française* et *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*.

² Le 15 juillet 1840, l'Angleterre, la Russie, la Prusse, l'Autriche et la Turquie signèrent à Londres, sans la participation de la France, une convention sur l'aide à apporter au sultan turc contre Mouhamed-Ali, gouverneur d'Egypte, soutenu par la France. La signature de cette convention fit peser la menace d'une guerre entre la France et la coalition européenne. Le roi Louis-Philippe renoncera à soutenir Mouhamed-Ali.

³ En vue de renforcer l'armée de Versailles, pour la répression de la Commune, Thiers avait obtenu de Bismarck de pouvoir accroître le nombre de ses troupes qui sera porté à 100.000 hommes. En vertu de cet accord, le commandement allemand avait entrepris de rapatrier les prisonniers de guerre français, en particulier ceux qui avaient capitulé à Sedan et à Metz. Le gouvernement de Versailles isole ces unités dans des camps fermés où les militaires étaient soumis à un sentiment de haine envers la Commune.

⁴ En France, le système protectionniste était caractérisé par des taxes élevées sur les marchandises (par exemple, la fonte anglaise était grevée d'une taxe de 70 pour-cent, le fer, de 105 pour-cent de son prix). Il en est résulté que nombre de marchandises, que l'on ne savait pas fabriquer en France, avaient complètement disparu du marché. (ES)

⁵ Le recrutement de l'armée française sous l'Empire se faisait par engagement et tirage au sort. Les plus fortunés pouvaient y échapper en versant une compensation financière à l'Etat. Il en est résulté un affaiblissement considérable de l'armée française, affectée par le vieillissement des troupes et un déficit de conscrits. (Note de S. Kouvélakis, op.cit. p. 162.)

⁶ Issu d'une famille bourgeoise fortunée, Charles Beslay (1795-1878), est élu député en 1830; il siège à gauche mais n'est pas réélu. Ami et disciple de Proudhon, il entreprend alors de fonder à Paris une entreprise coopérative qui n'aboutit pas. Réélu en 1848, il soutiendra la répression des journées de Juin par le général Cavaignac. Il fonde alors une banque d'escompte qui fait faillite en 1851 et qui le laisse ruiné. Fin 1864, il entre en contact avec les militants de l'AIT. Le 26 mars 1871, il se voit élu comme membre de la Commune dont il préside la première séance en raison de son âge. Délégué aux Finances puis à la Banque de France, il fera obstacle à la mainmise de la Commune sur cet établissement, une attitude qui lui permettra de quitter Paris au début de la Semaine sanglante pour se réfugier en Suisse.

avez vu la république du travail installée à l'Hôtel de Ville, vous n'avez jamais cessé de crier à la France : Ce sont des criminels ! ».

Passé maître dans la petite fripouillerie politique, virtuose du parjure et de la trahison, rompu à tous les bas stratagèmes, aux expédients sournois et aux viles perfidies de la lutte des partis au parlement, toujours prêt, une fois chassé du ministère, à allumer une révolution pour l'étouffer dans le sang une fois qu'il y est revenu, avec des préjugés de classe en guise d'idées, de la vanité en guise de cœur, menant une vie privée aussi abjecte que sa vie publique est méprisable, il ne peut s'empêcher, même maintenant où il joue le rôle d'un Sulla¹ français, de rehausser l'abomination de ses actes par le ridicule de ses fanfaronnades.

La capitulation de Paris, en livrant à la Prusse non seulement Paris, mais la France entière, a clos la longue série d'intrigues et de trahisons avec l'ennemi que les usurpateurs du 4 septembre avaient inaugurée, comme Trochu en personne l'avait dit, le soir même. D'autre part, elle ouvrait la guerre civile qu'ils allaient maintenant engager avec l'aide de la Prusse contre la République et Paris. Le traquenard était tendu dans les clauses mêmes de la capitulation. A ce moment, plus d'un tiers du territoire était aux mains de l'ennemi, la capitale était coupée des départements, toutes les communications étaient désorganisées. Elire dans de telles circonstances une véritable représentation de la France était impossible sans prendre largement le temps nécessaire aux préparatifs. C'est précisément pourquoi la capitulation stipula qu'une Assemblée nationale devait être élue dans les huit jours, de sorte qu'en bien des parties de la France, la nouvelle des élections à faire n'arriva qu'à la veille du scrutin. En outre, cette assemblée, selon une clause expresse de la capitulation, ne devait être élue que dans le seul but de décider de la paix ou de la guerre, et, éventuellement, de conclure un traité de paix. La population ne pouvait pas ne pas sentir que les termes mêmes de l'armistice rendaient la continuation de la guerre impossible, et que, pour ratifier la paix imposée par Bismarck, les pires hommes de France étaient les meilleurs. Mais, non content de toutes ces précautions, Thiers, avant même que le secret de l'armistice ait été divulgué dans Paris, était parti en tournée électorale à travers les départements pour y galvaniser et y rappeler à la vie le Parti légitimiste, qui devait désormais, à côté des orléanistes, prendre la place des bonapartistes que l'on n'eût pas tolérés. Il n'en avait pas peur. Impossibles comme gouvernants de la France moderne, et par suite, rivaux méprisables, pouvait-il y avoir, comme instrument de la réaction, un parti préférable à celui dont l'action, suivant les paroles de Thiers lui-même (Chambre des députés, 5 janvier 1833),

« s'était toujours confinée aux trois ressources de l'invasion étrangère, de la guerre civile et de l'anarchie » ? .

Ils croyaient vraiment, ces légitimistes, à l'avènement de ce millénaire rétrospectif si longtemps attendu. Il y avait la France sous la botte de l'invasion étrangère; il y avait la chute d'un Empire, et la captivité d'un Bonaparte; enfin, il y avait eux-mêmes. La roue de l'histoire avait visiblement tourné à l'envers pour s'arrêter à la « Chambre introuvable² » de 1816. Dans les Assemblées de la République, de

¹ Lucius Cornelius Sulla, célèbre général et homme politique romain de la fin du 2^e et du début du 1^{er} siècle avant J-C.

² La « Chambre introuvable » est le surnom donné à la première législature de la seconde Restauration. Issue des élections de 1815, elle comportait une majorité de royalistes, dits les « ultras ». L'expression est

1848 à 1851, ils avaient été représentés par leurs champions parlementaires, instruits et exercés; c'étaient les simples soldats du parti qui s'y ruiaient maintenant : tous les Pourceaugnacs¹ de France.

Dès que cette Assemblée de « ruraux »² se fut réunie à Bordeaux, Thiers lui fit entendre nettement que les préliminaires de paix devaient être agréés sur-le-champ, sans même avoir les honneurs d'un débat parlementaire; à cette condition seulement la Prusse leur permettrait d'ouvrir les hostilités contre la République et Paris, sa place forte. La contre-révolution, en effet, n'avait pas de temps à perdre. Le second Empire avait plus que doublé la dette nationale et lourdement endetté toutes les grandes villes. La guerre avait enflé les charges d'une manière effrayante et ravagé sans pitié les ressources de la nation. Pour compléter la ruine, le Shylock³ prussien était là, exigeant l'entretien d'un demi-million de ses soldats sur le sol français, son indemnité de cinq milliards et l'intérêt à 5 % des échéances en retard⁴. Qui allait payer la note ? Ce n'est qu'en renversant la République par la violence que ceux qui s'approprièrent la richesse pouvaient espérer faire supporter aux producteurs de cette richesse les frais d'une guerre qu'ils avaient eux-mêmes provoquée. Ainsi, c'est précisément l'immense ruine de la France qui poussait ces patriotiques représentants de la propriété terrienne et du Capital, sous les yeux mêmes et sous la haute protection de l'envahisseur, à greffer sur la guerre étrangère une guerre civile, une rébellion de négriers⁵.

Pour barrer la route au complot, il y avait un grand obstacle : Paris. Désarmer Paris était la première condition du succès. Paris fut donc sommé par Thiers de rendre ses armes. Puis Paris fut harcelé par les frénétiques manifestations antirépublicaines de l'Assemblée de « ruraux » et par les déclarations équivoques de Thiers lui-même sur le statut légal de la République; par la menace de décapiter et de décapitaiser⁶ Paris; la nomination d'ambassadeurs orléanistes; les lois de Dufaure sur les échéances commerciales et les loyers⁷, qui menaçaient de ruine le commerce et l'industrie parisiens; la taxe de Pouyer-Quertier, de deux centimes sur chaque exemplaire de toutes les publications quelles qu'elles soient; les sentences de mort contre Blanqui et Flourens; la suppression des journaux républicains; le transfert de l'Assemblée nationale à Versailles; le renouvellement de l'état de siège proclamé par Palikao, et aboli le 4 septembre; la nomination de Vinoy, le *Décembriseur*⁸, comme gouverneur de Paris, celle de Valentin, le gendarme de l'Empire, comme

attribuée à Louis XVIII qui exprimait ainsi l'idée qu'il n'aurait pu espérer une assemblée aussi favorable à son trône.

¹ En référence à la comédie de Molière *Monsieur de Pourceaugnac*. Le personnage, dont le nom évoque les pourceaux, incarne un hobereau campagnard à l'esprit simple et sans cesse berné.

² L'Assemblée nationale inaugurée à Bordeaux, le 13 février, était composée, en majeure partie, de monarchistes avérés (sur 750 députés, 450 monarchistes), représentants des grands propriétaires terriens et des couches réactionnaires des villes et surtout des campagnes. De là, l'appellation d' « Assemblée de ruraux ». (ES)

³ Shylock est l'un des personnages du *Marchand de Venise* de W. Shakespeare. Il tient le rôle d'un riche usurier pratiquant des taux déraisonnables et acharné dans le recouvrement de ses créances. Son nom est devenu, en anglais courant, synonyme de requin d'affaires.

⁴ Il s'agit de la revendication du paiement de l'indemnité de 5 milliards de francs-or imposée par Bismarck lors du traité de paix signé à Versailles le 26 février 1871.

⁵ En référence à la guerre de Sécession américaine.

⁶ En français dans le texte.

⁷ Le 10 mars 1871, l'Assemblée nationale avait voté un moratoire des effets de commerce et des loyers : les obligations financières contractées entre le 13 août et le 12 novembre 1870 devaient être acquittées dans les sept mois sans aucun délai, ce qui frappait lourdement les ouvriers et les couches les plus pauvres de la population ainsi que de nombreux petits industriels et commerçants.

⁸ Synonyme de bonapartiste, en référence au coup d'Etat du 2 décembre 1851 de Louis Bonaparte.

préfet de police, enfin celle de d'Aurelle de Paladines, le général jésuite, comme commandant en chef de la garde nationale.

Et maintenant, nous avons une question à poser à M. Thiers et aux hommes de la Défense nationale, ses sous-ordres. On sait que, par l'entremise de M. Pouyer-Quertier, son ministre des Finances, Thiers avait contracté un emprunt de deux milliards, payable immédiatement. Eh bien, est-il vrai ou non :

1° que l'affaire était arrangée de telle sorte qu'un pot-de-vin de plusieurs centaines de millions tombât dans les poches de Thiers, Jules Favre, Ernest Picard, Pouyer-Quertier et Jules Simon ? et,

2° qu'aucun versement ne devait être fait, qu'après la « pacification » de Paris ?¹

En tout cas il faut que la chose ait été très urgente, car Thiers et Jules Favre, au nom de la majorité de l'Assemblée de Bordeaux, sollicitèrent sans vergogne l'occupation de Paris par les troupes prussiennes. Mais cela n'entraîne pas dans le jeu de Bismarck, comme il le dit publiquement et en ricanant, aux philistins admiratifs de Francfort, à son retour en Allemagne.

¹ Ainsi que Thiers devra le connaître, les milieux financiers avec lesquels il avait négocié un important emprunt avaient exigé en contrepartie la répression de la Commune de Paris.

6.2. Chapitre 2

Marx enchaîne son analyse par l'évocation de **l'événement majeur** qui a déclenché la proclamation de la Commune, à savoir la tentative, ordonnée par Adolphe Thiers, de s'emparer des canons détenus par la Garde nationale au sommet de la butte Montmartre¹, des armes qui avaient été financées par une souscription populaire. Entreprise dès 3 heures du matin, le samedi **18 mars 1871**, l'opération, qui s'avère plus difficile que prévu², ne tarde pas à alerter la population du quartier qui s'insurge. Le général Claude Lecomte ordonne à ses troupes de tirer sur la foule, mais ses hommes ayant refusé, il se trouve molesté par les insurgés, et sera bientôt fusillé, en même temps qu'un autre général, Clément Thomas³, qui se trouvait sur place en civil. Tout Paris est insurgé. Et dès 16 heures, A. Thiers s'est enfui à Versailles. Les insurgés sont maîtres de la capitale.

Paris en armes était le seul obstacle sérieux sur la route du complot contre-révolutionnaire. Il fallait donc désarmer Paris ! Sur ce point, l'Assemblée de Bordeaux était la sincérité même. Si la rugissante clameur de ses ruraux n'avait pas suffi à se faire entendre, la remise par Thiers de Paris à la tendre sollicitude du triumvirat - Vinoy, le *décembreur*⁴, Valentin, le gendarme bonapartiste, et d'Aurette de Paladines, le général jésuite - n'aurait laissé subsister l'ombre d'un doute. Alors même qu'ils affichaient insolemment le véritable but du désarmement de Paris, les conspirateurs lui demandèrent de déposer ses armes sous un prétexte qui était le plus criant, le plus effronté des mensonges. L'artillerie de la garde nationale, disait Thiers, appartient à l'Etat, et c'est à l'Etat qu'elle doit faire retour. La vérité, la voici : du jour même de la capitulation, par laquelle les prisonniers de Bismarck lui avaient livré la France, mais s'étaient réservé une garde nombreuse dans le dessein exprès de mater la capitale, Paris se tenait sur le qui-vive. La garde nationale se réorganisa et confia le commandement suprême à un Comité central⁵ élu par l'ensemble du corps, à l'exception de quelques débris de l'ancienne formation bonapartiste. A la veille de l'entrée des Prussiens dans Paris, le Comité central assura le transport à Montmartre, Belleville et La Villette, des canons et mitrailleuses traîtreusement abandonnés par les *capitulards*⁶ dans les quartiers que les Prussiens allaient occuper et leurs abords. Cette artillerie provenait des souscriptions de la garde nationale. Elle avait été officiellement reconnue comme sa propriété privée dans la capitulation du 28 janvier, et à ce titre elle avait été exceptée de la reddition générale, entre les mains du vainqueur, des armes appartenant au gouvernement. Et Thiers était si entièrement dépourvu de tout prétexte, si léger fût-il, pour engager la guerre contre Paris, qu'il lui fallut recourir au mensonge flagrant : l'artillerie de la garde nationale était, disait-il, propriété de l'Etat !

La saisie de son artillerie ne devait que servir de prélude au désarmement général de Paris et, par suite, de la révolution du 4 septembre. Mais cette révolution était devenue le régime légal de la France. La République, son œuvre, était reconnue par le vainqueur dans les termes mêmes de la capitulation. Après la capitulation, elle avait été reconnue par toutes les puissances étrangères, et c'est en son nom que

¹ Une opération parallèle est menée à Belleville, aux Buttes-Chaumont et à la Villette.

² En raison du fait notamment que les attelages qui devaient emmener les pièces avaient été oubliés.

³ Lequel avait participé à la répression 1848.

⁴ En français dans le texte.

⁵ La création du Comité central de la Fédération de la Garde nationale date du 15 mars 1871, avec à sa tête des militants de l'AIT, dont Eugène Varlin.

⁶ En français dans le texte.

L'Assemblée nationale avait été convoquée. La révolution des travailleurs de Paris du 4 septembre¹ était le seul titre légal de l'Assemblée nationale, siégeant à Bordeaux, et de son exécutif. Sans le 4 septembre, l'Assemblée nationale aurait dû sur-le-champ laisser la place au Corps législatif élu en 1869 au suffrage universel sous un régime français et non prussien, et dispersé de force par la révolution. Thiers et ses « élargis » auraient dû capituler devant Louis Bonaparte, afin d'obtenir de lui des sauf-conduits leur épargnant un voyage à Cayenne². Les pouvoirs de l'Assemblée nationale n'étaient que ceux d'un notaire chargé d'arrêter les termes de la paix avec la Prusse. Elle n'était qu'un incident dans cette révolution, dont la véritable incarnation était toujours le Paris armé, Paris qui l'avait faite, Paris qui avait subi pour elle un siège de cinq mois, avec les horreurs de la famine, et qui, en prolongeant sa résistance, en dépit du plan de Trochu, avait fait d'elle la base d'une guerre de défense acharnée en province. Et maintenant, ou bien Paris devait déposer ses armes sur l'outrageante injonction des négriers rebelles de Bordeaux, et reconnaître que sa révolution du 4 septembre ne signifiait rien d'autre qu'un simple transfert de pouvoir de Louis Bonaparte à ses concurrents royaux; ou bien il devait s'affirmer le champion dévoué jusqu'au sacrifice de la France, qu'il était impossible de sauver de la ruine et de régénérer, sans un renversement révolutionnaire des conditions politiques et sociales qui avaient engendré le second Empire et qui, sous sa tutelle protectrice, avaient mûri jusqu'au complet pourrissement. Paris, encore amaigri par une famine de cinq mois, n'hésita pas un instant. Il résolut héroïquement de courir tous les dangers d'une résistance aux conspirateurs français, bravant jusqu'à la menace des canons prussiens braqués sur lui dans ses propres forts. Toutefois, dans son horreur de la guerre civile où Paris allait être entraîné, le Comité central garda la même attitude purement défensive, en dépit des provocations de l'Assemblée, des usurpations de l'exécutif, et d'une menaçante concentration de troupes dans Paris et ses environs.

C'est Thiers qui ouvrit donc la guerre civile en envoyant Vinoy à la tête d'une foule de sergents de ville et de quelques régiments de ligne, en expédition nocturne contre Montmartre, pour y saisir par surprise l'artillerie de la garde nationale. On sait comment cette tentative échoua devant la résistance de la garde nationale et la fraternisation de la ligne avec le peuple. D'Aurelle de Paladines avait fait imprimer d'avance son bulletin de victoire, et Thiers tenait toutes prêtes les affiches annonçant ses mesures de *coup d'Etat*³. Tout cela dut être remplacé par des appels de Thiers, proclamant sa décision magnanime de laisser la garde nationale en possession de ses armes; il se tenait pour certain, disait-il, qu'elle les utiliserait pour se rallier au gouvernement contre les rebelles. Sur les 300.000 gardes nationaux, 300 seulement répondirent à cet appel les invitant à s'allier autour du petit Thiers contre eux-mêmes. La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars établit sa domination incontestée sur Paris. Le Comité central fut son gouvernement provisoire. L'Europe sembla pour un moment se demander si ses récents et sensationnels hauts faits en politique et dans la guerre avaient l'ombre d'une réalité, ou s'ils n'étaient que les rêves d'un passé depuis longtemps révolu.

¹ Une affirmation plutôt audacieuse de Marx : la proclamation de la République le 4 septembre 1870 et la formation d'un Gouvernement de Défense nationale résulte d'un comité de notables bourgeois présidé par le général orléaniste Louis Trochu.

² Au bagne de Cayenne.

³ En français dans le texte.

Marx insiste sur la **légitimité révolutionnaire** de l'exécution des généraux Claude Lecomte et Clément Thomas.

Du 18 mars à l'entrée des troupes de Versailles à Paris, la révolution prolétarienne resta si exempte des actes de violence qui abondent dans les révolutions, et bien plus encore dans les contre-révolutions des « classes supérieures », que ses adversaires ne trouvent pas matière à exhaler leur indignation, si ce n'est l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas, et l'affaire de la place Vendôme.

L'un des officiers bonapartistes engagés dans l'attaque nocturne contre Montmartre, le général Lecomte, avait, par quatre fois, ordonné au 81^e régiment de ligne de faire feu sur des civils sans armes, place Pigalle, et, sur le refus de ses hommes, les avait furieusement insultés. Au lieu de fusiller femmes et enfants, ses propres hommes le fusillèrent, lui. Les habitudes invétérées acquises par les soldats à l'école des ennemis de la classe ouvrière ne vont pas, sans doute, changer à l'instant même où ces soldats passent aux côtés de celle-ci. Les mêmes hommes exécutèrent aussi Clément Thomas.

Le « général » Clément Thomas, un ex-maréchal des logis mécontent, s'était, dans les derniers temps du règne de Louis-Philippe, fait enrôler à la rédaction du journal républicain *Le National*¹ pour y servir en la double qualité d'homme de paille (*gérant responsable*²) et de duelliste commissionné de ce journal très batailleur. Après la Révolution de Février, les hommes du *National*, ayant accédé au pouvoir, métamorphosèrent cet ancien maréchal des logis en général. C'était à la veille de la boucherie de juin, dont, comme Jules Favre, il fut un des sinistres instigateurs et dont il devint un des plus lâches bourreaux. Puis, ils disparurent, lui et son titre de général, pendant longtemps, pour revenir sur l'eau le 1^{er} novembre 1870. La veille³, le gouvernement de la Défense, fait prisonnier à l'Hôtel de Ville, avait solennellement donné sa parole à Blanqui, à Flourens et à d'autres représentants de la classe ouvrière, d'abdiquer son pouvoir usurpé entre les mains d'une Commune qui serait librement élue à Paris. Au lieu de tenir sa promesse, il lâcha sur Paris les Bretons de Trochu, qui remplaçaient maintenant les Corses de Bonaparte. Seul, le général Tamisier, refusant de souiller son nom par un tel parjure, se démit du commandement en chef de la garde nationale et, à sa place, Clément Thomas redevint général. Pendant toute la durée de son commandement, il fit la guerre non aux Prussiens, mais à la garde nationale de Paris. Il en empêcha l'armement général, excita les bataillons bourgeois contre les bataillons ouvriers, élimina les officiers hostiles au « plan » de Trochu et licencia, sous l'accusation infamante de lâcheté, ces mêmes bataillons prolétariens dont l'héroïsme a maintenant forcé l'admiration de leurs ennemis les plus acharnés. Clément Thomas se sentait tout fier d'avoir reconquis ses galons de juin 1848, comme ennemi personnel de la classe ouvrière de Paris. Quelques jours encore avant le 18 mars, il soumettait au ministre de la Guer-

¹ Qui était l'organe des républicains bourgeois modérés.

² En français dans le texte.

³ Le 31 octobre 1870, ayant appris la capitulation de Metz, la défaite du Bourget et les négociations avec les Prussiens engagées par Thiers, les ouvriers de Paris et les éléments révolutionnaires de la Garde nationale se soulevèrent. Ils s'emparèrent de l'Hôtel de Ville et formèrent un gouvernement révolutionnaire, le Comité de Salut public, avec à sa tête Blanqui. Mis sous pression, le gouvernement de Défense nationale fut obligé de promettre de démissionner et de fixer au 1^{er} novembre la date des élections de la Commune. Mais des dissentiments s'étant manifestés entre les chefs de l'insurrection, blanquistes et jacobins, le gouvernement de Défense nationale put reprendre l'Hôtel de Ville avec l'aide de quelques bataillons de la garde nationale restés fidèles au pouvoir.

re, Le Flô, un plan de son cru pour « en finir avec la fine fleur de la canaille parisienne ». Après la déroute de Vinoy, il ne put se défendre d'entrer en lice en qualité d'espion amateur. Le Comité central et les travailleurs de Paris furent tout juste aussi responsables de l'exécution de Clément Thomas et de Lecomte, que la princesse de Galles du sort des gens écrasés dans la foule le jour de son entrée à Londres.

Le massacre de la place Vendôme ? L'événement est associé la manifestation organisée le **22 mars 1871** par les « Amis de l'Ordre », une organisation bourgeoise versaillaise hostile au projet de la prochaine élection, le 26 mars, du Conseil de la Commune. Dès la veille, cette organisation avait entrepris une manifestation qui s'était déroulée sans incident. Encouragés par ce premier succès, les participants décident alors, dès le lendemain, de marcher sur la place Vendôme où se trouve l'Etat-major de la Garde nationale. Ils s'y trouvent boqués par un piquet de la Garde qu'ils agressent : commandés par le général J. Bergeret qui tente une conciliation, les Gardes ripostent avec pour résultat plusieurs morts et blessés parmi les manifestants¹.

Le prétendu massacre de citoyens sans armes *place Vendôme* est un mythe dont M. Thiers et les ruraux n'ont absolument pas voulu dire un mot à l'Assemblée, s'en remettant exclusivement pour le diffuser à la valetaille du journalisme européen. Les « hommes d'ordre », les réactionnaires de Paris, tremblèrent à la victoire du 18 mars. Pour eux, c'était le signal du châtement populaire qui arrivait enfin. Les spectres des victimes, assassinées sur leur ordre, depuis les jours de juin 1848 jusqu'au 22 janvier 1871² se dressaient devant eux. Leur panique fut leur seule punition. Même les *sergents de ville*³, au lieu d'être désarmés et mis sous les verrous comme on aurait dû le faire, trouvèrent les portes de Paris grandes ouvertes pour aller se mettre en sûreté à Versailles. Les hommes d'ordre non seulement ne furent pas molestés, mais ils eurent la faculté de se rassembler et d'occuper plus d'une position forte au centre même de Paris. Cette indulgence du Comité central, cette magnanimité des ouvriers armés, contrastant si singulièrement avec les habitudes du « parti de l'ordre », celui-ci les interpréta à tort comme des symptômes d'un sentiment de faiblesse. D'où son plan stupide d'essayer, sous le couvert d'une manifestation sans armes, ce que Vinoy n'avait pas réussi avec ses canons et ses mitrailleuses. Le 22 mars, un cortège séditieux de messieurs « du beau monde » quitta les quartiers élégants avec dans ses rangs tous les « petits crevés⁴ » et à sa tête les familiers notoires de l'Empire, les Heeckeren⁵, les Coëtlogon⁶, les Hen-

¹ On compte 2 morts et 7 blessés parmi les communards et 15 morts et une dizaine de blessés parmi les manifestants.

² Le 22 janvier 1871, une nouvelle tentative fut faite pour renverser le gouvernement de la Défense nationale. La cause immédiate du soulèvement fut la défaite infligée à la garde nationale sous Buzenval (le 19 janvier 1871). A la suite de cette défaite, des bruits coururent sur l'armistice prochain et la nomination du général Vinoy comme gouverneur militaire de Paris. De même que l'insurrection du 31 octobre, le soulèvement du 22 janvier se distingua par le manque de résolution, de cohésion et de liaison organique avec les masses. Pendant la répression du mouvement, accomplie par les mobiles bretons, il y eut 30 morts et blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants. (ES)

³ En français dans le texte.

⁴ Le terme désigne à partir du milieu du 19^e siècle « un jeune oisif à la mode » (Définition du CNRL). La désignation de *petits crevés* donnée à certains jeunes gens de mise ridicule fut adoptée, vers 1870, comme argot professionnel par des chemisiers et des blanchisseuses pour désigner plusieurs de leurs clients du monde élégant, qui se faisaient remarquer par le luxe habituel de leurs chemises garnies de *petits crevés* ou garniture *bouillonnée*. Marx les voit comme les descendants des muscadins, cette jeunesse royaliste de la réaction thermidorienne de 1794.

⁵ Georges-Charles, baron de Heeckeren d'Anthès, royaliste français et sénateur bonapartiste sous le Second Empire. En 1834-1837, il a été un officier de l'armée russe. Il est connu pour avoir tué en duel, en janvier 1837, le poète russe Alexandre Pouchkine, son beau-frère.

⁶ Louis-Charles-Emmanuel, comte de Coëtlogon, écrivain, officier et haut fonctionnaire issu d'une ancienne famille de la noblesse française bretonne. Officier de la légion d'honneur en 1861, il en sera exclu en 1874 à la suite de malversations.

ry de Pène¹, etc. Sous le lâche prétexte d'une manifestation pacifique, mais portant en secret des armes meurtrières, cette bande se forma en ordre de marche, maltraita et désarma les sentinelles et les patrouilles de la garde nationale qu'elle rencontra sur son passage, et, débouchant de la rue de la Paix sur la place Vendôme aux cris de : « A bas le Comité central ! A bas les assassins ! Vive l'Assemblée nationale ! », elle tenta de forcer les postes de garde en faction et d'enlever par surprise le quartier général de la garde nationale, qu'ils protégeaient. En réponse aux coups de revolver de la bande, les *sommations*² régulières furent faites, et, comme elles se montraient sans effet, le général de la garde nationale³ commanda le feu. Une seule salve dispersa, en une fuite éperdue, les stupides freluquets qui espéraient que la simple exhibition de leur « honorable société » aurait le même effet sur la révolution de Paris que les trompettes de Josué sur les murs de Jéricho. Les fuyards laissaient derrière eux deux gardes nationaux tués, neuf grièvement blessés (parmi lesquels un membre du Comité central⁴), et tout le théâtre de leurs exploits jonché de revolvers, de poignards et de cannes-épées, qui prouvaient bien le caractère « pacifique » de leur manifestation « sans armes ». Quand le 13 juin 1849, la garde nationale parisienne avait fait une manifestation réellement pacifique pour protester contre la félonie de l'assaut donné à Rome par les troupes françaises, Changarnier, alors général du parti de l'ordre, fut acclamé par l'Assemblée nationale, et particulièrement par M. Thiers, comme le sauveur de la société, pour avoir lancé ses troupes de tous côtés sur ces hommes sans armes, avec l'ordre de les abattre et de les sabrer, et de les fouler sous les pieds de leurs chevaux. Paris, alors, fut mis en état de siège; Dufaure fit voter en toute hâte par l'Assemblée de nouvelles lois de répression. De nouvelles arrestations, de nouvelles proscriptions, une nouvelle Terreur s'instaurèrent. Mais les « classes inférieures » s'y prennent autrement en ces matières. Le Comité central de 1871 ignora tout simplement la « manifestation pacifique », si bien que deux jours après seulement, ils furent en état de se rassembler sous les ordres de l'amiral Saisset, pour cette démonstration *armée*, que couronna le fameux sauve-qui-peut à Versailles. Dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité central commit, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux⁵. Au lieu de cela, on permit encore au parti de l'ordre d'essayer sa force aux urnes, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les *mairies*⁶ de Paris, ses membres échangèrent de douces paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grommelant du fond du cœur le serment de les exterminer en temps et lieu.

¹ Henry de Pène, journaliste et romancier, il a été un royaliste convaincu adversaire de la république et farouchement hostile à la Commune. Il compte parmi les blessés de la manifestation du 22 mars.

² En français dans le texte.

³ Jules Bergeret

⁴ Louis Charles Maljournal, qui venait d'être élu par Jules Bergeret comme officier de l'Etat-major de la Garde nationale.

⁵ Marx commente cette erreur du Comité central dans sa lettre du 12 avril 1871 à Ludwig Kugelmann : « Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles, une fois que Vinoy d'abord, puis la fraction réactionnaire de la Garde nationale de Paris eurent d'eux-mêmes laissé le champ libre », lui écrit-il. « Par scrupules de conscience, on laissa passer le moment opportun. On ne voulait pas *déclencher la guerre civile*, comme si ce méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée en tentant de désarmer Paris ! » (C11, p. 183-184)

⁶ En français dans le texte.

Les **violences versaillaises**, comme le souligne Marx, sont d'une tout autre ampleur. Il évoque la mort d'**Emile Duval** et de **Gustave Flourens** après l'échec de la sortie des communards vers Versailles les 3 et 4 avril 1871.

Maintenant, considérez le revers de la médaille. Thiers ouvrit sa seconde campagne contre Paris au commencement d'avril. Le premier convoi de prisonniers parisiens amené à Versailles fut l'objet d'atrocités révoltantes, tandis qu'Ernest Picard¹, les mains dans les poches, rôdait autour d'eux en se gaussant et que Mmes Thiers et Favre, au milieu de leurs dames d'honneur, applaudissaient, de leur balcon, aux infamies de la tourbe versaillaise. Les hommes de ligne capturés furent froidement exécutés; notre vaillant ami, le général Duval, le fondeur en fer, fut fusillé sans autre forme de procès. Galliffet², le souteneur de sa femme, si célèbre par ses exhibitions éhontées dans les orgies du second Empire, s'est vanté dans une proclamation d'avoir ordonné le meurtre d'une petite troupe de gardes nationaux avec leur capitaine et leur lieutenant, surpris et désarmés par ses chasseurs. Vinoy, le fuyard, fut nommé grand-croix de la Légion d'honneur par Thiers, pour son ordre du jour enjoignant d'abattre tout soldat de la ligne pris dans les rangs des fédérés. Desmarets, le gendarme, fut décoré pour avoir trahieusement, comme un boucher, mis en pièces le chevaleresque et généreux Flourens qui avait sauvé les têtes du gouvernement de la Défense³ le 31 octobre 1870. Les « détails réconfortants » de cet assassinat furent complaisamment développés par Thiers à l'Assemblée nationale. Avec la vanité suffisante d'un Tom Pouce parlementaire, admis à jouer le rôle d'un Tamerlan⁴, il refusa aux rebelles à Sa Petiteesse toutes les garanties de la guerre entre civilisés et jusqu'au droit de neutralité pour les ambulances. Rien de plus horrible que ce singe, déjà pressenti par Voltaire⁵, autorisé pour un moment à donner libre cours à ses instincts de tigre.

Marx termine cette séquence par une justification du **décret sur les otages** adopté par la Commune le 5 avril 1871 après les exécutions sommaires des Versaillais sur ordre de Vinoy et de Galliffet. En vertu de ce décret, toutes les personnes convaincues d'être en rapport avec Versailles étaient déclarées des otages et « toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan régulier de la Commune sera, sur le champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple d'otages retenus en vertu de l'article 4 et qui seront désignés par le sort ». L'article 4 de ce décret mettait en place un jury d'accusation⁶ « pour connaître des crimes qui lui seront déferés ». Ce décret aboutira à l'arrestation de quelques dizaines d'otages, essentiellement des gendarmes et des prêtres, parmi lesquels l'archevêque de Paris Georges Darboy. Le décret fera l'objet de négociations avec Thiers en vue notamment de la libération de Blanqui⁷. Il ne sera appliqué par la Commune

¹ Membre du gouvernement de la Défense nationale le 4 septembre 1870, E. Picard en sera le ministre des Finances. C'est lui qui négociera avec les banquiers parisiens la contribution de guerre réclamée par Bismarck. Il prendra le portefeuille de l'Intérieur dans le cabinet constitué à Bordeaux par Thiers le 19 février 1871.

² Gaston de Galliffet, marquis et prince de Martigues. Il avait pour surnoms « Marquis aux talons rouges » et « Massacreur de la Commune ». Il sera, en effet, l'un des plus féroces meurtriers des militants de la Commune lors de la Semaine sanglante en particulier par des exécutions arbitraires.

³ Le 31 octobre, quand les membres du gouvernement de Défense nationale étaient retenus à l'Hôtel de Ville, Gustave Flourens empêcha leur exécution que réclamait un des insurgés.

⁴ Une des nombreuses références culturelles de Marx : il évoque ici Timour-Lang, un conquérant turcomongol du 14^e siècle réputé pour avoir été l'un des plus brutaux et des plus meurtriers militaires de l'histoire. Lors de ses conquêtes, il n'hésitait pas à massacrer la totalité de la population des villes qui lui résistaient.

⁵ En référence à *Candide*, chapitre 22. : « Ah les monstres » s'écria Candide; « Quoi ! De telles horreurs chez un peuple qui danse et qui chante ! Ne pourrais-je sortir au plus vite de ce pays où des singes agacent des tigres ? ».

⁶ Créés par décret le 12 avril, ces jurys ne commenceront à fonctionner que le 18 mai, à la suite du viol et de l'assassinat d'une ambulancière de la Commune.

⁷ Mgr Darboy s'associera lui-même à cette possible transaction dans une lettre envoyée à Thiers, lequel fera trainer les choses en longueur et demeurera inflexible.

qu'après l'entrée dans Paris, dès le 21 mai, des troupes versaillaises qui commencent à se livrer à de nombreux massacres. On comptera quelque 85 exécutions.

Après le décret de la Commune du 7 avril, ordonnant des représailles et déclarant qu'il était de son devoir « de protéger Paris contre les exploits de cannibales des bandits de Versailles et de rendre œil pour œil et dent pour dent¹ », Thiers n'arrêta pas pour autant le traitement barbare des prisonniers. Il les insulta, de surcroît, dans ses bulletins : « Jamais, écrit-il, figures plus dégradées d'une démocratie avilie n'affligèrent les regards des honnêtes gens », honnêtes comme Thiers lui-même et ses « élargis » ministériels. Toutefois, pendant quelque temps, les exécutions de prisonniers furent suspendues. Mais à peine Thiers et ses généraux décembriseurs furent-ils avisés que même leurs espions de la gendarmerie pris dans Paris sous le déguisement de gardes nationaux, même les *sergents de ville*² pris avec des bombes incendiaires sur eux, étaient épargnés, à peine s'aperçurent-ils que le décret de la Commune sur les représailles n'était qu'une menace vaine, que les exécutions en masse de prisonniers furent reprises et poursuivies sans interruption jusqu'à la fin. Des maisons où des gardes nationaux s'étaient réfugiés furent entourées de gendarmes, arrosées avec du pétrole (lequel apparaît ici pour la première fois) et incendiées; les cadavres à demi carbonisés étaient enlevés ensuite par l'ambulance de la Presse, établie aux Ternes. Quatre gardes nationaux qui s'étaient rendus à une troupe de chasseurs à cheval à la Belle-Épine, le 25 avril, furent abattus après coup, l'un après l'autre, par le capitaine, digne émule de Galliffet. Une de ses quatre victimes, Scheffer, laissée pour morte, revint en rampant aux avant-postes parisiens et déposa sur ce fait devant une commission de la Commune. Quand Tolain³ interpella le ministre de la Guerre sur le rapport de cette commission, les ruraux couvrirent sa voix de leurs cris et interdirent à Le Flô de répondre. C'eût été une insulte à leur « glorieuse » armée que de parler de ses hauts faits. Le ton désinvolte sur lequel les bulletins de Thiers annonçaient le massacre à la baïonnette des fédérés surpris dans leur sommeil au Moulin-Saquet et les exécutions en masse de Clamart irrita même les nerfs du *Times* de Londres, qui n'est vraiment pas hypersensible. Mais il serait ridicule aujourd'hui d'essayer d'énumérer les atrocités, purement préliminaires commises par ceux qui ont bombardé Paris et fomenté une rébellion de négriers sous la protection du conquérant étranger. Au milieu de toutes ces horreurs, Thiers, oubliant ses jérémiades parlementaires sur la terrible responsabilité qui pèse sur ses épaules de nain, se vante que « l'Assemblée siège paisiblement⁴ » et démontre par ses perpétuelles orgies, tantôt avec les généraux décembriseurs, tantôt avec les princes allemands, que sa digestion n'est pas le moins du monde troublée, pas même par les spectres de Lecointe et de Clément Thomas.

¹ Une citation de l'Adresse de la Commune du 5 avril 1871.

² En français dans le texte.

³ Henri Tolain qui sera exclu de l'AIT le 12 avril 71 pour avoir désavoué la Commune et rejoint le camp versaillais.

⁴ En français dans le texte.

6.3. Chapitre 3

Marx entreprend dans ce long chapitre **une importante analyse historique et théorique du pouvoir d'État comme appareil de domination de classe.**

Avec, d'emblée, cet énoncé remarquable : « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte ». **Une thèse forte**, mais qui ouvre sur de véritables difficultés théoriques et organisationnelles.

Observons, du reste, que Marx ne mobilise pas le concept de « dictature du prolétariat¹ ».

À l'aube du 18 mars, Paris fut réveillé par ce cri de tonnerre : *Vive la Commune !* Qu'est-ce donc que la Commune, ce sphinx qui tracasse si fort l'entendement bourgeois ?

« *Les prolétaires de la capitale* », disait le Comité central dans son manifeste du 18 mars, « *au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques... Le prolétariat... a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en main ses destinées, et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir*². »

Mais la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte.

Après un rappel historique des luttes contre le pouvoir féodal et celui de la monarchie absolue, **la superstructure³ de l'appareil d'État devenant un véritable outil de domination de classe** :

Le pouvoir centralisé de l'État, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature, organes façonnés selon un plan de division systématique et hiérarchique du travail, date de l'époque de la monarchie absolue, où il servait à la société bourgeoise naissante d'arme puissante dans ses luttes contre le féodalisme. Cependant, son développement restait entravé par toutes sortes de décombres moyenâgeux, prérogatives des seigneurs et des nobles, privilèges locaux, monopoles municipaux et corporatifs, Constitutions provinciales. Le gigantesque coup de balai de la Révolution française du XVIII^e siècle emporta tous ces restes des temps révolus, débarrassant ainsi, du même coup, le substrat social des derniers obstacles s'opposant à la superstructure de l'édifice de l'État moderne. Celui-ci fut édifié sous le premier Empire, qui était lui-même le fruit des guerres de coalition⁴ de la vieille Europe semi-féodale contre la France moderne. Sous les régimes qui suivirent, le gouvernement, placé sous contrôle parlementaire, c'est-à-dire sous le contrôle

¹ Qu'Engels, par contre, on le verra, revendique dans son introduction de mars 1891.

² Publié dans le *Journal officiel de la République française* du 21 mars 1871 sous le titre « La révolution du 18 mars ». Ses probables auteurs sont notamment Pierre Vésinier et Charles Longuet (le futur gendre de Marx). (Cf. S. Kouvélakis, op.cit. pp. 343-345)

³ Marx recourt précisément à ce vocable constitutif, avec celui d'*infrastructure*, du concept de *mode de production* élaboré par Engels et lui, en 1845, dans *l'Idéologie allemande*. Sur ce point théorique important, nous renvoyons aux pages de nos **fascicules 6 et 7**.

⁴ Les guerres menées par l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, l'Espagne et la Russie contre la France révolutionnaire et ensuite contre l'Empire de Napoléon 1^{er}. (ES)

direct des classes possédantes, ne devint pas seulement la pépinière d'énormes dettes nationales et d'impôts écrasants; avec ses irrésistibles attraits, autorité, profits, places, d'une part, il devint la pomme de discorde entre les factions rivales et les aventuriers des classes dirigeantes, et d'autre part, son caractère politique changea conjointement aux changements économiques de la société. Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, le pouvoir d'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir national du Capital sur le Travail, d'une force sociale organisée aux fins d'asservissement social, d'un appareil de domination de classe. Après chaque révolution qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît façon de plus en plus ouverte. La Révolution de 1830 transféra le gouvernement des propriétaires terriens aux capitalistes, des adversaires les plus éloignés des ouvriers à leurs adversaires les plus directs. Les républicains bourgeois qui, au nom de la Révolution de Février, s'emparèrent du pouvoir d'Etat, s'en servirent pour provoquer les massacres de Juin, afin de convaincre la classe ouvrière que la République « sociale » n'était autre chose que la République assurant leur sujétion sociale, et afin de prouver à la masse royaliste des bourgeois et des propriétaires terriens qu'ils pouvaient en toute sécurité abandonner les soucis et les avantages financiers du gouvernement aux « républicains » bourgeois. Toutefois, après leur unique exploit héroïque de Juin, il ne restait plus aux républicains bourgeois qu'à passer des premiers rangs à l'arrière-garde du « parti de l'Ordre », coalition formée par toutes les *fractions* et *factions*¹ rivales de la classe des accapareurs dans leur antagonisme maintenant ouvertement déclaré avec les classes productives. La forme adéquate de leur gouvernement en société par actions fut la « République parlementaire² », avec Louis Bonaparte pour président, régime de terrorisme de classe avoué et d'outrage délibéré à la « vile multitude³ ». Si la République parlementaire, comme disait M. Thiers, était celle qui « les divisait [les diverses fractions de la classe dirigeante⁴] le moins », elle accusait par contre un abîme entre cette classe et le corps entier de la société qui vivait en dehors de leurs rangs clairsemés. Leur union brisait les entraves que, sous les gouvernements précédents, leurs propres dissensions avaient encore mises au pouvoir d'Etat. En présence de la menace de soulèvement du prolétariat, la classe possédante unie utilisa alors le pouvoir de l'Etat, sans ménagement et avec ostentation comme l'engin de guerre national du Capital contre le Travail. Dans sa croisade permanente contre les masses productrices, elle fut forcée non seulement d'investir l'exécutif de pouvoirs de répression sans cesse accrus, mais aussi de dépouiller peu à peu leur propre forteresse parlementaire, l'Assemblée nationale, de tous ses moyens de défense contre l'exécutif. L'exécutif, en la personne de Louis Bonaparte, chassa les représentants de la classe possédante. Le fruit naturel de la République du « parti de l'ordre » fut le Second Empire.

Après une brève analyse du **pouvoir impérial de Napoléon III** :

L'Empire, avec le coup d'Etat pour acte de naissance, le suffrage universel pour visa et le sabre pour sceptre, prétendait s'appuyer sur la paysannerie, cette large masse de producteurs qui n'était pas directement engagée dans la lutte du Ca-

¹ En français dans le texte.

² En français dans le texte.

³ En français dans le texte.

⁴ Un ajout de Marx, on le comprend.

pital et du Travail. Il prétendait sauver la classe ouvrière en en finissant avec le parlementarisme, et par là avec la soumission non déguisée du gouvernement aux classes possédantes. Il prétendait sauver les classes possédantes en maintenant leur suprématie économique sur la classe ouvrière; et finalement il se targuait de faire l'unité de toutes les classes en faisant revivre pour tous l'illusion mensongère de la gloire nationale. En réalité, c'était la seule forme de gouvernement possible, à une époque où la bourgeoisie avait déjà perdu, - et la classe ouvrière n'avait pas encore acquis - la capacité de gouverner la nation. Il fut acclamé dans le monde entier comme le sauveur de la société. Sous sa domination, la société bourgeoise libérée de tous soucis politiques atteignit un développement dont elle n'avait elle-même jamais eu idée. Son industrie et son commerce atteignirent des proportions colossales; la spéculation financière célébra des orgies cosmopolites; la misère des masses faisait un contraste criant avec l'étalage éhonté d'un luxe somptueux, factice et crapuleux. Le pouvoir d'Etat, qui semblait planer bien haut au-dessus de la société, était cependant lui-même le plus grand scandale de cette société et en même temps le foyer de toutes ses corruptions. Sa propre pourriture et celle de la société qu'il avait sauvée furent mises à nu par la baïonnette de la Prusse, elle-même avide de transférer le centre de gravité de ce régime de Paris à Berlin. Le bonapartisme est la forme la plus prostituée et en même temps la forme ultime de ce pouvoir d'Etat que la société bourgeoise naissante a mis au jour comme l'outil de sa propre émancipation du féodalisme, et que la société bourgeoise parvenue à son plein épanouissement avait finalement transformé en un moyen d'asservir le Travail au Capital.

Marx en vient à l'analyse du **projet politique de la Commune en vue de l'abolition de la domination de classe elle-même.**

L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune. Si le prolétariat de Paris avait fait la révolution de Février au cri de « Vive la République sociale », ce cri n'exprimait guère qu'une vague aspiration à une République qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même. La Commune fut la forme positive de cette République.

Paris, siège central de l'ancien pouvoir gouvernemental, et, en même temps, forteresse sociale de la classe ouvrière française, avait pris les armes contre la tentative faite par Thiers et ses ruraux pour restaurer et perpétuer cet ancien pouvoir gouvernemental que leur avait légué l'Empire. Paris pouvait seulement résister parce que, du fait du siège, il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une Garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers. C'est cet état de fait qu'il s'agissait maintenant de transformer en une institution durable. Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes¹.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois². Au lieu de conti-

¹ Une décision prise dès la constitution, le 19 mars 71, du Comité central de la Garde nationale.

² Observons l'insistance de Marx sur cette particularité des organismes de la Commune, leur double fonction législative et exécutive et le caractère révocable des élus.

nuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des *salaires d'ouvriers*. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'Etat fut remise aux mains de la Commune.

Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le « pouvoir des prêtres » ; elle décréta la séparation de l'Eglise et de l'Etat et l'expropriation de toutes les églises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants¹. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée, pour y vivre des aumônes des fidèles, à l'instar de leurs prédécesseurs, les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi, non seulement l'instruction était rendue accessible à tous, mais la science elle-même était libérée des fers dont les préjugés de classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.

Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de cette feinte indépendance qui n'avait servi qu'à masquer leur vile soumission à tous les gouvernements successifs auxquels, tour à tour, ils avaient prêté serment de fidélité, pour le violer ensuite. Comme le reste des fonctionnaires publics, magistrats et juges devaient être élus, responsables et révocables.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire, à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le *mandat impératif*² de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indé-

¹ Le décret sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut voté dès le 3 avril 1871. Le budget des cultes était supprimé et les biens des congrégations religieuses étaient déclarés « propriétés nationales ».

² En français dans le texte.

pendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire.

Un remarque **très importante** mais en même temps, il faut l'admettre, plutôt **principielle** : Marx s'en tient à une rapide **évocation** de cet indispensable **pouvoir central** chargé de coordonner démocratiquement les institutions communales du pays tout entier. Il évoque, sans plus, « le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des expropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permet (...) de réaliser l'émancipation économique du Travail. ». Et cela au profit d'un « travail libre et associé » accompli par des « associations coopératives ». Une position proudhonienne ? Oui, mais **avec l'exigence d'une direction politique centrale**.

Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.

C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi, dans cette nouvelle Commune, qui brise le pouvoir d'Etat moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales, qui d'abord précédèrent ce pouvoir d'Etat, et ensuite en devinrent le fondement. - La Constitution communale a été prise à tort pour une tentative de rompre en une fédération de petits Etats, conforme au rêve de Montesquieu et des Girondins, cette unité des grandes nations, qui, bien qu'engendrée à l'origine par la violence, est maintenant devenue un puissant facteur de la production sociale. - L'antagonisme de la Commune et du pouvoir d'Etat a été pris à tort pour une forme excessive de la vieille lutte contre l'excès de centralisation. Des circonstances historiques particulières peuvent avoir empêché dans d'autres pays le développement classique de la forme bourgeoise de gouvernement, tel qu'il s'est produit en France, et peuvent avoir permis, comme en Angleterre, de compléter les grands organes centraux de l'Etat par des *vestries*¹ corrompues, des conseillers municipaux affairistes et de féroces administrateurs du Bureau de bienfaisance dans les villes et dans les comtés, par des juges de paix effectivement héréditaires. La Constitution communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'Etat parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eût été le point de départ de la régénération de la France. La bourgeoisie française des villes de province vit dans la Commune une tentative de restaurer la domination que cette classe avait exercée sur la campagne sous Louis-Philippe, et qui, sous Louis Napoléon, avait été supplantée par la prétendue domination de la campagne sur les villes. En réalité, la Constitution communale aurait soumis les producteurs ruraux

¹ Conseil de paroisses.

à la direction intellectuelle des chefs-lieux de département et leur y eût assuré des représentants naturels de leurs intérêts en la personne des ouvriers des villes. L'existence même de la Commune impliquait, comme quelque chose d'évident, l'autonomie municipale; mais elle n'était plus dorénavant un obstacle au pouvoir d'Etat, désormais aboli. Il ne pouvait venir qu'au cerveau d'un Bismarck, qui, s'il n'était pas engagé dans ses intrigues de sang et de fer, reviendrait volontiers à son ancien métier, si bien adapté à son calibre mental, de collaborateur du *Kladderadatsch*¹ (le Punch berlinois), il ne pouvait venir qu'à un tel cerveau l'idée de prêter à la Commune de Paris des aspirations à cette caricature de la vieille organisation municipale française de 1791 qu'est le régime municipal prussien, qui rabaisse l'administration des villes à n'être que de simples rouages de second ordre dans la machine policière de l'Etat prussien.

La Commune a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant ces deux grandes sources de dépenses : l'armée et le fonctionnarisme d'Etat. Son existence même supposait la non-existence de la monarchie qui, en Europe du moins, est le fardeau normal et l'indispensable masque de la domination de classe. Elle fournissait à la République la base d'institutions réellement démocratiques. Mais ni le « gouvernement à bon marché », ni la « vraie République » n'étaient son but dernier; tous deux furent un résultat secondaire et allant de soi de la Commune.

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail.

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec l'éternisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

C'est une chose étrange. Malgré tous les discours grandiloquents, et toute l'immense littérature des soixante dernières années sur l'émancipation des travailleurs, les ouvriers n'ont pas plutôt pris, où que ce soit, leur propre cause en main, que, sur-le-champ, on entend retentir toute la phraséologie apologétique des porte-parole de la société actuelle avec ses deux pôles, Capital et Esclavage salarié (le propriétaire foncier n'est plus que le commanditaire du capitaliste), comme si la société capitaliste était encore dans son plus pur état d'innocence virginale, sans qu'aient été encore développées toutes ses contradictions, sans qu'aient été encore dévoilés tous ses mensonges, sans qu'ait été encore mise à nu son infâme réalité. La Commune, s'exclament-ils, entend abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de pro-

¹ Hebdomadaire satirique de Berlin. Le *Punch* était un hebdomadaire satirique londonien.

duction, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'« impossible » communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel - et ils sont nombreux - sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par *décret du peuple*¹. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. Dans la pleine conscience de sa mission historique et avec la résolution héroïque d'être digne d'elle dans son action, la classe ouvrière peut se contenter de sourire des invectives grossières des laquais de presse et de la protection sentencieuse des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui débitent leurs platitudes d'ignorants et leurs marottes de sectaires sur le ton d'oracle de l'infaillibilité scientifique.

Quand la Commune de Paris prit la direction de la révolution entre ses propres mains; quand de simples ouvriers, pour la première fois, osèrent toucher au privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels », les possédants, et, dans des circonstances d'une difficulté sans exemple, accomplirent leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement (et l'accomplirent pour des salaires dont le plus élevé atteignait à peine le cinquième de ce qui, à en croire une haute autorité scientifique, le professeur Huxley, est le minimum requis pour un secrétaire du conseil de l'instruction publique de Londres), le vieux monde se tordit dans des convulsions de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville.

Et pourtant, c'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris - boutiquiers, commerçants, négociants - les riches capitalistes étant seuls exceptés. La Commune l'avait sauvée, en réglant sagement cette cause perpétuelle de différends à l'intérieur même de la classe moyenne : la question des créanciers et des débiteurs. Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante². Mais ce n'était pas là son seul motif

¹ En français dans le texte.

² Le 22 août 1848, l'Assemblée constituante rejeta le projet de loi sur les « concordats à l'amiable », envisageant un moratoire en faveur des débiteurs pouvant prouver qu'ils avaient fait faillite par suite du marasme des affaires causé par la révolution. En résultat un nombre considérable de petits-bourgeois furent complètement ruinés et se trouvèrent dans la complète dépendance de leurs créanciers appartenant à la

pour se ranger aujourd'hui aux côtés de la classe ouvrière. Cette fraction de la classe moyenne sentait qu'il n'y avait plus qu'une alternative, la Commune ou l'Empire, sous quelque nom qu'il pût paraître. L'Empire l'avait ruinée économiquement par son gaspillage de la richesse publique, par l'escroquerie financière en grand, qu'il avait encouragée, par l'appui qu'il avait donné à la centralisation artificiellement accélérée du Capital, et à l'expropriation corrélative d'une grande partie de cette classe. Il l'avait supprimée politiquement, il l'avait scandalisée moralement par ses orgies, il avait insulté à son voltairianisme en remettant l'éducation de ses enfants aux *frères ignorantins*¹, il avait révolté son sentiment national de Français en la précipitant tête baissée dans une guerre qui ne laissait qu'une seule compensation pour les ruines qu'elle avait faites : la disparition de l'Empire. En fait, après l'exode hors de Paris de toute la *haute bohème*² bonapartiste et capitaliste, le vrai parti de l'ordre de la classe moyenne se montra sous la forme de l'« Union républicaine »³ qui s'enrôla sous les couleurs de la Commune et la défendit contre les falsifications préméditées de Thiers. La reconnaissance de cette grande masse de la classe moyenne résistera-t-elle à la sévère épreuve actuelle ? Le temps seul le montrera.

Outre l'alliance avec la classe moyenne, se pose certes la principale question de **l'alliance de la classe ouvrière avec la petite paysannerie et le prolétariat rural.**

Lors des élections législatives nationales organisées par le pouvoir versaillais, le 8 février 1871, les provinces rurales ont, en effet, massivement voté en faveur de la droite royaliste et réactionnaire.

Marx n'aborde la question que très brièvement.

La Commune avait parfaitement raison en disant aux paysans : « Notre victoire est votre seule espérance⁴ ». De tous les mensonges enfantés à Versailles et repris par l'écho des glorieux journalistes d'Europe à un sou la ligne, un des plus monstrueux fut que les ruraux de l'Assemblée nationale représentaient la paysannerie française. Qu'on imagine un peu l'amour du paysan français pour les hommes auxquels après 1815, il avait dû payer l'indemnité d'un milliard⁵. A ses yeux, l'existence même d'un grand propriétaire foncier est déjà en soi un empiètement sur ses conquêtes de 1789. La bourgeoisie, en 1848, avait grevé son lopin de terre de la taxe additionnelle de 45 centimes par franc⁶; mais elle l'avait fait au nom de la révolution; tandis que maintenant elle avait fomenté une guerre civile contre la révolution pour faire retomber

grande bourgeoisie. De même, la suspension par l'Assemblée de Versailles, le 10 mars 1871, du moratoire sur les dettes, les effets de commerce et les loyers eut pour résultat de faire basculer de larges couches de la classe moyenne vers la Commune.

¹ En français dans le texte.

² En français dans le texte.

³ Il s'agit ici de l'*Alliance républicaine des départements*, association démocratique de citoyens français originaires des différents départements et résidant à Paris; le 30 avril 1871, elle fit appel au peuple français pour lutter contre le gouvernement de Versailles et l'Assemblée nationale monarchiste et pour soutenir la Commune dans tous les départements.

⁴ En référence à l'appel de la Commune « Aux travailleurs des campagnes » publié en avril 1871 sous forme de tract. Ce texte est l'œuvre de la militante féministe et socialiste André Léo. (Cf. S. Kouvelakis, op.cit., pp. 329-332).

⁵ Il s'agit de la loi du 17 avril 1825 adoptée par le gouvernement de Charles X sur le paiement d'une indemnité de près d'un milliard de francs aux émigrés pour les domaines confisqués pendant la révolution de 1789. La majeure partie de cette indemnité revint à la noblesse de cour et aux grands propriétaires terriens.

⁶ Une taxe de 45 centimes par franc fut établie en 1848 par le Gouvernement provisoire bourgeois afin de semer la discorde entre le prolétariat et la paysannerie. Le gouvernement motivait cette taxe par la nécessité de pourvoir à la nourriture des ouvriers. La taxe de 45 centimes dressa les paysans contre la révolution. et la République. (ES)

sur les épaules du paysan le plus clair des cinq milliards d'indemnité à payer aux Prussiens. La Commune, par contre, dans une de ses premières proclamations, déclarait que les véritables auteurs de la guerre auraient aussi à en payer les frais. La Commune aurait délivré le paysan de l'impôt du sang, elle lui aurait donné un gouvernement à bon marché, aurait transformé ses sangsues actuelles, le notaire, l'avocat, l'huissier, et autres vampires judiciaires, en agents communaux salariés, élus par lui et devant lui responsables. Elle l'aurait affranchi de la tyrannie du *garde champêtre*¹, du gendarme et du préfet; elle aurait mis l'instruction par le maître d'école à la place de l'abâtissement par le prêtre. Et le paysan français est, par-dessus tout, homme qui sait compter. Il aurait trouvé extrêmement raisonnable que le traitement du prêtre, au lieu d'être extorqué par le percepteur, ne dépendît que de la manifestation des instincts religieux des paroissiens. Tels étaient les grands bienfaits immédiats dont le gouvernement de la Commune - et celui-ci seulement - apportait la perspective à la paysannerie française. Il est donc tout à fait superflu de s'étendre ici sur les problèmes concrets plus compliqués, mais vitaux, que la Commune seule était capable et en même temps obligée de résoudre en faveur du paysan : la dette hypothécaire, qui posait comme un cauchemar sur son lopin de terre, le prolétariat rural qui grandissait chaque jour et son expropriation de cette parcelle qui s'opérait à une allure de plus en plus rapide du fait du développement même de l'agriculture moderne et de la concurrence du mode de culture capitaliste.

Le paysan français avait élu Louis Bonaparte président de la République, mais le parti de l'ordre créa le Second Empire. Ce dont en réalité le paysan français a besoin, il commença à le montrer en 1849 et 1850, en opposant son maire au préfet du gouvernement, son maître d'école au prêtre du gouvernement et sa propre personne au gendarme du gouvernement. Toutes les lois faites par le parti de l'ordre en janvier et février 1850² furent des mesures avouées de répression contre les paysans. Le paysan était bonapartiste, parce que la Grande Révolution, avec tous les bénéfices qu'il en avait tirés, se personnifiait à ses yeux en Napoléon. Cette illusion, qui se dissipa rapidement sous le second Empire (et elle était par sa nature même hostile aux « ruraux »), ce préjugé du passé, comment aurait-il résisté à l'appel de la Commune aux intérêts vivants et aux besoins pressants de la paysannerie ?

Les ruraux (c'était, en fait, leur appréhension maîtresse) savaient que trois mois de libre communication entre le Paris de la Commune et les provinces amèneraient un soulèvement général des paysans; de là leur hâte anxieuse à établir un cordon de police autour de Paris comme pour arrêter la propagation de la peste bovine.

Marx poursuit cette séquence en insistant sur les particularités innovantes du pouvoir populaire de la Commune, et notamment sur son **internationalisme**.

Si la Commune était donc la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française, et par suite le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier, et, à ce titre, en sa qualité de cham-

¹ En français dans le texte.

² En référence au décret instaurant un découpage de la France en divisions militaires qui conféraient des droits fort étendus aux commandants de ces divisions, à la loi donnant au président de la République le droit de nommer et de révoquer les maires, la loi sur les instituteurs ruraux qui les plaçait sous la surveillance des préfets, la loi sur l'instruction publique qui accroissait l'influence du clergé sur le personnel enseignant.

pion audacieux de l'émancipation du travail, internationale au plein sens du terme. Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les travailleurs du monde entier.

Le second Empire avait été la grande kermesse de la filouterie cosmopolite, les escrocs de tous les pays s'étaient rués à son appel pour participer à ses orgies et au pillage du peuple français. En ce moment même le bras droit de Thiers est Ganesco¹, crapule valaque, son bras gauche, Markovski², espion russe. La Commune a admis tous les étrangers à l'honneur de mourir pour une cause immortelle. Entre la guerre étrangère perdue par sa trahison, et la guerre civile fomentée par son complot avec l'envahisseur étranger, la bourgeoisie avait trouvé le temps d'afficher son patriotisme en organisant la chasse policière aux Allemands habitant en France. La Commune a fait d'un ouvrier allemand³ son ministre du Travail. Thiers, la bourgeoisie, le second Empire avaient continuellement trompé la Pologne par de bruyantes professions de sympathie, tandis qu'en réalité ils la livraient à la Russie, dont ils faisaient la sale besogne. La Commune a fait aux fils héroïques de la Pologne⁴ l'honneur de les placer à la tête des défenseurs de Paris. Et pour marquer hautement la nouvelle ère de l'histoire qu'elle avait conscience d'inaugurer, sous les yeux des Prussiens vainqueurs d'un côté, et de l'armée de Bonaparte, conduite par des généraux bonapartistes de l'autre la Commune jeta bas ce colossal symbole de la gloire guerrière, la colonne Vendôme.

Après un bref rappel des **décisions sociales du pouvoir communal** et des menées offensives des Versaillais sous la conduite de Thiers,

La grande mesure sociale de la Commune, ce furent sa propre existence et son action. Ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple. Telles furent l'abolition du travail de nuit pour les compagnons boulangers; l'interdiction, sous peine d'amende, de la pratique en usage chez les employeurs, qui consistait à réduire les salaires en prélevant des amendes sur leurs ouvriers sous de multiples prétextes, procédé par lequel l'employeur combine dans sa propre personne les rôles du législateur, du juge et du pouvoir exécutif, et empoche l'argent par-dessus le marché. Une autre mesure de cet ordre fut la remise aux associations d'ouvriers, sous réserve du paiement d'une indemnité, de tous les ateliers et fabriques qui avaient fermé, que les capitalistes en question aient disparu ou qu'ils aient préféré suspendre le travail.

Les mesures financières de la Commune, remarquables par leur sagacité et leur modération, ne pouvaient être que celles qui sont compatibles avec la situation d'une ville assiégée. Eu égard aux vols prodigieux commis aux dépens de la ville de Paris par les grandes compagnies financières et les entrepreneurs de travaux publics sous le régime d'Hausmann⁵, la

¹ Grégori Ganesco, journaliste français d'origine roumaine. Bonapartiste sous le second Empire puis partisan du gouvernement de Thiers.

² Markovski, un agent du gouvernement tsariste.

³ Léo Frankel, qui était en fait hongrois d'origine. Dans sa lettre à Marx du 25 avril 71, il note : « On affirme que je suis Prussien et sujet de Bismarck (...) Bien que je ne sois ni Prussien ni Allemand, j'estime cependant que le meilleur serait de laisser s'égosiller ces oiseaux sur tous les toits et de poursuivre imperturbablement mon objectif. » (Cf. S. Kouvélakis, op.cit., pp. 288-289)

⁴ Il s'agit de Jaroslaw Dombrowski et Walery Wroblewski, tous deux généraux de la Commune

⁵ Le Baron Haussmann, préfet du département de la Seine sous le second Empire. Ses célèbres travaux d'urbanisation de la ville avaient notamment pour but de faciliter la lutte contre les insurrections ouvrières.

Commune aurait eu bien davantage le droit de confisquer leurs propriétés que Louis Napoléon ne l'avait de confisquer celles de la famille d'Orléans. Les Hohenzollern et les oligarques anglais, qui, les uns et les autres, ont tiré une bonne partie de leurs biens du pillage de l'Eglise, furent bien entendu, grandement scandalisés par la Commune qui, elle, ne tira que 8.000 francs de la sécularisation.

Alors que le gouvernement de Versailles, dès qu'il eut recouvré un peu de courage et de force, employait les moyens les plus violents contre la Commune; alors qu'il supprimait la liberté d'opinion par toute la France, allant jusqu'à interdire les réunions des délégués des grandes villes; alors qu'il soumettait Versailles, et le reste de la France, à un espionnage qui surpassait de loin celui du second Empire; alors qu'il faisait brûler par ses gendarmes transformés en inquisiteurs tous les journaux imprimés à Paris et qu'il décachetait toutes les lettres venant de Paris et destinées à Paris; alors qu'à l'Assemblée nationale les essais les plus timides de placer un mot en faveur de Paris étaient noyés sous les hurlements, d'une façon inconnue même à la *Chambre introuvable*¹ de 1816; étant donné la conduite sanguinaire de la guerre par les Versaillais hors de Paris et leurs tentatives de corruption et de complot dans Paris, la Commune n'aurait-elle pas honteusement trahi sa position en affectant d'observer toutes les convenances et les apparences du libéralisme, comme en pleine paix ? Le gouvernement de la Commune eût-il été de même nature que celui de M. Thiers, il n'y aurait pas eu plus de motif de supprimer des journaux du parti de l'ordre à Paris, que de supprimer des journaux de la Commune à Versailles.

Il était irritant, certes, pour les ruraux, que dans le moment même où ils proclamaient le retour à l'Eglise comme le seul moyen de sauver la France, la mécréante Commune détérât les mystères assez spéciaux du couvent de Picpus et de l'église Saint-Laurent². Et quelle satire contre M. Thiers : tandis qu'il faisait pleuvoir des grands-croix sur les généraux bonapartistes, en témoignage de leur maestria à perdre les batailles, à signer les capitulations et à rouler les cigarettes à Wilhelmshöhe³, la Commune cassait et arrêtait ses généraux dès qu'ils étaient suspectés de négliger leurs devoirs. L'expulsion hors de la Commune et l'arrestation sur son ordre d'un de ses membres⁴ qui s'y était faufilé sous un faux nom et qui avait encouru à Lyon une peine de six jours d'emprisonnement pour banqueroute simple, n'était-ce pas une insulte délibérée jetée à la face du faussaire Jules Favre, toujours ministre des Affaires étrangères de la France, toujours en train de vendre la France à Bismarck et dictant toujours ses ordres à la Belgique, ce modèle de gouvernement ? Mais, certes, la Commune ne prétendait pas à l'infailibilité, ce que font sans exception tous les gouvernements du type ancien. Elle publiait tous ses actes et ses paroles, elle mettait le public au courant de toutes ses imperfections.

¹ En français dans le texte.

² Le 5 mai 1871 le journal *Le Mot d'ordre* publia un article sur des faits perpétrés dans les monastères. Au couvent de Picpus (dans le faubourg Saint-Antoine) la Commune révéla des cas de religieuses incarcérées dans des cellules durant de nombreuses années et trouva des instruments de torture; dans l'église Saint-Laurent, un cimetière secret fut trouvé, attestant que des meurtres avaient été commis. Ces faits furent rendus publics dans une brochure intitulée « Les Crimes des congrégations religieuses ».

³ Wilhelmshöhe (près de Kassel) château des rois de Prusse où Napoléon III fut retenu prisonnier du 5 septembre au 19 mars 1871, date à laquelle il partit en exil en Angleterre.

⁴ Jean-Baptiste Stanislas Xavier Pourille, dit Blanchet : ancien moine capucin, il devient à Lyon commerçant en bourre de soie, mais il fait faillite en 1868, ce qui lui a valu six jours de prison. Revenu à Paris, sous le pseudonyme de Blanchet, il collabore à la presse d'opposition au Second Empire. Membre du Comité Central de la Garde nationale puis élu au Conseil de la Commune, il sera dénoncé le 5 mai 1871 par Raoul Rigault pour avoir fourni sous l'Empire des renseignements à la police de Lyon et contraint de donner sa démission du Conseil puis enfermé à la prison Mazas. (Cf. la notice du Maitron)

Après une brève évocation des **activistes braillards**¹ au sein des militants de la Commune,

Dans toute révolution, il se glisse, à côté de ses représentants véritables, des hommes d'une tout autre trempe; quelques-uns sont des survivants des révolutions passées dont ils gardent le culte; ne comprenant pas le mouvement présent, ils possèdent encore une grande influence sur le peuple par leur honnêteté et leur courage reconnus, ou par la simple force de la tradition; d'autres sont de simples braillards, qui, à force de répéter depuis des années le même chapelet de déclamations stéréotypées contre le gouvernement du jour, se sont fait passer pour des révolutionnaires de la plus belle eau. Même après le 18 mars, on vit surgir quelques hommes de ce genre, et, dans quelques cas, ils parvinrent à jouer des rôles de premier plan. Dans la mesure de leur pouvoir, ils gênèrent l'action réelle de la classe ouvrière, tout comme ils ont gêné le plein développement de toute révolution antérieure. Ils sont un mal inévitable; avec le temps on s'en débarrasse; mais, précisément, le temps n'en fut pas laissé à la Commune.

Marx termine son exposé par une évocation quelque peu idyllique de **la vie quotidienne à Paris**.

Quel changement prodigieux, en vérité, que celui opéré par la Commune dans Paris ! Plus la moindre trace du Paris dépravé du second Empire. Paris n'était plus le rendez-vous des propriétaires fonciers britanniques, des Irlandais absentéistes², des ex-négriers et des affairistes d'Amérique, des ex-propriétaires de serfs russes et des boyards valaques. Plus de cadavres à la morgue, plus d'effractions nocturnes, pour ainsi dire, pas de vols; en fait, pour la première fois depuis les jours de février 1848, les rues de Paris étaient sûres, et cela sans aucune espèce de police.

« Nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agressions; on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle à Versailles toute sa clientèle conservatrice. ».

Les cocottes avaient retrouvé la piste de leurs protecteurs, les francs-fileurs, gardiens de la famille, de la religion et, par-dessus tout, de la propriété. A leur place, les vraies femmes de Paris avaient reparu, héroïques, nobles et dévouées, comme les femmes de l'antiquité. Un Paris qui travaillait, qui pensait, qui combattait, qui saignait, oubliant presque, tout à couvrir une société nouvelle, les cannibales qui étaient à ses portes, radieux dans l'enthousiasme de son initiative historique !

Et par un sévère rappel de la **propagande mensongère de Thiers**.

En face de ce monde nouveau à Paris, voyez l'ancien monde à Versailles, cette assemblée des vampires de tous les régimes défunts, légitimistes et orléanistes, avides de se repaître du cadavre de la nation, avec une queue de républicains d'avant le déluge, sanctionnant par leur présence dans l'Assemblée la rébellion des négriers, s'en remettant pour maintenir leur république parlementaire à la vanité du vieux charlatan placé à la tête du gouvernement, et caricaturant 1789 en se réunis-

¹ Observons que Marx ne cite aucun nom...

² Grands prolétaires terriens ne visitant presque jamais leurs domaines; il s'agit des propriétaires fonciers anglais qui vivaient des profits de leurs domaines d'Irlande gérés par des intendants.

sant, spectres du passé, au Jeu de Paume. C'était donc elle, cette Assemblée, la représentante de tout ce qui était mort en France, que seul ramenait à un semblant de vie l'appui des sabres des généraux de Louis Bonaparte ! Paris toute vérité, Versailles tout mensonge; et ce mensonge exhalé par la bouche de Thiers !

Thiers dit à une députation des maires de Seine-Et-Oise :

« *Vous pouvez compter sur ma parole, je n'y ai jamais manqué.* ».

Il dit à l'Assemblée même « qu'elle était la plus librement élue et la plus libérale que la France ait jamais eue »; il dit à sa soldatesque bigarrée qu'elle était « l'admiration du monde et la plus belle armée que la France ait jamais eue »; il dit aux provinces qu'il ne bombarde pas Paris, que c'est un mythe.

« *Si quelques coups de canon ont été tirés, ce n'est pas par l'armée de Versailles, mais par quelques insurgés, pour faire croire qu'ils se battent quand ils n'osent même pas se montrer.* ».

Il dit encore aux provinces que

l' « *artillerie de Versailles ne bombarde pas Paris, elle ne fait que le canonner* ».

Il dit à l'archevêque de Paris que les prétendues exécutions et représailles (!) attribuées aux troupes de Versailles ne sont que fariboles. Il dit à Paris qu'il est seulement désireux « de le délivrer des hideux tyrans qui l'oppriment », et, qu'en fait, « le Paris de la Commune n'est qu'une poignée de scélérats. ».

Le Paris de M. Thiers n'était pas le Paris réel de la « vile multitude », mais un Paris imaginaire, le Paris des francs fileurs¹, le Paris des boulevardiers et des boulevardières, le Paris riche, capitaliste, doré, paresseux, qui encombrait maintenant de ses laquais, de ses escrocs, de sa bohème littéraire et de ses cocottes, Versailles, Saint-Denis, Rueil et Saint-Germain; qui ne considérait la guerre civile que comme un agréable intermède, lorgnant la bataille en cours à travers des longues-vues, comptant les coups de canon et jurant sur son propre honneur et sur celui de ses prostituées que le spectacle était bien mieux monté qu'il l'avait jamais été à la Porte Saint-Martin. Les hommes qui tombaient étaient réellement morts; les cris des blessés étaient des cris pour de bon; et, voyez-vous, tout cela était si intensément historique !

Tel est le Paris de M. Thiers; de même l'émigration de Coblen- ce était la France de M. de Calonne².

¹ Francs fileurs : sobriquet donné aux bourgeois de Paris qui s'enfuirent de la ville durant le siège. Ce nom étant d'autant plus ironique qu'il rimait avec « francs-tireurs », les combattants français qui luttèrent contre les Prussiens.

² Charles-Alexandre de Calonne, ministre des Finances de Louis XVI impliqué dans de nombreuses spéculations boursières.

6.4. Chapitre 4

Marx termine son exposé par une critique, toujours aussi sévère, de la stratégie d'Adolphe Thiers, en collaboration avec les armées allemandes après la signature, le 10 mai 1871, de la paix de Francfort. Selon ce traité, Thiers a pu mobiliser les prisonniers de guerre français libérés par les Prussiens et les endoctriner contre la Commune.

La première tentative du complot des négriers pour abattre Paris fut de le faire occuper par les Prussiens; mais elle échoua devant le refus de Bismarck. La seconde, celle du 18 mars¹, avait abouti à la déroute de l'armée et à la fuite à Versailles du gouvernement, qui obligea l'administration entière à le suivre. En simulant des négociations avec Paris, Thiers se donna alors le temps de se préparer à la guerre contre lui. Mais où trouver une armée ? Les restes des régiments de ligne étaient faibles en effectifs et peu sûrs. Ses pressants appels aux provinces, les invitant à voler au secours de Versailles avec leurs gardes nationaux et leurs volontaires, furent accueillis par un refus pur et simple. La Bretagne, seule, fournit une poignée de chouans qui combattaient sous un drapeau blanc, dont chacun portait sur la poitrine un cœur de Jésus en drap blanc et dont le cri de guerre était : « *Vive le roi !* ». Thiers fut donc forcé de rassembler, en toute hâte, une bande bariolée, composée de matelots, de marsouins, de zouaves pontificaux, de gendarmes de Valentin², des *sergents de ville et des mouchards*³ de Piétri⁴. Cette armée toutefois eût été ridiculement impuissante sans les rapatriements de prisonniers de guerre impériaux que Bismarck lâchait au compte-gouttes, juste assez pour tenir en train la guerre civile et garder le gouvernement de Versailles servilement assujéti à la Prusse. Durant la guerre même, la police versaillaise dut surveiller l'armée de Versailles, tandis que les gendarmes devaient l'entraîner, en s'exposant eux-mêmes à tous les postes les plus périlleux. Les forts qui tombèrent ne furent pas pris, mais achetés. L'héroïsme des fédérés convainquit Thiers que la résistance de Paris ne pouvait être brisée par son propre génie stratégique⁵ et les baïonnettes dont il disposait.

En attendant, ses relations avec les provinces devenaient de plus en plus difficiles. Pas une seule adresse d'approbation ne venait rasséréner Thiers et ses ruraux. Tout au contraire... Députations et adresses pleuvaient de toutes parts, demandant, sur un ton rien moins que respectueux, la réconciliation avec Paris sur la base d'une reconnaissance sans équivoque de la République, la confirmation des libertés communales et la dissolution de l'Assemblée nationale, dont le mandat avait expiré. Elles arrivaient en telle quantité que Dufaure, ministre de la Justice de Thiers, dans sa circulaire du 23 avril aux procureurs, leur enjoignit de traiter « le mot d'ordre de conciliation » comme un crime ! Cependant, commençant à désespérer du succès de sa campagne, Thiers résolut de changer de tactique; il ordonna, dans tout le pays, des élections municipales pour le 30 avril sur la base de la nouvelle loi municipale qu'il avait lui-même dictée à l'Assem-

¹ La tentative ordonnée par Thiers de reprendre les canons de la Garde nationale sur la butte Montmartre.

² Louis Ernest Valentin. Général de brigade, il a exercé les fonctions de Préfet de police de Paris du 15 mars au 17 novembre 1871. Il contribuera à rétablir l'ordre après l'échec de la Commune.

³ En français dans le texte.

⁴ Joseph-Marie Piétri. Préfet de police bonapartiste de 1866 à 1870, il quittera précipitamment la France en 1870 après l'effondrement de l'Empire.

⁵ Une formule ironique, parmi d'autres, on le comprend.

blée nationale. Tant par les intrigues de ses préfets que par l'intimidation policière, Thiers attendait avec confiance que le verdict des provinces donnât à l'Assemblée nationale ce pouvoir moral qu'elle n'avait jamais possédé, et qu'elles lui adressent enfin la force matérielle dont il avait besoin pour la conquête de Paris.

Sa guerre de bandit contre Paris, qu'il exaltait dans ses propres bulletins, et les tentatives de ses ministres pour établir par toute la France le règne de la terreur, Thiers, dès le début, se préoccupait de les accompagner d'une petite comédie de la conciliation, qui devait servir plus d'un dessein. Elle devait duper les provinces, allécher les éléments bourgeois de Paris et, par-dessus tout, donner aux faux républicains de l'Assemblée nationale l'occasion de cacher leur trahison envers Paris, derrière leur foi en Thiers. Le 21 mars, alors qu'il n'avait encore aucune armée, il avait déclaré à l'Assemblée nationale :

« Adviene que pourra, je n'enverrai pas d'armée contre Paris ».

Le 27 mars, il montait à nouveau à la tribune :

« J'ai trouvé la République un fait accompli et je suis fermement résolu à la maintenir. ».

En réalité, il abattait la révolution à Lyon et à Marseille¹ au nom de la République, tandis que les rugissements de ses ruraux couvraient la simple mention de ce nom à Versailles. Après cet exploit, il atténua le « fait accompli » qui ne fut plus qu'un « fait hypothétique ». Les princes d'Orléans, qu'il avait par précaution fait filer de Bordeaux, avaient maintenant, en violation flagrante de la loi, toute licence d'intriguer à Dreux. Les concessions offertes par Thiers dans ses interminables entrevues avec les délégués de Paris et des départements, bien qu'elles aient constamment varié de ton et de couleur, aboutissaient toujours, en fin de compte, à ceci : sa vengeance se limiterait probablement à « la poignée de criminels impliqués dans l'assassinat de Lecomte et Clément Thomas », à condition, bien entendu, que Paris et la France reconnaissent sans réserves M. Thiers en personne comme la meilleure des Républiques; exactement comme il avait fait en 1830 avec Louis-Philippe. Ces concessions mêmes, il ne se bornait pas seulement à les faire mettre en doute par les commentaires officiels faits à leur sujet à l'Assemblée par ses ministres. Il avait son Dufaure pour agir. Dufaure, ce vieil avocat orléaniste, avait toujours été le garde des sceaux de l'état de siège, aussi bien maintenant en 1871 *sous* Thiers, qu'en 1839 *sous* Louis-Philippe, et en 1849 *sous* la présidence de Louis Bonaparte². Alors qu'il était sans portefeuille, il avait amassé une fortune en plaidant pour les capitalistes de Paris et s'était fait un capital politique en plaidant contre les lois dont il était lui-même l'auteur. A présent, non content de faire voter en hâte par l'Assemblée nationale une série de lois répressives qui devaient, après la chute de Paris, extirper les derniers vestiges de liberté républicaine³, il

¹ A Lyon, le 22 mars, les gardes nationaux et les ouvriers s'emparèrent de l'Hôtel de Ville et la Commune y fut proclamée le 26 mars. Elle sera toutefois durement réprimée le 30 avril. A Marseille et à Saint-Étienne, l'insurrection fut également très vite réprimée le 4 avril par le gouvernement de Thiers.

² Il est question ici des activités de Jules Dufaure visant à renforcer le régime de la monarchie de Juillet pendant l'insurrection armée de la *Société des Saisons* en mai 1839 ainsi que de son rôle dans la lutte contre l'opposition du parti petit-bourgeois de la Montagne pendant la IIe République, en juin 1849.

³ Ceci se réfère aux lois sur la répression de la presse et sur la restitution des biens confisqués par la Commune de Paris.

laissait prévoir le sort de Paris en abrégant la procédure¹, trop lente à son gré, des cours martiales, et en déposant une nouvelle loi draconienne de déportation. La révolution de 1848, abolissant la peine de mort en matière politique, l'avait remplacée par la déportation. Louis Bonaparte n'avait pas osé, du moins en théorie, rétablir le régime de la guillotine. L'Assemblée des ruraux, qui n'avait pas encore la hardiesse même d'insinuer que les Parisiens n'étaient pas des rebelles mais des assassins, dut donc limiter sa vengeance anticipée contre Paris à la loi de déportation de Dufaure. Avec toutes ces circonstances, Thiers lui-même n'aurait pu poursuivre sa comédie de conciliation, si elle n'avait, comme il entendait qu'elle le fit, provoqué les hurlements de rage des ruraux qui, avec leurs cervelles de ruminants, ne comprenaient ni son jeu, ni la nécessité de l'hypocrisie, des tergiversations et des attermoissements.

En vue des élections municipales imminentes du 30 avril, Thiers joua, le 27, une de ses grandes scènes de conciliation. Au milieu d'un déluge de rhétorique sentimentale, il s'écria de la tribune de l'Assemblée :

« Il n'y a pas de complot contre la République, si ce n'est celui de Paris qui nous oblige à verser du sang français. Je l'ai dit et le redis encore : que ces armes impies tombent des mains qui les tiennent, et le châtement sera arrêté aussitôt par un acte de clémence dont ne seront exclus que le petit nombre des criminels de droit commun. »

Et comme les ruraux l'interrompaient violemment :

« Messieurs, dites-le-moi, je vous en supplie, ai-je tort ? Regrettez-vous réellement que j'aie dit, ce qui est vrai, que les criminels ne sont qu'une poignée ? N'est-il pas heureux, au milieu de nos malheurs, que les hommes capables de verser le sang de Clément Thomas et du général Lecomte ne soient que de rares exceptions ? »

La France pourtant fit la sourde oreille à ces discours qui étaient aux oreilles de Thiers lui-même un chant de sirène parlementaire. Des 700.000 conseillers municipaux élus par les 35.000 communes qui restaient encore à la France, les légitimistes, orléanistes et bonapartistes réunis n'en comptaient pas 8.000. Les élections complémentaires qui suivirent furent encore plus décidément hostiles. Aussi, au lieu d'obtenir des provinces la force matérielle dont elle avait tant besoin, l'Assemblée nationale perdit jusqu'à sa dernière prétention à la force morale, celle d'être l'expression du suffrage universel du pays. Pour achever sa déconfiture, les conseils municipaux nouvellement élus de toutes les villes de France menacèrent ouvertement l'Assemblée usurpatrice de Versailles d'une contre-assemblée à Bordeaux.

Le moment longtemps attendu par Bismarck de l'action décisive était arrivé enfin. Il somma Thiers d'envoyer à Francfort des plénipotentiaires pour le règlement définitif de la paix. Obéissant humblement à l'appel de son maître, Thiers se hâta de dépêcher son fidèle Jules Favre, appuyé de Pouyer-Quertier. Pouyer-Quertier, « éminent » filateur rouennais, partisan fervent et même servile du second Empire, ne lui avait jamais trouvé d'autre défaut que son traité de commerce avec l'Angleterre², préjudiciable à ses propres intérêts

¹ La loi sur la procédure des cours martiales, soumise par J. Dufaure à l'Assemblée nationale, rendait cette procédure encore plus expéditive que celle du Code militaire de 1857. Elle confirmait au commandant de l'armée et au ministre de la Guerre le pouvoir de procéder aux jugements sans enquête préalable.

² Le traité de commerce entre l'Angleterre et la France fut signé le 23 janvier 1860. En vertu de ce traité, la France renonçait à sa politique de prohibition douanière et la remplaçait par des droits n'excédant pas 30 %

de fabricant. A peine installé à Bordeaux comme ministre des Finances de Thiers, il dénonçait ce traité « impie », laissait entendre qu'il serait prochainement abrogé, et avait même l'impudence de tenter, inutilement d'ailleurs (il comptait sans Bismarck), la remise en vigueur immédiate des anciens tarifs protecteurs contre l'Alsace, car, disait-il, aucun traité international antérieur ne s'y opposait. Cet homme, qui considérait la contre-révolution comme un moyen d'abaisser les salaires à Rouen, et la cession de provinces françaises comme un moyen de faire monter le prix de ses marchandises en France, n'était-il pas déjà tout désigné comme le digne compère de Jules Favre dans sa dernière trahison, couronnement de toute sa carrière ?

A l'arrivée à Francfort de ce couple parfait de plénipotentiaires, le brutal Bismarck les accueillit sur-le-champ par cette alternative impérative : « Ou la restauration de l'Empire, ou l'acceptation inconditionnelle de mes propres conditions de paix ! ». Ces conditions comportaient un raccourcissement des délais de paiement de l'indemnité de guerre et l'occupation continue des forts de Paris par les troupes prussiennes jusqu'à ce que Bismarck se tînt pour satisfait de l'état des choses en France; la Prusse était ainsi reconnue comme l'arbitre suprême dans les affaires intérieures de la France ! En retour, il offrait de libérer, pour l'extermination de Paris, l'armée bonapartiste prisonnière et de lui prêter l'assistance directe des troupes de l'empereur Guillaume. Il donnait garantie de sa bonne foi en faisant dépendre de la « pacification » de Paris le paiement du premier versement de l'indemnité. Un tel appât, c'est naturellement avec avidité que Thiers et ses plénipotentiaires y mordirent. Ils signèrent le traité de paix le 10 mai, et le firent ratifier par l'Assemblée de Versailles le 18.

Dans l'intervalle qui sépare la conclusion de la paix de l'arrivée des prisonniers bonapartistes, Thiers se sentit d'autant plus tenu de reprendre sa comédie de conciliation que ses hommes de main républicains avaient un besoin douloureux de trouver un prétexte pour fermer les yeux sur les préparatifs au carnage de Paris. Le 8 mai encore, il répondait à une députation de conciliateurs de la classe moyenne :

« Quand les insurgés se seront décidés à capituler, les portes de Paris resteront ouvertes à tous, pendant une semaine, sauf aux assassins des généraux Clément Thomas et Lecointe. ».

Quelques jours après, comme il était violemment interpellé par les ruraux au sujet de ces promesses, il refusa d'entrer dans des explications; non pourtant sans leur donner cette indication significative :

« Je dis qu'il y a parmi vous des impatients, des hommes trop pressés. Il leur faut attendre encore huit jours; au bout de ces huit jours il n'y aura plus de danger, et alors la tâche sera à la hauteur de leur courage et de leur capacité. »

Dès que Mac-Mahon fut en mesure de lui assurer qu'il pourrait, sous peu, entrer dans Paris, Thiers déclara à l'Assemblée qu'il

« entrerait à Paris la loi en main, et exigerait une expiation complète des scélérats qui auraient sacrifié la vie de nos soldats et détruit nos monuments publics. »

ad valorem, tandis que les marchandises françaises pouvaient être introduites librement en Angleterre. L'affluence de marchandises anglaises en France accrut considérablement la concurrence sur le marché intérieur, ce qui suscita le mécontentement des fabricants français.

Comme le moment de la décision approchait, il dit à l'Assemblée : « Je serai impitoyable ! », il dit à Paris qu'il était condamné, et il dit à ses bandits bonapartistes qu'ils avaient carte blanche pour tirer vengeance de Paris tout leur saoul. Enfin, quand la trahison¹ eut ouvert les portes de Paris au général Douay, le 21 mai, Thiers, le 22, révéla aux ruraux le « but » de sa comédie de conciliation, qu'ils avaient persisté si obstinément à ne pas comprendre.

« Je vous ai dit, il y a quelques jours, que nous approchions de notre but, aujourd'hui je suis venu vous dire : « Nous avons atteint le but. L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire ! »

Dès le **22 mai 1871**, les Versaillais contrôlent les Champs-Élysées et Montparnasse.

C'était bien cela. La civilisation et la justice de l'ordre bourgeois se montrent sous leur jour sinistre chaque fois que les esclaves de cet ordre se lèvent contre leurs maîtres. Alors, cette civilisation et cette justice se démasquent comme la sauvagerie sans masque et la vengeance sans loi. Chaque nouvelle crise dans la lutte de classe entre l'appropriateur et le producteur fait ressortir ce fait avec plus d'éclat. Les atrocités des bourgeois en juin 1848 elles-mêmes disparaissent devant l'indicible infamie de 1871. L'héroïque esprit de sacrifice avec lequel la population de Paris - hommes, femmes et enfants - combattit pendant huit jours après l'entrée des Versaillais², reflète aussi bien la grandeur de leur cause que les exploits infernaux de la soldatesque reflètent l'esprit inné de cette civilisation dont ils sont les mercenaires et les défenseurs. Glorieuse civilisation, certes, dont le grand problème est de savoir comment se débarrasser des monceaux de cadavres qu'elle a faits, une fois la bataille passée.

Pour trouver un parallèle à la conduite de Thiers et de ses chiens, il nous faut remonter aux temps de Sylla et des deux triumvirats de Rome³. Même carnage en masse, exécuté de sang-froid, même insouciance dans le massacre, de l'âge et du sexe; même système de torture des prisonniers; mêmes proscriptions, mais cette fois d'une classe entière; même chasse sauvage aux chefs qui se cachent, de peur qu'un seul puisse échapper; mêmes dénonciations d'ennemis politiques et privés; même indifférence envers le carnage de gens entièrement étrangers à la lutte. Il n'y a que cette seule différence : les Romains n'avaient pas encore de *mitrailleuses*⁴ pour expédier en bloc les proscrits, et ils n'avaient pas « la loi à la main », ni, sur les lèvres, le mot d'ordre de « civilisation ».

Et, après ces horreurs, regardez l'autre face, encore plus hideuse, de cette civilisation bourgeoise, telle qu'elle a été décrite par sa propre presse !

« Quand des coups de feu égarés, écrit le correspondant parisien d'un journal tory de Londres, retentissent encore au

¹ Celle du dénommé Jules Ducatel, employé des ponts et chaussées et agent versaillais qui a ouvert l'accès à la porte de Saint-Cloud. Cette intrusion est aussi due à une forte négligence du pouvoir de la Commune qui, sous la présidence de Jules Vallès, délibérait à ce moment-là de la prétendue trahison de Gustave Cluseret, lequel sera du reste acquitté des accusations portées contre lui.

² Les combats décisifs se dérouleront du 22 au 28 mai 1871.

³ Ceci se réfère au régime de terreur et de répressions sanglantes dans la période de l'aggravation des conflits sociaux et politiques dans l'ancienne Rome, aux diverses étapes de la crise de la République romaine esclavagiste, au premier siècle avant notre ère.

⁴ En français dans le texte.

loin, quand de malheureux blessés abandonnés meurent parmi les pierres tombales du Père-Lachaise, quand 6.000 insurgés frappés de terreur errent dans l'agonie du désespoir par les labyrinthes des catacombes, quand on voit pousser des malheureux à travers les rues pour les abattre par vingtaines à la mitrailleuse, il est révoltant de voir les cafés remplis des dévots de l'absinthe, du billard et des dominos; de voir les filles perdues déambuler sur les boulevards et d'entendre le bruit des débauches s'échappant des cabinets particuliers des restaurants à la mode troubler le silence de la nuit. »

M. Édouard Hervé écrit dans *Le Journal de Paris*¹, journal versaillais supprimé par la Commune :

« La manière dont la population de Paris (!) a manifesté hier sa satisfaction était plus que frivole, et nous craignons que cela n'empire avec le temps. Paris a maintenant un air de fête qui est tout à fait déplacé, et si nous ne voulons pas qu'on nous appelle les Parisiens de la décadence, il faut mettre un terme à cet ordre de choses. »

Puis il cite le passage de Tacite :

« Cependant, le lendemain de cette horrible lutte, avant même qu'elle fût tout à fait terminée, Rome, avilie et corrompue, recommença à se vautrer dans le borbier de volupté où elle avait détruit son corps et souillé son âme : alibi proelia et vulnera, alibi balnea popinaeque (ici des combats et des blessures, là-bas, des bains et des cabarets²). »

M. Hervé oublie seulement de dire que la « population de Paris » dont il parle n'est que la population du Paris de Mr. Thiers, les *francs-fileurs*³ revenant en foule de Versailles, Saint-Denis, Rueil et Saint-Germain, le Paris de la « décadence ».

Dans tous ses sanglants triomphes sur les champions pleins d'abnégation d'une société nouvelle et meilleure, cette civilisation scélérate, fondée sur l'asservissement du travail, étouffe les gémissements de ses victimes sous un haro de calomnies, que l'écho répercute dans le monde entier. Le calme Paris ouvrier de la Commune est soudain changé en un pandémonium⁴ par les chiens de l'« ordre ». Et que prouve cette monstrueuse métamorphose à l'esprit bourgeois de tous les pays ? Eh bien, que la Commune a conspiré contre la civilisation ! Le peuple de Paris se fait tuer dans l'enthousiasme pour la Commune. Le nombre de ses morts surpasse celui d'aucune autre bataille connue dans l'histoire. Qu'est-ce que cela prouve ? Eh bien, que la Commune n'était pas le gouvernement du peuple, mais le fait de l'usurpation d'une poignée de criminels ! Les femmes de Paris joyeusement donnent leur vie sur les barricades et devant le peloton d'exécution. Qu'est-ce que cela prouve ? Eh bien, que le démon de la Commune les a changées en Mégères⁵ et en Hécates⁶ ! La modération de la Commune pendant deux mois d'une domination incontestée, n'a d'égal que l'héroïsme de sa défense. Qu'est-ce que cela prouve ? Eh bien, que pen-

¹ Journal hebdomadaire de tendance orléaniste publié à Paris depuis 1867.

² Extraits d'un article d'Édouard Hervé, publié dans le *Journal de Paris* du 31 mai 1871 dans lequel il citait les *Histoires* de Tacite (Livre III, chapitre 83)

³ En français dans le texte. Le sobriquet « franc-fileurs » désignait ceux qui, pour échapper au siège de Paris, avaient quitté la ville pour se rendre à l'étranger. Il s'oppose au terme « francs-tireurs ».

⁴ La capitale imaginaire de l'enfer, un néologisme inventé par le poète anglais John Milton, au 17^e siècle.

⁵ *Mégère*, une des Furies, déesse vivant dans le Tartare (l'enfer des Anciens) et chargée de punir les crimes des hommes.

⁶ *Hécate*, nom de la déesse Diane, lorsqu'elle siégeait dans le Tartare.

dant des mois la Commune a caché soigneusement, sous un masque de modération et d'humanité, la soif de sang de ses instincts démoniaques qui ne devaient être débridés qu'à l'heure de son agonie !

Le Paris ouvrier, en accomplissant sur lui-même son héroïque holocauste, a entraîné dans les flammes des immeubles et des monuments. Alors qu'ils mettent en pièces le corps vivant du prolétariat, ses maîtres ne doivent plus compter rentrer triomphalement dans l'architecture intacte de leurs demeures. Le gouvernement de Versailles crie : Incendiaires ! et souffle cette consigne à tous ses agents, jusqu'au plus reculé des hameaux : donner partout la chasse à ses ennemis, sous la suspicion d'être des professionnels de l'incendie. La bourgeoisie du monde entier qui contemple complaisamment le massacre en masse après la bataille, est convulsée d'horreur devant la profanation de la brique et du mortier !

Quand les gouvernements donnent pouvoir à leurs marines de « tuer, brûler et détruire », est-ce là une autorisation d'incendie ? Quand les troupes britanniques délibérément mettaient le feu au Capitole de Washington et au Palais d'été de l'empereur de Chine¹, étaient-ce là actes d'incendiaires ? Quand les Prussiens, non pour des raisons militaires, mais par simple goût de la vengeance, brûlaient au pétrole des villes comme Châteaudun et d'innombrables villages, était-ce là actes d'incendiaires ? Quand Thiers, six semaines durant, bombardait Paris sous le prétexte qu'il voulait mettre le feu aux seules maisons qui étaient habitées, était-ce l'acte d'un incendiaire ? En guerre, le feu est une arme aussi légitime qu'une autre. Des édifices occupés par l'ennemi sont bombardés pour être incendiés. Si leurs défenseurs doivent battre en retraite, ils les mettent eux-mêmes en flammes pour empêcher les assaillants de se servir des bâtiments. Être incendiés a toujours été le sort inévitable de toutes les constructions situées sur le front de combat de toutes les armées régulières du monde. Mais dans la guerre des asservis contre leurs oppresseurs, la seule guerre juste dans l'histoire, ce n'est plus vrai du tout ! La Commune a employé le feu strictement comme moyen de défense. Elle l'a employé pour interdire aux troupes de Versailles ces longues avenues toutes droites qu'Haussmann avait expressément ouvertes pour le feu de l'artillerie; elle l'a employé pour couvrir sa retraite de la façon même dont les Versaillais, dans leur avance, employaient leurs obus qui détruisaient au moins autant de bâtiments que le feu de la Commune. Quels bâtiments ont été brûlés par la défense et quels bâtiments par l'attaque, on en discute encore aujourd'hui. Et la défense ne recourut au feu que lorsque les troupes versaillaises eurent déjà commencé leur tuerie en masse des prisonniers. D'autre part, la Commune avait, longtemps auparavant, notifié publiquement que, si elle était poussée à la dernière extrémité, elle s'ensevelirait elle-même sous les décombres de Paris et ferait de Paris un second Moscou, comme le gouvernement de la Défense nationale avait promis de le faire, mais lui, uniquement pour déguiser sa trahison. C'est à cet effet que Trochu avait fait venir le pétrole nécessaire. La Commune savait que ses adversaires n'avaient aucun souci de la vie du peuple de Paris, mais qu'ils avaient grandement souci de leurs immeubles. Et Thiers, de son côté, avait fait avoir qu'il serait implacable dans sa vengeance. A peine avait-il son armée toute prête d'un côté et les Prussiens qui fermaient les issues de l'autre, qu'il proclama : « Je serai impitoyable ! L'expiation

¹ En août 1814, pendant la guerre entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, les troupes britanniques prirent Washington et brûlèrent le Capitole, la Maison Blanche et d'autres édifices publics. En octobre 1860, durant la guerre coloniale entreprise par la Grande-Bretagne et la France contre la Chine, les troupes anglaises et françaises pillèrent et incendièrent le Palais d'été de l'Empereur de Chine, près de Pékin.

sera complète et la justice inflexible. ». Si les actes des ouvriers de Paris étaient du vandalisme, c'était le vandalisme de la défense désespérée, non pas le vandalisme du triomphe, comme celui que les chrétiens perpétrèrent sur les chefs-d'œuvre réellement inestimables de l'antiquité païenne; et même ce vandalisme a été justifié par l'histoire, comme l'accompagnement inévitable et relativement insignifiant du combat gigantesque entre une nouvelle société montante et une ancienne qui s'écroule. Encore bien moins était-ce le vandalisme d'Hausmann, rasant le Paris historique pour faire place au Paris du touriste.

Mais l'exécution par la Commune des soixante-quatre otages, archevêque de Paris en tête ! La bourgeoisie et son armée en juin 1848 avaient rétabli une coutume qui avait depuis longtemps disparu de la pratique de la guerre, l'exécution des prisonniers désarmés. Cette coutume brutale a depuis été plus ou moins suivie lors de la répression de tous les soulèvements populaires en Europe et aux Indes, ce qui prouve qu'elle constitue bien un réel « progrès de la civilisation » ! D'autre part, les Prussiens, en France, avaient rétabli l'usage de prendre des otages, gens innocents qui avaient à répondre au prix de leur vie des actes des autres. Quand Thiers, comme nous l'avons vu, dès le début même du conflit, établit la pratique humaine d'abattre les communards prisonniers, la Commune, pour protéger leur vie, fut dans l'obligation de recourir à la pratique des Prussiens de prendre des otages. Les otages avaient déjà mille et mille fois mérité la mort du fait des exécutions continuelles de prisonniers du côté des Versaillais. Comment leur vie eût-elle pu être épargnée plus longtemps, après le carnage par lequel les prétoriens de Mac-Mahon avaient célébré leur entrée dans Paris ? La dernière garantie contre la férocité sans scrupules des gouvernements bourgeois - la prise des otages - devait-elle elle-même tourner à la frime ? Le véritable meurtrier de l'archevêque Darboy, c'est Thiers. La Commune, à maintes reprises, avait offert d'échanger l'archevêque et tout un tas de prêtres par-dessus le marché, contre le seul Blanqui¹, alors aux mains de Thiers. Thiers refusa obstinément. Il savait qu'avec Blanqui il donnerait une tête à la Commune; alors que c'est sous forme de cadavre que l'archevêque servirait au mieux ses desseins. Thiers suivait l'exemple de Cavaignac. Quels cris d'horreur ne poussèrent pas, en juin 1848, Cavaignac et ses hommes d'ordre, pour stigmatiser les insurgés comme assassins de l'archevêque Affre² ! Et pourtant ils savaient parfaitement bien que l'archevêque avait été abattu par les soldats de l'ordre. Jacquemet, vicaire général de l'archevêque, présent sur les lieux, leur en avait aussitôt après fourni le témoignage.

Tout ce chœur de calomnies que le parti de l'ordre ne manque jamais dans ses orgies de sang, d'entonner contre ses victimes, prouve seulement que le bourgeois de nos jours se considère comme le successeur légitime du baron de jadis, pour lequel toute arme dans sa propre main était juste contre le plébéien, alors qu'aux mains du plébéien la moindre arme constituait par elle-même un crime.

La conspiration de la classe dominante pour abattre la révolution par une guerre civile poursuivie sous le patronage de l'envahisseur étranger, conspiration que nous avons suivie du 4 septembre même jusqu'à l'entrée des prétoriens de Mac-Mahon par la porte de Saint Cloud, atteignit son point

¹ Pour rappel : Dès le 14 mai 1871, la Commune avait proposé à Thiers d'échanger la totalité des otages (74 otages en tout) contre la libération de Blanqui. Thiers était demeuré inflexible.

² Denys Auguste Affre, archevêque de Paris : pendant les insurrections de juin 1848, le 25 juin, il apparaît sur les barricades où il est tué par une balle perdue sans qu'on sache de quel côté elle venait.

culminant avec le carnage de Paris. Bismarck contemple avec satisfaction les ruines de Paris, où il voit le premier acompte de cette destruction générale des grandes villes qu'il appelait de ses vœux alors qu'il était encore un simple rural dans la *Chambre introuvable*¹ de la Prusse de 1849. Il contemple avec satisfaction les cadavres du prolétariat de Paris. Pour lui, ce n'est pas seulement l'extermination de la révolution, mais l'extermination de la France, maintenant décapitée, et par le gouvernement français lui-même. Avec ce manque de pénétration propre à tous les hommes d'Etat heureux, il ne voit que la surface de ce formidable événement historique. Quand donc auparavant l'histoire a-t-elle montré le spectacle d'un vainqueur qui couronne sa victoire en se faisant non seulement le gendarme, mais le nervi à gages du gouvernement vaincu ? Il n'y avait pas de guerre entre la Prusse et la Commune de Paris. Au contraire, la Commune avait accepté les préliminaires de paix, et la Prusse avait proclamé sa neutralité. La Prusse, donc, n'était pas un belligérant. Elle se comporta comme un nervi; comme un nervi lâche, puisqu'elle ne prit sur elle aucun risque; comme un nervi à gages, puisqu'elle avait lié d'avance le paiement du prix du sang, ses 500 millions, à la chute de Paris. Et ainsi apparaissait enfin le véritable caractère de cette guerre, ordonnée par la Providence en châtiment de la France athée et débauchée par le bras de la pieuse et morale Allemagne ! Et cette violation sans exemple du droit des peuples, même telle que l'entendaient les légistes du monde antique, au lieu d'amener les gouvernements « civilisés » d'Europe à mettre au ban des nations le gouvernement prussien félon, simple instrument du cabinet de Saint-Pétersbourg, les incite seulement à se demander si les quelques victimes qui échappent au double cordon formé autour de Paris ne doivent pas être livrées aussi au bourreau de Versailles !

Marx aboutit à cette conclusion : les conflits entre les nations ne sont qu'une « pure mystification » destinée à combattre la lutte des classes **dont la dimension est fondamentalement internationaliste.**

Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, le vaincu et le vainqueur fraternisent pour massacrer en commun le prolétariat, cet événement inouï prouve, non pas comme Bismarck le pense, l'écrasement définitif d'une nouvelle société montante, mais la désagrégation complète de la vieille société bourgeoise. Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et on se débarrasse de cette mystification, aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat !

Après la Pentecôte de 1871, il ne peut plus y avoir ni paix, ni trêve entre les ouvriers de France et ceux qui s'approprient le produit de leur travail. La main de fer d'une soldatesque mercenaire pourra tenir un moment les deux classes sous une commune oppression. Mais la lutte reprendra sans ces-

¹ En français dans le texte. C'est ainsi que Marx appelait, par analogie avec la « chambre introuvable » ultraréactionnaire de 1815-1816 en France, l'Assemblée élue en janvier février 1849, sur la base de la Constitution, accordée directement par le roi de Prusse, le 5 décembre 1848, le jour d'un coup d'Etat réactionnaire en Prusse. En vertu de cette Constitution, l'Assemblée consistait en deux chambres dont la première était une « chambre des seigneurs » privilégiée, et la seconde était largement contrôlée par les Junkers, bureaucrates et éléments bourgeois de droite, sa composition étant déterminée par le système des élections à deux degrés auxquelles pouvaient seuls participer les Prussiens dits « indépendants ». Bismarck, élu à la seconde Chambre, devint un des leaders de la fraction des hobereaux des ultraréactionnaires.

se, avec une ampleur toujours croissante, et il ne peut y avoir de doute quant au vainqueur final : le petit nombre des accapareurs, ou l'immense majorité travailleuse. Et la classe ouvrière française n'est que l'avant-garde du prolétariat moderne.

Tandis que les gouvernements européens témoignent ainsi devant Paris du caractère international de la domination de classe, ils crient haro sur l'Association internationale des travailleurs, la contre-organisation internationale du travail opposée à la conspiration cosmopolite du Capital, selon eux source maîtresse de tous ces malheurs. Thiers la dénonçait comme le tyran du Travail, affectant d'en être le libérateur. Picard donnait l'ordre de couper toutes les communications entre les internationaux français et ceux de l'étranger; le comte Jaubert, cette vieille momie, déjà complice de Thiers en 1835, déclare que le grand problème pour tous les gouvernements civilisés est d'extirper l'Internationale. Les ruraux de l'Assemblée nationale rugissent contre elle, et toute la presse européenne fait chorus. Un honorable écrivain français¹, complètement étranger à notre Association, exprime son opinion en ces termes :

« Les membres du Comité central de la garde nationale, aussi bien que la plus grande partie des membres de la Commune, sont les esprits les plus actifs, les plus intelligents et les plus énergiques de l'Association internationale des travailleurs.... des hommes qui sont profondément honnêtes, sincères, intelligents, dévoués, purs et fanatiques dans le bon sens du mot. »

L'entendement bourgeois, tout imprégné d'esprit policier, se figure naturellement l'Association internationale des travailleurs comme une sorte de conjuration secrète, dont l'autorité centrale commande, de temps à autre, des explosions en différents pays. Notre Association n'est, en fait, rien d'autre que le lien international qui unit les ouvriers les plus avancés des divers pays du monde civilisé. En quel que lieu, sous quelque forme, et dans quelques conditions que la lutte de classe prenne consistance, il est bien naturel que les membres de notre Association se trouvent au premier rang. Le sol sur lequel elle pousse est la société moderne même. Elle ne peut en être extirpée, fût-ce au prix de la plus énorme effusion de sang. Pour l'extirper, les gouvernements auraient à extirper le despotisme du Capital sur le Travail, condition même de leur propre existence parasitaire.

Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Le souvenir de ses martyrs est conservé pieusement dans le grand cœur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, et toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter.

Londres, le 30 mai 1871.

LE CONSEIL GÉNÉRAL

R. Applegarth, Ant. Arnaud, M. J. Boon, Fr. Bradnick, J. G. Buttery, F. Courmet, E. Delahaye, Eugène Dupont, W. Hales, Hurliman, Jules Johannard, Harriet Law, Fr. Lessner, Lochner, Charles Longuet, Marguerite, Constant Martin, Henry Mayo, George Milner, Charles Murray, Pfänder, J. Rodwanowski, John Rouch, Rühl, G. Ranvier, Vitale Regis, Sadler,

¹ Il s'agit apparemment de Jean Robinet, médecin personnel d'Auguste Comte.

Cowel Stepney, Alf. Taylor, W. Townshend, Éd. Vaillant, John Weston, F. J. Yarrow.

SECRÉTAIRES-CORRESPONDANTS :

Karl Marx, Allemagne et Russie; Leo Frankel, Autriche et Hongrie; A. Hermann, Belgique Th. Mottershead, Danemark; J. G. Eccarius, Etats-Unis Le Moussu, sections françaises des Etats-Unis; Auguste Serrailier, France; Charles Rochat, Hollande; J. P. Mac Donnell, Irlande; Friedrich Engels, Italie et Espagne; Walery Wroblewski, Pologne; Hermann Jung, Suisse,

Hermann JUNG, *président de séance*. John HALES, *secrétaire général*.

Londres, le 30 mai 1871, Rathborne Place 10¹.

¹ *Note à la première édition française (Bruxelles, 1872)*. - Nous n'avons pas besoin de dire que les membres et fonctionnaires de la Commune, dont les noms figurent au bas du manifeste et qui font aujourd'hui partie du Conseil général, n'ont connu le texte de cette publication qu'à leur arrivée à Londres. S'ils y mettent aujourd'hui leur signature, c'est pour qu'on ne puisse douter qu'ils en revendiquent hautement les principes.

7.1. Interview de Marx par le journal new yorkais *The World*.

Cette séquence reproduit l'interview accordée par Marx, le **3 juillet 1871**, au correspondant du journal new yorkais *The World*. Nous citons ce document à partir de l'édition assurée par Maximilien Rubel dans le numéro 38 de janvier-mars 1962 de la revue *Le Mouvement social*¹. Notre citation reproduit la mise en page du journal, dont les intertitres.

The World, New York, 18 juillet 1871

Le rideau se lève. - Entretien avec Karl Marx, chef de l'Internationale. - Révolte du Travail contre le Capital. - Les deux visages de l'Internationale. - La transformation de la société. - Son développement aux Etats-Unis. - L'Internationale et la Commune, etc., etc., etc.

(De notre correspondant particulier)

Londres, 3 juillet 1871. - Vous m'avez demandé des renseignements sur l'Association Internationale : j'ai fait de mon mieux. Le moment n'est guère favorable pour une telle démarche. Il est certain que Londres est le quartier général de l'Association, mais les Anglais sont plutôt effrayés; ils renient partout l'Internationale comme le roi Jacques sentait l'odeur de la poudre après le fameux complot². Plus le public entretient des suspicions à son égard et plus la société prend conscience d'elle-même : et si ceux qui la dirigent ont un secret à garder, ils sont hommes à le garder sûrement. J'ai rendu visite à deux de ses membre dirigeants : j'ai parlé très librement avec l'un d'eux et je vous rapporte la substance de mon entretien. J'ai acquis une certitude : c'est là une société d'authentiques travailleurs, mais ces travailleurs sont dirigés par des théoriciens sociaux d'une autre classe. J'ai vu un homme, membre influent du Conseil assis à son établi durant notre entretien; il interrompait de temps à autre son discours pour essayer quelque reproche, adressé d'un ton peu courtois, par l'un des nombreux maîtres-artisans du voisinage qui lui fournissent sa tâche³. J'ai entendu le même homme parler au public avec une éloquence fortifiée de bout en bout par une belle haine contre ces individus qui se disent ses maîtres. Après ce coup d'œil sur la vie domestique de l'orateur, je ne me suis point étonné des harangues. Il sentait en lui assez d'intelligence pour organiser un gouvernement des travailleurs, et pourtant il était là, obligé de donner toute sa vie de tâcheron au plus machinal des métiers. Fier et sensible, il lui fallait à chaque instant rendre un salut pour un grognement, et un sourire pour un ordre qui approchait en civilité l'appel jeté par le chasseur à son chien. J'ai entre-

¹ En ligne sur le site de Gallica. Les notes indiquées par le sigle MR sont extraites de cette édition.

² Une référence très anglaise. Elle évoque ladite « Conspiration des poudres », un complot fomenté le 5 novembre 1605 par des conspirateurs catholiques contre le roi anglican Jacques Ier. Le projet prévoyait de tuer le roi en faisant sauter la Chambre des Lords au cours de la cérémonie d'ouverture du parlement. Les accusés seront exécutés après d'atroces tortures, castration, éviscération et écartèlement. L'événement donnera lieu en Angleterre à une tradition annuelle de feux d'artifice.

³ Il peut s'agir de Friedrich Lessner, membre du Conseil général de l'Internationale, ou de J.G. Eccarius alors secrétaire correspondant de l'Internationale pour les Etats-Unis. L'un et l'autre figuraient parmi les signataires de l'Adresse sur la Guerre civile (MR).

vu là l'une des faces de l'Internationale, le produit du conflit entre

Le capital et le travail

entre l'homme qui produit et le bourgeois qui jouit. Cette main pourrait frapper fort, quand le temps viendrait; quant à la tête qui organise, je pense l'avoir vue, elle aussi, dans ma conversation avec le Dr. Karl Marx.

Karl Marx est un Allemand, docteur en philosophie; ses connaissances sont d'une étendue toute germanique, et lui viennent autant de l'observation de la vie que de ses lectures. Je dirai qu'il n'a jamais été un travailleur au sens ordinaire de ce terme. Tout dans son entourage et son allure dénote l'aisance du bourgeois.

Le salon où je fus introduit le soir de ma visite conviendrait fort bien à un agent de change arrivé, et qui s'apprête à passer de la prospérité à la fortune. C'était l'image même du confort¹, l'intérieur d'un homme de goût et de vie large : mais rien qui révèle la personnalité du propriétaire. Un bel album de vues du Rhin, disposé sur une table, laissait deviner sa nationalité. Je jetai un coup d'œil prudent dans le vaste guéridon : point de bombe ? Mes narines cherchèrent l'odeur du pétrole et perçurent le parfum des roses. Je me glissai en tapinois jusqu'à mon fauteuil et, maussade, j'attendis le pire. Il est entré et m'a salué cordialement. Nous voilà assis l'un en face de l'autre. Oui, je suis en tête à tête avec la Révolution faite homme, avec le vrai fondateur et le guide spirituel de la Société Internationale, avec l'auteur d'une Adresse dans laquelle le capital reçoit un avertissement : s'il fait la guerre au travail, il devra s'attendre à voir sa maison s'écrouler en flammes sur sa tête. En un mot, je me trouvai en compagnie de

L'apologiste de la Commune

de Paris. Vous rappelez-vous le buste de Socrate, l'homme qui aima mieux mourir que professer une croyance dans les dieux de son temps ? Vous rappelez-vous le profil du front, d'une si belle courbure et qui se termine si pauvrement, comme la moitié d'un crochet en S, en un nez petit, camard et retroussé ? Représentez-vous bien ce buste, teignez la barbe en noir, éclaboussez-la de gris; plantez cette tête sur un corps plutôt lourd et de stature moyenne : le docteur est devant vous. Voilez le haut du visage, vous pourriez être en compagnie d'un authentique marguillier². Mais découvrez-en la partie essentielle, le front démesuré, et vous saurez aussitôt que vous avez affaire au plus formidable, au plus puissant de tous les individus composites : un rêveur qui pense, un penseur qui rêve.

Un autre gentleman accompagnait le Dr. Marx. Allemand lui aussi, je suppose, quoique sa parfaite familiarité avec notre langue me laisse ici dans le doute. Était-ce un témoin ? Je le pense. Le « Conseil » avait entendu parler de cette rencontre et pouvait en demander compte plus tard au Docteur, car la *Révolution* est par-dessus tout méfiante envers ses propres

¹ Depuis mars 1864, Marx et sa famille ont tiré avantage d'un double héritage, celui de sa mère et celui de Wilhelm Wolff (Lupus) et ils ont déménagé dans le nord-ouest de Londres, 1, Modena Villas, Maitland Park, Haverstock Hill, surnommé La Médina. Une maison des plus confortables, mais au loyer coûteux. (Pour un exposé complet des diverses résidences de Marx et sa famille, nous renvoyons au chapitre 6.1. de notre **fascicule 19**.)

² Le nom donné à un membre du conseil de fabrique d'une église paroissiale et chargé d'administrer les biens de la paroisse sous l'Ancien Régime et sous le Concordat. Une référence peu courtoise, à vrai dire, même si elle est suivie d'un éloge.

agents. C'était donc là l'homme qui allait corroborer la relation du Docteur¹.

J'entrai d'emblée dans mon sujet. Le monde, dis-je, a fort peu de lumières sur l'Internationale; il la hait, sans pouvoir définir l'objet de sa haine. Quelques-uns, qui prétendent avoir sondé les ténèbres un peu mieux que leurs voisins, ont déclaré y avoir trouvé une sorte de Janus² : sur l'un des visages un bon, un honnête sourire d'ouvrier, et sur l'autre, le regard menaçant de l'assassin et du conspirateur. Pourrait-il dissiper le mystère qui entoure la théorie ?

Le professeur se mit rire. Il se réjouissait un peu, je pense, de nous voir si effrayés.

« Il n'y a aucun mystère à éclaircir, cher Monsieur, dit-il d'abord, dans le plus pur Hans Breitmann³, sauf peut-être le mystère de l'humaine sottise, chez ceux qui persistent à ne pas tenir compte du fait que notre association est publique, et que ses discussions sont consignées dans le détail, et que n'importe qui peut en lire les procès-verbaux. Vous pouvez vous procurer nos statuts pour un penny, et si vous achetez pour un shilling de brochures, vous en saurez bientôt sur nous autant que nous en savons nous-mêmes. »

Reporter. - Presque. Oui, peut-être; mais n'y aura-t-il pas quelque chose que je n'aurai point à connaître, quelque restriction de grande importance ? A parler franc, et pour vous présenter la chose dans l'aspect qui frappe un observateur extérieur, il y a une tendance universelle à vous décrier, et elle repose certainement sur autre chose que la mauvaise volonté et l'ignorance de la multitude. C'est pourquoi, il me semble toujours fondé, même après ce que vous m'avez dit, de vous demander : qu'est-ce que l'Association internationale ?

Dr. Marx. - Vous n'avez qu'à regarder les individus qui la composent - les travailleurs.

R. - Oui, mais le soldat n'est pas censé être le représentant de la force publique qui lui commande ses mouvements. Je connais quelques-uns de vos membres et je me doute bien qu'ils n'ont pas l'étoffe des conspirateurs. En outre, un secret partagé par un million d'hommes ne serait pas un secret. Mais si ces hommes n'étaient que les instruments dans les mains d'un conclave intrépide, et, pardonnez-moi le mot, peu embarrassé de scrupules ?

Dr. Marx. - Il faudrait le prouver.

R. - Et l'insurrection de Paris ?

Dr. Marx. - Je voudrais tout d'abord qu'on me prouve qu'il y a eu complot. Est-il arrivé quelque chose qui ne fût pas l'effet normal des circonstances du moment ? Ou, à supposer qu'il y ait eu un complot, je demande à voir les preuves d'une participation de l'Association internationale.

R. - La présence dans la Commune de bien des membres de l'Association.

¹ Il s'agit à l'évidence de Friedrich Engels.

² Janus, le dieu romain des commencements et des fins. Il était représenté avec deux faces, l'une tournée vers le passé et l'autre vers l'avenir.

³ Une allusion aux « Ballades de Hans Breitmann » de l'humoriste et folkloriste américain Charles Godfrey Leland, écrites en une espèce de sabir anglo-allemand. Marx, il est vrai, parlait assez mal l'anglais. (MR)

Dr. Marx. - Il y eut ensuite également le complot des francs-maçons, car leur participation à l'œuvre, en tant qu'individus ne fut nullement négligeable¹. Je ne serais pas surpris, en effet, si le Pape mettait toute l'insurrection sur leur dos. Mais essayons de trouver une autre explication. Le soulèvement de Paris fut l'œuvre des travailleurs parisiens, les plus capables d'entre eux furent nécessairement les chefs et les responsables du mouvement; mais il se trouve aussi que les plus capables d'entre eux sont membres de l'Association Internationale. Pourtant l'Association comme telle n'était aucunement responsable de leur action.

R. - Ce ne sera pourtant pas l'avis des gens. On parle d'instructions secrètes qui seraient venues de Londres et même de l'envoi de subsides. L'Association prétend que ses procès-verbaux sont accessibles à tous. Cela suffit-il pour dire qu'il n'y a eu aucune communication secrète ?

Dr. Marx. - Y a-t-il jamais eu une Association qui ait poursuivi son activité sans avoir recours à des moyens aussi bien privés que publics ? Ce serait pourtant méconnaître complètement la nature de l'Internationale que de parler d'instructions secrètes venant de Londres, comme s'il s'agissait de décrets en matière de foi et de morale émanant de quelque centre pontifical de domination et d'intrigue. Ceci impliquerait une forme centralisée de gouvernement pour l'Internationale, alors que sa forme véritable est expressément celle qui, par l'initiative locale, accorde le plus de champ d'action à l'énergie et à l'esprit d'indépendance. De fait, l'Internationale n'est nullement le gouvernement de la classe ouvrière, c'est un lien, ce n'est pas un pouvoir.

R. - Et quel est le but de cette union ?

Dr. Marx. - L'émancipation économique de la classe ouvrière par la conquête du pouvoir politique. L'emploi de ce pouvoir politique en vue de fins sociales. Nos objectifs doivent nécessairement être assez vastes pour embrasser toutes les formes d'activité de la classe ouvrière. Leur donner un caractère particulier, c'eût été les adapter aux besoins d'une seule section, aux besoins des travailleurs d'une seule nation. Mais comment pouvait-on demander à tous de s'unir pour atteindre les buts de quelques-uns ? Si elle l'avait fait, l'Association aurait trahi l'Internationale. L'Association n'impose aucune forme aux mouvements politiques; elle exige seulement le respect de leur but. C'est un réseau de sociétés affiliées, qui s'étend à l'ensemble du monde du travail. Dans chaque partie du monde se présente un aspect particulier du problème, et les ouvriers s'y efforcent de l'aborder avec leurs propres moyens. Les ententes ouvrières ne peuvent pas être absolument identiques dans tous les détails à Newcastle et à Barcelone, à Londres et à Berlin. En Angleterre par exemple, la voie qui mène au pouvoir politique est ouverte à la classe ouvrière. Une insurrection serait folie là où l'agitation pacifique peut tout accomplir avec promptitude et sûreté. La France possède cent lois de répression; un antagonisme mortel oppose les classes, et on ne voit pas comment échapper à cette solution violente qu'est la guerre sociale. Le choix de cette solution regarde la classe ouvrière de ce pays. L'Internationale ne prétend pas dicter ses volontés : elle a déjà bien de la peine à donner des conseils. Mais à tout mouvement elle donne sa sympathie et son aide, dans les limites qui lui sont assignées par ses propres statuts.

R. - En quoi consiste cette aide ?

¹ En référence notamment à la manifestation organisée à Paris, le 29 avril 1871, par les francs-maçons en vue d'une conciliation avec le pouvoir de Versailles. E conduits par Thiers, ils se rallieront à la Commune.

Dr. Marx. - Prenons un exemple : l'une des formes les plus communes du mouvement d'émancipation, c'est la grève. Autrefois, quand une grève éclatait dans un pays, elle était tenue en échec par l'importation de main-d'œuvre étrangère. L'Internationale a pratiquement mis fin à ces procédés, elle reçoit des renseignements sur les grèves qui se préparent, elle les communique à ses membres qui comprennent aussitôt que le lieu de la lutte est un terrain défendu¹. Ainsi les patrons demeurent seuls pour régler leurs comptes avec leurs ouvriers. Dans la plupart des cas, c'est la seule aide que les ouvriers demandent. Ils organisent leurs propres souscriptions; ainsi font également les associations auxquelles ils sont plus immédiatement affiliés. Mais ils peuvent avoir besoin de fonds supplémentaires, si la pression se fait trop lourde. L'Association, ayant approuvé cette grève, pourvoit à leurs besoins en puisant dans la caisse commune. C'est ainsi que les travailleurs des manufactures de tabacs de Barcelone ont remporté la victoire l'autre jour. Mais l'Association n'a aucun intérêt à fomentier des grèves, bien qu'elle les soutienne dans de certaines conditions. Elle n'y gagne jamais rien au point de vue pécuniaire, mais elle peut y perdre facilement. Résumons la chose en un mot : les classes travailleuses demeurent pauvres au milieu d'un accroissement de richesses, demeurent misérables au milieu d'un luxe toujours croissant. Leurs privations matérielles les rapetissent moralement et physiquement. Impossible de compter sur autrui : il leur est devenu tout à fait nécessaire de prendre en main leur propre sort. Elles doivent repenser tous leurs rapports avec les capitalistes et les propriétaires, et cela veut dire qu'elles doivent transformer la société. Voilà le but général de tout organisme ouvrier, autant que je sache : ligues d'ouvriers et de paysans, syndicats et amicales, coopératives de vente et de production, tout cela n'est que moyens. La tâche de l'Association internationale est d'entretenir une parfaite solidarité entre toutes ces organisations. Son influence commence à se faire sentir partout. Deux journaux répandent ses idées en Espagne, trois en Allemagne, trois en Autriche et en Hollande, six en Belgique et six en Suisse. Maintenant que je vous ai dit ce qu'est l'Internationale, vous allez peut-être vous former une opinion sur les prétendus complots.

R. - Je ne vous suis pas très bien.

Dr. Marx. - Ne voyez-vous pas que la vieille société, qui n'a pas la force de nous affronter avec les armes de la discussion ou de la coalition régulière, doit user de fraude et nous accuser de conspiration ?

R. - Mais la police française déclare être en mesure de prouver la complicité de l'Association dans le dernier conflit, pour ne pas parler des précédents.

Dr. Marx. - Mais parlons donc de ces tentatives précédentes, si vous le voulez bien. Elles nous permettront d'apprécier à leur juste valeur les accusations portées contre l'Internationale. Vous vous souvenez de l'avant-dernier « complot ». On annonçait un plébiscite². Bien des électeurs paraissaient irrésolus. Ils n'avaient plus le sentiment bien net de la valeur du

¹ Sur les aides du Conseil général de l'AIT nous renvoyons à nos **précédents fascicules 36 et 39**, ainsi qu'au chapitre 1 de la présente édition.

² Fin avril 1870, la police française procéda à de nombreuses arrestations dans le cadre du plébiscite organisé par le pouvoir impérial, le 8 mai 1870, en vue de l'adoption d'une nouvelle Constitution, laquelle sera ratifiée par 82,4 % des suffrages exprimés. Les militants étaient également accusés de complicité dans le prétendu complot contre Napoléon III, une accusation qui sera jugée lors du prochain procès de Blois le 18 juillet 1870.

régime impérial, de ce régime qui, leur avait-on dit, avait sauvé la société de redoutables dangers auxquels ils ne croyaient plus. Il fallait un nouvel épouvantail. La police se mit en chasse. Toutes les coalitions ouvrières lui étaient odieuses et elle avait, bien entendu, un compte à régler avec l'Internationale. Une heureuse idée lui est venue : l'Internationale ne ferait-elle pas un parfait épouvantail ? Ce choix aurait le double avantage de discréditer l'Association et de racoler des sympathies pour la cause impériale. Et cette heureuse idée a donné naissance au ridicule « complot » contre la vie de l'Empereur - comme si nous avions la moindre envie de tuer ce pauvre vieux bougre. On a arrêté les membres dirigeants de l'Internationale. On a fabriqué de faux témoignages. On a préparé le procès; et dans le même temps on a procédé au plébiscite. Mais la comédie qu'on voulait monter avait pris toutes les allures d'une farce, et de l'espèce la plus grossière. Il y a en Europe des gens avertis, qui ont été les témoins de toute cette affaire, et dont le jugement n'a pas été abusé un seul instant. Seul, l'électeur des campagnes françaises a avalé la couleuvre. Les journaux anglais ont raconté les débuts de cette affaire; ils ont négligé d'en publier la fin. Les juges français doivent le respect au pouvoir et ils étaient tenus d'admettre l'existence du complot, mais ils furent bien obligés de reconnaître qu'aucune preuve n'existait de la complicité de l'Internationale. Croyez-moi, il en est du second complot comme du premier. Le fonctionnaire français s'est remis au travail. Il est chargé de faire son rapport sur le plus grand mouvement politique que le monde ait jamais vu. Les signes des temps sont là, qui en cent occasions pourraient lui suggérer une explication raisonnable : les ouvriers gagnent chaque jour en intelligence, les dominateurs s'enlisent dans le goût du luxe et dans l'incompétence; le processus historique se poursuit, qui doit aboutir au transfert du pouvoir d'une seule classe à tout le peuple; et il est évident que le temps, les lieux, les circonstances se prêtent au grand mouvement de l'émancipation. Mais pour apercevoir ces signes, le fonctionnaire devrait être un philosophe, et il n'est qu'un *mouchard*¹. Comme le veut la loi de son être, il en est donc revenu à une explication de mouchard - à une « conspiration ». Il a gardé un vieux dossier de documents fabriqués, il en extraira ses preuves, et cette fois l'Europe qui tremble donnera créance à la fable.

R. - L'Europe ne peut guère s'en empêcher, puisque tous les journaux français répandent ce rapport.

Dr. Marx. - Tous les journaux français ! Tenez, en voici un (il brandit *La Situation*). Jugez par vous-même de la valeur de son témoignage dans le simple domaine des faits.

(Il lit). - « Le Dr. Karl Marx, de l'Internationale, a été arrêté en Belgique, alors qu'il cherchait à passer en France. Depuis longtemps, la police londonienne avait l'œil sur l'association à laquelle il est rattaché, et prend en ce moment des mesures énergiques pour la supprimer. »

Deux phrases, deux mensonges. Vous éprouverez la véracité de la première grâce au témoignage de vos sens : constatez que je ne suis point dans une prison belge, mais bien à mon domicile en Angleterre. D'autre part, vous devez savoir que la police anglaise a aussi peu le pouvoir de se mêler des affaires de l'Internationale, que notre Association n'en a de se mêler des affaires de la police. Et pourtant, une chose est sûre : ce rapport fera le tour de la presse du continent sans recevoir le moindre démenti, et elle ira son chemin quand

¹ En français dans le texte.

bien même je m'aviserais d'envoyer d'ici, à chacun des journaux d'Europe, une lettre circulaire.

R. - Avez-vous donc essayé de contredire ces faux rapports ?

Dr. Marx. - Oui, jusqu'à en être las. Un exemple de la grossièreté des recettes : j'ai lu dans l'un d'eux que Félix Pyat était membre de notre Association.

R. - Il ne l'est pas ?

Dr. Marx. - L'Association n'aurait guère de place pour un pareil extravagant. Il a eu un jour l'arrogance de publier, en notre nom une proclamation incendiaire; nous avons désavoué le texte, mais, disons-le en toute justice, la presse a passé le désaveu sous silence¹.

R. - Et Mazzini, est-il des vôtres ?

Le Dr Marx éclate de rire. - Ah non ! Nous n'aurions guère fait de progrès si nous n'avions dépassé la sphère de ses idées.

R. - Voilà qui me surprend. J'inclinai au contraire à lui prêter les vues les plus avancées.

Dr. Marx. - Il ne représente rien de mieux que la vieille idée d'une république petite bourgeoise. Nous ne marchons pas avec la petite bourgeoisie. Le voilà aussi loin en arrière du mouvement moderne que peuvent l'être les professeurs allemands : et pourtant, on les considère toujours, en Europe, comme les apôtres de la démocratie éclairée de l'avenir. Ils l'ont été - avant 1848, peut-être, quand en Allemagne la classe moyenne, au sens anglais du mot, atteignait à peine son propre développement. Aujourd'hui, ils sont passés en masse à la réaction, et le prolétariat ne les connaît plus.

R. - Certains ont cru voir quelque chose de positiviste dans votre organisation.

Dr. Marx. - Pas du tout. Il y a des positivistes parmi nous; il y en a qui ne sont pas des nôtres et qui n'en font pas moins du bon travail. Mais ceci n'est pas un effet de leur philosophie, qui n'entrera pour rien dans le gouvernement populaire, tel que nous le comprenons. Cette philosophie n'a d'autre souci que d'installer une hiérarchie nouvelle en place de l'ancienne.

R. - Il apparaît donc que les dirigeants du mouvement international ont dû se faire une philosophie, tout comme ils ont bâti une association.

Dr. Marx. - C'est exact. Il n'est guère concevable, par exemple, d'espérer en un succès dans notre guerre contre le capital, si nous cherchons l'inspiration de notre tactique, disons dans l'économie politique de Mill². Il a tracé le plan d'une certaine sorte de rapport entre le capital et le travail. Nous espérons montrer qu'il est possible d'en établir d'autres.

R. - Et la religion ?

¹ Le 29 juin 1868, à Londres, lors d'une soirée commémorative de l'anniversaire de l'insurrection française de juin 1848, Félix Pyat avait proposé une résolution déclarant que le devoir sacré de tout Français était d'assassiner Napoléon III. Marx était intervenu lors de la séance du Conseil général de l'AIT du 7 juillet 1868 pour dénoncer cette déclaration provocatrice.

² De l'économiste et philosophe anglais John Stuart Mill, représentant de l'économie politique classique. Il était l'un des promoteurs de l'harmonie entre le capital et le travail.

Dr. Marx. - Sur ce point, je ne saurais parler au nom de l'Association. Quant à moi, je suis athée. Pareille profession, je n'en doute pas, est surprenante en Angleterre; mais il y a quelque consolation à se dire qu'en France ou en Allemagne, on n'a pas à murmurer ces choses.

R. - Et pourtant, vous avez établi votre quartier général dans ce pays ?

Dr. Marx. - Pour des raisons bien simples : ici, le droit d'association est chose bien établie. Il existe en Allemagne, c'est certain, mais il y est entravé de mille difficultés; et en France, il n'existe plus depuis bien des années.

R. - Et aux Etats-Unis ?

Dr. Marx. - Les centres principaux de notre activité se trouvent pour le moment au sein des vieilles sociétés européennes. Jusqu'à présent, de nombreuses circonstances ont empêché les problèmes du travail de prendre une importance universelle aux Etats-Unis. Mais ces conditions disparaissent rapidement, et le problème est en passe de prendre le premier rang, car on voit croître, là-bas tout comme en Europe, une classe de travailleurs distincte de la communauté et en rupture avec le capital.

R. - Il semble que dans ce pays-ci la solution espérée, quelle qu'elle soit, puisse être obtenue sans révolution violente. Le système anglais permet l'agitation par la tribune et par la presse, jusqu'à conversion des minorités en majorités. Il y a là de quoi espérer.

Dr. Marx. - Je ne suis pas aussi optimiste que vous. La bourgeoisie anglaise a toujours accepté de bonne grâce le verdict de la majorité, tant qu'elle se réservait le monopole du droit de vote. Mais croyez-moi, aussitôt qu'elle se verra mise en minorité sur des questions qu'elle considère comme vitales, nous verrons ici une nouvelle guerre esclavagiste.

Je vous ai rapporté, tels que ma mémoire les a retenus, les principaux points de mon entretien avec cet homme remarquable. Je vous laisse le soin d'en tirer des conclusions. Complice ou non de la Commune, l'Association Internationale est une force nouvelle au sein du monde civilisé, qui devra compter avec elle, pour le meilleur ou pour le pire.

R. Landor.

7.2. Interview de Marx par le *New-York Herald*

Cette séquence reproduit l'interview accordée par Marx, **le 20 juillet 1871**, au correspondant du journal *The New-York Herald*. Nous citons ce document à partir de l'édition assurée par Maximilien Rubel dans le numéro 38 de janvier-mars 1962 de la revue *Le Mouvement social*¹. Notre citation reproduit la mise en page du journal, dont les intertitres.

New-York Herald, 3 août 1871.

L'Internationale

Le Dr. Marx et le correspondant du New-York Herald en conférence. - Commune et Communistes. - Ce qu'est l'Internationale et ce qu'elle n'est pas. - Les chefs de l'insurrection parisienne. - Pas de risque en Angleterre de guerre civile venant des travailleurs. - Idées sur la propriété. - La noblesse de l'Empire britannique contrainte à la révolte. - L'Association en Russie. - Le capital est une autre forme de travail, il lui faudra bien s'en aller. - L'Internationale en Amérique.

Londres, 20 juillet 1871. Je viens de rendre visite aujourd'hui au Dr. Karl Marx, secrétaire correspondant de l'Internationale pour l'Allemagne et la Hollande². Je l'ai trouvé chez lui, dans une coquette petite villa de Maitland Park, où il est en ce moment très occupé à accueillir et à aider les Communards échappés qui parviennent à gagner Londres, et sont pour la plupart dépourvus de tout moyen d'existence. Il s'est montré disposé à parler très librement de la Commune et de l'Internationale, et d'accord pour que ses vues soient diffusées dans les colonnes du *New-York Herald*, bien qu'il ait sévèrement critiqué le journal pour les principes qu'il avait défendus au cours de la lutte de la Commune. Ayant lu quelques-unes de mes lettres dans le *Herald*, au sujet de Dombrowski³, il souligna que j'avais bien tort de supposer que Dombrowski était le seul homme de valeur que la Commune ait produit; qu'il pourrait m'en indiquer bien d'autres aussi honnêtes et aussi courageux, bien qu'ils ne se soient pas distingués comme lui, que Woblesky (sic)⁴, par exemple, était un homme aussi capable, quoique moins versé dans les questions militaires, et qu'il avait eu la confiance de la Commune tout autant que Dombrowski. Je pus observer cependant, quand je lui demandai au cours de la conversation ses

OPINIONS SUR LES PRINCIPAUX CHEFS DE LA COMMUNE

qu'elles coïncidaient étrangement avec les miennes, telles que je les avais exprimées à plusieurs reprises dans les colonnes du *Herald* - fait qui apparut nettement au cours de la conversation qui suivit. Il m'apprit que le frère de Dombrowski⁵, qui commandait à Asnières quand les troupes versaillaises entrèrent par la Porte d'Auteuil, avait pu s'échapper et qu'il se trou-

¹ En ligne sur le site de Gallica. Les notes indiquées par le sigle MR sont extraites de cette édition.

² Marx était en réalité secrétaire-correspondant de l'Internationale pour l'Allemagne et la Russie. Pour la Hollande, cette fonction fut exercée par Charles Rochat. (MR)

³ Jaroslaw Dombrowski, révolutionnaire polonais membre de l'AIT et général de la Commune de Paris. Il sera mortellement blessé sur les barricades le 23 mai 1871.

⁴ Il s'agit précisément du militant polonais Walery Wroblewski, un des chefs de l'insurrection polonaise de 1863-1864. Délégué au Congrès de La Haye, il prendra une part active à la lutte contre les bakouninistes.

⁵ Théophile Dombrowski.

vait à Londres, en sûreté et en bonne santé, de même que Rosvelesky¹, chef d'état-major de Woblesky ainsi que beaucoup d'autres que j'ai vus au cours de ces sombres et sanglantes journées.

PAS DE RENSEIGNEMENTS SUR LES CHEFS EN FUITE

Comme je lui demandais quels chefs insurgés avaient pu s'échapper, et lesquels se trouvaient encore à Paris, il refusa de répondre; beaucoup d'entre eux, bien qu'ayant quitté Paris, n'étaient pas encore hors de danger, il ne voulait donner aux mouchards versaillais aucune indication sur l'endroit où ils pouvaient se trouver.

L'INTERNATIONALE ET LA COMMUNE

Correspondant. - L'Internationale a-t-elle joué dans le déclenchement de la Commune un rôle aussi grand qu'on l'imagine ?

Dr. Marx. - Non. On a dit et écrit beaucoup de sottises sur des projets révolutionnaires aussi profonds que vastes, qui auraient été dressés par l'Internationale; il n'y en a pas un mot de vrai. La vérité est que l'Internationale et la Commune

ONT TRAVAILLE ENSEMBLE

pendant un certain temps, parce qu'elles se sont trouvées combattre le même ennemi; mais il est absurde de dire que les chefs de l'insurrection agissaient sur des ordres reçus du Comité central² de l'Internationale de Londres. Ici, nous

N'AVONS RIEN SU DE L'ATTAQUE SUR MONTMARTRE

du 18 mars, jusqu'à ce que la ville tout entière soit tombée aux mains de la Garde nationale, et assurément nous n'avons aucun moyen de donner des ordres quand même nous l'aurions voulu. Nous laissons toujours les gens agir selon les exigences des circonstances et des événements, les soutenant seulement de nos conseils. C'est ce que nous avons fait à Paris, à cette différence qu'il nous a été impossible de donner quelque conseil que ce soit avant le fait accompli. Le gouvernement a tenté de désarmer la Garde nationale, celle-ci a chassé le gouvernement avant que l'Internationale en eût même connaissance.

LES INSTRUCTIONS DE LONDRES

Corr. - Par la suite, leur avez-vous donné des conseils ?

Dr. Marx. - Effectivement !

Corr. - Et de quelle sorte ?

Dr. Marx. - Aussitôt après l'affaire de mars, je leur ai conseillé de marcher sur Versailles, et de ne pas attendre au-delà du 25. S'ils l'avaient fait, le succès leur était assuré³. Le gouver-

¹ Une déformation du nom du révolutionnaire polonais Josef Rozwadowski, chef d'état-major de Walery Wroblewsky sous la Commune. Il était membre du Conseil général de l'AIT. Réfugié à Londres, il sera en contact étroit avec Marx qui s'efforcera de l'aider financièrement. (Cf. sa lettre du 24 juillet 1871 à Eugen Oswald, à qui il écrit : « Je vous recommande chaudement mon ami Joseph Rozwadowski. Il a été Chef d'état major du général Wroblewsky. C'est un excellent jeune homme, mais sans le sou ! Ce qu'il cherche d'abord, ce sont des cours de français à donner. Dès qu'il saura l'anglais, il pourra se mettre en quête d'une place d'ingénieur. » - C11, pp. 244-245).

² Marx parle ici du *Conseil général* de l'AIT.

³ Cf. à ce propos la lettre du 12 avril 1871 de Marx à L. Kugelmann : « Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles, un fois que Vinoy d'abord, puis la fraction réactionnaire de la Garde nationale de Paris eurent d'eux-mêmes laissé le champ libre », lui écrit-il, ajoutant : « Par scrupules de conscience, on laissa passer

nement venait de s'enfuir, tout était en désordre, tout le monde avait peur, les soldats refusaient de se battre, et la victoire était facile et sûre. Ils ont perdu là une occasion unique par manque de capacités de leurs dirigeants, et de ce jour-là, j'ai su ce qui allait se passer; je l'ai prédit au cours d'une communication à nos Comités nationaux. Si la Garde nationale avait été bien commandée, même encore en ce matin du 3 avril¹, où elle tenta la sortie sous le commandement de

BERGERET ET FLOURENS

elle aurait encore pu réussir. En premier lieu, il n'y avait vraiment pas besoin de sortir juste sous le feu des canons du Mont-Valérien et d'exposer des troupes inexpérimentées à un formidable tir d'artillerie; ils auraient pu prendre une autre route. Ce n'est pas tout; le commandant du Mont-Valérien avait promis de rester neutre, mais il avait été remplacé un autre officier deux jours avant cette sortie, et bien que Flourens en ait été évidemment averti, dans la précipitation du moment, il avait, semble-t-il, oublié ce fait d'importance, jusqu'à ce qu'il lui soit remis en mémoire par le tonnerre des canons de la forteresse².

FLOURENS, FOUGUEUX PHILANTHROPE

Corr. - Ce n'était certes pas chose à oublier pour un général.

Dr. Marx. - Général ! Il n'avait rien d'un général. C'était un républicain - un grand philanthrope - le meilleur cœur du monde; un grand savant, mais l'air complètement toqué quand il parlait politique, et pas plus capable de commander une armée que ne serait un enfant de dix ans.

LE BELLIQUEUX BERGERET

Corr. - Votre opinion sur Bergeret³ ?

Dr. Marx. - Profondément incapable. Un ambitieux, qui n'avait pour lui que ses excès. Je ne suis même pas sûr qu'il soit honnête.

Corr. - N'était-il pas membre de l'Internationale ?

Dr. Marx. - Je n'ai jamais vu son nom sur nos registres, ni entendu parler de lui avant l'affaire du 18 mars⁴. Il se peut qu'il ait été membre de l'Internationale, mais je ne le crois pas.

FUMEUX CLUSERET

Corr. - Et Cluseret ?

le moment opportun. On ne voulait pas *déclencher la guerre civile*, comme si ce méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée en tentant de désarmer Paris ! » (C11, pp. 183-184).

¹ En référence à la contre-offensive du 3 avril 1871 des communards après l'attaque, la veille, des troupes versaillaises de Mac Mahon près du Mont-Valérien. La Commune perdra deux de ses chefs militaires les plus populaires, Gustave Flourens, exécuté d'un coup de sabre, et Emile Duval fusillé sur ordre du général Vinoy.

² Sur la sortie du 3 avril 1871, M. Rubel renvoie au chapitre 12 de l'ouvrage de Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, Editions La Découverte, Paris 2000, pp. 182-189.

³ Jules Bergeret. Il a été l'un des protagonistes de la désastreuse sortie du 3 avril 1871 vers le Mont Valérien et sera incarcéré par les autorités de la Commune au motif de son comportement irresponsable lors des combats, une accusation que soutiendra Gustave Cluseret. Toutefois libéré en mai 71, il reprendra sa place au sein de la Commission de la Guerre et sera l'un des protagonistes de l'incendie de Tuileries le 24 mai 1871. Après la défaite de la Commune, il émigrera en Angleterre puis, après un séjour à Jersey, aux Etats-Unis.

⁴ Le jour de la tentative d'enlèvement par les troupes de Thiers des canons de la butte Montmartre. L'événement marque le début de la Commune de Paris. Dès le 19 mars, le Comité central de la Garde nationale est maître de la capitale.

Dr. Marx. - De Cluseret¹, j'ai quelque chose à vous dire que je ne voudrais pas voir ébruiter maintenant, car il est peut-être encore en danger. Il n'est pas et n'a jamais été membre de l'Internationale. (Ici, il me communiqua des renseignements fort intéressants sur Cluseret et sur ses liens avec la Commune, qu'il ne m'est pas permis encore de livrer au public.).

L'HONNETE ROSSEL

Corr. - Votre opinion sur Rossel², le fougueux, l'impétueux ministre de la Guerre.

Dr. Marx. - Eh bien ! Je me demande. C'était apparemment un grand ambitieux; à mon avis, honnête, puisque c'était un officier dont le mérite était reconnu et qui aurait pu avoir dans l'armée versaillaise un poste bien meilleur que celui que lui donna la Commune au début. Il a fait cependant des choses étranges. C'est probablement lui, plutôt que Bergeret, qui a conspiré contre Cluseret et provoqué son arrestation. Il l'a dénoncé en secret à de nombreux membres de la Commune; après quoi, il les a tous stupéfaits en en faisant le plus grand éloge, et il l'a soigneusement fait mettre sous clé à Mazas³.

Corr. - Voilà une histoire dont je n'avais jamais entendu parler.

Dr. Marx. - Elle est pourtant vraie. Et c'est ce double jeu qui l'a conduit à être à son tour soupçonné par la Commune. Ils le prenaient pour un hypocrite achevé.

Corr. - Mais ne soupçonnaient-ils pas tout le monde ?

Dr. Marx. - Si, probablement, à deux ou trois exceptions près. Mais on ne peut le leur reprocher, ils ont été si souvent trahis. Chaque fois la république a été renversée par les généraux en lesquels elle avait le plus confiance. Après quoi, c'est la France elle-même qui a été perdue par la trahison d'hommes comme Bazaine et Bourbaki⁴, et la stupidité d'autres comme MacMahon. Peut-on leur en vouloir d'avoir été soupçonneux ?

ASSY ALPHABETIQUEMENT

Corr. - Assy⁵ était-il membre de l'Internationale ?

Dr. Marx. - Non, il ne l'a jamais été. Mais son nom était sur la liste des clubs qui se réunissaient pendant le siège, et il n'a été élu que parce que son nom commence par un A. Quand on a établi la liste des candidats pour Paris, il en manquait un, et quand on a examiné les noms par ordre alphabétique, celui d'Assy venait dans les premiers; il a été choisi parce qu'on n'avait pas le temps de chercher plus loin. C'est un imbécile et je doute de son honnêteté. Beaucoup le considèrent comme un mouchard⁶ aux ordres du gouvernement de Versailles.

CE SOT CECILLA (sic)

Corr. - Et La Cecilla⁷ ?

¹ Gustave Cluseret, qui se rallia aux bakouninistes.

² Louis Rossel.

³ La prison Mazas où G. Cluseret sera écroué au début de mai 71 à la suite de l'évacuation du fort d'Issy. Acquitté, il en sera libéré dès le 21 mai 71.

⁴ Le général français Charles Bourbaki.

⁵ Adolphe Assi, ouvrier mécanicien français d'origine italienne. Après la défaite de la Commune, il sera déporté en Nouvelle-Calédonie.

⁶ En français dans le texte

⁷ Napoléon La Cecilia.

Dr. Marx. - Je crois que c'est non seulement un crétin, mais aussi un traître.

PITOTYABLE PYAT

Corr. - Et Félix Pyat ?

Dr. Marx. - Un grand bluffeur, et un froussard plus grand encore.

HUMANITAIRE HUGO

Corr. - Et Victor Hugo ?

Dr. Marx. - Sans aucun doute un grand poète, mais un de ces hommes toujours prêts à épouser n'importe quelle cause, pourvu qu'elle flatte leur fantaisie. On ne peut pas compter dessus.

ROCHEFORT REBELLE

Corr. - Que pensez-vous de Rochefort ?

Dr. Marx. - Rochefort¹ a de bons côtés. Il a mené une lutte courageuse contre l'Empire, et pendant la Commune, il a critiqué sévèrement les deux camps, leur assénant un nombre à peu près égal de coups; et il se les a mis, je crois, à dos à peu près également. Il faut admettre que, pour être brutales, ses critiques étaient justifiées. Cependant, c'était une espèce de bohème littéraire sans instruction aucune sauf ce qu'il avait ramassé dans les rues - un *gamin* monté en graine, rien de plus - bien qu'il ait souvent fait preuve d'une solide dose de bon sens, chose que personne ne comprend aussi bien que ses adversaires, quoi qu'ils en disent.

LES INTERNATIONAUX MEMBRES DE LA COMMUNE

Corr. - Quels étaient les membres de la Commune qui appartenaient à l'Internationale ?

Dr. Marx. - Des hommes les plus en vue de la Commune, cinq seulement étaient membres de l'Internationale : Flourens, Dombrowski, Duval, Rigault (mort aujourd'hui) et Wroblewsky (qu'on dit en fuite).

Corr. - Quels sont les principes fondamentaux de l'Internationale ?

Dr. Marx. - Répondre à cette question serait extrêmement compliqué, et prendrait probablement plus de temps que nous n'en avons. Je peux cependant vous donner quelques-unes de nos publications, qui répondront à votre question de façon plus satisfaisante et plus concise que nous ne pourrions faire en une conversation.

Il me donna alors plusieurs petits tracts et me montra le premier volume d'un ouvrage important de lui, intitulé « *Der Produktions Prozess des Kapitals* », dans lequel, dit-il, « je trouverais la question du travail et du capital longuement discutée. ». Il me prévint cependant que je trouverais le premier chapitre abstrait et difficile à comprendre, surtout pour un étranger.

¹ Victor Rochefort, marquis de son état, était un homme de lettres et journaliste français. Membre du gouvernement de défense nationale, il sera condamné à la déportation après la chute de la Commune.

Corr. - Quel est actuellement l'objet principal de vos attaques, la monarchie, ou le capitalisme - c'est-à-dire, comme vous dites, le monopole ?

Soulignons l'intérêt de la présente séquence. Marx quitte l'évocation de personnages particuliers pour développer brièvement les principes fondateurs de sa théorie du **matérialisme historique**¹.

Dr. Marx. - Les deux ! L'un est le résultat naturel de l'autre, ou plutôt tous deux appartiennent à un âge et une civilisation qui sont en voie de disparition rapide. Le système féodal, l'esclavage, la monarchie, le capitalisme, les monopoles, - tous doivent se succéder rapidement et disparaître de la surface de la terre. Le système féodal a disparu le premier, puis l'esclavage; la monarchie s'en va vite, si vite que c'est à peine si nous la considérons comme digne de nos coups; et le monopole ou capitalisme doit suivre, et suivra. Le combat sera âpre; il fera remonter en surface toute la lie de l'humanité; il emmènera à sa traîne toutes les misères que les mauvaises passions des hommes, quand on leur lâche la bride, entraînent invariablement, mais c'est nécessaire et inévitable. Le capitalisme n'en sera pas averti à temps, et il devra en subir les conséquences. En quoi la condition de l'homme qui travaille pour un dollar par jour - c'est-à-dire, qui se vend à chaque fois pour un jour, contre juste de quoi entretenir son existence - est-elle meilleure que celle de l'esclave noir qui est habillé et nourri par son maître ?

LE CAPITALISME N'EST, APRES TOUT, QU'UNE AUTRE FORME D'ESCLAVAGE

et la condition du travailleur est à peu de chose près la même dans les deux cas. Prenez les arguments de l'ancien propriétaire d'esclave des Etats du Sud de l'Amérique en faveur de l'esclavage, et vous les trouverez identiques à ceux des capitalistes et monopolistes d'aujourd'hui. « Quel droit avez-vous de forcer des nègres à travailler pour votre seul profit, alors que vous leur donnez juste de quoi vivre ? ». La réponse est toute prête : « Je les ai achetés. »

LA QUESTION AGRAIRE

« Quel droit avez-vous sur 1.000.000 d'arpents de cette terre que Dieu a donnée pour la subsistance de 1.000.000 d'hommes, alors que ces hommes meurent de faim ? ». Même réponse - « Je l'ai achetée », ou « Le Roi me l'a donnée ». Y avait-il quelqu'un qui avait le droit de vendre ? Le Roi avait-il le droit de donner ? C'est une question dont ils ne se préoccupent ni dans un cas ni dans l'autre. Mais il faut subir tout ce fatras sur le caractère sacré de la propriété privée, pendant que des hommes crèvent tout autour d'eux, de faim, de froid, de dénuement, ou bien traînent des vies de misère et d'abjection, et sont soumis à des privations qu'on ne fait même pas subir à des bêtes.

LE TRAVAIL FORCE DES ENFANTS

Le récent exposé sur les enfants qui peuvent n'avoir que quatre ans qui travaillent dans les briqueteries est au cœur du sujet. Voilà des enfants - garçons et filles de huit à dix ans - qui transportent sur leur tête quarante livres de terre sur une distance de quatorze milles par jour, qui vivent dans la boue

¹ Sur ce thème nous renvoyons aux pages de nos **fascicules 5** (en particulier le chapitre 4 consacré aux « Lettres et autres écrits sur le matérialisme historique ») et **30** (en particulier la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*).

comme des animaux, jusqu'à en perdre toute ressemblance avec cette divine forme humaine; et alors les hommes qui se sont enrichis du sang, de la sueur, de la peine, des souffrances de ces pitoyables petites créatures, songez donc que ces hommes qui se font appeler respectables, qui vont à l'église le dimanche en voiture - viendront me parler du caractère sacré de la propriété privée ! C'est ainsi que parlaient les planteurs de coton du Sud ! C'est ainsi que parlent les plus anciennes des infamies qui aient jamais fait honte à l'humanité.

PAS DE GUERRE CIVILE EN ANGLETERRE

Corr. - Envisagez-vous une guerre civile prochaine en Angleterre ?

Dr. Marx. - Nous n'avons pas l'intention de faire la guerre. Nous espérons pouvoir obtenir gain de cause légalement, par un acte du Parlement, et

LA REBELLION VIENDRA DE L'ARISTOCRATIE ET DES GENS D'ARGENT

Ce sont eux qui essaieront de faire une révolution. Mais nous avons la force du nombre. Nous aurons la force de l'intelligence et de la discipline. Qu'ils viennent à bout de nous s'ils le peuvent !

SUCCES PROCHAIN EN ANGLETERRE

Corr. - Vous espérez réussir bientôt en Angleterre ?

Dr. Marx. Plus tôt que partout ailleurs, pour cette raison que le travail et le capital sont déjà organisés selon

LE SYSTEME COOPERATIF

où le travail est fait par quantité d'ouvriers spécialisés, chacun faisant sa part, et où, à la ferme, à la fabrique, sont employées toutes sortes de machines qui épargnent du travail. Le travail est déjà coopératif. Il n'est plus besoin que de rendre les profits mutuels, en les partageant également entre ceux qui prennent part au travail, au lieu de les donner tous à un seul. A ce point de vue, le système de travail anglais est bien mieux adapté à nos vues, et aux changements qui inévitablement doivent se produire, que celui qui existe en France, où la terre, comme la fabrique est parcellisée, et où le travailleur travaille en quelque sorte tout seul.

LES REALISATIONS DU CAPITAL

Corr. - Vous considérez par conséquent les grandes concentrations de capital, de terres, de machines, où une main-d'œuvre nombreuse participe à la production d'une seule denrée ou d'une seule espèce de denrées, ou à la fabrication industrielle d'un seul article ou d'une seule espèce d'articles, comme étant plus favorable à vos idées de progrès que le système de division absolue de la propriété en petites parcelles.

Dr. Marx. - Oui; parce que la transformation se fera plus facilement. Mais je vois où vous voulez m'entraîner. Vous diriez que si le capital aide ainsi à la réalisation du progrès, il doit être lui-même une bonne chose. C'est une déclaration que je ne rejette pas complètement. Je considère

L'ETAT ACTUEL DU CAPITAL

comme l'étape d'un développement, une étape nécessaire du progrès humain, qui doit tout naturellement se résoudre elle-

même en une forme plus haute de perfection tout comme la fleur doit tomber pour donner le fruit, ou la pousse verte grandir avant que l'épi puisse mûrir. Le système actuel a mené à la construction des voies ferrées, à l'extension du commerce, au défrichement de forêts, au creusement des canaux, au percement des montages, il a mis en rapports les régions du globe les plus éloignées, pôles et antipodes.

TOUT CELA C'EST DU PROGRES,

mais au prix de quels efforts et de quelles souffrances humaines ! Maintenant que nous sommes sur la lancée, maintenant que nous n'avons plus besoin de ce système, un système injuste et cruel, nous le rejeterons, pour adopter quelque chose de meilleur et de plus noble.

LE PREMIER PAS EN ANGLETERRE

Corr. - Quelle serait votre premier pas, si vous arrivez au pouvoir au Parlement ?

Dr. Marx. Evidemment, écarter la Reine et la Chambre des Lords, et proclamer la république.

Corr. - Ensuite ?

Dr. Marx. - Ensuite, nous procéderions à la transformation de toutes les grandes propriétés, les usines et toute la terre, au profit de l'Etat qui fonctionnerait alors au service de tous les producteurs. Les frelons, ceux qui ne voudraient pas travailler n'auraient rien.

Corr. - En sommes, vous voudriez transformer le pays tout entier en une série de sociétés par actions, dirigées par un gouvernement, ou par des gouvernements élus dans ce but.

Dr. Marx. - Parfaitement.

Corr. - Pensez-vous que cela réussirait ?

Dr. Marx. - Oui. Tout aussi bien que les sociétés par actions réussissent actuellement.

OBJECTIONS

Corr. - Nous avons une certaine expérience en ce domaine, en Amérique; si un plan de ce genre avait une chance de réussir, ce serait bien chez nous. Mais nous nous sommes aperçus que toutes les fois que le gouvernement entreprenait d'exploiter un chemin de fer, un canal, une mine, ou quoi que ce soit du même genre, il le conduisait invariablement à la ruine.

Dr. Marx. - C'est possible, mais le système n'a jamais pu bénéficier encore d'un essai vraiment loyal.

Corr. - D'autre part, n'avez-vous pas remarqué que dès qu'un travailleur a amassé un peu d'argent, il s'embourgeoise, passe à l'ennemi, et commence à regarder de haut ses compagnons de la veille.

Dr. Marx. - Certes, je l'ai remarqué. Mais cela ne change rien à l'ensemble de la question. Cela ne fait que retourner les éléments de l'équation sans rien changer à la somme finale.

Corr. - Mais comment trouverez-vous des hommes qui ne le feront pas ? Comment, en un mot, trouverez-vous des hommes qui ne feront pas passer leur propre intérêt avant celui de leurs mandants ?

Dr. Marx. - Naturellement, ce serait difficile, mais il faudrait y arriver.

Corr. - A quelles sortes de propriétés pensez-vous que doive s'appliquer

LE PRINCIPE DU MUTUALISME COOPERATIF

Dr. Marx. - A toutes les sortes de propriétés qui exigent pour être exploitées au mieux la coopération : terre, forêts, voies ferrées, canaux, télégraphe, carrières, mines et usines.

Corr. - C'est-à-dire que vous les prendriez à leurs actuels propriétaires et que vous les exploiteriez au profit des véritables producteurs, en ne donnant aux propriétaires actuels que ce qu'ils pourraient gagner à la sueur de leur front ?

Dr. Marx. - Telle est bien notre doctrine.

FORCE DE L'INTERNATIONALE

Corr. - Combien de membres comptez-vous dans le monde ?

Dr. Marx. - Je dirais deux millions au minimum.

Corr. - Avez-vous une caisse bien garnie ?

PAS DE FONDS

Dr. Marx. - Non. Nous avons très peu d'argent en caisse; mais, chaque fois que nous en avons besoin, nous en trouvons toujours assez par souscriptions volontaires pour suffire à nos besoins. C'est une erreur de croire que nous disposons d'importantes sommes, toujours prêtes, pour soutenir des grèves ou fomenter des troubles entre employeurs et employés. Bien au contraire, nous décourageons

LES GREVES

sauf en cas d'absolue nécessité, parce que nous pensons qu'elles font souvent plus de mal que de bien. Quand les travailleurs sont positivement contraints de se mettre en grève, nous les aidons avec de petites sommes, mais nous ne leur en donnons jamais assez pour les encourager à la grève s'ils n'y sont pas absolument obligés. De plus, nous désapprouvons la violence, et, sauf si un gouvernement emploie la force pour nous écraser, nous espérons réussir par les moyens de la légalité.

LES COTISATIONS ANNUELLES

Corr. - Quel est le montant annuel de la cotisation que chaque membre doit payer ?

Dr. Marx. - Un penny, dont la plus grande partie est employée pour les besoins des organisations locales. Notre organisation est fort économe, cependant, et une petite somme de chaque membre, quand on la demande pour un motif particulier, fait au total une belle somme. Aucun permanent de l'Internationale ne reçoit assez pour vivre de son seul traitement. Il doit travailler par ailleurs pour subvenir à ses besoins.

L'AIDE AUX TRAVAILLEURS BELGES

Corr. - Avez-vous aidé les Belges lors de leurs récentes grèves ?

Dr. Marx. - Oui; nous leur avons envoyé à peu près cinq cents livres en tout.

L'INTERNATIONALE EN RUSSIE

Corr. - Avez-vous une solide organisation en Russie ?

Dr. Marx. Non; jusqu'à ce jour, c'est impossible. Le gouvernement ne permet rien de tel. Cependant une révolution approche en Russie, lentement mais sûrement. Il y a là-bas deux classes qui sont extrêmement mécontentes de la récente abolition du servage - les ouvriers, dont la situation n'en a pas été le moins du monde améliorée, la petite noblesse qui en a été ruinée - et ces deux éléments, lorsqu'ils auront été amenés à lutter de concert, renverseront facilement cette forme tyrannique de gouvernement, au premier tsar faible qui montera sur le trône.

L'ASSOCIATION AUX ETATS-UNIS

Corr. - Avez-vous une organisation puissante aux Etats-Unis ?

Dr. Marx. - Oui; mais nous ne nous attendons pas là-bas à des troubles violents, à moins bien sûr que quelques-uns de vos grands monopolistes du fer ou autres se mettent en tête d'employer la force pour réduire les grèves, comme ils l'ont fait en deux ou trois occasions; auquel cas, ils seront balayés comme paille par le vent.

LES BUTS DE L'ASSOCIATION EN AMERIQUE

Corr. - Quels sont les buts principaux de l'Association aux Etats-Unis ?

Dr. Marx - Emanciper le travailleur du joug des politiciens, et combattre les monopoles sous toutes les formes diverses qu'ils revêtent là-bas, surtout celle des terres publiques. Nous ne voulons plus de ces monstrueux accaparements des terres, plus de ces privilèges accordés à des compagnies de chemin de fer véreuses, plus de ces machinations pour priver le peuple de ses droits naturels au profit de quelques monopolistes arrogants. Mieux; que ces gens-là soient bien prévenus : leurs biens mal acquis leur seront ôtés, et leur fortune s'évanouira comme un rêve. Nous nous opposons également à toutes les mesures protectionnistes, qui rendent coûteux aux pauvres les produits de première nécessité, dans le seul but de remplir les poches de quelques aristocrates, qui savent comment s'y prendre pour acheter vos politiciens corrompus.

LA DESTRUCTION DES PROPRIETES PUBLIQUES NE FAIT EN AUCUN CAS PARTIE DU PROGRAMME

Corr. - Est-ce que la destruction des propriétés publiques, comme l'incendie de l'Hôtel de Ville de Paris et des Tuileries fait partie de votre programme ?

Dr. Marx. - Je ne vois pas comment vous pouvez poser pareille question. Les destructions inconsidérées de propriétés ne peuvent en aucun cas servir les intérêts des travailleurs. Les incendies des Tuileries et de l'Hôtel de Ville ont été ordonnés comme simples mesures tactiques, comme n'importe quel général peut devoir en prendre pour se défendre; exactement comme l'incendie de Moscou, le bombardement de Strasbourg, ou n'importe quelle destruction sont considérés comme un des maux nécessaires de la guerre. D'ailleurs je ne vois pas pourquoi la propriété publique devrait être tenue pour plus sacrée que la propriété privée, que M. Thiers n'a pas épargnée quand

il a fait bombarder sans la moindre raison l'avenue de la Grande Armée et les Champs-Élysées.

LES REFUGIES DE PARIS

Corr. - Naturellement, vous avez vu un grand nombre de réfugiés de Paris. En avez-vous vu un qui croie aux

PETROLEUSES ?¹

Dr. Marx. - Cette histoire est une des plus abominables machinations qu'on ait jamais inventées dans un pays civilisé. Je suis sûr que pas une femme, pas un enfant ne pourrait être accusé avec la moindre apparence de preuve d'avoir répandu du pétrole dans les maisons, ou d'avoir essayé d'incendier quelque chose; et cependant on en a fusillé des centaines pour ça, et déporté des milliers à Cayenne. Tout ce qui a pu être brûlé l'a été par des hommes.

Corr. - Je dois dire que j'en suis aussi convaincu. Je n'ai encore jamais rencontré une seule personne qui ait réellement vu une femme ou un enfant avec du pétrole. Et ces proclamations, apparues à Paris juste avant les élections et prétendant émaner de l'Internationale, ces comptes rendus de séances de Comités de l'Internationale publiés dans le Paris-Journal, étaient-ils authentiques ?

UNE HISTOIRE MONTEE PAR LES MONARCHISTES

Dr. Marx. - Pas un. Ils ont tout simplement été fabriqués par les Monarchistes, pour amener, par peur, les gens à voter pour leurs candidats. C'est dans leur manière habituelle.

PAS DE LIENS AVEC LES CARBONARI ITALIENS

Corr. - Etes-vous en rapport avec les Carbonari d'Italie ?

Dr. Marx. - Plus maintenant. Nous l'avons été, mais ils voulaient constituer une vaste association solidaire, animée par une seule volonté, un despotisme de la pire espèce : une très bonne chose pour les conspirations politiques, mais pas du tout pour une association d'hommes libres qui agissent ouvertement, et ne tentent de dissimuler ni leurs intentions ni leurs principes.

PORTRAIT DU DR. MARX

Le Dr. Marx a, je pense, entre cinquante et cinquante-cinq ans²; il a la barbe et les cheveux blancs, la moustache noire, un front fortement marqué de rides, pensif, l'allure allemande dans le visage, dans toute sa force et ses singularités, et c'est de toute évidence un homme instruit et intelligent, bien qu'il se laisse emporter par ses extravagantes utopies sur la propriété.

L'INTERNATIONALE TRES FAUSSEMENT REPRESENTEE

Mon avis est que l'Internationale a été très faussement représentée, et son importance largement surestimée. Elle n'accomplira jamais ce qu'elle espère accomplir, parce qu'il y a

¹ Cette appellation péjorative a été donnée par les journaux versaillais aux femmes du peuple qui, pendant les combats de la Commune, auraient utilisé le pétrole pour activer les incendies. Les recherches des historiens de la Commune ont démontré qu'aucune femme ne s'est vue condamnée au motif d'être une incendiaire délibérée. Ce mythe des pétroleuses faisait partie de la propagande versaillaise visant à présenter les militantes de la Commune comme des êtres barbares « contre nature ».

² Marx est né le 5 mai 1818. A cette date, il a 53 ans et quelques mois.

quelque chose au fond du cœur humain qui s'oppose profondément à ses principes. Mais elle peut faire quelque chose pour les travailleurs en les unissant, en les amenant à agir ensemble, à s'entraider et à éviter de se laisser opposer les uns aux autres au plus grand profit de leur employeur qui réduit leur salaire. Ils pourront, dans une certaine mesure, dicter leurs conditions à leurs employeurs, et fixer le prix de leur travail, mais c'est là tout ce qu'ils pourront ou ne devront jamais accomplir.

Pour ce qui est de la théorie du Dr. Marx sur l'abolition de la propriété, même le plus pauvre mécanicien des Etats-Unis ne fera jamais qu'en rire, espérant bien, lui comme tous les autres, avoir un jour du bien au soleil .

7.3. Introduction à *La Guerre civile en France*

Friedrich ENGELS

Nous dérogeons ici à notre principe de procéder « à mesure » en reproduisant l'introduction rédigée par Engels le **18 mars 1891** pour le 20^e anniversaire de la Commune de Paris¹.

*

C'est à l'improviste que j'ai été invité à faire une nouvelle édition de l'Adresse du Conseil général de l'Internationale sur *La Guerre civile en France* et à y joindre une introduction. Aussi ne puis-je ici que mentionner brièvement les points les plus essentiels.

Je fais précéder cette étude plus considérable des deux Adresses plus courtes du Conseil général sur la guerre franco-allemande. D'abord, parce que dans *La Guerre civile* on se réfère à la seconde, qui n'est pas elle-même entièrement intelligible sans la première. Ensuite parce que ces Adresses, toutes deux rédigées par Marx, sont, tout autant que *La Guerre civile*, des exemples éminents du don merveilleux dont l'auteur a fait pour la première fois la preuve dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, et qui lui permet de saisir clairement le caractère, la portée et les conséquences nécessaires des grands événements historiques, au moment même où ces événements se produisent encore sous nos yeux ou achèvent à peine de se dérouler. Et, enfin, parce que nous souffrons aujourd'hui encore en Allemagne des suites prédites par Marx de ces événements.

Est-ce qu'on n'a pas vu se réaliser la prédiction de la première Adresse : si la guerre de défense de l'Allemagne contre Louis Bonaparte dégénère en guerre de conquête contre le peuple français, toutes les misères qui se sont abattues sur l'Allemagne après les guerres dites de libération² renaîtront avec une intensité nouvelle ? N'avons-nous pas eu encore vingt autres années de domination bismarckienne, et pour remplacer les persécutions contre les démagogues³, la loi d'exception et la chasse aux socialistes, avec le même arbitraire policier, avec littéralement la même façon monstrueuse d'interpréter la loi ?

Et ne s'est-elle pas réalisée à la lettre la prédiction que l'annexion de l'Alsace-Lorraine « jetterait la France dans les bras de la Russie⁴ » et qu'après cette annexion l'Allemagne ou bien deviendrait le valet servile de la Russie, ou bien serait obligée,

¹ Nous citons à partir de « Karl Marx, La guerre civile en France 1871 », Classiques du marxisme, Editions sociales, Paris 1975, pp. 13-25.

² Les guerres des Etats allemands, la Prusse en tête, contre Napoléon Ier qui, en 1813-1814, avait annexé à la France certaines parties de l'Allemagne et avait placé le reste sous sa dépendance.

³ Les autorités gouvernementales allemandes nommaient « démagogues » les représentants des idées libérales et démocratiques de 1820 à 1840 environ.

⁴ Une citation de la deuxième Adresse du Conseil général de l'AIT rédigée par Marx, lequel avait prévu qu'après l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, la France, assoiffée de revanche, chercherait des alliés, en premier lieu auprès de la Russie : « Est-ce que les patriotes teutons, écrit-il, croient réellement que paix et liberté seront garanties à l'Allemagne en jetant la France dans les bras de la Russie ? Si la fortune des armes, l'arrogance du succès et les intrigues dynastiques conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français, il ne lui restera alors que deux partis possibles. Ou bien elle doit, à tout risque, devenir l'instrument *direct* de l'expansion russe, ou bien, après un court répit, elle devra se préparer à nouveau à une autre guerre « défensive », non pas une de ces guerres « localisées » d'invention récente, mais une *guerre de races*, une guerre contre les races latines et slaves coalisées. ».

après un court répit, de s'armer pour une nouvelle guerre, et, à vrai dire, « pour une guerre raciale contre les races latines et slaves, coalisées » ? Est-ce que l'annexion des provinces françaises n'a pas poussé la France dans les bras de la Russie ? Bismarck n'a-t-il pas vainement, pendant vingt années entières, brigué les bonnes grâces du tsar, s'abaissant à des services plus vils encore que ceux que la petite Prusse, avant qu'elle ne fût « la première puissance d'Europe », avait coutume de déposer aux pieds de la Sainte-Russie ? Et ne voit-on pas quotidiennement, suspendue au-dessus de notre tête, telle l'épée de Damoclès, la menace d'une guerre, au premier jour de laquelle tous les traités d'alliance des princes s'en iront en fumée ? D'une guerre dont rien n'est sûr que l'absolue incertitude de son issue, d'une guerre raciale qui livrera toute l'Europe aux ravages de quinze à vingt millions d'hommes armés; et si elle ne fait pas encore rage, c'est uniquement parce que le plus fort des grands Etats militaires est pris de peur devant l'imprévisibilité totale du résultat final.

Il est d'autant plus nécessaire de mettre à nouveau à la portée des ouvriers allemands ces preuves brillantes et à demi oubliées de la clairvoyance de la politique ouvrière internationale de 1870.

Ce qui est vrai de ces deux Adresses, l'est aussi de celle sur *La Guerre civile en France*. Le 28 mai, les derniers combattants de la Commune succombaient sous le nombre sur les pentes de Belleville, et deux jours après, le 30¹, Marx lisait déjà devant le Conseil général ce travail où la signification historique de la Commune de Paris est marquée en quelques traits vigoureux, mais si pénétrants, et surtout si vrais, qu'on en chercherait en vain l'équivalent dans l'ensemble de l'abondante littérature écrite sur ce sujet.

Engels évoque les luttes de classes en France depuis 1848².

Le développement économique et politique de la France depuis 1789 a fait que, depuis cinquante ans, aucune révolution n'a pu éclater à Paris sans revêtir un caractère prolétarien, de sorte qu'après la victoire le prolétariat, qui l'avait payée de son sang, entra en scène avec ses revendications propres. Ces revendications étaient plus ou moins fumeuses, et même confuses, selon le degré de maturité atteint par les ouvriers parisiens, mais, en définitive, elles visaient toutes à la suppression de l'antagonisme de classes entre capitalistes et ouvriers. Comment la chose devait se faire, à vrai dire on ne le savait pas. Mais à elle seule, si indéterminée qu'elle fût encore dans sa forme, la revendication contenait un danger pour l'ordre social établi; les ouvriers, qui la posaient, étaient encore armés; pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au prix du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte, qui se termine par la défaite de ceux-ci.

C'est en 1848 que la chose arriva pour la première fois. Les bourgeois libéraux de l'opposition parlementaire tinrent des banquets³ où ils réclamaient la réalisation de la réforme électo-

¹ C'est le 30 mai 1871 que Marx a présenté devant le Conseil général de l'AIT son exposé sur *La guerre civile en France*.

² Pour le détail sur les événements révolutionnaires de 1848 nous renvoyons aux pages de nos **fascicules 15 et 16** consacrés à l'ouvrage de Marx *Les Luttes de classes en France*.

³ En référence à la campagne des banquets menée en 1847, sous la monarchie de Juillet, par l'opposition républicaine et libérale. Elle débouchera sur la révolution de février.

rale, qui devait assurer la domination de leur parti. De plus en plus contraints, dans leur lutte contre le gouvernement, à faire appel au peuple, ils furent obligés de céder peu à peu le pas aux couches radicales et républicaines de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Mais, derrière elles, se tenaient les ouvriers révolutionnaires, et ceux-ci, depuis 1830, avaient acquis beaucoup plus d'indépendance politique que les bourgeois et même que les républicains n'en avaient idée. Quand la crise éclata entre le gouvernement et l'opposition, les ouvriers engagèrent le combat de rues. Louis-Philippe disparut, et avec lui la réforme électorale; à sa place se dressa la République, la République « sociale », comme les ouvriers victorieux la qualifièrent eux-mêmes. Ce qu'il fallait entendre par République sociale, c'est ce que personne ne savait au juste, pas même les ouvriers. Mais maintenant ils avaient des armes et ils étaient une force dans l'Etat. Aussi, dès que les bourgeois républicains qui se trouvaient au pouvoir sentirent le sol se raffermir sous leurs pieds, leur premier objectif fut-il de désarmer les ouvriers. Voici comment cela se fit : en violant délibérément la parole donnée, en méprisant ouvertement les prolétaires, en tentant de bannir les sans-travail dans une province lointaine, on les précipita dans l'Insurrection de juin 1848¹. Et comme on avait pris soin de réunir les forces suffisantes, les ouvriers, après une lutte héroïque de cinq jours, furent écrasés. On fit alors un massacre parmi les prisonniers sans défense, comme on n'en avait pas vu de pareil depuis les jours des guerres civiles qui ont préparé la chute de la République romaine. Pour la première fois, la bourgeoisie montrait jusqu'à quelle folle cruauté dans la vengeance elle peut se hausser, sitôt que le prolétariat ose l'affronter, comme classe distincte, ayant ses propres intérêts et ses propres revendications. Et pourtant 1848 ne fut encore qu'un jeu d'enfant comparé à la rage de la bourgeoisie de 1871.

Survient alors la **transition bonapartiste** qui assure la domination de la bourgeoisie industrielle et surtout affairiste.

Le châtement ne se fit pas attendre. Si le prolétariat ne pouvait pas gouverner la France encore, la bourgeoisie ne le pouvait déjà plus. Je veux dire du moins à cette époque où elle était encore en majorité de tendance monarchiste et se scindait en trois partis dynastiques² et en un quatrième républicain. Ce sont ces querelles intérieures qui permirent à l'aventurier Louis Bonaparte de s'emparer de tous les postes-clefs - armée police, appareil administratif - et de faire sauter, le 2 décembre 1851, la dernière forteresse de la bourgeoisie, l'Assemblée nationale. Le Second Empire commença, et avec lui l'exploitation de la France par une bande de flibustiers de la politique et de la finance : mais en même temps l'industrie prit aussi un essor tel que jamais le système mesquin et timoré de Louis-Philippe, avec sa domination exclusive d'une petite partie seulement de la grande bourgeoisie, n'aurait pu lui donner. Louis Bonaparte enleva aux capitalistes leur pouvoir politique, sous le prétexte de les protéger, eux, les bourgeois, contre les ouvriers, et de protéger à leur tour les ouvriers contre eux; mais, par contre, sa domination favorisa la spéculation et l'activité industrielle, bref, l'essor et l'enrichissement de toute la bourgeoisie à un point dont on n'avait pas idée. C'est cependant à un degré bien plus élevé encore que se développèrent aussi la corruption et le vol en grand, qu'on les

¹ En référence à l'insurrection ouvrière du 23 juin 1848 après la décision prise par le pouvoir bourgeois de fermer les ateliers nationaux. La dernière barricade tombera dès le 26 juin 48, vaincue par les troupes du général Cavaignac. Une lutte qui coûtera la mort de 5.000 insurgés, non comptés les 1.000 fusillés sans jugement et les nombreuses déportations en Algérie.

² Légitimistes, bonapartistes et orléanistes.

vit fleurir autour de la cour impériale et prélever sur cet enrichissement de copieus pourcentages.

Mais le Second Empire, c'était l'appel au chauvinisme français, c'était la revendication des frontières du premier Empire, perdues en 1814, ou tout au moins de celles de la première République. Un empire français dans les frontières de l'ancienne monarchie, que dis-je, dans les limites plus étriquées encore de 1815, c'était à la longue un non-sens. De là, la nécessité de guerres périodiques et d'extensions territoriales. Mais il n'était pas de conquête qui fascinât autant l'imagination des chauvins français que celle de la rive gauche allemande du Rhin. Une lieue carrée sur le Rhin leur disait plus que dix dans les Alpes ou n'importe où ailleurs. Une fois le Second Empire devenu un fait acquis, la revendication de la rive gauche du Rhin, en bloc ou par morceaux, n'était qu'une question de temps. Le temps en vint avec la guerre austro-prussienne de 1866¹; frustré par Bismarck et par sa propre politique de tergiversations des « compensations territoriales » qu'il attendait, il ne resta plus alors à Bonaparte que la guerre, qui éclata en 1870, et le fit échouer à Sedan et, de là, à Wilhemshöhe².

Soulignons **la précision** d'Engels dans son évocation des épisodes de la Commune. Nous nous sommes permis de **surligner** les dates qui scandent les événements³.

La suite nécessaire en fut la révolution parisienne du **4 septembre 1870**. L'empire s'écroula comme un château de cartes, la République fut de nouveau proclamée. Mais l'ennemi était aux portes : les armées impériales étaient ou enfermées sans recours dans Metz, ou prisonnières en Allemagne. Dans cette extrémité, le peuple permit aux députés parisiens de l'ancien Corps législatif de se constituer en « gouvernement de la Défense nationale ». Il le permit d'autant plus volontiers qu'alors, afin d'assurer la défense, tous les Parisiens en état de porter les armes étaient entrés dans la Garde nationale et s'étaient armés, de sorte que les ouvriers en constituaient maintenant la grande majorité. Mais l'opposition entre le gouvernement composé presque uniquement de bourgeois et le prolétariat armé ne tarda pas à éclater. Le **31 octobre**, des bataillons d'ouvriers assaillirent l'Hôtel de ville et firent prisonniers une partie des membres du gouvernement; la trahison, un véritable parjure de la part du gouvernement, et l'intervention de quelques bataillons de petits bourgeois, leur rendirent la liberté et, pour ne pas déchaîner la guerre civile à l'intérieur d'une ville assiégée par une armée étrangère, on laissa en fonction le même gouvernement⁴.

Enfin, le **28 janvier 1871**, Paris affamé capitulait. Mais avec des honneurs inconnus jusque-là dans l'histoire de la guerre. Les forts furent abandonnés, les fortifications désarmées, les armes de la ligne et de la garde mobile livrées, leurs soldats considérés comme prisonniers de guerre. Mais la Garde nationale conserva ses armes et ses canons et ne se mit que sur un pied d'armistice avec les vainqueurs. Et même ceux-ci n'osèrent pas faire dans Paris une entrée triomphale. Ils ne se risquèrent à occuper qu'un petit coin de Paris, et encore un coin plein de

¹ En référence à la guerre de la Prusse contre l'Autriche. La victoire de la Prusse lui permit d'entreprendre la réalisation de l'unité allemande. Napoléon III avait gardé une position de neutralité pendant ce conflit espérant de la part de Bismarck des compensations territoriales que ce dernier ne lui accordera pas.

² Le château dans les environs de Kassel où Napoléon III sera détenu après la défaite de Sedan et avant son départ pour l'Angleterre.

³ En référence au **chapitre 3 du présent fascicule**.

⁴ Avec pour compromis l'organisation prochaine d'un plébiscite qui, le 3 novembre prochain, soutiendra pleinement le Gouvernement de Défense nationale.

parcs publics, et cela pour quelques jours seulement ! Et pendant ce temps, ces vainqueurs qui durant 131 jours avaient assiégé Paris, furent assiégés eux-mêmes par les ouvriers parisiens en armes qui veillaient avec soin à ce qu'aucun « Prussien » ne dépassât les étroites limites du coin abandonné à l'envahisseur. Tant était grand le respect qu'inspiraient les ouvriers parisiens à l'armée devant laquelle toutes les troupes de l'Empire avaient déposé les armes; et les *Junkers* prussiens, qui étaient venus assouvir leur vengeance au foyer de la révolution, durent s'arrêter avec déférence devant cette même révolution armée et lui présenter les armes !

Une interprétation quelque peu gauchie, à vrai dire, de la situation militaire après la signature de l'armistice du 28 janvier 1871. Bismarck a obtenu l'Alsace et la Lorraine et il s'est entendu avec la direction bourgeoise du gouvernement français pour qu'elle puisse organiser, dès le 8 février 1871, des élections législatives nationales qui aboutiront à une majorité royaliste et réactionnaire.

Pendant la guerre, les ouvriers parisiens s'étaient bornés à exiger la continuation énergique de la lutte. Mais, maintenant qu'après la capitulation de Paris la paix allait se faire, Thiers, nouveau chef du gouvernement, était forcé de s'en rendre compte : la domination des classes possédantes - grands propriétaires fonciers et capitalistes - se trouverait constamment menacée tant que les ouvriers parisiens resteraient en armes. Son premier geste fut de tenter de les désarmer. Le **18 mars**, il envoya des troupes de ligne avec l'ordre de voler l'artillerie appartenant à la garde nationale et fabriquée pendant le siège de Paris à la suite d'une souscription publique. La tentative échoua; Paris se dressa comme un seul homme pour se défendre, et la guerre entre Paris et le gouvernement français qui siégeait à Versailles fut déclarée; le **26 mars**, la Commune était élue; le **28**, elle fut proclamée; le Comité central de la garde nationale qui, jusqu'alors, avait exercé le pouvoir, le remit entre les mains de la Commune, après avoir aboli par décret la scandaleuse « police des mœurs » de Paris. Le **30**, la Commune supprima la conscription et l'armée permanente et proclama la Garde nationale, dont tous les citoyens valides devaient faire partie, comme la seule force armée; elle remit jusqu'en avril tous les loyers d'octobre 1870, portant en compte pour l'échéance à venir les termes déjà payés, et suspendit toute vente d'objets engagés au mont-de-piété municipal. Le même jour, les étrangers élus à la Commune furent confirmés dans leurs fonctions, car « le drapeau de la Commune est celui de la République universelle ». - Le **1er avril** il fut décidé que le traitement le plus élevé d'un employé de la Commune, donc aussi de ses membres, ne pourrait dépasser 6.000 francs. Le lendemain furent décrétées la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression du budget des cultes, ainsi que la transformation de tous les biens ecclésiastiques en propriété nationale; en conséquence, le **8 avril**, on ordonna de bannir des écoles tous les symboles, images, prières, dogmes religieux, bref « tout ce qui relève de la conscience individuelle de chacun », ordre qui fut réalisé peu à peu. - Le **5**, en présence des exécutions de combattants de la Commune prisonniers, auxquelles procédaient quotidiennement les troupes versaillaises, un décret fut promulgué, prévoyant l'arrestation d'otages, mais il ne fut jamais exécuté¹. - Le **6**, le 137^e bataillon de la garde nationale alla chercher la guillotine et la brûla publiquement, au milieu de la joie populaire. - Le **12**, la Commune décida de renverser la colonne Vendôme, symbole du chauvinisme et de l'excitation des peuples à la discorde, que Napoléon avait fait couler, après la guerre de 1809, avec les canons conquis. Ce qui fut fait le **16 mai**. - Le **16 avril**, la Commune

¹ Il le sera, à vrai dire, au cours de la semaine sanglante.

ordonna un recensement des ateliers fermés par les fabricants et l'élaboration de plans pour donner la gestion de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillaient jusque-là et devaient être réunis en associations coopératives, ainsi que pour organiser ces associations en *une seule* grande fédération. - Le **20**, elle abolit le travail de nuit des boulangers, ainsi que les bureaux de placement, monopolisés depuis le Second Empire par des individus choisis par la police et exploités d'ouvriers, de premier ordre; ces bureaux furent affectés aux mairies des vingt arrondissements de Paris. - Le **30 avril**, elle ordonna la suppression des monts-de-piété, parce qu'ils constituaient une exploitation privée des ouvriers et étaient en contradiction avec le droit de ceux-ci à leurs instruments de travail et au crédit. - Le **5 mai**, elle décida de faire raser la chapelle expiatoire élevée en réparation de l'exécution de Louis XVI.

Ainsi, à partir du 18 mars, apparut, très net et pur, le caractère de classe du mouvement parisien qu'avait jusqu'alors relégué à l'arrière-plan la lutte contre l'invasion étrangère. Dans la Commune ne siégeaient presque que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers; ses décisions avaient de même un caractère nettement prolétarien. Ou bien elle décrétait des réformes, que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de ce principe que, *en face de l'Etat*, la religion n'est qu'une affaire privée; ou bien elle promulguait des décisions prises directement dans l'intérêt de la classe ouvrière et qui, pour une part, faisaient de profondes entailles dans le vieil ordre social. Mais tout cela, dans une ville assiégée, ne pouvait avoir au plus qu'un commencement de réalisation. Et, **dès les premiers jours de mai**, la lutte contre les troupes toujours plus nombreuses du gouvernement de Versailles absorba toutes les énergies.

Le **7 avril**, les Versaillais s'étaient emparés du passage de la Seine, à Neuilly, sur le front ouest de Paris; par contre, le **11**, sur le front sud, ils furent repoussés avec des pertes sanglantes par une attaque du général Eudes. Paris était bombardé sans arrêt, et cela par les mêmes gens qui avaient stigmatisé comme sacrilège le bombardement de cette ville par les Prussiens. Ces mêmes gens mendiaient maintenant, auprès du gouvernement prussien, le rapatriement accéléré des soldats français prisonniers de Sedan et de Metz, pour leur faire reconquérir Paris. L'arrivée graduelle de ces troupes donna aux Versaillais, à partir du début de mai, une supériorité décisive. Cela apparut dès le **23 avril**, quand Thiers rompit les négociations entamées sur proposition de la Commune et visant à échanger l'archevêque de Paris et toute une série d'autres curés retenus comme otages, contre le seul Blanqui, deux fois élu à la Commune, mais prisonnier à Clairvaux. Et cela se fit sentir plus encore dans le changement de ton du langage de Thiers; jusqu'à ce moment atermoyant et équivoque, il devint tout d'un coup insolent, menaçant, brutal. Sur le front sud, les Versaillais prirent, le **3 mai**, la redoute du Moulin-Saquet, le **9**, le fort d'Issy, totalement démoli à coups de canon, le **14**, celui de Vanves. Sur le front ouest, ils s'avancèrent peu à peu jusqu'au rempart même, s'emparant de nombreux villages et bâtiments contigus aux fortifications. Le **21**, ils réussirent à pénétrer dans la ville par trahison et du fait de la négligence du poste de la garde nationale. Les Prussiens qui occupaient les forts du Nord et de l'Est laissèrent les Versaillais s'avancer par le secteur du nord de la ville qui leur était interdit par l'armistice, leur permettant ainsi d'attaquer sur un large front que les Parisiens devaient croire protégé par la convention et n'avaient de ce fait que faiblement garni de troupes. Aussi n'y eut-il que peu de résistance dans la moitié ouest de Paris, dans la ville de luxe proprement dite. Elle se fit plus

violente et tenace, à mesure que les troupes d'invasion approchaient de la moitié est, des quartiers proprement ouvriers. Ce n'est qu'après une lutte de huit jours que les derniers défenseurs de la Commune succombèrent sur les hauteurs de Belleville et de Ménilmontant, et c'est alors que le massacre des hommes, des femmes et des enfants sans défense, qui avait fait rage toute la semaine, et n'avait cessé de croître, atteignit son point culminant. Le fusil ne tuait plus assez vite, c'est par centaines que les vaincus furent exécutés à la mitrailleuse. Le Mur des fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, où s'accomplit le dernier massacre en masse, est aujourd'hui encore debout, témoin à la fois muet et éloquent de la furie dont la classe dirigeante est capable dès que le prolétariat ose se dresser pour son droit. Puis, lorsqu'il s'avéra impossible d'abattre tous les Communards, vinrent les arrestations en masse, l'exécution de victimes choisies arbitrairement dans les rangs des prisonniers, la relégation des autres dans de grands camps en attendant leur comparution devant les conseils de guerre. Les troupes prussiennes, qui campaient autour de la moitié nord de Paris, avaient l'ordre de ne laisser passer aucun fugitif, mais souvent les officiers fermèrent les yeux quand les soldats écoutaient plutôt la voix de l'humanité que celle de leur consigne; et en particulier il faut rendre cet hommage au corps d'armée saxon qui s'est conduit d'une façon très humaine et laissa passer bien des gens, dont la qualité de combattant de la Commune était évidente.

*
* *

Engels engage sa conclusion par une **évaluation historique de la politique de la Commune**, avec toute la distance que lui permettent les 20 années qui ont passé.

Si, aujourd'hui, vingt ans après, nous jetons un regard en arrière sur l'activité et la signification historique de la Commune de Paris de 1871, il apparaît qu'il y a quelques additions à faire à la peinture qu'en a donnée *La Guerre civile en France*.

Il évoque notamment **les réserves de la Commune à l'égard de la Banque de France**.

Les membres de la Commune se répartissaient en une majorité de blanquistes, qui avait déjà dominé dans le Comité central de la Garde nationale et une minorité : les membres de l'Association internationale des travailleurs, se composant pour la plupart de socialistes proudhoniens. Dans l'ensemble, les blanquistes n'étaient alors socialistes que par instinct révolutionnaire, prolétarien; seul un petit nombre d'entre eux était parvenu, grâce à Vaillant¹, qui connaissait le socialisme scientifique allemand, à une plus grande clarté de principes. Ainsi s'explique que, sur le plan économique, bien des choses aient été négligées, que, selon notre conception d'aujourd'hui, la Commune aurait dû faire. Le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. Ce fut d'ailleurs une lourde faute politique. La Banque aux mains de la Commune, cela valait mieux que dix mille otages. Cela signi-

¹ Le blanquiste Édouard Vaillant. Ingénieur et médecin de profession, il a été membre du Conseil général de l'AIT de 1871 à 1872 et délégué à la Conférence de Londres de 1871. Il a été l'un des signataires du manifeste du Comité central républicain des vingt arrondissements et l'un des rédacteurs de l'Affiche rouge du 6 janvier 1871. Elu au Conseil de la Commune, il devient, en avril 1871, délégué à l'instruction publique.

fiait toute la bourgeoisie française faisant pression sur le gouvernement de Versailles pour conclure la paix avec la Commune. Mais le plus merveilleux encore, c'est la quantité de choses justes qui furent tout de même faites par cette Commune composée de blanquistes et de proudhoniens. Il va sans dire que la responsabilité des décrets économiques de la Commune, de leurs côtés glorieux ou peu glorieux, incombe en première ligne aux proudhoniens, comme incombe aux blanquistes celle de ses actes et de ses carences politiques. Et dans les deux cas l'ironie de l'histoire a voulu, - comme toujours quand des doctrinaires arrivent au pouvoir, - que les uns comme les autres fissent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école.

Sa critique se porte ensuite vers l'activité des **proudhoniens**.

Proudhon, le socialiste de la petite paysannerie et de l'artisanat, haïssait positivement l'association. Il disait d'elle qu'elle comportait plus d'inconvénients que d'avantages, qu'elle était stérile par nature, voire nuisible, parce que mettant une entrave à la liberté du travailleur; dogme pur et simple, improductif et encombrant, contredisant tout autant la liberté du travailleur que l'économie de travail, ses désavantages croissaient plus vite que ses avantages; en face d'elle, la concurrence, la division du travail, la propriété privée restaient, selon lui, des forces économiques. Ce n'est que pour les cas d'exception - comme Proudhon les appelle - de la grande industrie et des grandes entreprises, par exemple les chemins de fer, que l'association des travailleurs ne serait pas déplacée (voir *Idée générale de la révolution*, 3e étude).

En 1871, même à Paris, ce centre de l'artisanat d'art, la grande industrie avait tellement cessé d'être une exception que le décret de loin le plus important de la Commune instituait une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais aussi réunir toutes ces associations dans une grande fédération; bref, une organisation qui, comme Marx le dit très justement dans *La Guerre civile*, devait aboutir finalement au communisme, c'est-à-dire à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon. Et c'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme. Cette école a aujourd'hui disparu des milieux ouvriers français; c'est maintenant la théorie de Marx qui y règne sans conteste, chez les possibilistes pas moins que chez les « marxistes ». Ce n'est que dans la bourgeoisie « radicale » qu'on trouve encore des proudhoniens.

Des proudhoniens et des **blanquistes**.

Les choses n'allèrent pas mieux pour les blanquistes. Élevés à l'école de la conspiration, liés par la stricte discipline qui lui est propre, ils portaient de cette idée qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés était capable, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais aussi, en déployant une grande énergie et de l'audace, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la rassembler autour de la petite troupe directrice. Pour cela, il fallait avant toute autre chose la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire. Et que fit la Commune qui, en majorité, se composait précisément de blanquistes ? Dans toutes ses proclamations aux Français de la pro-

vince, elle les conviait à une libre fédération de toutes les communes françaises avec Paris, à une organisation nationale qui, pour la première fois, devait être effectivement créée par la nation elle-même. Quant à la force répressive du gouvernement naguère centralisé : l'armée, la police politique, la bureaucratie, créée par Napoléon en 1798, reprise depuis avec reconnaissance par chaque nouveau gouvernement et utilisée par lui contre ses adversaires, c'est justement cette force qui, selon les blanquistes, devait partout être renversée, comme elle l'avait déjà été à Paris.

Il termine son exposé par une pertinente évocation de **la domination de l'appareil d'Etat**. Sa principale référence, observons-le, vise l'évolution corruptive de l'appareil d'Etat d'Amérique du Nord.

La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'Etat; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer le vieil appareil d'oppression jusqu'alors employé contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables. En quoi consistait, jusqu'ici, le caractère essentiel de l'Etat ? La société avait créé, par simple division du travail à l'origine, ses organes propres pour veiller à ses intérêts communs. Mais, avec le temps, ces organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'Etat, s'étaient transformés, en servant leurs propres intérêts particuliers, de serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci. On peut en voir des exemples, non seulement dans la monarchie héréditaire, mais également dans la république démocratique. Nulle part les « politiciens » ne forment dans la nation un clan plus isolé et plus puissant qu'en Amérique du Nord, précisément. Là, chacun des deux grands partis qui se relaient au pouvoir, est lui-même dirigé par des gens qui font de la politique une affaire, spéculent sur les sièges aux assemblées législatives de l'Union comme à celles des Etats, ou qui vivent de l'agitation pour leur parti et sont récompensés de sa victoire par des places. On sait assez combien les Américains cherchent depuis trente ans à secouer ce joug devenu insupportable, et comment, malgré tout, ils s'embourbent toujours plus profondément dans ce marécage de la corruption. C'est précisément en Amérique que nous pouvons le mieux voir comment le pouvoir d'Etat devient indépendant vis-à-vis de la société, dont, à l'origine, il ne devait être que le simple instrument. Là, n'existent ni dynastie, ni noblesse, ni armée permanente (à part la poignée de soldats commis à la surveillance des Indiens), ni bureaucratie avec postes fixes et droits à la retraite. Et pourtant nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir de l'Etat et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées; et la nation est impuissante en face de ces deux grands cartels de politiciens qui sont soi-disant à son service, mais, en réalité, la dominant et la pillent.

C'est contre cette tendance organique que la Commune de Paris a lutté en installant les conditions **d'une dictature du prolétariat**¹ entendue comme le démantèlement de la machine d'Etat répressive et comme l'expression d'une **véritable démocratie populaire**.

Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régi-

¹ Observons que le vocable **comme tel** n'est pas requis par Marx dans son exposé.

mes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât était de 6.000 francs. Ainsi on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans parler de la décision supplémentaire d'imposer des mandats impératifs aux délégués aux corps représentatifs.

Cette destruction de la puissance de l'Etat tel qu'il était jusqu'ici et son remplacement par un pouvoir nouveau, vraiment démocratique, sont dépeints en détail dans la troisième partie de *La Guerre civile*. Mais il était nécessaire de revenir ici brièvement sur quelques-uns de ses traits, parce que, en Allemagne précisément, la superstition de l'Etat est passée de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie et même dans celle de beaucoup d'ouvriers. Dans la conception des philosophes, l'Etat est « la réalisation de l'Idée¹ » ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelles se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'Etat et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses autorités dûment établies. Et l'on croit déjà avoir fait un pas d'une hardiesse prodigieuse, quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on jure par la république démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par un autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.

Londres, pour le 20e anniversaire de la Commune de Paris. 18 mars 1891.

Friedrich ENGELS.

¹ Au sens hégélien du terme.

Karl Marx et Friedrich Engels : tranches vie.

14. L'année 1871

Travaux au sein du Conseil général de l'AIT¹ – La Commune de Paris – Publication de *La Guerre civile en France* - Controverses avec la presse bourgeoise.

- 03.01.71 Marx propose au Conseil général de l'AIT² d'organiser une collecte en faveur des membres du Parti Social Démocrate, dont Wilhelm Liebknecht, August Bebel et Adolf Hepner qui ont été arrêtés le 17 septembre 1870 à Leipzig par les autorités prussiennes pour haute trahison, au motif que le *Volkstaat* qu'ils dirigeaient constituait un danger en temps de guerre.
- Engels se trouve nommé, fût-ce provisoirement, comme secrétaire-correspondant pour la Belgique. Une désignation qui avait été annoncée par César De Paepe lors du récent 6^e congrès des sections belges.
- 13.01.71 Marx informe Natalie Liebknecht que le Conseil général de l'AIT a ouvert une collecte de soutien pour les familles des patriotes qui ont été inculpés par le gouvernement prussien³.
- 16.01.71 Marx s'adresse au rédacteur du *Daily News* de Londres pour exprimer sa réprobation devant l'arrestation d'August Bebel et de Wilhelm Liebknecht « tout simplement parce qu'ils avaient osé remplir leur devoir de députés allemands, c'est-à-dire protester au Reichstag contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, voter contre de nouveaux crédits de guerre, exprimer leur sympathie envers la République française et dénoncer la tentative de transformer l'Allemagne en une vaste caserne prussienne. Pour avoir exprimé les mêmes opinions, les membres du Comité social-démocrate de Brunswick sont traités, depuis le début de septembre dernier, comme des galériens et sont toujours sous le coup de poursuites pour haute trahison qui ressortissent à la farce. ».
- 17.01.71 Marx intervient devant le Conseil général de l'AIT sur le récent meeting qui s'est tenu, le 6 et 10 janvier 71, à St James Hall, en faveur de la reconnaissance par la Grande-Bretagne de la République française et de la prochaine visite à Londres de Jules Favre. S'opposant à l'avis favorable de George Odger en faveur de Jules Favre, il rappelle

¹ Pour le détail des activités de Marx (et d'Engels) au sein du *Conseil général de l'Internationale* de cette année 1871, nous renvoyons au **chapitre 3 de notre fascicule 41**.

² *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 89.

³ C11, p. 133. Natalie Liebknecht remerciera Marx pour cette collecte dès le 18 janvier 71.

⁴ C11, p. 136. Le *Daily News* du 19 janvier publiera cette lettre sous le titre "La liberté de la presse et de la parole en Allemagne".

le rôle particulièrement réactionnaire joué par ce dernier lors des événements de 1848¹.

- 18.01.71 Marx informe Hermann Jung de son intervention critique devant le *Conseil général* de l'AIT du 17 janvier sur le passé politique particulièrement réactionnaire de Jules Favre. Il insiste : « Jules Favre a été l'un des plus célèbres serviteurs du *régime de terreur* infligé à la classe ouvrière après l'insurrection de Juin. Il a soutenu toutes les lois infâmes qui furent promulguées alors pour interdire le droit de réunion, de coalition et de liberté de la presse². ».
- 19.01.71 Parution dans le *Daily News* de l'article de Marx « La liberté de la presse et de discussion en Allemagne ».
- 21.01.71 Marx s'adresse à Siegfried Meyer, à New York, pour lui signifier ses distances personnelles à l'égard de la formation aux Etats-Unis d'un Comité central de l'AIT : « La formation du soi-disant comité central de New York n'a absolument pas été de mon goût. ».
- Il note au passage : « Depuis le début de 1870, j'ai dû me mettre moi-même à l'étude du russe, que je lis maintenant à peu près couramment. La raison en est qu'on m'avait envoyé de Pétersbourg le livre important de Flerovski sur *La situation de la classe ouvrière (paysans surtout) en Russie* et que je voulais connaître aussi les (fameux) ouvrages de Tchernychevski (qui lui ont valu d'être condamné depuis sept ans à travailler dans les mines de Sibérie). Le butin que j'en ramène mérite la peine qu'a un homme de mon âge à s'assimiler une langue tellement à l'écart des branches linguistiques classiques, germaniques et romanes³. ».
- 24.01.71 Engels propose de mettre à l'ordre du jour du Conseil général de l'AIT un avis sur le meeting de masse qui s'est tenu à Trafalgar Square, le 23 janvier, en vue d'une intervention britannique pour mettre fin à la guerre franco-prussienne. Pour sa part, John Weston exprime son désaccord sur la publication des propos tenus par Marx sur Jules Favre lors de la dernière séance du Conseil.
- 04.02.71 Marx commente à l'adresse de Ludwig Kugelmann les récents événements français : il se livre à une sévère critique de la politique de Jules Favre qui vient de signer à Versailles, le 26 janvier dernier, la convention d'armistice avec Bismarck⁴.
- Un propos qu'il redit⁵ le même jour à l'adresse de Paul Lafargue qui se trouve à Bordeaux.
- 13.02.71 Engels s'adresse en sa qualité de secrétaire-correspondant (par intérim⁶) au Conseil fédéral espagnol de l'AIT. Il écrit notamment : « Les relations fondamentales du travail au capital étant partout les mêmes, et le fait de la domination politique des classe possédantes sur les classes exploitées existant partout, les principes et le but de la politique prolétaire seront identiques, au moins dans tous les pays occidentaux. Les classes possédantes, aristocrates fonciers et bourgeois, tiennent en servitude le peuple travailleur, non seulement par la puissance de leurs richesses, par la simple exploitation du travail par le capital, mais aussi par la force de l'Etat, par l'armée, la bureaucratie, les tribunaux. Ce serait abandonner un des plus puissants moyens d'action, et surtout d'organisation et de propagande, que de renoncer de combattre nos adver-

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 92-93. Lors de la réunion du 24 janvier 71 du Conseil général, John Weston exprimera son désaccord sur la publication des propos tenus par Marx sur Jules Favre.

² C11, p. 138

³ C11, p. 140.

⁴ C11, pp. 144-148.

⁵ Presque mot pour mot...

⁶ En remplacement provisoire d'Auguste Serrailleur.

saies sur le terrain politique¹. ».

18.02.71 Engels publie dans la *Pall Mall Gazette* le dernier article de la série qu'il a commencé à faire paraître dès juillet 1870 sous le titre « Notes sur la guerre ». Ces articles, au nombre de 40, comptent parmi ses plus importants écrits militaires².

19.02.71 Marx rencontre Auguste Serrailier qui est de retour de Paris et qui l'informe de la situation en France.

A. Serrailier souligne que Félix Pyat a refusé de publier la seconde Adresse de l'AIT sur la guerre franco-prussienne. Sa principale critique vise surtout le comportement d'Henri Tolain et d'André Murat : « Ces hommes, *déclare-t-il*, doivent être mis en accusation devant le prochain Congrès et je sera là pour fournir les preuves³. ».

02.03.71 Marx reprend contact avec Natalie Liebknecht à propos du récent envoi d'un soutien financier dont sa correspondante l'avait remercié, lui demandant toutefois que le reçu ne soit pas établi au nom de l'AIT en raison des risques lors du procès⁴. Il lui précise : « Les secours malheureusement très modiques que je vous ai envoyés pour les familles des détenus ne provenaient absolument pas de fonds pour de tels buts. Le Conseil général a été simplement désigné par les souscripteurs comme « garant » de la bonne expédition. D'ailleurs point n'est besoin d'un nouvel accusé de réception⁵. »

Il évoque au passage la lettre qu'Engels et lui ont adressée au Comité du Parti ouvrier social-démocrate de Brunswick, le 22 août 1870, une lettre dans laquelle ils précisaient leur position sur la guerre franco-prussienne. Il fait observer que cette lettre « n'a été écrite *ni au nom ni par ordre du Conseil général* (...) je ne m'y exprime jamais qu'en mon nom. ».

Un détail assurément, mais qui peut avoir son importance dans le cadre du procès intenté à Wilhelm Liebknecht.

07.03.71 Marx informe le Conseil de l'AIT d'une lettre reçue de Bordeaux selon laquelle Benoît Malon agit dans l'intérêt de l'Association mais « Tolain a des accointances avec la bourgeoisie et considère que l'Internationale pourrait adopter une dénomination plus modérée car le nom actuel pourrait faire du tort⁶. ».

Il donne ensuite lecture d'une correspondance de New York signée par F-A Sorge, lequel annonce la tenue d'un prochain Congrès des sections de l'Amérique du Nord.

Il est chargé par le Conseil de poursuivre la correspondance.

10.03.71 Engels communique avec Friedrich Moll et Karl Klein (qui avait fondé à Solingen une coopérative d'articles en fer et en acier).

Il commente bien sûr la situation politique : « Pour les travailleurs allemands commence maintenant une période difficile; il semble entendu qu'ils seront la victime désignée dont le sacrifice servira la réconciliation des hobereaux et de la bourgeoisie. Mais ça ne fait rien. Le mouvement ouvrier est devenu trop puissant en Allemagne aussi pour être brisé par de simples stratagèmes prussiens. Au contraire, les persécutions auxquelles nous devons maintenant nous attendre nous renforceront. (...) En tout cas, par leur comportement exemplaire, les ouvriers allemands ont prouvé pendant la guerre qu'ils savent de quoi il retourne et que, de tous les partis, ils sont les seuls à avoir une vision juste

¹ C11, p. 154.

² L'ensemble de ces articles se trouve (en anglais) aux pages 9-247 du volume 22 des *Marx Engels Collected Works*. La traduction française paraîtra en 2008 aux éditions *Science Marxiste* sous le titre "*Friedrich Engels, Notes sur la guerre franco-allemande de 1870-1871*".

³ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 125.

⁴ Les lois allemandes sur les associations internationales interdisaient en effet au Parti social-démocrate toute adhésion collective à l'AIT.

⁵ C11, pp. 156-157.

⁶ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 127.

de l'histoire de notre temps, tandis que les bourgeois se sont totalement laissé emporter par l'ivresse de la victoire. ».

Il termine par ce propos : « J'habite ici à Londres depuis 5 mois. Je doute que vous puissiez continuer à appartenir à l'Association internationale des travailleurs autrement qu'en principe, car il semble qu'on veuille faire un crime de l'appartenance à cette association en Allemagne. Quoi qu'il en soit, vous pouvez être sûrs qu'en tout état de cause nous veillerons ici pour que la cohésion de tout le prolétariat européen et américain telle qu'elle est amorcée depuis 7 ans ne se disloque plus. Et c'est là le principal¹. ».

Il s'adresse le même jour à son frère Rudolf, et commente divers aspects de l'entreprise familiale.

Une position anti-russe qu'Engels partage pleinement avec Marx.

S'agissant de la situation prussienne, il déclare : « Quand vous dites que les sympathies manifestées ici pour la France (et maintenant répandues pour ainsi dire dans le monde entier) viennent de ce que la France a pris la plus grande dégelée, je n'en suis pas sûr. Une chose est certaine en tout cas : si, à une occasion ultérieure, les Prussiens prennent à leur tour une dégelée (ce qui n'est pas si improbable), ils ne seront pas objet de sympathie, mais objet de risée. C'est que vous ne voyez pas plus loin que le bout de votre nez; la gueule de bois succèdera à l'ivresse de la victoire, vous ne perdrez rien pour attendre, et alors vous ne serez pas précisément fiers de vous. Avec toute votre puissance et votre splendeur, vous serez « olmützés » comme avant; Olmütz² a été décidé à Varsovie, où votre suzerain, l'empereur de Russie, vous a ordonné de courber l'échine devant l'Autriche et le Bundestag, et maintenant que vous vous êtes fait pour de longues années une ennemie de la France (qui, pourtant, est à vos frontières), la Russie est votre unique protecteur et elle vous fera bientôt payer sa protection. Vous êtes plus que jamais sous la domination russe³. ».

mi-mars Engels envoie au rédacteur de la *Pall Mall Gazette* de Londres un long commentaire sur l'alliance entre la Russie et la Prusse « entre, écrit-il, les deux grandes monarchies militaires du continent⁴. »

20.03.71 Marx et Engels adressent une note rectificative au rédacteur du *Times* de Londres pour dénoncer des propos purement inventés par le *Paris-Journal*⁵ qui avait publié, le 14

¹ C11, pp. 159-160.

² En référence avec la fameuse "reculade d'Olmütz" du 29 novembre 1850, l'empereur russe Nicolas Ier ayant donné son appui à l'Autriche. Pour le détail sur l'histoire de la *Confédération germanique*, nous renvoyons au chapitre 5.2. de **notre fascicule 32**.

³ C11, p. 162.

⁴ C11, pp. 162-166.

⁵ Un quotidien réactionnaire publié à Paris par le journaliste légitimiste Henri de Pène, partisan des "Amis de l'ordre". Marx en parle comme de l'"un de ces journaux de mauvais lieu couvés dans l'égout impérialiste". (Cf. sa lettre à la rédaction du "Werker" du 31 mars 71. C11, p. 174)

mars, visant Marx, un article intitulé « Le Grand Chef¹ de l'Internationale ». Le *Times* avait repris une partie de ces fausses informations qui visaient à susciter des controverses au sein de l'AIT entre Français et Allemands.

- 21.03.71 Le Conseil général de l'AIT débat au sujet d'informations calomnieuses parues dans la presse anglaise à propos d'une prétendue exclusion des Allemands par les membres parisiens de l'AIT. Engels donne ensuite une description de l'état des choses à Paris. On se trouve dans le contexte de la proclamation de la Commune après la tentative par A. Thiers de reprendre les canons de la butte Montmartre².
- 22.03.71 Nouvelle communication de Marx au rédacteur du *Times*. Elle concerne des informations calomnieuses parues dans la presse anglaise au sujet notamment d'une prétendue exclusion des Allemands de l'AIT. « Cette déclaration, *lit-on*, est le contre-pied exact des faits. Ni le Conseil fédéral de notre association à Paris, ni aucune des sections parisiennes qu'il représente n'ont jamais adopté aucune résolution de ce genre⁴. ». La lettre est signée par J. George Eccarius au nom du Conseil général en sa séance du 21 mars³.
- 23.03.71 Marx communique à la rédaction du *Volkstaat* de Leipzig⁵ les récentes mises au point qu'il vient d'adresser à la presse anglaise. Il termine sa lettre par ces mots : « Il est dans la nature des choses que les hauts dignitaires et les classes dirigeantes de la vieille société, qui ne peuvent maintenir leur pouvoir et l'exploitation des masses populaires que par les guerres *nationales* et les antagonismes *nationaux*, reconnaissent dans l'*Association internationale des travailleurs* leur commun adversaire. Pour l'anéantir, tous les moyens sont bons⁶. ». Marx écrit ce même jour à Paul Lafargue⁷ pour l'informer de ces incidents journalistiques.
- 30.03.71 Marx informe Peter Imandt des mêmes événements.
- 31.03.71 A la demande de Philippe Coenen, secrétaire de rédaction de l'hebdomadaire anversois *De Werker*⁸, Marx lui adresse une note sur les mêmes événements. Il termine son message par ces mots : « Aux yeux de ces honnêtes souteneurs de la religion, de l'ordre, de la famille et de la propriété, le crime de faux n'est même pas une peccadille⁹. ».
- 03.04.71 Jenny, la fille de Marx, adresse à Ludwig Kugelmann une correspondance d'un ton plutôt sévère en réponse à une interrogation de ce dernier sur la santé et la poursuite

¹ En référence malveillante au titre de *Hauptchef* dont Wilhelm Sieber, le chef de la police politique prussienne, avait qualifié Julien Cherval lors du procès des communistes de Cologne en 1852.

² *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 139-141.

³ C11, pp. 167-168

⁴ La presse faisait en fait la confusion entre l'AIT et la récente formation à Paris d'une « Ligue anti-allemande » à l'initiative de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie.

⁵ Le journal de W. Liebknecht.

⁶ C11, p. 170.

⁷ Qui se trouve à Bordeaux.

⁸ Lequel a été l'organe de la section flamande de l'AIT de 1868 à 1874.

⁹ C11, p. 174.

des travaux de son père¹.

Elle lui écrit notamment : « Vous me chapitrez sur la nécessité de voir le Maure mener à terme sa grande œuvre et remplir sa mission. Rassurez-vous, mon cher ami, je n'ai pas besoin d'un tel encouragement : le petit doigt de mon père m'est bien plus précieux que tous les livres qui ont été ou seront jamais écrits. (...) Notre exil, les années d'isolement etc., etc., sont des sacrifices à la noble cause du prolétariat et je ne les regrette pas. Mais j'avoue néanmoins qu'il me reste encore certaines faiblesses humaines et que la santé de mon père m'est plus précieuse que l'achèvement du second volume du *Capital* dont, soit dit en passant, la « grande » nation allemande n'a même pas daigné lire le premier volume². ».

- 04.04.71 Engels annonce au Conseil général de l'AIT que Wilhelm Liebknecht et August Bebel ont été libérés. Ils sont placés en fait en liberté provisoire jusqu'au procès qui se tiendra en mars 1872.
- 05.04.71 Engels s'adresse à son tour à Philippe Coenen à Anvers. Son propos concerne surtout la grève des cigariers de la ville dont le Conseil central de l'AIT a récemment débattu³. Il envoie, le même jour, à W. Liebknecht un article sur la grève des cigariers anversoises en vue de sa publication dans le *Volksstaat*.
- 06.04.71 Marx écrit à Wilhelm Liebknecht et se réjouit de sa récente libération⁴, laquelle « a été accueillie, ici, au Comité central, par des transports de joie ». Il l'avertit : « Tu ne dois pas croire un traître mot de tous les bobards que tu trouves dans les journaux sur ce qui se passe à l'intérieur même de Paris. Tout n'est que pur mensonge. Jamais la bassesse des écrivassiers de la presse bourgeoise ne s'est exprimée avec plus d'éclat. ».

Et il ajoute une sévère critique du comportement pangermaniste de Karl Blind à Londres : « Il a été le premier à revendiquer l'Alsace et la Lorraine. Il a eu l'aplomb de nier jusqu'au grand passé révolutionnaire du peuple de France. Ce jean-foutre a même osé mettre les travailleurs d'ici en garde contre une prise de position en faveur de la France et contre la Prusse, qui pourrait leur attirer l'hostilité des travailleurs en Allemagne ! (...) Il serait donc vraiment souhaitable (...) que vous disiez une bonne fois dans le *Volksstaat* la vérité sur ce type et sa « nullité ». ».

S'agissant de l'actualité de la Commune, il note :

« Il semble que les Parisiens aient le dessous. C'est leur faute, mais une faute qui, en fait, est le résultat d'une trop grande honnêteté. Le Comité central et plus tard la Commune ont donné à ce méchant avorton de Thiers le temps de concentrer des forces ennemies, 1. Parce que, chose insensée, ils ne voulaient pas engager la guerre civile, comme si Thiers ne l'avait pas engagée avec sa tentative de désarmer Paris par

¹ Dans une précédente lettre, Ludwig Kugelmann invitait Marx à bien se soigner : « Tu sais, lui écrivait-il, à quel point tes travaux scientifiques sont nécessaires pour le monde en général et ton activité indispensable à l'Internationale en particulier; tu dois donc te conserver pour ces tâches... et aussi un tout petit peu pour nous. ».

² C11, p. 176.

³ C11, pp. 177-178.

⁴ Et de celle d'August Bebel.

la force, comme si l'Assemblée nationale, convoquée uniquement pour décider de la paix ou de la guerre avec les Prussiens, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République. 2. Pour ne pas se voir coller l'étiquette d'usurpateurs, ils ont perdu de précieux instants (il s'agissait de marcher sur Versailles aussitôt après la défaite à Paris – Place Vendôme – des réactionnaires) en procédant à l'élection de la Commune, élection dont l'organisation coûta encore du temps¹. »

- 10.04.71 Marx à W. Liebknecht. Il l'informe que la découverte des archives de la famille impériale à Paris atteste que Karl Vogt a bien reçu une importante somme d'argent du pouvoir bonapartiste².
- 12.04.71 Marx remercie Ludwig Kugelmann pour ses conseils de santé.
- Il commente les événements de la Commune :
- « Si tu relis le dernier chapitre de mon *18 Brumaire*, tu verras que j'y exprime l'idée suivante : la prochaine tentative révolutionnaire en France ne devra pas, comme cela s'est produit jusqu'ici, faire changer de main l'appareil bureaucratique-militaire, mais le briser. Et c'est la condition préalable de toute véritable révolution populaire sur le continent. C'est bien là d'ailleurs ce que tendent nos héroïques camarades parisiens. Quelle souplesse, quelle initiative historique, quelle capacité de sacrifice chez ces Parisiens ! Après avoir été, pendant dix mois, affamés et désorganisés par la trahison intérieure plus que par l'ennemi extérieur, voilà qu'ils se soulèvent, sous la menace des baïonnettes prussiennes, comme si l'ennemi n'était pas toujours aux portes de Paris, comme s'il n'y avait pas eu de guerre entre la France et l'Allemagne ! L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de pareille grandeur !⁴ ».
- 13.04.71 Engels signale à W. Liebknecht, qui le lui a proposé, qu'il n'est pas d'accord sur la réédition, dans le *Volksstaat*, de son ancien écrit, « Esquisse d'une critique de l'économie politique », qui avait paru, en 1844, dans les *Annales franco-allemandes*.
- 17.04.71 Marx revient à l'adresse de L. Kugelmann sur la situation parisienne. Il termine son analyse par ces mots : « La lutte de Paris a fait entrer dans une nouvelle phase la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste et son Etat. Quelle que soit l'issue im-
- Il ajoute un rappel des rumeurs récemment parues dans la presse française sur sa prétendue ancienne relation, en 1857, comme secrétaire privé, avec Bismarck³.
- Il ajoute :
- « S'ils succombent ce sera uniquement pour avoir été « trop gentils ». Il eût fallu marcher tout de suite sur Versailles, une fois que Vinoy d'abord, puis la fraction réactionnaire de la garde nationale de Paris eurent d'eux-mêmes laissé le champ libre. Par scrupules de conscience, on laissa passer le temps opportun. On ne voulait pas déclencher la guerre civile, comme si ce méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà déclenchée en tentant de désarmer Paris ! Deuxième faute : le Comité central⁵ résilia ses pouvoirs trop tôt, pour faire place à la Commune. Encore un souci d'« honnêteté » ! Quoi qu'il en soit, l'actuel soulèvement de Paris, même s'il succombe sous l'assaut des loups, des porcs et des sales chiens de la vieille société, est l'exploit le plus glorieux de notre parti depuis l'insurrection parisienne de juin⁶. Que l'on compare les Parisiens se lançant à l'assaut du ciel aux esclaves célestes du Saint Empire romain prusso-germanique, avec ses mascarades posthumes et ses relents de caserne et d'église, de féodalité racornie et surtout de bourgeoisie philistine⁷. ».
- « La chose, écrit-il, est totalement périmée et pleine d'inexactitudes qui ne feraient qu'embrouiller les gens. Avec ça, c'est encore tout à fait rédigé dans un style hégélien qui, lui plus, ne convient absolument plus. Ça n'a plus de valeur que comme document historique⁸. »

¹ C11, pp. 179-180.

² W. Liebknecht publiera l'information dans l'édition du 15 avril du *Volksstaat*.

³ C11, pp. 181-182.

⁴ C11, pp. 183-184.

⁵ Marx parle du Comité central de la Garde nationale.

⁶ De juin 1848.

⁷ Marx parle ici des Prussiens.

⁸ C11, p. 186.

médiate, elle a permis de conquérir une nouvelle base de départ d'une importance historique universelle¹. ».

- 18.04.71 Jenny, la fille de Marx, reprend contact plus sereinement avec L. Kugelmann. « Je ne puis supporter, *lui écrit-elle*, d'être tranquillement installée pendant que les plus courageux et les meilleurs sont massacrés sur l'ordre de Thiers, ce clown sauvage qui, malgré ses hordes de spadassins bien exercés, n'arriverait jamais à bout des Parisiens insurgés sans la main secourable de ses alliés prussiens qui semblent s'enorgueillir de leur rôle d'agents de police. Même la presse de Londres, qui s'est admirablement acquittée de son honorable mission en calomniant autant qu'il se pouvait les prolétaires de Paris, est maintenant obligée d'admettre qu'on n'a jamais lutté avec plus de bravoure ou d'audace pour défendre un principe. ».
- 19.04.71 Engels⁴ communique à Johann Georg Eccarius une note sur la grève des tisseurs et fileurs barcelonais.
- 20.04.71 Engels commente à l'adresse de W. Liebknecht les activités de *l'International Democratic Association* qui s'est récemment constituée à Londres et dont l'intégration au sein de l'AIT sera bientôt refusée.
- 26.04.71 Marx à l'adresse de Léo Frankel, à Paris : « Je suis chargé par le Conseil général de donner en son nom le démenti le plus formel au calomnies infâmes répandues contre Serraille par le citoyen Pyat. Les rancunes de cet homme découlent d'une seule source : *sa haine contre l'Internationale*. Par le moyen de sa *soi-disant* branche française de Londres, exclue par le Conseil général, où s'étaient glissés des mouchards, des ex-gardes impérialistes et des maquignons, Pyat essaya de se poser devant le monde comme le chef secret de notre organisation, à laquelle il n'appartient pas (...) Le Conseil général était donc forcé de dévouer publiquement ce lâche intrigant⁷. ».
- Elle lui donne des nouvelles de sa sœur Laura qui s'inquiète du départ de Paul Lafargue pour Paris². Sa sœur n'est pas moins soucieuse de la santé de son second fils, qui, malade, décèdera bientôt le 26 juillet 1871, à l'âge de six mois.
- Aussi envisage-t-elle de partir pour Bordeaux.
- Elle commente au passage la mort de Gustave Flourens, exécuté par un officier de gendarmerie à Rueil-Malmaison.
- Quelques mots d'excuse en fin de lettre sur le ton de sa précédente correspondance³.
- Il ne tarde pas à communiquer l'information à Francisco Mora qui était l'un des cofondateurs des sections espagnoles et portugaises de l'AIT⁵.
- « *C'est, lui écrit-il*, une caricature de l'AIT qui végète ici, depuis quelques années, dans l'obscurité, mais qui manifeste, de temps à autre, des vellétés de faire étalage publiquement de son importance, autrement dit de se ridiculiser, et ce, non sans une certaine tendance sous-jacente à se laisser confondre en douce avec l'AIT. (...) Tant que ces lascars vaquaient ici à leurs besognes obscures, nous les avons laissés faire, mais s'ils veulent s'étaler, des heurts sont inévitables et nous leur donnerons alors sur les doigts comme il convient⁶. ».
- Il lui annonce la prochaine parution de *La guerre civile en France* : « Jusqu'ici le Conseil général avait différé ce manifeste, puisqu'il attendait d'un jour à l'autre des informations exactes de la part de la branche parisienne. En vain ! Pas un mot ! Le Conseil ne pouvait plus longtemps procrastiner, parce que les ouvriers anglais attendent anxieusement des éclaircissements de sa part. ».

¹ C11, p. 187.

² Paul Lafargue s'y était rendu pour se concerter avec la Commune en vue d'organiser une « armée révolutionnaire » à Bordeaux.

³ C11, pp. 187-189.

⁴ Qui est, au sein du Conseil général de l'AIT, correspondant particulier pour l'Espagne.

⁵ C11, pp. 191-192.

⁶ C11, pp. 192-194.

⁷ C11, pp. 195-196.

- 28.04.71 Engels rassure Ludwig Kugelmann sur la santé de Marx qui est suivi par, dit-il, « un jeune médecin compétent¹ ».
- Il poursuit par une évocation anecdotique de leurs promenades à travers Londres².
- 04.05.71 Marx revient à l'adresse de W. Liebknecht sur les subsides versés, en août 1859, à Karl Vogt par le pouvoir impérial français.
- Engels envoie le même jour à Liebknecht un article sur cette question (intitulé « Une fois de plus « Herr Vogt » ») à paraître dans le *Volksstaat*³.
- 12.05.71 Jenny, l'épouse de Marx, écrit à Ludwig Kugelmann : « Vous n'avez pas idée, *lui déclare-t-elle*, combien ce qui s'est passé en France nous a fait souffrir, mon mari, les filles et moi-même. D'abord l'effroyable guerre et à présent le deuxième siège⁴ de Paris, bien plus effroyable encore. La mort de Flourens, brave entre les braves, nous a tous profondément atteints et à présent la lutte désespérée de la Commune à laquelle participent tous nos plus vieux, tous nos meilleurs amis. (...) Dès que le Maire aura terminé son Adresse⁵ pour l'Internationale il vous écrira⁶. ».
- 13.05.71 Marx s'adresse à Leo Frankel et à Eugène Varlin, à Paris : « J'ai écrit plusieurs centaines de lettres dans votre cause à tous les coins du monde où nous avons des branches. La classe ouvrière était du reste pour la Commune dès son origine. Même les journaux bourgeois de l'Angleterre sont revenus de leur première férocité. Je réussis à y glisser de temps en temps des paragraphes favorables. ».
- Il ajoute : « La Commune me semble perdre trop de temps avec des bagatelles et des querelles personnelles. On voit qu'il y a encore d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne ferait rien si vous aviez du temps pour rattraper le temps perdu. ».
- Il termine par cette analyse :
« Les Prussiens ne délivreront pas les forts dans les mains des Versaillais, mais après la conclusion définitive de la paix (26 mai⁷), ils permettront au gouvernement de cerner Paris avec ses gendarmes. Comme Thiers et Cie avaient, comme vous le savez, stipulé un grand pot-de-vin dans leur traité conclu par Pouyer-Quertier, ils refusèrent d'accepter l'aide des banquiers allemands offerte par Bismarck. Dans ce cas, ils auraient perdu le pot-de-vin. La condition préalable de la réalisation de leur traité étant la conquête de Paris, ils ont prié Bismarck d'ajourner le paiement du premier terme jusqu'à l'occupation de Paris. Bismarck a accepté cette condition. La Prusse, ayant elle-même un besoin très pressant de cet argent, prêtera donc toutes les facilités possibles aux Versaillais pour accélérer l'occupation de Paris. Aussi, prenez garde !⁸ ».
- 23.05.71 Marx est de retour au Conseil général de l'AIT après une longue absence pour des raisons de santé. Il annonce qu'il se trouve prêt à terminer l'Adresse prévue qu'il présentera lors de la prochaine séance.
- La fin de la Commune parisienne s'annonce. « Si la Commune est défaite, *déclare Marx*, le combat ne sera que partie remise. Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent être anéantis; ils ne cesseront de s'affirmer jusqu'à ce que la classe ouvrière soit émancipée⁹. ».
- 30.05.71 Marx présente au Conseil général son Adresse sur la guerre franco-prussienne « qu'il lit intégralement ».
- Le document sera toutefois bientôt récusé, dès le 20 juin, par George Odger et par Benjamin Lucraft, lesquels remettront leur démission du Conseil général.
- Il s'agit du texte connu sous le titre « **La guerre civile en France** », du moins dans l'une de ses premières versions¹⁰.
- Le texte est voté « à l'unanimité sans débat¹. ». Le document sera publié à 1.000

¹ Une note significative à l'égard de Kugelmann, lui-même médecin.

² C11, pp. 197-198.

³ C11, p. 200.

⁴ Le siège de Paris par les versaillais.

⁵ *La Guerre civile en France* sera approuvée par le Conseil général de l'Internationale le 30 mai prochain.

⁶ C11, p. 203.

⁷ La paix sera signée le 10 mai.

⁸ C11, pp. 204-205.

⁹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 174.

¹⁰ Nous renvoyons sur ce point au volume publié en 1953 par les Editions sociales qui reproduit le manuscrit des deux versions préparatoires de la *Guerre civile en France*.

exemplaires.

- 06.06.71 Marx propose au Conseil de refuser toute relation avec l'*International Democratic Association* qui s'est récemment constituée à Londres². Il insiste sur les fausses informations diffusées dans la presse anglaise à propos de la Commune de Paris : « La presse anglaise remplit les fonctions de limiers de chiens policiers pour Thiers. Les calomnies contre la Commune et contre l'Internationale sont inventées pour servir sa politique sanguinaire. ».
- Il attire également l'attention du Conseil sur le comportement hostile de Giuseppe Mazzini à l'égard de la Commune : « Le plus tôt le peuple répudiera de telles gens sera le mieux³. ».
- 08.06.71 Un communiqué de Marx au rédacteur de la *Pall Mall Gazette* de Londres. Il corrige l'information selon laquelle il aurait été arrêté en Hollande... : « ce n'est peut-être là qu'une de ces innombrables histoires à sensation concernant l'Internationale que, depuis deux mois, la police franco-prussienne ne se lasse pas de fabriquer, la presse versaillaise de publier et le reste de la presse européenne de reproduire⁴. ».
- 12.06.71 Une lettre de Marx à Edward Spencer Beesley⁵ dont il a lu un récent article paru dans le *Bee-Hive*⁶ : « Malgré mon admiration pour votre article dans le *Bee-Hive*, vous me permettrez, en passant, de vous faire remarquer que, comme homme de parti je prends une position tout à fait hostile au comtisme et que, comme homme de science, j'ai de lui une mince opinion, mais je vous considère comme le seul comtiste, aussi bien en Angleterre qu'en France, qui traite les crises historiques non pas en sectaire, mais en historien au meilleur sens du terme; je déplore presque de trouver votre nom dans ce journal⁷. ».
- Il ajoute à propos de la Commune : « Si la Commune avait écouté mes avertissements ! Je conseillais à ses membres de fortifier le côté nord des hauteurs de Montmartre, le côté prussien, et ils avaient encore le temps de le faire; je leur disais d'avance qu'autrement ils tomberaient dans une souricière; je leur dénonçais Pyat, Grousset et Vésinier, je leur demandais d'envoyer immédiatement à Londres tous les papiers qui compromettaient les membres de la Défense nationale, pour pouvoir, grâce à eux, tenir dans une certaine mesure en échec la sauvagerie des ennemis de la Commune, ce qui eût fait partiellement échouer le plan des Versaillais. ».
- Et il lui annonce la prochaine parution de *La Guerre civile en France*.
- 12.06.71 Marx et Engels s'adressent au rédacteur du *Times* de Londres pour commenter une récente circulaire de Jules Favre « à toutes les puissances européennes, les appelant à une chasse à mort contre l'Association Internationale des Travailleurs ». Ils dénoncent les « inventions policières » de leur accusateur : « D'un bout à l'autre de sa circulaire, qui prétend aussi être en partie dirigée contre l'Empire, Jules Favre ne fait La lettre se termine par ce propos ironique : « Que dirait Jules Favre si à son tour l'Internationale envoyait une circulaire sur Jules Favre à tous les cabinets de l'Europe, attirant leur attention particulière sur les documents publiés à Paris par feu M. Millière². »

¹ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, p. 177.

² Cf. la lettre du 20 avril 71 sur ce sujet d'Engels à W. Liebknecht.

³ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 178-180.

⁴ C11, p. 205.

⁵ Professeur à l'université de Londres, E.S. Beesly avait présidé le meeting fondateur de l'AIT le 28 septembre 1864.

⁶ Ancien organe de l'AIT dès novembre 64, le *Bee-Hive* avait été récusé par le Conseil général en avril 1870 en raison de la manière déformée dont il reproduisait les documents du Conseil.

⁷ C11, p. 206.

que répéter sur l'Internationale les inventions policières des accusateurs publics de l'Empire, et qui se sont écroulées misérablement, même devant les cours de justice de cet Empire¹ ».

- 13.06.71 Marx promet à Nicolai Danielson de lui envoyer bientôt le premier chapitre du *Capital* en vue de sa traduction en russe³. Il lui annonce la parution de *La Guerre civile en France* et se propose de lui envoyer le document.
- 13.06.71 Jenny, Laura et Eleanor, les filles de Marx, se trouvent à Bagnères-de-Luchon, près de la frontière espagnole. Leur père leur donne des nouvelles de la maison « une maison de fous où l'on blanchit, où l'on peint, à l'huile et à l'eau, on tapisse, et tout est sens dessus dessous (...) J'ai vécu plus souvent chez le général⁴ que chez nous⁵. ».
- 13.06.71 Jenny, l'épouse de Marx, répond à une correspondance de Peter Imandt. Elle lui annonce l'envoi de *La guerre civile en France*. Elle lui déclare : « Vous n'avez pas idée, cher Monsieur Imandt, par quelles épreuves de douleur et de rage nous avons passé ces dernières semaines. Il a fallu plus de vingt ans pour former des hommes aussi braves, aussi capables et aussi héroïques, et maintenant ils sont presque tous perdus. (...) D'autres sont encore cachés, mais j'ai peur que ces bouchers ne finissent par les dépister. ». Elle évoque bien sûr le sort des communards⁶.
- 13.06.71 Engels donne lecture devant le Conseil général de l'AIT du communiqué adressé par Marx et lui à la rédaction du *Times* en réponse à la récente circulaire calomnieuse de Jules Favre sur l'Internationale : « D'un bout à l'autre de sa circulaire, qui prétend être en partie dirigée contre l'Empire, Jules Favre ne fait que répéter sur l'Internationale les inventions policières des accusateurs publics de l'Empire, et qui se sont écroulées misérablement, même devant les cours de justice de cet Empire⁷. ».

Marx suggère que le Conseil adresse aux mouvements européens une circulaire sur Jules Favre : « C'est un devoir envers les Parisiens que d'abattre cet homme⁸. ».

¹ C11, pp. 208-209. La déclaration est signée par John Hales au titre de secrétaire du Conseil général de l'AIT.

² En référence à l'article publié le 8 février 1871 sous le titre "Le faussaire" par Jean-Baptiste Millière qui démontrait, preuves à l'appui, que J. Favre avait falsifié des documents officiels pour s'emparer d'un héritage destiné aux enfants de sa compagne, Jeanne Charmont, elle-même l'épouse non divorcée d'un certain A. Vernier domicilié en Algérie. L'héritage provenait de son ami Louis Alphonse Odier qui le destinait aux enfants dont il croyait que J. Favre était le père. A cette date, J-B Millière était mort, fusillé le 26 mai 71 par les troupes versaillaises.

³ Marx ne lui enverra le manuscrit que cinq mois plus tard. Danielson traduira les trois livres du *Capital* en russe, le premier en collaboration avec G.A. Lopatine.

⁴ Le surnom d'Engels.

⁵ C11, pp. 211-212. Les Lafargue, peu en sécurité à Bordeaux, avaient dû s'y réfugier. En août, Lafargue devra passer en Espagne. Jenny et Eleanor seront arrêtées et devront quitter la France.

⁶ C11, pp. 213-214.

⁷ Le texte de cette lettre se trouve aux pages 364-365 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*.

⁸ *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 182-184.

- 16.06.71 Engels informe sa mère de son opinion plutôt mesurée sur la controverse qui a surgi entre ses frères, Hermann et Emil et leur beau-frère, Adolph von Greisheim¹, à propos de la gestion des affaires industrielles et financières de la famille². Il hésite à lui rendre visite en raison des risques policiers qu'il est en mesure de courir dans le contexte actuel : « Le mieux que j'aie à faire c'est de voir venir les événements, jusqu'à ce que la police et les cervelles des philistins aient retrouvé un peu de calme. ».
- 18.06.71 Marx à L. Kugelmann. J'espère, lui écrit-il, que tu as reçu l'Adresse de *La guerre civile en France*. « Elle a fait un bruit du diable et j'ai l'honneur d'être en ce moment l'homme le plus calomnié et le plus menacé de Londres. Cela fait vraiment du bien après vingt ans d'une ennuyeuse idylle en plein marais³. La feuille gouvernementale *The Observer* me menace de poursuites judiciaires. *Qu'ils osent ! Je me moque bien de ces canailles-là !*⁴ ».
- 19.06.71 Marx et Engels protestent auprès du rédacteur du *Times* de Londres sur de fausses informations d'origine policière à propos de l'AIT. Ils s'adressent le même jour au rédacteur du *Standard* de Londres pour dénoncer les mêmes propos inexacts. Ils lui donnent pour référence les lignes de *La Guerre civile en France*⁵.
- 21.06.71 Poursuite de la polémique avec les journaux londoniens. Engels communique au rédacteur du *Daily News* un rectificatif sur le fait que l'Adresse de *La Guerre civile en France* n'aurait pas été adoptée par certains membres du Conseil général de l'AIT⁶. Il précise : « L'Adresse, comme maintes autres publications antérieures du Conseil, a été rédigée par le secrétaire-correspondant pour l'Allemagne, le Dr Karl Marx, adoptée à l'unanimité, et n'a été « revue » par personne. ».
- 22.06.71 Engels envoie à W. Liebknecht la traduction allemande de *La Guerre civile en France* que le *Volkstaat* publiera entre le 28 juin et le 29 juillet 1871. Il félicite au passage August Bebel pour son discours du 25 mai 71 au Reichstag, un discours par lequel il avait dénoncé l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine ainsi que l'aide apportée par Bismarck au gouvernement de Thiers, prenant ainsi fait et cause pour la Commune de Paris⁷.
« L'Adresse, lui écrit-il, a soulevé ici à Londres une clameur indicible ». Et de lui décrire les échos, souvent critiques, dans la presse londonienne : « Naturellement rien que des hurlements. *Tant mieux.* ».
- 26.06.71 Marx au rédacteur du *Daily News* de Londres. Il répond aux attaques lancées dans ce journal par B. Lucraft et G.J. Holyoake et il précise : « L'Adresse sur la *Guerre civile en France*, rédigée par moi-même, a été adoptée à l'unanimité par le Conseil général de l'Internationale et est, par conséquent, l'expression officielle de ses propres vues⁸. ».
- 27.06.71 Engels adresse à son tour une déclaration au rédacteur en chef du *Daily News* à propos des lettres de Benjamin Lucraft et de Il annonce que la démission de B. Lucraft et de G. Odger a été actée par le Conseil général de l'AIT⁹.

¹ Le mari de sa sœur Elise.

² C11, pp. 214-217. Pour rappel, Engels s'était lui-même retiré de la firme Ermen & Engels dès le 1^{er} juillet 1869.

³ Marx évoque ses vingt ans d'exil en Angleterre.

⁴ C11, pp. 217-218.

⁵ C11, pp. 218-220.

⁶ C11, pp. 220-221. Le conflit a éclaté au sein du Conseil général de l'AIT en raison des déclarations publiées dans le *Daily News* par George Jacob Holyoake à propos de son désaccord avec la Commune de Paris et avec la brochure de Marx sur la *Guerre civile en France*.

⁷ C11, pp. 223-224.

⁸ C11, p. 225.

⁹ C11, pp. 226-227.

George Jacob Holyoake récemment parues dans le journal.

- 30.06.71 Marx adresse au rédacteur en chef de la *Neue Freie Presse* de Vienne un correctif concernant sa prétendue rencontre avec Alexandre Herzen : « Adversaire résolu de Herzen, je me suis toujours refusé à le rencontrer et n'ai donc jamais vu cet homme de ma vie¹. ».
- Le même jour, il s'adresse à la rédaction de la *Pall Mall Gazette* de Londres pour confirmer ses accusations contre Jules Favre parues dans le *Daily News* : « Vous affirmez que ces accusations sont des « calomnies ». Je déclare que c'est vous le calomniateur. Ce n'est pas ma faute si vous êtes aussi ignorant qu'arrogant. Si nous vivions sur le continent, je vous demanderais raison d'une autre façon². ».
-
- 01.07.71 Engels adresse une longue lettre au militant italien Carlo Cafiero à qui il a envoyé un exemplaire de *La Guerre civile en France*.
- Son propos concerne surtout l'activité de Bakounine et son influence en Italie. « Bakounine, écrit-il, a sa propre théorie, un mélange de communisme et de proudhonisme. Sa volonté de fondre ces deux théories en une vous prouve qu'il n'entend rien à l'économie politique. Il a repris de Proudhon certaines formules dont celle sur l'anarchie comme « stade final de la société » et il est autant que lui hostile à toute action politique de la classe ouvrière, car d'une part cela reviendrait à admettre le caractère politique des choses et d'autre part, à son sens, tous les actes politiques sont « autoritaires ». Comment il espère voir briser l'oppression politique actuelle et la tyrannie du capital et voir se réaliser ses idées favorites sur l'abolition de l'héritage³ sans « acte autoritaire », cela, il ne le dit pas. ».
- Et de commenter avec précision les diverses manœuvres de Bakounine à l'égard de l'AIT⁴.
- 03.07.71 Marx accorde une interview au correspondant du journal new yorkais *The World*.
- 10.07.71 Engels à W. Liebknecht : il lui annonce notamment la démission de George Odger du Conseil général de l'AIT, lequel, ajoute-t-il, a complètement rompu avec la *Pall Mall Gazette* en raison des calomnies diffusées par ce journal contre *La Guerre civile en France*⁵.
- 11.07.71 Marx communique à nouveau une protestation au *Morning Advertiser* de Londres à propos d'un éditorial fallacieux.
- « Permettez-moi de déclarer que toutes les citations sur lesquelles vous fondez votre article sont des faux du début à la fin. Vous avez sans doute été induits en erreur par quelques contrefaçons que la police parisienne a l'habitude de publier quotidiennement sous mon nom pour se procurer des preuves contre les « Internationaux » internés à Versailles⁶. ».

¹ C11, pp. 227-228.

² C'est-à-dire par un duel... Marx le précisera dans sa lettre à L. Kugelmann du 27 juillet : « Tu t'es sans doute étonné que dans ma missive au *Pall Mall*, j'aie fait allusion à un duel », lui écrit-il. (C11, p. 246)

³ En référence aux positions de Bakounine lors du 4^e Congrès de l'Internationale du 6-12 septembre 1869 à Bâle. Sur cette question nous renvoyons au chapitre 2.2 de notre **fascicule 39**.

⁴ C11, pp. 229-234.

⁵ C11, p. 235.

⁶ C11, p. 237. La lettre de Marx sera publiée par le journal le 13 juillet.

- 13.07.71 Nouvelle protestation de Marx à l'adresse du *Standard* de Londres qui a publié la traduction d'une lettre parue dans la *Gazette de France* et prétendument signée par lui. Il dément catégoriquement : « Cette lettre est un faux du début à la fin, de même que toutes mes prétendues lettres précédentes parues récemment dans le *Paris-Journal* et autre feuilles de la police française¹. ».
- 16.07.71 Engels renoue avec Carlo Cafiero. Il se réjouit de la traduction en italien de *La Guerre civile en France* et lui annonce les autres traductions. Il lui envoie divers documents récents et plus anciens : « vous disposez maintenant de suffisamment de documentation pour pouvoir donner sur l'état actuel de l'association toutes les informations que nos amis de Florence désirent. ».
- 10.07.71 Marx accorde une interview au correspondant du journal *The New-York Herald*.
- 22.07.71 Marx s'excuse auprès de N.F. Danielson de son retard à lui adresser les pages du *Capital*³.
- 25.07.71 Engels annonce au Conseil général que Joseph Mazzini a récemment attaqué l'Internationale dans un récent article « Aux ouvriers italiens » publié dans la *Roma del Popolo* du 13 juillet, affirmant, s'agissant du Conseil, que « son âme est le Dr. Marx, homme d'un tempérament dominateur, avec plus de haine que d'amour dans le cœur » et ajoutant : « Les trois principes fondamentaux de l'Association internationale sont : 1. Négation de Dieu, c'est-à-dire de toute moralité, 2. Négation de la Patrie, qu'elle dissout en un conglomérat de communes, dont le destin inévitable est de se quereller; 3. Négation de la Propriété, privant ainsi le travailleur des fruits de son labeur, car le droit à la propriété privée c'est le droit de chacun à ce qu'il a produit. »
- Engels commente : « Ces accusations sont mensongères et absurdes. (...) La forme de propriété privée qui assure à chacun les fruits de son propre labeur, l'Internationale ne veut pas l'abolir, mais l'établir. Aujourd'hui, les fruits du travail des masses passent dans les poches d'un petit nombre, et c'est ce système de production capitaliste que Mazzini veut laisser inchangé alors que l'Internationale veut le détruire. ».
- Engels ajoute la proposition de réunir en septembre prochain un congrès ou une conférence privée de l'AIT.
- Marx annonce que la deuxième édition de *La guerre civile en France* est déjà épuisée et demande qu'une nouvelle édition soit imprimée. 1.000 exemplaires sont prévus⁴.
- 26.07.71 Décès, à l'âge de 6 mois, du petit garçon, de Laura et Paul Lafargue, leur second fils.
- 27.07.71 Marx s'inquiète du silence de L. Kugelmann : « Ce serait fou de ta part de vouloir de la sorte me punir de mon silence en usant du vieil « œil pour œil, dent pour dent ». Songe, mon cher, que, si les journées avaient quatre-huit heures, je n'aurais quand même pu depuis des semaines venir à bout de mon travail quotidien. Le travail pour l'*Internationale* est immense; de plus
- Il ajoute un mot sur ses nombreuses controverses avec la presse : « On croyait jusqu'à présent que la formation des mythes chrétiens dans l'Empire romain n'avait été possible que parce que l'imprimerie n'était pas encore inventée. C'est tout le contraire. La presse quotidienne et le télégraphe qui répand ses inventions en un clin d'œil dans tout le globe fabriquent plus de mythes en un jour qu'on ne pouvait en fabriquer

¹ C11, p. 239.

² C11, pp. 239-243.

³ C11, p. 244.

⁴ Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux, pp. 210-211.

Londres est plein de réfugiés dont il faut nous occuper. En plus d'autres personnes, des journalistes, des gens de toute espèce me harcèlent pour voir *le monstre* de leurs propres yeux. ».

autrefois en un siècle (et ces veaux de bourgeois les gobent et les diffusent)¹. ».

- 27.07.71 Engels réclame (plutôt sèchement) à W. Liebknecht l'envoi de 25 exemplaires du tirage à part de *La guerre civile en France* : « En voilà assez. Quand je t'ai remis la *Guerre des paysans*, tu ne m'en as pas envoyé un seul exemplaire. (...) Cette fois-ci, je compte être traité avec plus de correction et je demande, pour moi, 25 exemplaires du tirage à part de l'Adresse. J'ai, non seulement à titre privé, des impératifs de politesse à respecter mais je dois aussi remettre des exemplaires aux ouvriers allemands d'ici et d'ailleurs; en plus quelque 25 ex. devaient revenir, je pense, au *Conseil général*². ».

Marx annonce à Nikolaï Outine la prochaine tenue d'une Conférence privée de l'AiT à Londres³. Il insiste : « La convocation de cette Conférence *ne doit pas être publiée dans les journaux*. Ses séances ne seront pas publiques. La Conférence n'aura pas à s'occuper de questions théoriques, mais exclusivement de questions d'organisation. On y videra aussi les querelles entre les différentes sections du même pays. ».

S'agissant de l'*Alliance de la démocratie socialiste* Genève, il lui indique qu'elle n'a pas été révoquée, mais que l'absence de contributions de sa part laisse penser qu'elle s'est exclue d'elle-même. On en discutera lors de la prochaine Conférence.

- 28.07.71 Engels adresse un nouveau (très) long courrier à Carlo Cafiero à Naples.

Il commente d'abord l'attitude du militant bakouniniste Stefano Caporusso qui a été exclu de l'AiT pour détournement de fonds.

Il ajoute : « Vous avez parfaitement raison d'insister sur le moment de la réflexion (je reconnais avec joie la voix du vieil Hegel auquel nous devons tant, nous aussi) de dire que l'Association ne peut se contenter pour toute action de reprendre l'affirmation pure et simple de l'art 1 des statuts, car son principe, s'il n'est pas développé, demeurera simple *négation*, la négation du droit des classes aristocratiques et bourgeoises d'« exploiter » le prolétariat. En réalité nous devons aller beaucoup plus loin. Nous devons développer le côté positif de la chose, à savoir comment réaliser l'émancipation du prolétariat; c'est pourquoi, inévitablement, mais aussi nécessairement, nous aurons à discuter des diverses opinions. Comme je l'ai déjà dit, cette discussion se mène de façon permanente non seulement au sein de l'Association, mais aussi à l'intérieur du Conseil général, où il y a des *communistes*, des *proudhoniens*, des *owenistes*, des *chartistes*, des *bakouninistes*, etc. etc. La difficulté majeure consiste à maintenir l'unité et à veiller à ce que la diversité des opinions sur cette question ne mette pas en cause la force et la stabilité de l'Association. ».

Or, à ce propos, ajoute Engels, le rôle des bakouninistes de Suisse a toujours été néfaste par leur comportement sectaire. Et de lui citer intégralement la résolution du 22 décembre 1868 du Conseil à propos de l'*Alliance de la Démocratie nouvelle* de Genève.

Il termine à propos de Mazzini et de son récent article paru dans la *Roma del Popolo* : « Quand Mazzini qualifie notre ami Marx de *génie...destructeur, de tempérament despotique*, etc. etc., je ne puis vous dire qu'une chose : ce *despotisme* destructeur et le caractère jaloux de Marx ont su maintenir unie notre Association durant sept ans et il a fait plus que quiconque pour l'amener au superbe niveau où elle se trouve aujourd'hui⁴. ».

¹ C11, p. 246.

² C11, p. 247.

³ Cette conférence privée se tiendra du 17 au 23 septembre 1871, avec, compte tenu de la situation politique, un nombre réduit de 32 membres.

⁴ C11, pp. 250-259.

Début août : Engels s'adresse à la mère supérieure du couvent des Sœurs de la Providence à Hampstead, un quartier de Londres, pour lui demander d'accueillir les trois petites filles d'Eugène Dupont dont l'épouse est décédée¹.

04.08.71 Engels se plaint sévèrement auprès de Philippe Coenen du comportement des cigariers d'Anvers qui, pendant leur grève, ont reçu une importante aide financière de l'AIT et ne lui sont toujours pas affiliés : « Cela est vraiment fort, et quant à moi, pour des ingrats pareils, je suis déterminé de ne plus rien faire du tout. Est-ce que ces messieurs appellent cela de la solidarité que de prendre l'argent des ouvriers anglais et autres que leur procure l'Internationale, et puis après l'avoir empoché de ne pas joindre notre association comme première preuve qu'ils sont prêts d'en faire autant pour d'autres ? Ce n'est pas ainsi que nous comprenons la chose ici, et ce n'est pas pour de pareilles gens que doit travailler l'Internationale. (...) Ces gens méritent que les bourgeois les exploitent de plus belle, car ils refusent le seul moyen de salut possible contre l'exploitation bourgeoise : l'association et l'organisation des ouvriers de toute l'Europe². ».

07.08.71 Engels communique au *Times* une lettre qu'il a reçue de France sur les retards de la justice française dans les procès des communards emprisonnés³. « Monsieur Thiers, *lit-on*, a la prétention de tout faire lui-même; cette manie va si loin que, non content de convoquer dans son cabinet tous les *juges d'instruction*, contrairement à tous les usages, il prétend même contrôler la composition de l'auditoire qui sera admis dans la salle d'audience⁴. ».

09.08.71 Engels sollicite P. L. Lavrov, qui est à Paris, pour obtenir un abonnement à la *Gazette des Tribunaux* : « Il faut que nous ayons le texte le plus authentique possible des procès de Versailles pour nos études historiques et je ne connais pas d'autre journal qui en donnerait un rapport aussi complet que celui-ci. ».

Il ajoute : « Pour étudier les événements militaires des deux sièges de Paris, il me faut un plan de Paris et des environs, le

¹ C11, pp. 259-260. Eugène Dupont qui était secrétaire correspondant du Conseil général de l'AIT pour la France.

² C11, pp. 261-262. Très proche de Marx et d'Engels, Eugène Dupont, qui avait pris part à l'insurrection de 1848, s'était installé à Londres dès 1862 et était devenu membre du Conseil général de l'AIT au titre de secrétaire-correspondant pour la France. En 1870, il s'était installé à Manchester où il travaillait comme contre-maître dans une fabrique d'instruments musicaux.

³ Après la défaite de La Commune, des milliers de communards furent jetés en prison ou entassés sur des pontons. Le gouvernement de Thiers laissa traîner les choses et ce n'est que le 7 août que commença le premier procès pour se terminer le 2 septembre.

⁴ C11, p. 263. Le *Times* refusera de publier la lettre d'Engels.

⁵ C11, pp. 264-265.

meilleur qui existe, donnant, si possible, aussi les noms des rues de Neuilly et des autres petits endroits où l'on s'est battu⁵. ».

- 10.08.71 Marx s'adresse à Theodor Koll pour lui rappeler qu'il a démissionné de *l'Association pour la formation des travailleurs de Londres* dont Koll était le trésorier¹.
- mi-août Engels informe W. Liebknecht que la police française a ordonné aux filles de Marx (qui se trouvent à Bagnères-de-Luchon) de quitter la France. Lafargue est, quant à lui, passé en Espagne².
- 16.08.71 Du 16 au 29 août, Marx séjourne à Brighton **pour des raisons de santé**.
- 17.08.71 Marx proteste auprès de la rédaction du *New York Herald* à propos d'un article paru le 3 août dernier sur de prétendues déclarations méprisantes qui lui ont été attribuées à l'égard des dirigeants de la Commune³.
- 19.08.71 Marx se trouve à Brighton. Il écrit à Engels : « C'est aujourd'hui la première belle journée pour moi ici. Pluie hier et avant-hier. Malheureusement, je n'ai pas emporté ma mixture pour le foie, mais l'air me fait grand bien. Si cela est possible (et si les enfants n'arrivent pas avant⁴) je voudrais bien rester ici jusqu'à jeudi, mais pas d'argent en poche et ta lettre m'apprend que tu es toi-même à sec⁵. ».
- 19.08.71 Nouvelle protestation de Marx à l'adresse, cette fois, de la *Public Opinion* de Londres qui a reproduit, traduite de la *National Zeitung* (l'organe notoire de Bismarck, souligne Marx) le passage suivant :
- « Le capital, dit Marx, trafique avec la force et la vie de l'ouvrier; mais ce nouveau messie n'a pas avancé d'un pas pour autant; il prend au travailleur l'argent que le capitaliste lui a versé pour son travail et lui délivre généreusement en échange une traite payable par un Etat qui existera peut-être dans un millier d'années. Nous connaissions suffisamment par les congrès et les journaux de ce parti les histoires édifiantes qu'on raconte sur la vile corruption des agitateurs socialistes, l'abus honteux qu'ils font de l'argent qui leur été confié et les accusations qu'ils se lancent mutuellement à la tête. C'est un monstrueux volcan qui crache ses saletés et dont les éruptions ne pouvaient donner naissance qu'à une Commune de Paris. ».
- Marx insiste : « En réplique à ces rédacteurs vénaux de la *National Zeitung*, j'estime suffisant de déclarer que je n'ai jamais demandé ni reçu le moindre centime de la classe ouvrière de ce pays ou de quelque autre. A l'exception du secrétaire général qui reçoit une rémunération de 10 shillings par semaine, tous les membres du Conseil général de l'Internationale font leur travail *gratuitement*⁷. ».
- 23.08.71 Engels n'a pas tardé à envoyer 5 £ à Marx : « Reste là-bas aussi longtemps que tu peux, ça te fera plus bien que de revenir ici; de toute façon tes filles n'arriveront pas cette semaine. D'après la *Pall Mall*, Lafargue est libre également. ».
- Il lui annonce que les lassalliens de *l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands* ont porté plainte contre lui au motif qu'il aurait détourné l'argent collecté pour les grévistes de Pest. En réalité, la grève étant terminée, cet argent a été versé au fonds de se-

¹ C11, pp. 266-267.

² C11, pp. 271-272.

³ C11, p. 273.

⁴ Jenny et Eleanor qui venaient d'être expulsées de France.

⁵ C11, p. 275.

⁶ Conformément à la décision de la Conférence de Londres de l'AIT, Marx rédigea, le 14 octobre 1871, une *Déclaration du Conseil général sur l'usurpation par Netchaïev du nom de l'Internationale*.

⁷ C11, pp. 276-277.

cours des communards.

Et des nouvelles du Conseil, lequel a récemment débattu d'un plan mis au point pour envoyer les prisonniers versaillais au Canada. « On soupçonne Thiers d'être derrière pour s'en débarrasser¹. ».

25.08.71 Marx, qui est toujours à Brighton, reprend contact avec Charles Dana, l'ancien rédacteur en chef du *New York Daily Tribune*, qui a repris un autre journal, *The Sun*, et qui a demandé à Marx de lui adresser des collaborations à propos de l'Internationale.

Il lui annonce : « Le nombre de réfugiés de la Commune qui arrivent à Londres ne cesse de croître, alors que les moyens de leur venir en aide diminuent chaque jour, si bien que beaucoup d'entre eux sont dans une situation fort déplorable. Nous allons lancer un appel aux Américains pour qu'ils les aident. ».

Il lui donne ensuite des nouvelles de sa fille Laura et de Paul Lafargue qui se sont rendus en France pour assister au décès du père de Lafargue et qui viennent de perdre un de leurs enfants. Ils ont reçu la visite de la police qui les a invités à quitter le pays. Heureusement Lafargue a pu franchir la frontière espagnole où il a toutefois été lui-même arrêté comme « membre de la Commune² ».

« Tous ces événements ne sont rien d'autre que de piètres tentatives de Monsieur Thiers et Cie de se venger de moi, auteur de l'Adresse du Conseil général de l'Internationale sur la Guerre civile (...) M. Thiers est dans ses relations avec les puissances étrangères aussi lâche qu'il est sans scrupule à l'égard de ses compatriotes désarmés³. ».

25.08.71 Marx donne de ses nouvelles à son épouse Jenny : « J'ai eu ici en général un temps orageux et pluvieux, si bien que mon rhume accompagné de toux a continué. Mais l'air merveilleux et le bain que je prends chaque jour ont été très bénéfiques à mon état de santé général. (...) Pendant tout ce temps, je n'ai rien autant regretté que ton absence⁴. ».

Il lui raconte cette anecdote : « Le deuxième jour de mon arrivée ici, j'ai rencontré au coin de ma rue en position d'attente, le même type dont je t'ai déjà dit qu'il nous avait à plusieurs reprises accompagnés jusqu'à la maison, Engels et moi, qu'Engels le tenait pour un mouchard et qu'une fois nous lui avons fait des « signes ». Tu sais bien qu'en général, je ne suis pas flaireur de mouchards. Mais ce type-là s'était ouvertement et indéniablement attaché ici à mes pas. Hier j'ai fini par trouver la chose lassante, je me suis arrêté et j'ai fixé l'individu avec mon fameux monocle. Qu'a-t-il fait ? Il a humblement ôté son chapeau et ne m'a plus fait l'honneur aujourd'hui de m'escorter. ».

29.08.71 Marx est rentré à Londres.

Il répond à une lettre de l'écrivain américain Moncure Daniel Conway qui lui a demandé d'assister à une séance du Conseil général. C'est impossible, insiste-t-il, et cette mesure d'écartement d'invités étrangers « s'est avérée nécessaire en raison de l'infiltration de mouchards français⁵. ».

30.08.71 Marx avertit le rédacteur du journal « La

¹ C11, pp. 278-279.

² Arrêté à Huesca, le 16 août, à la demande du gouvernement de Thiers, Lafargue sera libéré le 21 août par le pouvoir espagnol.

³ C11, pp. 280-283.

⁴ C11, p. 286.

⁵ C11, p. 287.

Vérité » à Paris que « tous les manifestes imprimés à Paris au nom de l'Internationale depuis l'entrée des troupes du gouvernement français à Paris, tous ces manifestes, sans exception aucune, sont des faux¹. ».

- 04.09.71 Nouvelle protestation de Marx à l'adresse de la presse, de l'*Evening Standard* de Londres, en l'occurrence, à propos d'informations selon lesquelles il vivrait aux crochets de la classe ouvrière².
- 06.09.71 Marx s'excuse auprès de Charles Dobson Collet de ne pas pouvoir lui envoyer un exemplaire du *Capital* : « L'édition française *in extenso* n'a pu se faire à cause de la guerre prussienne. Il n'est paru en anglais ni traduction ni compte rendu. Il y a deux ans, mon ami Engels a envoyé une analyse très précise du *Capital* à la *Fortnightly*, mais elle a été retournée accompagnée de la remarque : « trop scientifique pour le lecteur de revues anglaises »³.
- 08.09.71 Marx à Engels. Cette fois, c'est sa propre mort que la presse a annoncée : « Lundi dernier, l'*Avenir Libéral* – journal bonapartiste publié à Paris, a annoncé ma mort. A la suite de quoi on a reçu plusieurs missives, entre autres Dronke⁴ a écrit aujourd'hui à ma femme et Imandt⁵ a envoyé le *Dundee-Advertiser* contenant la même sottise⁶. ».
- 11.09.71 Engels répond à Wilhelm Liebknecht qui, sous le coup d'une inculpation de haute trahison, ne peut quitter l'Allemagne, et lui a proposé de représenter les délégués de Saxe à la prochaine Conférence de l'AIT à Londres.
- Il lui réclame plutôt durement l'envoi des exemplaires de l'édition allemande de *La Guerre civile en France* : « On nous interroge tous les jours à ce sujet. Je dois dire que cette façon de nous traiter n'est pas de nature à nous encourager à faire d'autres travaux. Je n'enverrai plus seule ligne de manuscrit, ni Marx non plus, jusqu'à ce que tu daignes enfin nous traiter avec une correction minimale⁷. ».
- Après une sévère critique d'Amandus Goegg, lequel, note-t-il, « n'a jamais représenté qui que ce soit sinon quelques pignoufs badois réactionnaires en Suisse », il l'interroge sur le projet du *Volksstaat* de publier une histoire de la Commune, ce dont Marx et lui s'étonnent : « Ce qui t'y autorise nous échappe. Je ne t'ai *personnellement* rien promis de ce genre et nous ignorons d'où tu tiens la nouvelle que quelqu'un allait écrire pour le *Volksstaat*, en accord avec le Conseil général, une histoire authentique de la Commune. En tout cas, puisqu'il est fait état du Conseil général, nous demandons un éclaircissement, car il pourrait y avoir quelques interpel-

¹ C11, p. 288. Le *Daily News* avait affirmé que l'Internationale avait invité les paysans français à brûler tous les châteaux possibles...

² C11, p. 290.

³ C11, pp. 291-292.

⁴ Ernst Dronke, ancien membre de la *Ligue des communistes* en 1848-1849 et un des rédacteurs de la *Neue Rheinische Zeitung*.

⁵ Peter Imandt.

⁶ C11, p. 293.

⁷ C11, p. 295.

lations à ce sujet¹. ».

- 12.09.71 Marx écrit à Friedrich Adolph Sorge : « Nous sommes ici, en ce moment, à tel point surchargés de travail que j'ai moi-même été contraint (et je le suis encore) d'interrompre des travaux théoriques très urgents. ».
- Il lui précise : « Je souligne seulement concernant les Statuts que l'édition anglaise est la seule identique². ».
- 13.09.71 Engels réside à Ramsgate du 13 au 15 septembre. Il y rejoint sa femme, Lizzy Burns, et l'épouse de Marx.
- 17.09.71 Réunion, **du 17 au 23 septembre**, de la Conférence privée de l'AIT à Londres.

Oui, une conférence **privée** : les circonstances au lendemain de la chute de la Commune de Paris rendaient impossible la convocation d'un Congrès régulier. Y prennent part 22 délégués avec voix délibérative et 10 délégués avec voix consultative. En tout 9 séances à huis clos. Marx représente l'Allemagne, et Engels l'Italie.

La Conférence étant d'ordre consultatif, ses résolutions devront être adoptées par le Conseil général avant d'être publiées sous forme d'une lettre circulaire à toutes les fédérations et sections de l'AIT.

Ces résolutions sont au nombre de 17, parmi lesquelles retenons :

- **la résolution IX** intitulée « **L'action politique de la classe ouvrière** » : après un rappel de l'*Adresse inaugurale* de 1864 (« La conquête du pouvoir politique est devenue le premier devoir de la classe ouvrière »), il est considéré « Que contre le pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : *l'abolition des classes* (...) Que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. »

Ce sont les **proudhoniens** qui se trouvent ici clairement visés.

- et **la résolution XVI** intitulée « **Alliance de la Démocratie Socialiste** » : rédigée par Marx, elle vise tout particulièrement les activités **bakouninistes** en Suisse. Il est décidé que « toutes les organisations existantes de l'Association Internationale des Travailleurs seront, conformément à la lettre et à l'esprit des Statuts Généraux, désormais obligées à s'appeler et à se constituer simplement et exclusivement comme branches, sections etc., de l'Association Internationale des Travailleurs avec les noms de leurs localités respectives attachées; qu'il sera donc défendu aux branches et sociétés existantes de continuer à se désigner par des noms de secte, c'est-à-dire comme groupes mutualistes, positivistes, collectivistes, communises, etc. ». Elle se termine par ce constat : « La Conférence déclare vidé l'incident de l'« Alliance de la Démocratie socialiste » ».

Suit une nouvelle version (révisée par Marx et par Engels) des *Statuts généraux et règlements administratifs de l'Association Internationale des travailleurs*³.

- 23.09.71 Jenny, la fille de Marx, adresse à la rédaction du *Woodhull & Claflin's Weekly* de New York un (très long⁴) récit détaillé de ses mésaventures policières en France.
- 23.09.71 Marx annonce à sa femme Jenny, qui se trouve à Ramsgate, que la Conférence privée de l'AIT touche à sa fin : « On a fait plus qu'à tous les congrès antérieurs réunis, parce qu'il n'y avait pas de public devant lequel il fallait jouer des comédies rhétoriques⁵. ».

¹ C11, pp. 295-297.

² C11, pp. 298-299. Marx évoque les statuts de l'Internationale édités à Londres en 1867 par le Conseil général.

³ L'ensemble des résolutions se trouve reproduit aux pages 387-412 du volume *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*.

⁴ Il occupe 10 pages : C11, pp. 303-313.

⁵ C11, p. 314.

- 28.09.71 Marx, son épouse et Engels séjournent à Ramsgate du 28 septembre au 3 octobre 1871.
- 29.09.71 Marx s'adresse à Gustav Kwasniewski, membre de la section berlinoise de l'AIT et du parti social-démocrate. Il lui donne des informations sur les résolutions de la récente Conférence. Il insiste sur les relations du parti ouvrier allemand avec l'Internationale : « elles consistent, *lui dit-il*, à tout attendre d'un côté sans fournir de contrepartie » et cela ne peut plus durer. C'est pourquoi j'invite la section berlinoise à entrer en correspondance directe avec moi et j'adresserai la même invitation à toutes les autres sections, tant que la direction du Parti social-démocrate continuera à ne rien faire en ce qui concerne l'organisation de l'Internationale en Allemagne. Que les lois empêchent une organisation normale, c'est possible, mais elles ne peuvent empêcher l'organisation existante du Parti ouvrier social-démocrate de faire concrètement ce que tous les autres pays font : enrôler des membres individuels, payer des cotisations, envoyer des rapport, etc.¹. ».
- 02.10.71 Le Conseil de l'AIT débat de la nomination des nouveaux secrétaires et de l'élection du nouveau bureau. Engels se trouve réélu comme secrétaire-correspondant pour l'Espagne, et Marx comme secrétaire-correspondant pour la Russie².
- 03.10.71 Jenny, la fille de Marx, donne de ses nouvelles à Ludwig Kugelmann, et lui communique notamment des informations sur la récente conférence de Londres et sur ses mésaventures policières en France³.
- 13.10.71 Engels communique à Enrico Lodi la résolution du Conseil général de l'AIT votée le 7 octobre dernier en vue de l'exclusion de Gustave Durand, au motif de sa complicité avec la police française dans la surveillance des réfugiés de la Commune à Londres⁴.
- 14.10.71 Marx adresse à John Hales la déclaration du Conseil général sur le personnage de Netchaïev, lequel « n'a jamais été ni membre, ni agent de l'Association Internationale des travailleurs » et qu'« il a usurpé le nom de l'Association internationale des Travailleurs pour faire des dupes et des victimes en Russie. ».
Il l'invite à envoyer cette résolution aux quotidiens londoniens⁵.
- 16.10.71 Jenny, la fille de Marx, à Ludwig Kugelmann. Elle lui annonce qu'elle vient d'envoyer au *Père Duchêne* d'Eugène Vermersch « une courte esquisse de la vie publique » de son père. Elle commente l'exclusion de Gustave Durand : « Si les gouvernements d'Europe ont leur police internationale, l'Internationale a aussi sa contre-police⁶. ».
- 21.10.71 Engels donne de ses nouvelles à sa mère et Il ajoute : « Tu savais bien que je n'avais rien

¹ C11, p. 316.

² *Le Conseil général de la première internationale 1870-1871, Procès-verbaux*, pp. 248-252.

³ C11, pp. 317-319.

⁴ C11, p. 322.

⁵ C11, p. 324. Une information qu'Engels communiquera le 20 octobre à la rédaction du *Gazzettino Rosa* de Milan. (C11, p. 327).

⁶ C11, pp. 324-325.

la prévient des « mensonges insultants » que diffuse la presse allemande sur la situation en France : « Des quelques otages qui ont été fusillés à la mode prussienne, des quelques palais qui ont été brûlés à l'exemple prussien, on fait grand bruit, car tout le reste est mensonge, mais les 40.000 hommes, femmes et enfants que les Versaillais ont massacrés à la mitrailleuse après le désarmement, cela personne n'en parle ! ».

changé de mes opinions depuis bientôt trente ans et tu devais aussi t'attendre à ce que, dès que les événements m'y forceraient, non seulement je prenne position, mais qu'aussi je fasse mon devoir. Si Marx n'était pas là ou n'avait pas existé, ça n'aurait rien changé du tout. Il est donc très injuste de lui mettre cela sur le dos, mais je me rappelle évidemment aussi qu'autrefois la famille de Marx prétendait que c'était moi qui l'avais perverti. Mais cela suffit. Il n'y a rien à y changer et il faut s'y faire. De toute façon, si le calme règne pendant quelque temps, la clameur s'assourdira et toi-même tu envisageras les choses plus sereinement. »

Il poursuit en évoquant son récent séjour à Ramsgate et termine par cette confidence : « Par ailleurs, je suis en parfaite bonne forme et je suis retourné à mes premières amours, à savoir la longue pipe, après avoir déniché ici un tabac digne de ce nom. Pour ce soir, je me suis réservé un plaisir particulier, car j'irai, quelle que soit la pluie, à la brasserie viennoise du Strand, où on peut enfin boire tout son soûl¹. ».

- 31.10.71 Engels s'adresse au rédacteur de l'*Eastern Post* de Londres pour faire le point sur certaines fausses informations qui ont récemment paru dans le *Times*.

Il rappelle que George Odger a démissionné du Conseil général en juin dernier, après la publication de l'Adresse sur la guerre civile en France et il insiste sur le fait que la récente Conférence de Londres « en a fini une fois pour toutes avec l'*Alliance* fondée par Michel Bakounine². ».

Fin octobre : Marx est souffrant et ne pourra assister durant un mois aux travaux du Conseil général de l'AIT.

- 04.11.71 Engels adresse (à nouveau) de sévères reproches à W. Liebknecht : « Je commence à m'habituer, lui écrit-il, au fait que tu as vis-à-vis de nous toutes sortes d'exigences, tandis qu'il ne te vient pas à l'esprit de nous rendre en retour ne serait-ce que les services les plus normaux ». En cause le suivi éditorial des manuscrits qu'il lui envoie.

Retenons ce jugement à propos d'Eugène Vermersch, l'éditeur du Père Duchêne : « une fieffée canaille³. ».

- 09.11.71 Marx communique à Nikolaï Danielson les corrections à apporter à l'édition allemande du premier volume du *Capital* en vue de sa traduction en russe.

Il s'excuse de son retard à lui répondre : « Mon temps, depuis des mois, est si pris (et sur ce point, il y a peu d'espoir d'une amélioration dans un proche avenir) que je n'arrive plus à poursuivre mes travaux théoriques (...) Il est certain qu'un beau matin je mettrai un terme à tout cela, mais il est des circonstances où l'on est moralement tenu de s'occuper de choses bien moins attrayantes que l'étude et la recherche scientifiques⁴. ».

A vrai dire, l'essentiel du temps de travail de

¹ C11, pp. 328-330.

² Une lettre qu'il signe au nom du secrétaire général John Hales. (C11, pp. 331-333).

³ C11, pp. 333-336.

⁴ C11, p. 340.

Marx en cette période est consacré à l'accueil des réfugiés de la Commune et à la diffusion des résolutions de la récente Conférence de l'Internationale.

Le même jour, Marx annonce à F. A. Sorge qu'il lui a envoyé une centaine de résolutions de la récente Conférence de l'AIT et bientôt, un millier des nouveaux Statuts et Règlements. « Le Conseil général, *note-t-il*, dépense beaucoup d'argent à exécuter les diverses tâches dont la Conférence l'a chargé. ».

Il adresse de Ludwig Kugelmann une copie française et anglaise des résolutions de la récente Conférence de l'AIT.

Il l'informe du conflit survenu avec la « Section française de 1871 » fondée à Londres en septembre 1871¹, un litige causé par sa collaboration avec les adeptes de Bakounine en Suisse : « Voilà comment ils me remercient pour les 5 mois ou presque que j'ai perdus à travailler pour les réfugiés et pour sauver leur honneur en écrivant *La Guerre civile en France*². ».

13.11.71 Engels (qui est, rappelons-le, secrétaire du Conseil général de l'AIT pour l'Italie) communique avec Theodor Cuno de Milan. Il l'invite à militer dans cette ville « jusqu'ici siège du mazzinisme et grande ville industrielle, importante pour nous : avec Milan nous récupérerons les districts industriels de la soierie de Lombardie qui viendront à nous d'eux-mêmes. Ce que vous, ainsi que vos amis, pourrez par conséquent faire à Milan pour la cause commune sera *tout particulièrement* précieux. ».

Il l'informe qu'il a rencontré au domicile de Marx Ricciotti Garibaldi, le fils de Giuseppe Garibaldi : « c'est un jeune homme très intelligent, d'un grand calme, mais plutôt soldat que penseur. Mais il peut être très utile. Tout comme le vieux³ montre dans ses conceptions théoriques plus de bonne volonté que de clarté (...) Si ses fils font preuve, dans toutes les grandes crises, du même instinct que lui, ils pourront faire beaucoup. ».

Et il lui adresse les résolutions de la récente Conférence de l'AIT et un exemplaire de *La Guerre civile en France*⁴.

17.11.71 Marx à W. Liebknecht, sur un ton sévère : « Tu peux en toute confiance admettre que je suis mieux renseigné que toi sur les intrigues au sein de l'Internationale. Aussi, quand je t'écris qu'il ne faut pas imprimer dans le *Volksstaat* de lettre de Boruttau⁵, se rapportant d'une façon quelconque à l'Internationale (...), tu as simplement à décider si tu veux agir *contre* nous ou *avec* nous. Dans ce dernier cas, mes avertissements fondés sur une connaissance précise des données sont à respecter à la lettre⁶. ».

Il ajoute : « Comme nous sommes très mécontents ici de la façon dont les affaires de l'Internationale ont jusqu'ici été menées, j'ai le devoir, conformément aux instructions du Conseil général, de me mettre directement en contact avec les principales localités en Allemagne, ce que j'ai déjà commencé de faire. ».

23.11.71 Marx s'adresse longuement à Friedrich Bolte à New York.

Les sectes ?

Il commente les relations conflictuelles de l'Internationale avec les manœuvres sectaires : « L'Internationale n'aurait pu s'affirmer si la marche de l'histoire n'avait déjà brisé le régime des sectes. Le développement des sectes socialistes et celui du mouvement ouvrier sont toujours en rapport inverse. Tant que les sectes se justifient (historiquement), la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour un mouvement historique autonome. Dès qu'elle atteint cette maturité, toutes les sectes sont réactionnaires par

Marx vise les proudhoniens en France, les lassalliens en Allemagne et tout particulièrement les activités de Bakounine dont il retrace les intrigues : « Fin 1868, le Russe Bakounine adhéra à l'*Internationale* dans le but de créer en son sein une *seconde Internationale* dont il serait lui-même le chef, sous le nom d'« Alliance de la démocratie Socialiste ». Il prétendait – alors qu'il est dénué de toute connaissance théorique – représenter, avec cet organisme étranger, la propagande *scientifique* de l'Internationale, propagande dont il voulait faire la vocation spéciale de cette autre *Internationale* à l'intérieur de

¹ Et au sein de laquelle s'était introduit le français Gustave Durand qui s'est révélé être un dénonciateur de la police française.

² C11, p. 343.

³ Giuseppe Garibaldi, lequel avait adressé récemment, le 21 octobre 71, une lettre au rédacteur du journal *Roma del Popolo* en critiquant les attaques de Mazzini contre l'Internationale.

⁴ C11, pp. 348-349.

⁵ Karl Boruttau, membre lassallien du *Parti ouvrier social-démocrate* et collaborateur du *Volksstaat*.

⁶ C11, p. 351.

essence. (...) Et l'histoire de l'Internationale a été une lutte incessante du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui essayent, à rebours du mouvement réel de la classe ouvrière, de s'affirmer à l'intérieur de l'Internationale même. ».

l'Internationale. (...). Le Conseil général a eu à lutter pendant des années contre cette conspiration¹. ».

Et de lui indiquer l'exclusion de la fraction bakouniniste par la récente Conférence de Londres.

- 24.11.71 Marx s'adresse à la rédaction du *Frankfurter Zeitung und Handelsblatt* de Francfort pour lui signaler une confusion en l'Internationale et ladite *Ligue républicaine universelle* récemment créée à Londres à l'initiative notamment de George Odger, Victor Le Lubez et Pierre Vésinier.

Marx reprend contact avec César De Paepe. Il s'excuse du retard de sa correspondance en raison de problèmes de santé et d'une surcharge de travail : « Je ne suis même pas arrivé à refaire le premier chapitre du *Capital* pour la traduction russe. (...) Je vous ai déjà dit à Londres que je me posais souvent la question si le temps n'était pas arrivé de me retirer du Conseil général. Plus la société se développe, plus mon temps se perd et, après tout, il faut enfin finir le *Capital*². ».

Il l'informe aussi des conditions anglaises pour s'établir comme médecin à Londres, un projet dont César De Paepe lui avait parlé.

- 25.11.71 Marx à sa fille Laura et à Paul Lafargue : « En partie à cause des affaires de l'Internationale, en partie à cause des visites que me rendent les Communards, je n'ai trouvé aucun moment pour écrire », leur confie-t-il. De plus, la traduction russe du *Capital* est en cours.

L'essentiel du propos concerne les décisions de la dernière Conférence de l'AIT à Londres, et en particulier le conflit avec *l'Alliance de la Démocratie socialiste* bakouniniste et l'exclusion de Paul Robin du Conseil général³.

- 29.11.71 Marx à F. A. Sorge : le propos concerne principalement la nomination de Joseph Patrick McDonnell comme secrétaire correspondant pour l'Irlande, une désignation qui avait été contestée par les Irlandais de New York.

« Avant son admission, précise Marx, le Conseil avait procédé à une enquête extrêmement sévère sur son honnêteté, car, comme tous les autres hommes politiques irlandais, il était terriblement calomnié par ses compatriotes.

Après avoir obtenu des témoignages irréfutables sur son caractère, le Conseil général l'élut, parce que *la masse des ouvriers irlandais en Angleterre* avait plus confiance en lui qu'en quiconque. Il est au-dessus de tout préjugé religieux et, en ce qui concerne ses opinions générales, il est absurde de lui reprocher quelques tendances « bourgeoises ». C'est un prolétaire de par son mode de vie et ses idées. ».

Il termine par cette recommandation : « Puissent les membres irlandais à New York ne pas oublier que, pour leur être utiles, nous avons avant tout besoin *d'influence sur les Irlandais d'Angleterre* et que, pour ce faire, il n'existe pas, à notre

¹ C11, pp. 353-361.

² C11, pp. 365-366.

³ C11, pp. 368-374.

connaissance, d'homme meilleur que McDonnel¹. ».

Engels informe P.L. Lavrov du conflit avec Bakounine « qui nous a fait un travail sans fin avec ses intrigues » : « L'affaire approche l'état aigu, et la guerre ouverte éclatera dans peu de temps dans la presse. C'est une scission ouverte à laquelle on tend². ».

Ce même jour, il adresse à la rédaction du *Proletario italiano* de Turin une rectification sur les décisions de la Conférence de Londres relatives à l'action politique de la classe ouvrière. Il rappelle la résolution IX de la Conférence sur le caractère « indissolublement uni » de l'action politique et du mouvement économique de la classe ouvrière³ ».

- 06.12.71 Engels s'autorise de son statut de correspondant du Conseil général pour l'Italie pour adresser une déclaration officielle à la rédaction de la *Roma del Popolo*.

Elle concerne la récente publication d'une série d'articles mensongers, calomnieux même, de Giuseppe Mazzini sur l'Internationale, des articles qui s'autorisaient de certaines affirmations de Bakounine. Il termine par cette ferme affirmation : « L'Internationale ne peut en aucun cas assumer la responsabilité des actes et des déclarations individuelles du citoyen Bakounine⁴. ».

- 09.12.71 Engels informe Paul Lafargue « sur les affaires d'Espagne » : « Il doit y avoir eu des luttes intérieures dans l'Internationale espagnole, luttes finalement décidées en notre faveur. ».

Il donne des nouvelles de la famille de Marx : « Comparé à leur état en hiver dernier, la santé de Maure, et celle de Jenny aussi, est bien meilleure. Maure ne tousse plus autant; il a eu un petit abcès sous l'épaule mais la furonculose a cessé et n'est pas revenue; son foie ne rentrera jamais dans son état normal à l'âge qu'il a⁵, mais il fonctionne bien mieux qu'auparavant, et Maure, ce qui est la chose principale, mène une vie plus rationnelle⁶. ».

- 12.12.71 Laura Lafargue informe son père des premiers contacts de son époux avec l'éditeur Maurice La Châtre en vue de l'édition française du premier livre du *Capital*. Paul Lafargue a pris l'initiative de verser de sa poche la garantie que réclame l'éditeur.

- 15.12.71 Engels informe W. Liebknecht des manœuvres des militants lassaliens infiltrés au sein de l'*Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands*, parmi lesquels Joseph Schneider qui a récemment

Il ajoute cette remarque sur les cotisations à l'Internationale des travailleurs allemands :

« Quand tu dis que les internationaux allemands n'ont pas besoin de payer de cotisation et qu'il

¹ C11, pp. 377-379.

² C11, pp. 379-380.

³ C11, pp. 381-382.

⁴ C11, pp. 384-386.

⁵ A cette date Marx, né le 5 mai 1818, se trouve au milieu de sa 53e année.

⁶ C11, pp. 386-388.

publié des articles hostiles à Marx et à l'AIT¹.

est tout à fait indifférent que l'Internationale ait beaucoup ou peu d'adhérents en Allemagne, tu défends un point de vue totalement opposé au nôtre. (...) Je n'arrive pas à comprendre comment vous pouvez croire que les autres nations devraient payer pour vous tandis que vous seriez parmi elles « par esprit », comme Jésus-Christ, tout en sauvant votre chair et votre argent. Cette attitude platonique doit en tout cas cesser et les travailleurs allemands doivent soit être *dans* l'Internationale, soit *ne pas y être*. Les Français sont soumis à une pression bien supérieure et pourtant nous sommes là-bas mieux organisés *que jamais*. Si toi, personnellement, tu traites ça en chose sans importance, nous serons obligés de nous adresser à d'autres, mais dis-toi bien que, d'une façon ou d'une autre, nous tirerons l'affaire au clair². ».

18.12.71 Marx remercie sa fille Laura Lafargue pour les premiers contacts que son époux, Paul, a pris avec l'éditeur Maurice La Châtre pour la traduction française du livre I du *Capital*. Il ajoute : « Le traducteur de Feuerbach³ ferait l'affaire⁴. ».

20.12.71 Marx adresse à la rédaction de *l'Eastern Post* de Londres une protestation contre un article calomnieux à son égard publié par Charles Bradlaugh, rédacteur du journal bourgeois *The National Reformer*, qui l'avait qualifié de *mouchard de Bismarck*⁵.

21.12.71 Jenny, la fille de Marx, écrit longuement à Ludwig Kugelmann.

Elle évoque toute l'intensité de ses activités au service des réfugiés de la Commune qui se trouvent écartés par les employeurs londoniens : « Les hommes qui avaient réussi à obtenir de l'embauche sous des noms d'emprunt sont congédiés dès qu'on découvre qui ils sont. ». Elle-même s'est vue refusée par la famille où elle avait trouvé un emploi comme éducatrice des enfants : « ils ont rompu toutes relations avec moi parce qu'ils ont fait la terrible découverte que je suis la fille du chef *pétroleur* qui a défendu l'ignominieux mouvement de la Commune. ».

Des nouvelles de son père : « Le Maure a eu énormément de mal à trouver le temps nécessaire pour mettre au point le premier chapitre de son livre en vue de la deuxième édition. Coûte que coûte, il espère maintenant pouvoir l'envoyer à son éditeur avant la fin de la semaine prochaine. (...) Mais je suis heureuse de vous dire que malgré tout cet océan de soucis, la santé de papa est assez bonne, bien meilleure qu'elle ne l'est généralement à cette période de l'année. ».

Et de lui décrire les nombreuses controverses de Marx avec la presse bourgeoise⁶.

29.12.71 Une lettre amicale d'Eleanor Marx à W. Liebknecht. Elle lui communique de la part de son père une correction relative à un article paru dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* sur les résolutions de la Conférence de Londres. Elle lui raconte ses mésaventures policières en France en compagnie de sa sœur Jenny.

Un mot sur la situation à Londres : « Il y a beaucoup de membres de la Commune ici et les pauvres réfugiés endurent beaucoup de souffrances – aucun d'eux n'a le moindre argent et vous n'avez pas idée de la difficulté qu'ils ont à trouver du travail. Je souhaiterais qu'ils aient quelques-uns des millions qu'on les accuse d'avoir volés !⁷ ».

30.12.71 Engels commente l'adresse de Paul Lafargue (qui se trouve à Madrid) les récentes manœuvres des bakouninistes au sein de l'AIT.

¹ C11, p. 389.

² C11, p. 392.

³ A savoir Joseph Roy.

⁴ C11, pp. 393-394.

⁵ C11, pp. 394-395.

⁶ C11, pp. 395-401.

⁷ C11, pp. 401-403.

Retenons ce propos **sur le principe même de l'autorité** :

« Nos amis d'Espagne verront maintenant l'abus que ces messieurs font du mot « autoritaire ». Dès que quelque chose déplaît aux bakouninistes, ils disent : c'est *autoritaire*, et avec cela ils croient l'avoir condamné à jamais. Si au lieu d'être des bourgeois, journalistes, etc., ils étaient des ouvriers, ou s'ils avaient seulement étudié un peu les questions économiques et les conditions de l'industrie moderne, ils sauraient que aucune action commune n'est possible sans l'imposition, à quelques-uns, d'une volonté étrangère, c'est-à-dire d'une autorité. Que ce soit la volonté d'une majorité de votants, d'un comité directeur ou d'un seul homme, c'est toujours une volonté imposée aux dissidents; mais sans cette volonté unique et directrice, aucune coopération n'est possible. Faites donc marcher une des grandes fabriques de Barcelone sans direction, c'est-à-dire sans autorité ! Ou administrez un chemin de fer sans la certitude que chaque ingénieur, chauffeur, etc., soit à sa place le moment exact où il doit y être ! Je voudrais bien savoir si le brave Bakounine confierait son gros corps à un wagon de chemin de fer si ce chemin de fer était administré selon des principes d'après lesquels personne ne serait à sa place s'il ne lui plaisait pas de subir l'autorité des règlements, bien autrement autoritaires, dans tout état possible de la Société, que ceux du Congrès de Bâle ! Toutes ces grandes phrases ultra-radicales et révolutionnaires ne font que cacher la misère des idées la plus complète et la plus complète ignorance des conditions dans lesquelles se produit la vie journalière de la société. Abolissez donc « toute autorité, même consentie » par les matelots sur un navire !¹ ».

¹ C11, pp. 405-406.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
La Commune de Paris, Chronologie des principaux événements	Vol. 41
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie (Der Volksstaat, des 16, 18 et 21.04.1875)</i>	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, Introduction à <i>La guerre civile en France</i> (18 mars 1891)	Vol. 41
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11

F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le Pô et le Rhin	Vol. 32
F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La Savoie, Nice et le Rhin	Vol. 34
F. Engels, La Savoie et Nice (<i>New-York Daily Tribune</i> du 21 février 1860)	Vol. 34
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune (<i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le rôle de la violence dans l'histoire (« Aspirations à l'unité jusque vers 1860 »)	Vol. 34
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (<i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) (<i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
La guerre franco-allemande de 1870, chronologie des principaux événements.	Vol. 41
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne.	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique.	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche.	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit.	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture.	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14

Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de 1861 et 1862 sur la guerre de Sécession américaine	Vol. 35
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, Préfaces au <i>Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, Adresse inaugurale de la Première Internationale	Vol. 36
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, <i>Herr Vogt</i>	Vol. 33
K. Marx, Interview de Marx par le journal new yorkais <i>The World</i> (le 3 juillet 1871)	Vol. 41
K. Marx, Interview de Marx par le <i>New-York Herald</i> , (le 20 juillet 1871)	Vol. 41
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Le Capital</i> (1), Livre I, Premier chapitre de la première section.	Vol. 38
K. Marx, <i>Le Capital</i> (2), Livre 1, Deuxième et troisième chapitres de la première section.	Vol. 40
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> ,	Vol. 41

K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (1)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Les massacres en Belgique</i>	Vol. 39
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, Première Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande	Vol. 41
K. Marx, Seconde Adresse du Conseil général de l'AIT sur la guerre franco-allemande	Vol. 41
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, <i>Salaire, prix et profit</i>	Vol. 37
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Sur le droit d'héritage.	Vol. 39
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1860-1864	Vol. 36
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (2) : 1859-1875	Vol. 38
K. Marx et la Première internationale (1) : Les années 1864-1866.	Vol. 36
K. Marx et la Première internationale (2) : Les années 1867-1870.	Vol. 39
K. Marx & Engels et la Première internationale (3) : l'année 1871.	Vol. 41
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le <i>Manifeste des Soixante</i>	Vol. 36
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur la guerre de Sécession américaine : chronologie	Vol. 35
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15

Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
<i>L'obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J Proudhon, « Aux ouvriers »	Vol. 36
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 14
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Henri Tolain, Eléments de biographie	Vol. 36
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
Tranches de vie : les années 1860-1861	Vol. 34
Tranches de vie : les années 1862-1864	Vol. 35
Tranches de vie : les années 1865-1867	Vol. 36
Tranches de vie : les années 1868-1870	Vol. 39
Tranches de vie : l'année 1871	Vol. 41
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19